

CONSEIL COMMUNAL DU 17 FÉVRIER 2025
GEMEENTERAAD VAN 17 FEBRUARI 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Vincent De Wolf, *Le Bourgmestre-Président/De Burgemeester-Voorzitter* ;
Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Maryam Matin Far,
André du Bus, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Eliane Paulissen, Arnaud Van Praet, Caroline Joway, Audrey Petit, Anne Vandersande, Laure-
Mélodie Defèche, Lucien Rigaux, Louise-Marie Bataille, Pieterjan Vanden Boer, Thibault
Deleixhe, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Jean-Sébastien Lemaire, Lise Ottinger,
Olivia de Callataÿ, Olivier Coppens, Delphine Cordier, Sylvie Vandecruys, Sana Aissaoui,
Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden ;
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Zacharia Moktar, Ethel Savelkoul, Sacha Moëns, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden.

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

17.02.2025/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.01.2025**

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du
Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et
du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 20.01.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de
gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van
het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0002 **Conseil communal - Délégations et mandats - BRULOCALIS**

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales de BRULOCALIS ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Monsieur Vincent DE WOLF, en qualité de membre et d'administrateur de Brulocalis.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - BRULOCALIS

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2018 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 6 december 2018;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van BRULOCALIS aangesteld moet worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Mijnheer Vincent DE WOLF tot lid en bestuurder van Brulocalis.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

17.02.2025/A/0003 Commissions du Conseil communal - Composition.

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale, stipulant, d'une part, que le Conseil communal peut créer en son sein des commissions qui ont pour mission de préparer les discussions lors des séances du Conseil communal, en réglant, d'autre part, la

répartition des mandats de membres de chaque commission ;

Vu les articles 54 et suivants du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Vu les propositions communiquées par les chefs de groupe ;

DECIDE:

1. de fixer le nombre de commissions à 8, en fonction des attributions des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
2. de fixer à 14 le nombre de sièges pour chacune des commissions ;
3. d'arrêter la nouvelle composition des commissions du conseil communal comme suit :

Administration générale & Personnel (Contentieux - Tutelle sur le CPAS - Personnel de l'enseignement)

Police et Prévention (Contrat de sécurité et de prévention)

Planification d'urgence

Coordination des grands projets (Coordination Contrat de Quartier Durable et Politique de la Ville - Développement et financement de projets)

Participation (Démocratie participative, Consultation et rencontres citoyennes, Conseils consultatifs)

Propreté publique

Climat (Transition écologique - Développement durable - Environnement - Alimentation durable - Sensibilisation - Plan climat - Budget carbone- Agriculture urbaine - Biodiversité - Politique de l'eau)

Logement (Agence Immobilière Sociale - Régie foncière - Observatoire du logement)

Jeunesse

Petite enfance (Maison des enfants - Crèches - Ludothèque - Stages créatifs et d'épanouissement de l'enfant)

Relations publiques & Communication (Image d'Etterbeek - Information)

Affaires Internationales (Affaires européennes, Jumelage)

Académies

Tourisme

Stationnement payant

Sécurité routière

Pour la Liste du Bourgmestre : Ethel Savelkoul, Olivier Coppens, Laurent Vleminckx, Cyril Savéant Vanséveren, Anne Vandesande, Laure-Mélanie Defèche

Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Pour les Engagés : Olivia de Callataÿ, Jean-Sébastien Lemaire

Pour Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Pieterjan Vanden Boer

Pour le PTB-PVDA : Lise Ottinger

État civil & Population (Affaires électorales - Recensement complémentaire - Étrangers - Protocole)

Animations & festivités

Personnel Assurances

Pour la Liste du Bourgmestre : Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Laure-Mélanie Defèche, Eliane Paulissen, Yasin Tatou, Ethel Savelkoul

Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Pour les Engagés : Jean-Sébastien Lemaire, Louise-Marie Bataille

Pour Ecolo-Groen : Audrey Petit, Helena Ruiz Fabra, Stéphanie Ngalula

Pour le PTB-PVDA : Sana Aissaoui

Finances & Budget (Fiscalité, à l'exception du budget carbone)

Culture (Bibliothèques - Histoire d'Etterbeek et patrimoine culturel - Prix Louis Schmidt - Centre culturel Senghor)

Cohésion sociale

Pour la Liste du Bourgmestre : Anne Vandesande, Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Cyril Savéant Vanséveren, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou

Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Pour les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ

Pour Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Pieterjan Vanden Boer, Helena Ruiz Fabra

Pour le PTB-PVDA : Sana Aissaoui

Aménagement du territoire & Urbanisme (Permis d'urbanisme et d'environnement - Lutte contre les nuisances - Patrimoine architectural et bâtiments classés)

Affaires néerlandophones (Culture néerlandophone - Académie néerlandophone - Centre culturel néerlandophone)

Emploi & Entrepreneuriat (Lutte contre le chômage - Mission locale pour l'Emploi)

Sport

Informatique & E-Gouvernement Marchés publics et Économat
Pour la Liste du Bourgmestre : Sylvie Vandecruys, Yasin Tatou, Anne Vandesande, Laure-Mélanie Defèche, Ethel Savelkoul, Laurent Vléminkx Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar Pour les Engagés : Jean-Sébastien Lemaire, Louise-Marie Bataille Pour Ecolo-Groen : Athénaïs Cazalis de Fondouce, Pieterjan Vanden Boer, Stéphanie Ngalula Pour le PTB-PVDA : Sacha Moëns
Enseignement Égalité des chances et Diversité – Lutte contre les discriminations Solidarité internationale (Solidarité et coopération internationale)
Pour la Liste du Bourgmestre : Anne Vandesande, Olivier Coppens, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Eliane Paulissen, Ethel Savelkoul Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar Pour les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ Pour Ecolo-Groen : Stéphanie Ngalula, Delphine Cordier, Caroline Joway Pour le PTB-PVDA : Sacha Moëns
Action sociale (personnes en situation d'handicap, seniors, pensionnés, etc.) Volontariat
Pour la Liste du Bourgmestre : Yasin Tatou, Sylvie Vandecruys, Anne Vandesande, Fridoline Ebongo, Olivier Coppens, Eliane Paulissen Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar Pour les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ Pour Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Audrey Petit, Delphine Cordier Pour le PTB-PVDA : Lise Ottinger
Promotion de la Santé (Observatoire de la santé et du social - Bien-être) Mobilité & Travaux publics (Éclairage public - Voirie - Garage communal) Espace public (Aménagement des espaces verts - Embellissement - Entretien, plantation et fleurissement) Bâtiments publics

Pour la Liste du Bourgmestre : Laurent Vleminckx, Fridoline Ebongo, Ethel Savelkoul, Laure-Mélanie Defèche, Anne Vandesande, Olivier Coppens

Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Pour les Engagés : Jean-Sébastien Lemaire, Louise-Marie Bataille

Pour Ecolo-Groen : Caroline Joway, Athénaïs Cazalis de Fondouce, Pieterjan Vanden Boer

Pour le PTB-PVDA : Sana Aissaoui

PME & Classes moyennes

Formation continuée (promotion sociale)

Brocantes, Foires & Marchés (Braderies)

Cultes & Laïcité

Bien-être animal

Pour la Liste du Bourgmestre : Laure-Mélanie Defèche, Sylvie Vandecruys, Cyril Savéant Vanséveren, Yasin Tatou, Laurent Vleminckx, Fridoline Ebongo

Pour le PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Pour les Engagés : Olivia de Callataÿ, Jean-Sébastien Lemaire

Pour Ecolo-Groen : Helena Ruiz Fabra, Audrey Petit, Athénaïs Cazalis de Fondouce

Pour le PTB-PVDA : Sacha Moëns

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Commissies van de Gemeenteraad - Samenstelling.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, bepalende dat enerzijds de Gemeenteraad in zijn midden commissies kan oprichten die als taak hebben de besprekingen van de gemeenteraadszittingen voor te bereiden, en anderzijds de verdeling van de mandatgen van lid van elke commissie te regelen;

Gelet op artikels 54 en volgende van het reglement van inwendige orde van het Gemeenteraad;

Gelet op de gecommuniceerde voorstellen van de fractieleiders;

BESLIST:

1. Het aantal commissies vast te stellen op 8 in functie van zijn leden;
2. Het aantal zetels voor elke commissie op 14 vast te stellen;
3. De nieuwe samenstelling van de commissies van de gemeenteraad als volgt vast te stellen:

Algemeen Bestuur & Personeel (Geschillen – Toezicht op het OCMW – Onderwijspersoneel)

Politie en Preventie (Veiligheids- en Preventiecontract)

Noodplanning

Coördinatie van de grote projecten (Coördinatie Duurzaam Wijkcontract en Stedenbeleid – Ontwikkeling en financiering van projecten)

Participatie (Participatieve democratie -Burgerraadplegingen en -ontmoetingen)

Openbare Netheid

Klimaat (Ecologische Transitie (Duurzame Ontwikkeling – Leefmilieu – Duurzame Voeding – Bewustmaking – Klimaatplan – Stadslandbouw – Biodiversiteit – Waterbeleid)

Huisvesting (Sociaal Verhuurkantoor – Regie van Grondbeleid - Huisvestingsobservatorium)

Jeugd

Kinderopvang (Maison des Enfants – Crèches – Spelothek – Creatieve en kinderonwikkelingscursussen)

Public Relations & Communicatie (Imago van Etterbeek – Informatie)

Internationale Aangelegenheden (verzustering)

Academiën

Toerisme

Betalend Parkeren

Verkeersveiligheid

Voor de Lijst van de Burgmeester : Ethel Savelkoul, Olivier Coppens, Laurent Vleminckx, Cyril Savéant Vanséveren, Anne Vandesande, Laure-Mélanie Defèche

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Olivia de Callataÿ, Jean-Sébastien Lemaire

Voor Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Delphine Cordier, Pieterjan Vanden Boer

Voor PTB-PVDA : Lise Ottinger

Burgerlijke Stand & Bevolking (Kieszaken – Bijkomende Telling – Vreemdelingen – Protocol)

Animatie & Feestelijkheden

Personeel Verzekeringen

Voor de Lijst van de Burgmeester : Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Laure-Mélanie Defèche, Eliane Paulissen, Yasin Tatou, Ethel Savelkoul

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Jean-Sébastien Lemaire

Voor Ecolo-Groen : Audrey Petit, Helena Ruiz Fabra, Stéphanie Ngalula

Voor PTB-PVDA : Sana Aissaoui

Financiën & Begroting (Fiscaliteit, behalve koolstofbudget)

Sociocultureel Beleid (Bibliotheken – Geschiedenis van Etterbeek en Cultureel Erfgoed – Louis Schmidtprijs – Cultureel Centrum Le Senghor)

Sociale Cohesie

Voor de Lijst van de Burgmeester : Anne Vandesande, Olivier Coppens, Sylvie Vandecruys, Cyril Savéant Vanséveren, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ

Voor Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Pieterjan Vanden Boer, Helena Ruiz Fabra

Voor PTB-PVDA : Sana Aissaoui

Ruimtelijke Ordening & Stedenbouw (Stedenbouwkundige Vergunningen en Milieuvergunningen – Strijd tegen Overlast – Bouwkundig Erfgoed en Geklasseerde Gebouwen)

Nederlandstalige Aangelegenheden (Nederlandstalige Cultuur – Nederlandstalige Academie – Nederlandstalig cultureel centrum)

Werkgelegenheid & Ondernemerschap (strijd tegen werkloosheid - Mission locale pour l'Emploi)

Sport

Informatica & E-Gouvernement

Overheidsopdrachten & Economaat

Voor de Lijst van de Burgmeester : Sylvie Vandecruys, Yasin Tatou, Anne Vandesande, Laure-Mélanie Defèche, Ethel Savelkoul, Laurent Vleminckx

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Jean-Sébastien Lemaire

Voor Ecolo-Groen : Athénaïs Cazalis de Fondouce, Pieterjan Vanden Boer, Stéphanie Ngalula

Voor PTB-PVDA : Sacha Moëns

Onderwijs

Gelijkheid van kansen en Diversiteit & Strijd tegen Ongelijkheid

Internationale Solidariteit (Verenigingssector – Internationale Solidariteit en Samenwerking)

Voor de Lijst van de Burgmeester : Anne Vandesande, Olivier Coppens, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Eliane Paulissen, Ethel Savelkoul

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ

Voor Ecolo-Groen : Stéphanie Ngalula, Delphine Cordier, Caroline Joway

Voor PTB-PVDA : Sacha Moëns

Maatschappelijk Welzijn (Maatschappelijk Welzijn en Bijstand aan Personen (personen met een handicap, senioren, gepensioneerden, enzovoort))

Vrijwilligerswerking

Voor de Lijst van de Burgmeester : Yasin Tatou, Sylvie Vandecruys, Anne Vandesande, Fridoline Ebongo, Olivier Coppens, Eliane Paulissen

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Olivia de Callataÿ

Voor Ecolo-Groen : Thibault Deleixhe, Audrey Petit, Delphine Cordier

Voor PTB-PVDA : Lise Ottinger

Gezondheidspromotie (Observatorium voor Gezondheid en Sociale Zaken – Welzijn)

Mobiliteit & Openbare Werken (Openbare Verlichting – Wegen – Gemeentelijke Garage)

Openbare Ruimte (Ontwerp en Aanleg van de Groene Ruimten – Onderhoud, Aanplantingen en Bloemen – Verfraaiing)

Openbare Gebouwen

Voor de Lijst van de Burgmeester : Laurent Vleminckx, Fridoline Ebongo, Ethel Savelkoul, Laure-Mélanie Defèche, Anne Vandesande, Olivier Coppens

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Louise-Marie Bataille, Jean-Sébastien Lemaire

Voor Ecolo-Groen : Caroline Joway, Athénaïs Cazalis de Fondouce, Pieterjan Vanden Boer

Voor PTB-PVDA : Sana Aissaoui

Kmo's & Middenstand

Bijscholing (sociale promotie)

Rommelmarchen, Kermessen & Marchen (Braderieën)

Erediensten & Laïcité

Dierenwelzijn

Voor de Lijst van de Burgemeester : Laure-Mélanie Defèche,
Sylvie Vandecruys, Cyril Savéant Vanséveren, Yasin Tatou,
Laurent Vleminckx, Fridoline Ebongo

Voor PS-Vooruit : Lucien Rigaux, Zacharia Moktar

Voor Les Engagés : Olivia de Callataÿ, Jean-Sébastien
Lemaire

Voor Ecolo-Groen : Helena Ruiz Fabra, Audrey Petit, Athénaïs
Cazalis de Fondouce

Voor PTB-PVDA : Sacha Moëns

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene Zaken

17.02.2025/A/0004 **ASBL Etterbeek Sport – Etendue de son objet – Modification des statuts.**

Le Conseil communal,

Vu que l'association Etterbeek Sports a pour but désintéressé de promouvoir le sport et la pratique du sport sur le territoire de la commune d'Etterbeek et d'exploiter, dans ce cadre, le Centre sportif d'Etterbeek, situé à Etterbeek, rue des Champs 69-71 ;

Considérant que l'association poursuit la réalisation de son but désintéressé par l'organisation d'activités multiples, qui en constituent son objet ; que ces activités sont notamment :

- a) la gestion et l'exploitation du Centre sportif d'Etterbeek situé à Etterbeek, rue des Champs 69-71, en ce compris le restaurant et le bar-café établis en son sein, ainsi que toutes les infrastructures y afférentes ;
- b) la gestion et l'exploitation de la piscine communale d'Etterbeek « Espadon », située à Etterbeek, rue des Champs 69, en ce compris la cafétéria et toutes les autres infrastructures y attenantes ;
- c) l'organisation d'activités sportives pour tout type de sport (sports collectifs, sports individuels, sports physiques, sports intellectuels, sports d'adresse, sports aquatiques etc.);
- d) l'organisation de concours, tournois, ou tous types évènements sportifs,

démonstrations d'activités sportives ;

- e) l'organisation d'activités de loisir, de détente, de rencontres ou d'activités caritatives, en lien avec le but qu'elle poursuit ;
- f) l'accueil de clubs de sports ;
- g) la vente et location de matériel sportif ;
- h) l'organisation d'activités similaires à celles susmentionnées.

Considérant que la commune souhaite également confier à Etterbeek Sports, la gestion et l'exploitation de la salle de boxe « Youssef Boughanem » située à Etterbeek, rue Baron Dhanis 6 et en ce compris la cafétéria et toutes les autres infrastructures y attenantes ; Considérant que les statuts de Etterbeek Sports doivent être adaptés, pour le bon ordre, afin de viser plus précisément les activités relatives à la gestion et à l'exploitation de la salle de boxe et ce, afin d'éviter toute contestation ou discussion à cet égard ;

Considérant que ces nouvelles compétences d'Etterbeek Sports appellent la création d'un Comité de Direction telle que prévue à l'article 21 des statuts de l'association; que la composition, les compétences et le fonctionnement de ce Comité de direction doivent être clarifiés dans les statuts;

Considérant dès lors que de nouveaux statuts coordonnés, intégrant les modifications ci-avant suggérées, doivent être approuvés lors du Conseil communal de ce 17.02.2025;

Considérant que ces statuts coordonnés doivent ensuite être adoptés par l'AG de l'association qui fixera par la même occasion le montant des jetons de présence des membres du Comité de direction, arrêté comme suit :

- Président : 300,00 € avec un maximum de 40 réunions par an ;
- l'administrateur délégué : 300,00 € avec un maximum de 40 réunions par an et;
- les autres membres du comité de direction : montant du jeton de présence communal avec un maximum de 30 réunions par an

DECIDE :

de modifier les statuts de l'ASBL Etterbeek Sport conformément au projet suivant, les modifications apportées étant surlignées en jaune :

STATUTS COORDONNES DE L'ASBL ETTERBEEK SPORT

TITRE I - Dénomination, siège social

Article 1^{er}

L'association est dénommée « ETTERBEEK SPORT » et est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, en abrégé ASBL.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association doivent mentionner sa dénomination, immédiatement précédée ou suivie des mots « association sans but lucratif », ou de l'abréviation « ASBL », le tout étant suivi de l'indication précise de son siège, du numéro au registre des personnes morales et de l'indication du tribunal dans le ressort territorial au sein duquel l'association a son siège.

Article 2

Le siège de l'association est établi en Région Bruxelles-Capitale, à Etterbeek, rue des Champs 69-71.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la commune d'Etterbeek, moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek, conformément aux règles établies par le code des sociétés et des associations (en abrégé CSA).

TITRE II – But, activités et durée

Article 3

L'association a pour but désintéressé de promouvoir le sport et la pratique du sport sur le territoire de la commune d'Etterbeek et d'exploiter, dans ce cadre, l'exploitation de diverses infrastructures sportives dont le Centre sportif d'Etterbeek, situé à Etterbeek, rue des Champs 69-71.

L'association poursuit la réalisation de son but désintéressé par l'organisation d'activités multiples, qui en constituent son objet. Ces activités sont notamment :

- i) la gestion et l'exploitation du Centre sportif d'Etterbeek situé à Etterbeek, rue des Champs 69-71, en ce compris le restaurant et le bar-café établis en son sein, ainsi que toutes les infrastructures y afférentes ;
- j) la gestion et l'exploitation de la piscine communale d'Etterbeek « Espadon », situé à Etterbeek, rue des Champs 69, en ce compris la cafétéria et toutes les autres infrastructures y attenantes ;
- k) la gestion et l'exploitation de la salle de boxe « Youssef Boughanem », situé à Etterbeek, rue Baron Dhanis 6, en ce compris la cafétéria et toutes les autres infrastructures y attenantes ;
- l) l'organisation d'activités sportives pour tout type de sport (sports collectifs, sports individuels, sports physiques, sports intellectuels, sports d'adresse, sports aquatiques etc.) ;
- m) l'organisation de concours, tournois, ou tous types évènements sportifs, démonstrations d'activités sportives ;
- n) l'organisation d'activités de loisir, de détente, de rencontres ou d'activités caritatives, en lien avec le but qu'elle poursuit ;
- o) l'accueil de clubs de sports ;
- p) la vente et location de matériel sportif ;
- q) l'organisation d'activités similaires à celles susmentionnées.

L'association peut acquérir la qualité de membre effectif ou adhérent au sein d'autres associations sans but lucratif ayant des buts similaires ou proches du sien.

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant indirectement ou directement, en tout ou en partie, à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. Elle peut notamment acquérir et posséder, en propriété, en jouissance ou d'une quelconque manière, toute propriété, immobilière ou mobilière, conclure tout engagement contractuel, accepter des donations, accorder des gages ou suretés et transférer ceux-ci conformément aux dispositions légales et aux présents statuts.

L'association poursuit exclusivement son but et ses objets dans le respect :

- de toute convention conclue avec la Commune d'Etterbeek en application de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale et ses modifications ultérieures ;
- des dispositions relatives à l'organisation de la tutelle ordinaire exercée par la Commune d'Etterbeek en vertu des articles 43 et suivants de l'ordonnance précitée.

L'association veille au respect des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination. Elle veille, en outre, au respect du principe de neutralité politique, philosophique et religieuse que requiert l'exercice des missions de service public qui lui sont confiées.

Article 4

L'association est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek, dans la forme et sous les conditions requises par la loi (CSA).

TITRE III – Membres

Article 5

L'association est composée de membres effectifs, lesquels peuvent être soit des personnes physiques, soit des personnes morales de droit privé ou de droit public.

Les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits qui leur sont conférés par la loi (CSA) ou par les présents statuts.

Article 6

L'association compte au moins **dix** membres effectifs et quinze au plus.

Les membres effectifs sont répartis en deux catégories :

- a) **Dix** membres effectifs sont membres de plein droit avoir été désignés, en représentation de la Commune d'Etterbeek, par le Conseil communal d'Etterbeek, dont au moins un tiers est de sexe différent ;
- b) **Cinq** membres effectifs au plus sont désignés par l'assemblée générale, sur proposition de l'organe d'administration, parmi les personnes physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, susceptibles de contribuer, par leurs aptitudes ou leur expérience, au but de l'association.

En outre, en cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au Conseil communal d'Etterbeek, le nombre de membres effectifs de plein droit est augmenté d'un siège, lequel est octroyé, par ledit conseil communal, à un groupe non représenté issu de l'opposition pour autant que les composantes de ce groupe acceptent, chacune individuellement, les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment.

Lorsque le membre effectif est une personne morale de droit privé ou de droit public, l'organe habilité à ce faire désigne la personne physique chargée de la représenter auprès de l'association et adresse, au siège de celle-ci, la décision qui confère mandat à l'intéressée.

Article 7

L'association peut décider, sur proposition de l'organe d'administration, le paiement d'une cotisation annuelle à charge des membres effectifs. Cette cotisation ne peut être supérieure à 250 EUR/an pour les personnes morales et à 25 EUR/an pour les personnes physiques.

Article 8

Pour les membres siégeant de plein droit en représentation de la Commune d'Etterbeek, la qualité de membre effectif de l'association se perd au motif des causes suivantes :

- a) Par décès ;
- b) Par démission du membre adressée au président du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre démissionnaire continue de siéger jusqu'à son remplacement ;
- c) Par révocation décidée par le Conseil communal d'Etterbeek ;
- d) Après le renouvellement complet du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre reste en fonction jusqu'à son remplacement.

Pour tout autre personne, la qualité de membre effectif de l'association se perd motif des causes suivantes:

- a) Par décès ;
- b) Par démission adressée au président de l'organe d'administration ;
- c) Par démission réputée par le non-paiement de la cotisation due à l'association, au plus tôt 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée ;
- d) Par exclusion décidée, selon les conditions fixées par la loi (CSA), par l'assemblée générale ;

L'exclusion d'un membre effectif est décidée par l'assemblée générale dans les conditions prévues par la loi (CSA) au motif, notamment, que le membre effectif a enfreint le but de l'association, les statuts, les décisions de l'assemblée générale ou de l'organe d'administration, le règlement d'ordre intérieur, ou, encore, s'il a porté atteinte à l'honneur de l'association. En ce cas, l'assemblée générale entend, préalablement à sa décision, le membre effectif concerné, après lui avoir fait connaître les motifs de sa possible exclusion. L'assemblée générale motive sa décision.

L'organe d'administration peut suspendre provisoirement, jusqu'à la décision de l'assemblée générale statuant sur leur exclusion, les membres effectifs qui aurait gravement enfreint le but de l'association, les statuts, les décisions de l'assemblée générale ou de l'organe d'administration, le règlement d'ordre intérieur, ou, encore, s'il avait gravement porté atteinte à l'honneur de l'association.

La suspension d'un membre siégeant de plein droit, en représentation de la Commune d'Etterbeek, ne peut se faire que moyennant l'accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins. L'exclusion d'un membre de cette même catégorie ne peut se faire que moyennant la révocation dudit membre décidée par le Conseil communal d'Etterbeek.

Sans préjudice des droits détenus par la Commune d'Etterbeek, le membre effectif démissionnaire, exclu, ou suspendu, ainsi que ses héritiers ou ayants droits, n'ont aucun droit sur les actifs ou le fonds social de l'association, et ne peuvent exiger le remboursement des montants qu'ils ont versés.

Article 9

L'association tient à son siège un registre des membres effectifs tenu, sous la responsabilité de l'organe d'administration, sous forme électronique. Ledit registre contient les mentions prévues par la loi. Tous les membres effectifs peuvent le consulter sans déplacement.

Article 10

L'association peut, si elle le souhaite, accueillir des membres adhérents, lesquels peuvent être soit des personnes physiques, soit des personnes morales de droit privé ou de droit public.

Les membres adhérents doivent préalablement adhérer au but de l'association et aux présents statuts.

Leur admission est décidée par l'organe d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Il n'est pas tenu compte des abstentions, votes blancs ou nuls pour le calcul de la majorité. L'organe d'administration statue souverainement. Sa décision ne doit pas être motivée et n'est susceptible d'aucun recours.

Le nombre des membres adhérents n'est pas limité.

Les membres adhérents n'ont pas le droit de vote et ne participent pas aux assemblées générales de l'association

Les seuls droits qui leur sont reconnus sont les suivants :

- Être informés des activités organisées par l'association ;
- Participer aux activités organisées par l'association dans les conditions fixées par celle-ci, notamment au moyen de son règlement d'ordre intérieur.

L'association peut décider, sur proposition de l'organe d'administration, le paiement d'une cotisation annuelle à charge des membres adhérent. Cette cotisation ne peut être supérieure à 250 EUR/an pour les personnes morales et à 25 EUR/an pour les personnes physiques.

Article 11

Les membres adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit (lettre simple ou courrier électronique) leur démission à l'organe d'administration.

Est réputé démissionnaire le membre adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans les 30 jours du rappel qui lui est adressé par courrier simple ou courrier électronique.

L'exclusion d'un membre adhérent est décidée par l'organe d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions, votes blancs ou nuls. L'exclusion d'un membre adhérent peut, notamment, être décidée notamment s'il a enfreint les statuts, les décisions de l'assemblée générale ou de l'organe d'administration, la loi, le but de l'association, le règlement d'ordre intérieur, ou encore s'il a porté atteinte à l'honneur de l'association.

L'organe d'administration peut suspendre provisoirement, jusqu'à sa décision ultérieure sur l'éventuelle exclusion, le membre adhérent qui a enfreint les statuts, les décisions de l'assemblée générale ou de l'organe d'administration, la loi, le but de l'association, le règlement d'ordre intérieur, ou encore s'il a porté atteinte à l'honneur de l'association.

Le membre adhérent démissionnaire, exclu, ou suspendu, ainsi que ses héritiers ou ayants droits n'ont aucun droit sur les actifs ou le fonds social de l'association, et ne peuvent exiger le remboursement des montants qu'ils ont versés.

TITRE IV – Organe d'administration

Article 12

L'association est administrée par un organe d'administration composé de sept administrateurs au moins et de neuf administrateurs au plus.

Les administrateurs sont nommés et révoqués par l'assemblée générale au scrutin secret.

Ils sont répartis en deux catégories :

- a) Sept administrateurs sont désignés, sur proposition du Conseil communal d'Etterbeek ;
- b) Trois administrateurs au plus sont désignés parmi les membres effectifs de l'association.

En outre, en cas d'absence de représentation de groupes politiques représentés au Conseil communal d'Etterbeek, le nombre d'administrateurs est augmenté d'un siège, lequel est octroyé, s'il n'est pas déjà proposé par ledit conseil, au membre effectif représentant un groupe non représenté issu de l'opposition pour autant que les composantes de ce groupe acceptent, chacune individuellement, les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment.

L'organe d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du même sexe.

Lors de ses réunions, l'organe d'administration admet en son sein, de plein droit, le directeur de l'association et tout observateur désigné par le Collège des bourgmestre et échevins d'Etterbeek.

Article 13

Les administrateurs sont nommés pour un mandat de six ans.

Le mandat d'administrateur prend fin, pour les administrateurs désignés sur proposition du Conseil communal d'Etterbeek, dans les circonstances suivantes :

- a) Par perte de la qualité de membre effectif ;
- b) Par démission du membre adressée au président du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre démissionnaire continue de siéger jusqu'à son remplacement ;
- c) Par révocation décidée par le Conseil communal d'Etterbeek ;
- d) Après le renouvellement complet du Conseil communal d'Etterbeek, auquel cas le membre reste en fonction jusqu'à son remplacement.

Le mandat d'administrateur prend fin, pour les autres administrateurs, dans les circonstances suivantes :

- a) Par perte de la qualité de membre effectif ;
- b) Par démission adressée au président de l'organe d'administration.

L'administrateur qui, à trois reprises successives, est absent des réunions de l'organe d'administration sans avoir fait connaître un motif valable est réputé démissionnaire de son mandat. Si l'administrateur a été nommé sur proposition du Conseil communal d'Etterbeek, le président de l'organe d'administration en informe alors le président dudit conseil afin qu'il soit pourvu à son remplacement.

L'administrateur qui a été suspendu de sa qualité de membre effectif est automatiquement suspendu en sa qualité d'administrateur.

Le mandat d'administrateur est essentiellement gratuit. Toutefois, les membres du conseil de direction pourront se voir attribuer un jeton de présence dont le montant, fixé par l'assemblée générale, sans préjudice de la réglementation prise en exécution de l'article 5, § 1er, de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Article 14

L'organe d'administration élit, en son sein, un président, deux vice-présidents et un administrateur-délégué.

Les fonctions exécutives précitées sont attribuées aux administrateurs ayant été désignés sur proposition du Conseil communal d'Etterbeek. Lorsqu'ils ont la qualité d'administrateur, le Bourgmestre et l'Échevin des Sports de la Commune d'Etterbeek sont désignés d'office président et vice-président, sauf si ceux-ci souhaitent y renoncer au profit d'un autre administrateur.

Article 15

Par leur mandat, les administrateurs ne contractent, sauf les cas prévus par la loi, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Article 16

L'organe d'administration gère les affaires de l'association. Il a dans ses attributions tous les actes et les décisions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet et du but désintéressé de l'association, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent expressément à l'assemblée générale.

Il représente l'association dans tous les actes judiciaires et extra judiciaires.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont de la compétence de l'organe d'administration.

Article 17

L'organe d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Il statue à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions, des votes blancs ou nuls.

Un administrateur ne pouvant être présent à une réunion de l'organe d'administration peut mandater un autre administrateur, qui l'accepte, pour le représenter. Il adresse, en conséquence, une procuration au président de l'organe d'administration, laquelle est mentionnée au procès-verbal de la réunion et jointe aux annexes du procès-verbal. Un administrateur, s'il a été désigné sur proposition du Conseil communal d'Etterbeek, ne peut mandater qu'un administrateur appartenant à la même catégorie.

Tout administrateur ne peut être porteur que d'une seule procuration. En cas de procurations multiples, la procuration établie en premier lieu prévaudra, tandis que les autres seront considérées comme nulles et ne pourront être cédées à un autre administrateur, sans l'accord expresse de son auteur.

Sans préjudice de la loi, il est notamment interdit à tout administrateur de l'association :

- D'être présent lors de toute discussion et toute délibération portant sur un objet avec lequel il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct ;
- De prendre part, directement ou indirectement, à des marchés publics passés avec l'association ;
- D'intervenir en qualité d'avocat, notaire ou homme d'affaires dans une affaire administrative ou judiciaire dirigée contre l'association ;
- De donner en qualité d'avocat, notaire ou homme d'affaires des avis ou de suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'association, si ce n'est gratuitement.

Tout administrateur empêché de participer à une délibération pour motif de conflit d'intérêt doit en faire acter les motifs précis au procès-verbal.

Les réunions se tiennent en règle au siège de l'association, ou si nécessaire en tout autre lieu approprié. En cas de force majeure, les réunions peuvent se tenir à distance, par téléconférence ou par vidéoconférence, à l'aide de techniques de télécommunication qui permettent aux membres de s'entendre simultanément et de délibérer simultanément ensemble. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance.

Article 18

L'organe d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association le requièrent.

Les réunions sont convoquées et présidées par le président. En cas d'empêchement, l'un des vice-présidents ou, à leur défaut, l'administrateur-délégué le remplace.

La convocation est adressée au moins huit jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai pourra être réduit, sous réserve que l'urgence soit constatée par deux tiers des membres présents ou représentés. La convocation et ses éventuelles annexes sont adressées par courrier électronique. La convocation contient l'ordre du jour, de même que la date, l'heure et le lieu de la réunion.

En cas d'urgence et avec l'accord unanime des administrateurs présents, les procurations étant exclues, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré lors de la réunion de l'organe d'administration.

Article 19

Les décisions de l'organe d'administration sont consignées dans un registre de procès-verbaux tenu au siège de l'association.

Article 20

En ce qui concerne la représentation externe de l'association, sans préjudice de la compétence de l'organe d'administration et des règles prévues pour la gestion journalière, l'association est valablement représentée par le président et l'administrateur-délégué, lesquels agissent conjointement.

Tous les actes, autres que ceux afférents à la gestion journalière ou ceux afférents aux mandats spéciaux confiés au directeur de l'association, qui engagent l'association sont signés par le président et l'administrateur-délégué, lesquels agissent conjointement. Ils n'ont pas à justifier vis-à-vis de tiers d'une délibération préalable de l'organe d'administration.

TITRE V – Comité de direction

Article 21

Le comité de direction composé de cinq membres au plus :

- Le président,
- Les deux vice-présidents,
- L'administrateur-délégué,
- Deux autres administrateurs désignés parmi les administrateurs proposés par le Conseil communal d'Etterbeek.

Lors de ses réunions, le comité de direction admet en son sein, de plein droit, le directeur de l'association et tout observateur désigné par le Collège des bourgmestre et échevins.

Article 22

Le comité de direction exerce les compétences spécifiques ou les questions qui lui sont déléguées par l'organe d'administration. Il prépare, en outre, et exécute, au besoin, les décisions de celui-ci. Il agit toujours, à l'égard des tiers, au nom et pour le compte de l'organe d'administration.

Lorsqu'une question revêt un caractère d'urgence impérieuse, qui ne saurait attendre la réunion de l'organe d'administration, le comité de direction peut, de manière motivée, agir d'initiative en toute matière. En ce cas, il fait rapport à la prochaine réunion de l'organe d'administration sur les délibérations adoptées.

Article 23

Les réunions sont menées par le président. En cas d'empêchement, l'un des vice-présidents ou, à leur défaut, l'administrateur-délégué le remplace.

Article 24

Le conseil de direction statue collégalement. Il ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, la réunion est ajournée.

Article 25

Le conseil de direction répond de sa gestion et de ses décisions devant l'organe d'administration.

TITRE VI – Gestion journalière

Article 26

La gestion journalière de l'association est confiée, sous la responsabilité de l'organe d'administration, au directeur de l'association, lequel veille à régulièrement rendre de compte de sa gestion.

La gestion journalière de l'association comprend les actes et décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de l'association, ainsi que les actes et décisions qui, soit en raison de leur intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère récurrent, ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration. Elle inclut, notamment, la direction et l'organisation du personnel.

L'organe d'administration détermine, s'il y a lieu, les délégations de signature du directeur de l'association et les seuils dans lesquels il est autorisé à engager financièrement l'association.

Toutes les opérations bancaires sont valablement signées conjointement par le directeur de l'association et le président de l'organe d'administration ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par l'un des vice-présidents ou, à leur défaut, par l'administrateur-délégué.

Le directeur de l'association en charge de la gestion journalière ou d'un mandat spécial ne contracte, sauf les cas prévus par la loi, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Il ne peut voir sa responsabilité engagée par les tiers en ce qui concerne les engagements de l'association.

L'organe d'administration pourra également confier la gestion journalière à l'administrateur-délégué ou à toute autre personne, même extérieure à l'association. Lorsque la gestion journalière est confiée à plusieurs personnes, celles-ci agissent chacune individuellement.

Article 27

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, du délégué à la gestion journalière, des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe et publiés conformément à la loi (CSA).

TITRE VII - Assemblée générale

Article 28

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.

Elle est présidée par le président de l'organe d'administration ou à défaut par l'un des vice-présidents.

Article 29

L'assemblée générale possède tous les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi et par les présents statuts.

Sont notamment réservés à sa compétence :

- a) la modification des statuts ;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération leur est attribuée ;
- c) la nomination et la révocation du commissaire et la fixation de sa rémunération ;
- d) la décharge à octroyer aux administrateurs et au commissaire, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
- e) l'approbation des comptes annuels et du budget ;
- f) la dissolution de l'association ;
- g) l'exclusion d'un membre effectif ;
- h) la transformation de l'ASBL en AISBL, en société coopérative agréée comme entreprise sociale et en société coopérative entreprise sociale agréée ;
- i) l'acceptation de l'apport à titre gratuit d'une universalité ;
- j) tous les autres cas où la loi ou les statuts l'exigent.

Article 30

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice social, dans le courant du mois de juin.

L'assemblée générale est convoquée par l'organe d'administration. La convocation est adressée par courrier électronique au moins quinze jours francs avant la date de la réunion. Elle mentionne l'ordre du jour, l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée.

Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres effectifs est portée à l'ordre du jour.

Une assemblée générale pourra se tenir par écrit dans les conditions prévues par la loi. L'organe d'administration pourra prévoir la possibilité pour les membres effectifs de participer à distance (vidéoconférence) à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par l'association.

Article 31

Lorsqu'un cinquième des membres effectifs en fait la demande, l'organe d'administration est tenu de convoquer une assemblée générale. Cette demande doit être adressée par lettre simple et courrier électronique à l'organe d'administration et contenir le ou les points à soumettre à l'assemblée générale à

convoquer.

Article 32

L'organe d'administration peut convoquer une assemblée générale chaque fois que l'intérêt de l'association le justifie.

Article 33

Chaque membre effectif est en droit d'assister à l'assemblée et bénéficie du droit de vote. Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre effectif, porteur d'une procuration. Le mandataire ne peut toutefois être porteur que d'une seule procuration.

Chaque membre effectif dispose d'une voix. Sauf dans les cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Il n'est pas tenu compte des abstentions, des votes blancs, ou nuls dans le calcul des votes.

Article 34

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que moyennant le respect des conditions suivantes :

- les modifications ont préalablement été approuvées par le Conseil communal d'Etterbeek, dont le vote lie ses représentants à l'assemblée générale de l'association ;
- les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et
- l'assemblée générale réunit au moins les deux tiers des membres effectifs, qu'ils soient présents ou représentés.

Toute modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix présentes et représentées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions, des votes blancs ou nuls. Toutefois, la modification qui porte sur le but en vue duquel l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix présentes et représentées.

Si les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde assemblée qui pourra délibérer et statuer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues ci-dessus. La seconde assemblée ne peut être tenue dans les quinze jours après la première assemblée.

Article 35

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux. Ce registre est conservé au siège de l'association où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, sans déplacement du registre.

Les tiers justifiant d'un intérêt légitime qui souhaitent prendre connaissance des décisions de l'assemblée générale doivent introduire une demande expresse à cet effet par lettre recommandée à l'organe d'administration en justifiant leur demande. L'organe d'administration peut accepter ou refuser cette demande souverainement, sans motivation, et sans recours contre sa décision.

TITRE VIII – Commissaire et vérificateurs aux comptes

Article 36

L'assemblée générale pourra nommer volontairement un commissaire.

Elle pourra également, à défaut de commissaire, désigner un vérificateur aux comptes choisi parmi les réviseurs d'entreprises membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, dont elle déterminera la mission.

TITRE IX – Règles de tutelle

Article 37

L'association transmet au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune d'Etterbeek, d'autre part, les actes suivants :

- a) les actes portant retrait ou justification d'un acte suspendu ;
- b) les actes de l'assemblée générale ;
- c) le contrat de gestion et ses modifications ;
- d) les comptes annuels ;
- e) les statuts et les modifications aux statuts ;
- f) le choix de la procédure de passation et la fixation des conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services pour les marchés dont le montant hors taxe sur la valeur ajoutée est égal ou supérieur à 175.000 euros, ainsi que la sélection des soumissionnaires, candidats ou participants et l'attribution de ces marchés ;
- g) la fixation des conditions des concessions de travaux et de services, ainsi que la sélection des soumissionnaires ou candidats à ces concessions et l'attribution de celles-ci ;
- h) les conventions ;
- i) la conclusion d'emprunts ;
- j) l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs à des biens immeubles.

Ces actes sont transmis dans les vingt jours où ils ont été pris et sont accompagnés de toutes les pièces nécessaires au contrôle de leur conformité à la loi et à l'intérêt général.

Article 38

L'association transmet au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune d'Etterbeek, d'autre part, la liste des actes pris par ses organes de gestion dans les vingt jours où ils ont été pris. Cette liste comporte une description succincte de tous les actes autres que ceux visés à l'article 33.

Article 39

Le Collège des bourgmestre et échevins de la Commune d'Etterbeek, s'il estime qu'une décision de l'association viole la loi ou les conventions conclues l'association ou qu'elle lèse l'intérêt communale, peut requérir la convocation, en urgence, de l'organe d'administration afin qu'il retire ou modifie la décision dont question. Il peut, dans ce cadre, déléguer la présence du Secrétaire communal, du Receveur communal ou de tout autre représentant qu'il désigne afin d'assister, sans voix délibérative, à la réunion de l'organe d'administration.

Article 40

L'association transmet au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune d'Etterbeek, sous huit jours, tout acte ou toute pièce dont l'accès serait sollicité dans le cadre de l'article 84 de la nouvelle loi communale.

TITRE X – Règlement d'ordre intérieur

Article 41

Un règlement d'ordre intérieur peut être établi par l'organe d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

TITRE XI – Budget et comptes

Article 42

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année, sauf le premier exercice qui s'étend de la date de la constitution de l'association au 31 décembre suivant. L'organe d'administration soumet lors de l'assemblée générale annuelle ordinaire un rapport de gestion, les comptes annuels de l'exercice clôturé, ainsi que le budget de l'exercice suivant.

TITRE XII – Dissolution et liquidation

Article 43

La dissolution volontaire de l'association ne peut se faire que moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek. En ce cas, comme en cas de liquidation, conformément à la loi, les opérations seront assumées par un liquidateur désigné par l'assemblée générale.

La destination des biens et avoirs de l'association ne pourra être affectée qu'à la Commune d'Etterbeek.

TITRE XIII – Dispositions diverses

Article 44

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par la loi, sans préjudice de la compétence du Conseil communal d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

VZW Etterbeek Sport - Statutenwijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0005 **Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et l'administration communale d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Vu la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2019 portant des mesures d'exécution sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

Considérant que le territoire etterbeekois compte 80 bornes de recharge pour véhicules électriques en date du 16/01/2025 ;

Considérant que Brulocalis a été mandaté par la Conférence des Bourgmestres pour rédiger un modèle de convention visant l'introduction d'un tarif de rotation ;

Considérant que le tarif de rotation a pour objectif d'optimiser l'usage des bornes de recharge ainsi que leur déploiement ;

Considérant effectivement que les zones de chargement sont exemptées de redevance sur le stationnement et que des utilisateurs bénéficient ainsi de la gratuité du parking en laissant leur véhicule électrique sur l'emplacement une fois la charge terminée ou en allongeant au maximum le temps de charge par l'emploi d'un chargement de faible puissance ;

Considérant la méthode tarifaire :

- Le tarif est unique et sans plafond (pour des raisons techniques). Au départ, ce tarif était porté à 0,04 €/min soit 31,20€ pour 24h (en réalité 13h) mais des discussions sont en cours pour augmenter ce tarif à 0,06€/min afin d'être plus dissuasif vis-à-vis des tarifs de stationnement (46,8€/24h). Le montant est toutefois fixé en dehors de la présente convention ;
- La tranche horaire applicable est de 9h à 22h, soit 13h/jour pour éviter que les riverains ne doivent déplacer leur véhicule en pleine nuit ;
- Le tarif de rotation s'applique directement après la fin de la recharge (impossible actuellement de faire autrement pour des raisons techniques) ;
- Le même tarif s'applique sur l'ensemble du territoire bruxellois ;

Considérant que la Convention prévoit que le concessionnaire perçoive le tarif de

rotation, s'acquitte de la totalité de la TVA et reverse 95% à Sibelga ;

Considérant que Sibelga centralise les recettes du tarif de rotation et les redistribue ensuite au prorata aux communes et à la Région en tant que gestionnaires de voirie ;

Considérant que Sibelga désire que le tarif de rotation entre en vigueur au 1er avril 2025 ;

Considérant qu'en collaboration avec le service Communication, l'information sera transmise via le Journal communal et les autres supports de communication ;

Considérant le projet de convention :

Convention

Identification des parties

Cette convention est conclue entre

Sibelga

dont le siège social est établi quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles

Représenté par

Raphaël LEFERE

Chief Corporate Officer

Secretary of the Board

Et :

Nicolas Spilleboudt

Manager Green Mobility

Energy Transition & Solution

Et la commune d'Etterbeek

dont le siège social est établi avenue des Casernes 31 Boîte 1 à 1040 Etterbeek

Représentée par Vincent De Wolf, Bourgmestre et Annick Petit, Secrétaire communale,

ci-après « le gestionnaire de voirie »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Dans le cadre de la présente convention, les définitions suivantes sont applicables :

1° **Concessionnaire de bornes** : Opérateur ayant remporté la concession régionale ayant pour objet la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour les véhicules électriques en Région de Bruxelles-Capitale.

2° **Tarif de rotation** : Somme pécuniaire prélevée par le concessionnaire de bornes électriques auprès de l'utilisateur de la borne. Cette somme ne peut être prélevée que si les conditions prévues par le gestionnaire de voirie sur laquelle la borne est située sont respectées.

3° **Concession** : La concession de service public octroyée par Sibelga dans le cadre de ses missions de service public à un ou plusieurs concessionnaires de bornes électriques.

5° **Rétrocession** : Acte de reverser à un tiers une partie ou la totalité d'une somme d'argent.

Article 2 - Objet de la convention

Cette convention a pour objet de fixer les modalités de la rétrocession, par Sibelga, du tarif de rotation au gestionnaire de voirie.

Sibelga applique le processus décrit dans cette convention pour tout gestionnaire de voirie.

Les modalités de prélèvement du tarif de rotation par les concessionnaires et de la rétrocession à Sibelga sont détaillées dans une convention dont le modèle est joint à la présente convention.

Les gestionnaires de voiries se mettent d'accord pour appliquer un tarif de rotation uniforme sur l'ensemble du territoire bruxellois.

Article 3 : Perception et versement du tarif de rotation par Sibelga

Les gestionnaires de voiries désignent Sibelga dans l'acte juridique consacrant le tarif de rotation comme personne chargée de la perception et du versement des montants, selon des modalités précisées dans cette convention.

Sibelga est rémunérée pour exercer cette mission dans le cadre du financement de la mission de service public.

Article 4– Rétrocession du tarif de rotation de Sibelga aux gestionnaires de voirie

A partir de l'application du tarif de rotation, sur le territoire des 20 gestionnaires de voirie bruxellois, les concessionnaires disposent d'un délai de 3 mois avant de commencer le versement des montants perçus au titre de tarif de rotation à Sibelga.

Lorsque ce délai de 3 mois sera écoulé, les versements devront se faire tous les mois

selon les étapes suivantes.

1. Le concessionnaire prélève le tarif de rotations aux usagers de la borne conformément aux conditions fixées par le gestionnaire de voirie.
2. Entre le 1^{er} et le 10^e jour du mois, le concessionnaire transmet à Sibelga un fichier détaillant les montants perçus au titre de tarif de rotation sur le territoire des différents gestionnaires de voirie ;
 - Sibelga contrôle et valide les données avant que le concessionnaire verse l'argent à Sibelga.
3. Entre le 11^e et le 20^e jour du mois, le concessionnaire rétrocède 95% du montant perçu au titre de tarif de rotation à Sibelga. Le concessionnaire prend soin de déduire au préalable la TVA sur l'ensemble des montants. Cette opération devra se faire hors TVA.
4. Entre le 21^e et le dernier jour du mois, Sibelga rétrocède au gestionnaire de voirie, les montants perçus au titre de tarif de rotation par les concessionnaires de bornes correspondant conformément aux dispositions de l'article 5.

Les montants rétrocédés sont les sommes perçues par Sibelga dans le cadre de cette convention entre le premier jour et le dernier jour du mois précédant la rétrocession.

Par exemple, Sibelga devra verser le 30 avril, aux gestionnaires de voiries, les sommes que Sibelga a perçu en provenance des concessionnaires pour la période comprise entre le 1^{er} et le 31 janvier de la même année.

Article 5 – Détermination des montants

Sibelga détermine les montants incombant à chaque gestionnaire de voirie selon les informations fournies par les concessionnaires conformément aux Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre les concessionnaires de bornes et Sibelga.

Article 6 – Décompte et présentation des chiffres

Sibelga envoie un décompte aux gestionnaires de voirie sur base mensuelle et effectue une présentation une fois par an du décompte annuel du tarif de rotation devant la Conférence des Bourgmestres.

Article 7 – Détails du paiement

Ce versement s'effectue sur le compte bancaire BE54 0910 0014 2697 au nom de l'Administration communale d'Etterbeek.

Sibelga indique en communication du versement mensuel : «*Rotation chargement mois / 2025* »

Article 8 – Conservation et communication données de contact

Au plus tard, à la signature de cette convention, Sibelga et chaque gestionnaire de voirie se communiquent réciproquement les coordonnées des personnes en charge du dossier Bornes électriques/Service de rotation.

En cas de modification des personnes en charge du dossier, chaque interlocuteur communique les coordonnées des nouvelles personnes en charge sans délai.

Article 9 – Conservation des conventions

Sibelga conserve les conventions conclues dans le cadre du tarif de rotation entre :

- D'une part, les concessionnaires de bornes situés sur le territoire des gestionnaires de voiries et Sibelga ;
- D'autre part, Sibelga et chaque gestionnaire de voirie.

Sibelga conserve les originaux des conventions entre Sibelga et les gestionnaires de voirie à jour.

Sibelga se charge de numéroter et de référencer les différentes conventions.

Article 10 – Loyauté de l'exécution

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec la plus grande loyauté.

Article 11 – Retard de paiement ou non-paiement des concessionnaires

S'il y a des retards de paiement ou des non-paiements des concessionnaires, Sibelga n'avance pas d'argent aux gestionnaires de voirie. Sibelga n'est pas responsable du paiement effectif par les concessionnaires.

En cas de retard de paiement et de non-paiement de la part de concessionnaires, Sibelga réalisera un suivi des SLA prévu dans le cahier des charges des concessions.

En cas de retard de paiement et de non-paiement de la part de concessionnaires, Sibelga ne sera pas chargé de lancer les procédures de recouvrement.

Article 12 – Force majeure

La force majeure s'entend conformément à l'article 5.226 du Code civil.

En cas de force majeure rendant la rétrocession mensuelle impossible de la part de Sibelga, une solution devra être trouvée pour effectuer le virement à la plus

prochaine date possible.

Sibelga devra notifier la commune concernée dès la connaissance de la situation constituant la force majeure.

Article 13 – Effets de la convention

Cette convention entre en vigueur le premier du mois suivant la signature de celle-ci.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Article 14 – Litiges

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le droit belge est applicable et les tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles sont compétents.

Décide d'approuver la Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et l'administration communale d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst die het rotatietarief tussen Sibelga en het gemeentebestuur van Etterbeek vastlegt

De gemeenteraad,

Gezien de richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen;

Gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 28 mei 2019 houdende uitvoerende maatregelen betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen;

Overwegende dat het grondgebied van Etterbeek 80 laadpalen voor elektrische voertuigen telt op 16/01/2025;

Overwegende dat de Conferentie van de burgemeesters Brulocalis heeft aangesteld om een modelovereenkomst op te stellen voor de introductie van het rotatietarief;

Overwegende dat het rotatietarief als doel heeft om het gebruik en de uitrol van de laadpalen te optimaliseren;

Overwegende dat de oplaadzones vrijgesteld worden van retributies op parkeren en dat de gebruikers ervan er gratis parkeren door hun elektrisch voertuig er te laten staan nadat hun voertuig volledig opgeladen is of door de laadtijd te verlengen door aan een lager vermogen te laden;

Gelet op de tariefmethodologie:

- Er is één tarief zonder bovengrens (om technische redenen). Eerst werd het tarief verhoogd tot € 0,04/min. of € 31,20 per 24 uur (in werkelijkheid 13 uur), maar er zijn gesprekken aan de gang om dit tarief te verhogen tot € 0,06/min. om een groter onderscheid te maken met de parkeertarieven (€46,8/24 u.). Het bedrag wordt echter buiten deze overeenkomst vastgelegd;
- Het tarief is van toepassing van 9 uur tot 22 uur, ofwel 13 u./dag om te vermijden dat de omwonenden hun voertuig 's nachts moeten verplaatsen;
- Het rotatietarief is onmiddellijk van toepassing zodra het opladen voltooid is (om technische redenen is het momenteel onmogelijk om dit anders te regelen);
- Hetzelfde tarief is van toepassing op het ganse Brusselse grondgebied;

Overwegende dat de overeenkomst voorziet dat de concessiehouder het rotatietarief ontvangt, alle btw betaalt en 95% overmaakt aan Sibelga;

Overwegende dat Sibelga de inkomsten van het rotatietarief verzamelt en daarna prorata herverdeelt onder de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, die de wegen beheren;

Overwegende dat Sibelga wil dat het rotatietarief van kracht gaat op 1 april 2025;

Overwegende dat de informatie in samenwerking met de dienst Communicatie verspreid zal worden via het gemeenteblad en de andere communicatiekanalen;

Gelet op het projectontwerp:

Overeenkomst

Tussen de partijen

Sibelga

waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel

Vertegenwoordigd door

Raphaël LEFERE

Chief Corporate Officer

Secretary of the Board

en

Nicolas Spilleboudt

Manager Green Mobility

Energy Transition & Solution

en de gemeente Etterbeek

waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op Casernenlaan 31 te 1040 Etterbeek

Vertegenwoordigd door

Vincent De Wolf, burgemeester, en Annick Petit, gemeentesecretaris,

Hierna 'de wegbeheerder'

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Definities

Voor de toepassing van deze overeenkomst gelden de volgende definities:

1 ° **Laadpaalconcessionaris**: Operator aan wie de gewestelijke concessie werd toegekend voor de levering, plaatsing en exploitatie van openbare oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2 ° **Rotatietarief**: Een geldsom die de laadpaalconcessionaris ontvangt van de gebruiker van de laadpaal. Dit bedrag mag alleen gevraagd worden als voldaan is aan de voorwaarden die gesteld zijn door de wegbeheerder op wiens grondgebied de laadpaal zich bevindt.

3° **Concessie**: Concessie voor openbare dienstverlening verleend door Sibelga in het kader van haar opdracht van openbare dienstverlening aan de laadpaalconcessionaris.

5° **Retrocessie**: Het geheel of gedeeltelijk terugstorten van een som geld aan een derde partij.

Artikel 2– Voorwerp van de overeenkomst

Met deze overeenkomst worden de voorwaarden vastgelegd voor de retrocessie, door Sibelga, van het rotatietarief aan de wegbeheerder.

Sibelga past het in deze overeenkomst beschreven proces toe voor elke wegbeheerder.

De procedures voor de inning van het rotatietarief door de concessiehouders en voor de retrocessie ervan aan Sibelga worden vastgelegd in een overeenkomst, waarvan het model bij deze overeenkomst is gevoegd

De wegbeheerders verbinden zich ertoe overal op het hele Brusselse grondgebied een uniform rotatietarief toe te passen.

Artikel 3 – Inning en retrocessie van het rotatietarief door Sibelga

In het rechtsinstrument tot vaststelling van het rotatietarief wijzen de wegbeheerders Sibelga aan als de bevoegde verantwoordelijke voor de inning en

betaling van de bedragen, volgens de modaliteiten die in de overeenkomst zijn vastgelegd.

Sibelga wordt vergoed voor de uitvoering van deze opdracht binnen de financiering van de opdracht van openbare dienst.

Artikel 4– Retrocessie van het rotatietarief van Sibelga aan de wegbeheerders

Zodra het rotatietarief wordt toegepast op het grondgebied van de 20 Brusselse wegbeheerders, hebben de concessiehouders drie maanden de tijd om de bedragen die in het kader van het rotatietarief worden geïnd, aan Sibelga te betalen.

Zodra deze periode van 3 maanden voorbij is, moeten de betalingen maandelijks worden uitgevoerd in de volgende fasen.

1. De concessiehouder rekent het rotatietarief aan aan de gebruikers van de laadpaal volgens de voorwaarden vastgesteld door de wegbeheerder.
2. Tussen de 1ste en de 10de dag van de maand bezorgt de concessiehouder aan Sibelga een overzicht van de ontvangen bedragen van het rotatietarief op het grondgebied van de verschillende wegbeheerders;
 - Sibelga controleert en valideert de gegevens voordat de concessiehouder het geld aan Sibelga betaalt.
3. Tussen de 11e en de 20e dag van de maand betaalt de concessiehouder 95% van het ontvangen bedrag voor het rotatietarief terug aan Sibelga. De concessiehouder verrekent de btw op voorhand van alle bedragen. Deze verrichting is exclusief btw.
4. Tussen de 21ste en de laatste dag van de maand stort Sibelga aan de wegbeheerder de bedragen door die als rotatietarief ontvangen worden door de overeenstemmende laadpaalconcessionarissen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5.

De achteraf verrekenende bedragen zijn de bedragen die Sibelga uit hoofde van deze overeenkomst heeft ontvangen tussen de eerste dag en de laatste dag van de maand voorafgaand aan de retrocessie.

Zo moet Sibelga bv. op 30 april de bedragen betalen die het van de concessiehouders heeft ontvangen voor de periode tussen 1 en 31 januari van hetzelfde jaar.

Artikel 5 – Vaststelling van de bedragen

Sibelga bepaalt de bedragen die door elke wegbeheerder moeten worden betaald op basis van de informatie die door de concessiehouders wordt verstrekt in overeenstemming met de overeenkomst tussen de concessiehouder en Sibelga die het rotatietarief implementeert.

Artikel 6 – Afrekening en overzicht van de bedragen

Sibelga bezorgt maandelijks een overzicht aan de wegbeheerders en legt eenmaal per jaar een afrekening van het rotatietarief voor aan de Conferentie van burgemeesters.

Artikel 7 – Betalingsgegevens

Deze betaling wordt gedaan op bankrekening BE54 0910 0014 2697 op naam van de Gemeentebestuur Etterbeek.

Sibelga vermeldt het volgende op het maandelijks betalingsbericht: *rotatie laden maand / 2025*.

Artikel 8 – Bewaren en doorgeven van contactgegevens

Ten laatste op het ogenblik van de ondertekening van deze overeenkomst delen Sibelga en elke wegbeheerder elkaar de gegevens mee van de verantwoordelijken van het dossier laadpalen/rotatiedienst.

Indien er voor het dossier andere verantwoordelijken komen, zal elke partij onverwijld de gegevens van de nieuwe verantwoordelijken meedelen.

Artikel 9 – Bewaring van de overeenkomsten

Sibelga behoudt de overeenkomsten die in het kader van het rotatietarief zijn gesloten tussen:

- Enerzijds de laadpaalconcessionaris gelegen op het grondgebied van de wegbeheerders en Sibelga ;
- Sibelga en elke wegbeheerder.

Sibelga bewaart de originelen van de overeenkomsten tussen Sibelga en de wegbeheerders.

Sibelga zorgt voor de nummering en de referentie van de verschillende overeenkomsten.

Artikel 10 – Loyale uitvoering

De partijen verbinden zich ertoe deze overeenkomst met de grootste loyaliteit uit te voeren.

Artikel 11 – Laattijdige betaling of niet-betaling van de concessiehouders

Bij betalingsachterstand of niet-betaling door de concessiehouders schiet Sibelga geen geld voor aan de wegbeheerders. Sibelga is niet verantwoordelijk voor de effectieve betaling door de concessiehouders.

In geval van laattijdige betaling of niet-betaling door de concessiehouders zal Sibelga de SLA voorzien in het bestek van de concessie, controleren.

Bij laattijdige betaling en niet-betaling door concessiehouders zal Sibelga zelf geen invorderingsprocedures opstarten.

Artikel 12 – Overmacht

Voor overmacht wordt verwezen naar artikel 5.226 van het Burgerlijk Wetboek.

In het geval dat Sibelga door overmacht niet in staat is om de maandelijkse betaling uit te voeren, moet er een oplossing worden gevonden om de overschrijving zo snel mogelijk uit te voeren.

Sibelga moet de betrokken gemeente van de feiten op de hoogte brengen zodra het kennis heeft van de overmachtssituatie.

Artikel 13 – Uitwerking van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand volgende op de ondertekening.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 14 – Geschillen

De partijen verbinden zich ertoe elk geschil dat uit deze overeenkomst voortvloeit in der minne te schikken. Indien geen minnelijke schikking wordt bereikt, is het Belgisch recht van toepassing en zijn de rechtbanken van het arrondissement Brussel bevoegd.

Beslist de overeenkomst die het rotatietarief tussen Sibelga en het gemeentebestuur van Etterbeek vastlegt, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0006 **Convention relative à la mise à disposition à titre précaire d'un emplacement dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues situé avenue des Casernes, n°35.**

Le Conseil communal,

Vu la fiche n°12 du Budget Bas Carbone visant à renforcer les mesures régionales de promotion du vélo en multipliant les parkings vélos sécurisés pour atteindre un potentiel de réduction de 1118 tCO₂e d'ici 2030 ;

Vu le plan de placement de minimum 120 boxes à vélos (une vingtaine par an) sur une durée de 6 ans approuvé par le Collège le 17 février 2022 ;

Vu que la Note d'Orientation Politique prévoit d'augmenter les places de stationnement vélo sécurisées hors voirie dans les bâtiments publics et privés ;

Vu l'article 6 du contrat de gestion entre la commune d'Etterbeek et la Régie communale autonome etterbeekoise (RCAE) ;

Vu l'approbation du 24 juin 2024 par le Conseil communal de la Convention relative à

la mise à disposition à titre précaire d'un emplacement dans le parking vélo Chasse au niveau -1 du parking de l'avenue des Casernes, n°35

Considérant que le parking est composé de 16 arceaux vélos classiques et 5 arceaux vélos cargo pour un total de 32 emplacements pour vélos classiques et 5 emplacements pour vélos cargo ;

Considérant que le service des Finances en charge de la gestion du parking, reçoit des demandes relatives à l'obtention d'un emplacement pour des motocyclettes ou des cyclomoteurs ;

Considérant que tous les arceaux pour vélos-cargo n'ont pas été octroyés et que l'espace permet à des motocyclettes ou cyclomoteurs d'y stationner ;

Considérant la volonté d'ouvrir le parking à ces engins de déplacement-là et de réaliser une phase test jusqu'au 16 février 2026 ;

Considérant que si la phase test est infructueuse, la RCAE sera autorisée à mettre un terme, de façon unilatérale, à la mise à disposition du parking moyennant un préavis de 30 jours excepté pour les vélos (classiques, longtails, cargo, etc.) ;

Considérant que les utilisateurs actuels seront notifiés de ce changement et invités à signer la nouvelle convention ;

Considérant le formulaire de demande et le guide d'utilisation du parking mis à jour et annexés ;

Considérant que la signature de la convention est déléguée à l'Administratrice déléguée de la Régie communale autonome etterbeekoise ;

Considérant le modèle-type de convention qui annule et remplace la convention du 24 juin 2024 :

Convention relative à la mise à disposition à titre précaire d'un emplacement dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues situé avenue des Casernes, n°35.

ENTRE : **La Régie communale autonome etterbeekoise**, représentée par Laure-Mélanie DEFECHE, Administratrice déléguée de la Régie communale autonome etterbeekoise, en exécution de la délibération du Conseil Communal du 17 février 2024, approuvant le modèle de convention,

ci-après dénommée « **la RCAE** »;

ET : **L'utilisateur d'un emplacement dans le parking pour engins de déplacement à deux roues** dénommé XXX et résidant XXX à 1040 Etterbeek,

ci-après dénommé « **l'utilisateur** » ;

-

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. Objet

§ 1^{er}. La RCAE cède à titre onéreux à l'Utilisateur un emplacement pour engins de déplacement à deux roues dans un parking avec contrôle d'accès.

Seul le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues situé avenue des Casernes, n°35 est concerné par la présente Convention.

§ 2. Le terme « engins de déplacement à deux roues » désigne les vélos (en ce compris les vélos à assistance électrique, les vélos-cargo et longtail), les speed pedelec, les cyclomoteurs de classe A ou B et les motocyclettes.

§ 3. L'objet porte sur les conditions générales d'utilisation et les modalités selon lesquelles la RCAE met l'emplacement pour engins de déplacement à deux roues à la disposition de l'Utilisateur à titre précaire.

Article 2. Durée

§ 1^{er}. L'accès au parking pour engins de déplacement à deux roues devient effectif à dater du jour de la signature de la présente convention.

§ 2. La convention est conclue pour une durée indéterminée avec un minimum de 3 mois et peut être résiliée suivant les modalités prévues à l'article 11 de la présente convention.

§ 3. L'Utilisateur qui, à tout moment (excepté durant les 3 premiers mois), peut renoncer à utiliser le parking, reste soumis aux conditions de la présente Convention et ce, jusqu'à l'échéance de son abonnement ou sa résiliation conformément à l'article 11.

Article 3. Conditions d'octroi

§ 1^{er}. Les emplacements de Parking pour engins de déplacement à deux roues sont destinés aux personnes qui utilisent fréquemment leur engin de déplacement à deux roues comme moyen de déplacement. Pour garantir cette condition, le domicile de l'Utilisateur ne peut être situé à plus de 500 mètres par la route du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues.

§ 2. En aucun cas, l'Utilisateur ne peut être propriétaire d'un parking couvert lui permettant de ranger son engin de déplacement à deux roues de manière sécurisée. Il doit avoir un besoin réel de place de Parking à contrôle d'accès.

§ 3. Seules les personnes physiques âgées d'au moins 18 ans sont autorisées à souscrire à un abonnement et à devenir Utilisateur, sans préjudice pour les Utilisateurs disposant d'un abonnement d'ajouter à leur compte un ou plusieurs membres de leur famille, conformément à l'article 6. Le Collège ou son délégué se réserve néanmoins le droit de refuser toute demande et ce, sans justification

nécessaire.

§ 4. L'Utilisateur s'engage à notifier dans les plus brefs délais tout changement de situation pouvant conduire à la déchéance du droit à un emplacement pour engins de déplacement à deux roues et à libérer ce dernier sous peine d'astreinte prévue à l'article 9.

Article 4. Accessibilité du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues

§ 1^{er}. Le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues est accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La RCAE ne peut être tenue pour responsable des interruptions dans la disponibilité du parking et leurs conséquences, lorsque ces interruptions ne dépendent pas de sa volonté. La RCAE se réserve le droit d'accéder au parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues à tout moment.

§ 2. L'accès au parking est strictement personnel à l'Utilisateur ou à un ou plusieurs membre(s) de sa famille s'il(s) disposent d'un emplacement. L'accès se fait à l'aide d'un badge remis lors de la signature de la présente convention. Le nombre de badge est équivalent au nombre d'emplacement(s) stipulé à l'article 13. Le partage de l'accès avec des tiers est strictement interdit.

§ 3. En cas de perte, vol ou détérioration du badge d'accès, l'Utilisateur est tenu d'en aviser immédiatement par mail ou par téléphone la RCAE. Un nouveau badge d'accès sera mis à disposition de l'Utilisateur moyennant le paiement de la production du nouveau badge, conformément à l'article 7 §6.

§ 4. Il est interdit à l'Utilisateur de dupliquer ou modifier le badge d'accès.

§ 5. La RCAE se réserve le droit de retirer l'accessibilité et/ou la disponibilité de l'emplacement à certaines dates moyennant l'obligation de prévenir l'Utilisateur (notamment en cas d'opérations nécessitant que le Parking et/ou un ou plusieurs emplacement(s) soi(en)t libre(s) d'occupation ou si le Parking est endommagé, met en péril la sécurité des engins de déplacement à deux roues et/ou des Utilisateurs). Sur demande de la RCAE, l'Utilisateur sera tenu de retirer le(s) engin(s) de déplacement à deux roues liés à son Compte de l'emplacement pendant la durée requise. A défaut, la RCAE se réserve le droit d'évacuer le(s) engin(s) de déplacement à deux roues aux risques et frais de l'Utilisateur, sans indemnité, conformément à l'article 9.

§ 6. La RCAE se réserve le droit, sans préavis, ni indemnité, de fermer temporairement le parking en cas de nécessité d'une intervention urgente, pour effectuer une réparation, des modifications opérationnelles, sans que cette liste ne soit exhaustive.

§ 7. La RCAE se réserve le droit, sans préavis, ni indemnité, de fermer définitivement le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues, ou d'empêcher l'accès à l'Utilisateur en cas de non-respect des conditions et modalités dictées par la Convention.

Article 5. Utilisation de l'emplacement et du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues

§ 1. Chaque Utilisateur et/ou membre de sa famille se voit attribuer à titre précaire un emplacement précis, personnel et individuel dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues afin d'y stationner un et un seul engin de déplacement à deux roues

Les vélos sont de format standard (à savoir un vélo d'une longueur maximale de 2 mètres et qui ne dépasse pas 33 centimètres de large au niveau des sacoches et autres accessoires (hors guidon) et excepté les vélos enfants de très petite taille). La longueur des cyclomoteurs de classe A ou B, des vélos-cargo et des motocyclettes ne peut excéder 2 mètres et la largeur 1 mètre.

§ 2. Le ou les emplacements lié(s) à un Utilisateur sont renseignés à la fin de la présente Convention. Les emplacements du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues sont numérotés de gauche à droite et de 1 à 37.

§ 3. La numérotation des emplacements visée à l'article précédent revient à la RCAE et peut être modifiée ou supprimée si nécessaire. Le cas échéant, la RCAE informera l'Utilisateur de la nouvelle numérotation de son emplacement par email.

§ 4. Compte tenu du caractère précaire, personnel et individuel de l'emplacement, sa mise à disposition ne peut faire l'objet d'aucune cession ni sous-location ou encore d'autorisation d'utilisation à des tiers.

§ 5. L'emplacement n'est pas un espace de stockage ou d'entreposage à long-terme, ni un lieu de dépôt. Les engins de déplacement à deux roues inemployés ou très rarement employés (moins d'une fois sur une période de un mois) devront être évacués (par l'Utilisateur) après avertissement, conformément à l'article 9. La RCAE se réserve en outre le droit de mettre fin à l'abonnement, et/ou d'évacuer l'engin de déplacement à deux roues conformément à l'article 9 et/ou de réclamer une astreinte d'un montant de 5 € par jour à l'Utilisateur en cas d'absence d'évacuation de son engin de déplacement à deux roues par celui-ci.

§ 6. S'il est remarqué qu'un Utilisateur stationne son engin de déplacement à deux roues à un emplacement qui ne lui est pas attribué, il recevra un avertissement par email et sera tenu de l'enlever sans délai.

En cas de récidive, une indemnité, égale à 1 mois d'abonnement lui sera facturée par engin de déplacement à deux roues en infraction et ce, jusqu'à l'enlèvement du ou des engin(s) de déplacement à deux roues, sans préjudice de l'application de l'article 9.

Dans le cas où l'Utilisateur ou tout tiers utilise un emplacement qui ne lui est pas dédié ou sans abonnement valide, son engin de déplacement à deux roues et ses accessoires pourront être évacués conformément à l'article 9.

§ 7. La RCAE s'engage à informer l'Utilisateur concernant les aspects techniques de l'utilisation du Parking, son ouverture et sa fermeture.

§ 8. En tout état de cause, l'Utilisateur est tenu d'utiliser l'emplacement en tant que

personne prudente et raisonnable.

Article 6. Inscription personnelle ou familiale

§ 1^{er}. L'Utilisateur qui souhaite louer un emplacement dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues a complété et signé le formulaire disponible sur le site web communal.

§ 2. L'Utilisateur déclare sur l'honneur respecter les conditions d'octroi reprises à l'Article 3 et dont il a pris connaissance dans le formulaire de demande. La communication d'autres informations utiles pour déterminer si un Utilisateur ou un membre de sa famille peut bénéficier d'un emplacement pourra également être demandée. L'Utilisateur autorise également la RCAE à vérifier le respect des conditions d'octroi et recueillir toutes les informations nécessaires dont le nombre de fois que l'Utilisateur accède au parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues.

§ 3. L'Utilisateur dispose de la faculté d'ajouter un ou plusieurs membre(s) de sa famille, afin que ceux-ci puissent également bénéficier d'un emplacement, sous réserve des disponibilités et des conditions de souscription et d'attribution définies à l'article 6. Pour ce faire, l'Utilisateur a complété les champs à cet effet dans le formulaire de demande. L'Utilisateur communique ainsi les données d'identification du ou des membre(s) de la famille et notifie la RCAE dans les plus brefs délais en cas de modification.

§ 4. L'Utilisateur peut, à tout moment (excepté dans les 3 premiers mois à dater de l'ajout d'un emplacement), supprimer un emplacement d'un ou de plusieurs membres de sa famille. L'Utilisateur peut également réintroduire un formulaire pour ajouter un emplacement, sauf si son abonnement est déjà composé de 4 emplacements. Ces modifications doivent alors être actées par la signature d'un avenant.

§ 5. Par « membre de la famille », il faut entendre, pour l'application de la présente Convention, une personne disposant d'un lien de filiation avec l'Utilisateur et/ou son conjoint ou cohabitant légal ou de fait et faisant partie du ménage de l'Utilisateur (le ménage étant défini comme l'ensemble des personnes occupant habituellement un même logement et vivant en commun).

§ 6. Les membres majeurs et mineurs affiliés à l'Utilisateur sont ainsi autorisés à disposer d'un emplacement. L'utilisation du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues par les membres de la famille d'un Utilisateur se fait sous la seule responsabilité de celui-ci.

§ 7. Dans le cadre de l'ajout d'un membre de sa famille, la RCAE se réserve le droit de demander toute information ou document justificatif permettant de vérifier la qualité de membre de la famille (telle que définie au présent article) de la personne affiliée à l'Utilisateur.

§ 8. L'Utilisateur demeure le seul point de contact et est la seule personne habilitée à introduire une demande d'ajout ou de suppression d'emplacement, à titre

personnel ou pour le(s) membre(s) de sa famille.

Article 7. Paiement de l'abonnement et du badge

§ 1^{er}. La mise à disposition à l'Utilisateur d'un ou de plusieurs emplacement(s) par la RCAE est payante et s'élève à 10€/mois/emplacement pour un vélo classique (musculaire ou à assistance électrique) et à 15€/mois/emplacement pour tout autre engin de déplacement à deux roues défini à l'article 1^{er} (en ce compris les vélos-cargo et longtail). L'abonnement est facturé mensuellement.

§ 2. La RCAE se réserve le droit de modifier sa tarification à tout moment. En cas de modification de la tarification, la RCAE en informera l'Utilisateur qui disposera d'un délai de 15 jours calendrier pour informer la RCAE s'il désire résilier ou continuer son abonnement. Il disposera alors d'un délai de 15 jours calendrier à dater de la réception de sa réponse par la RCAE pour signer l'avenant à la convention qui stipule la nouvelle tarification. Cette dernière prendra effet dès l'émission de la prochaine facture.

§ 3. En dérogation à l'article 7 §1^{er}, les coûts de mise à disposition du ou des emplacements lors du premier mois sont équivalents à 5€/semaine couverte/emplacement avec un maximum de 10€/emplacement.

§ 4. L'Utilisateur doit apporter la preuve du paiement de l'abonnement lors de la signature de la présente Convention. Le paiement du premier mois devra être effectué 3 jours ouvrables avant la date de signature de la présente Convention.

§ 5. L'Utilisateur est responsable du paiement de l'abonnement au plus tard à la date limite indiquée dans les modalités de paiement de la facture pour la totalité des sommes dues.

§ 6. La résiliation de l'abonnement ne peut en aucun cas avoir un effet rétroactif sur les factures émises précédemment.

§ 7. En cas de perte du badge d'accès du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues, l'Utilisateur en informe immédiatement la RCAE. L'Utilisateur prend alors rendez-vous avec la RCAE pour obtenir un nouveau badge et paye la somme de 10€ au moment de l'émission de la prochaine facture.

Article 8. Règlement d'ordre intérieur du parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues

§ 1^{er}. L'Utilisateur veille à ne pas laisser d'autres utilisateurs accéder au parking simultanément.

§ 2. Afin de garantir une utilisation qui ne perturbe ni les autres Utilisateurs, ni le fonctionnement correct du Parking, l'engin de déplacement à deux roues attaché à son emplacement ne doit pas gêner le déplacement des autres engins de déplacement à deux roues. Tous les accessoires standards (paniers et/ou sacoches,

siège bébé et/ou autres) sont admis tant qu'ils ne gênent pas le stationnement, l'entrée et la sortie des autres engins de déplacement à deux roues et qu'ils sont toujours attachés correctement et de manière solidaire à l'engin de déplacement à deux roues.

§ 3. L'engin de déplacement à deux roues de l'Utilisateur doit être valablement attaché à l'arceau, avec un cadenas et/ou un dispositif antivol de qualité (par exemple cadenas en U). L'engin de déplacement à deux roues reste sous l'entière responsabilité de l'Utilisateur. Tout objet, ou accessoire quel qu'il soit (gourde, pompe, phare, cadenas, sacoche, siège enfant, panier, etc.) attaché ou placé sur l'engin de déplacement à deux roues, admis ou non, est sous la seule responsabilité de l'Utilisateur. Le parking ne peut être utilisé à d'autres fins que le stationnement d'engins de déplacement à deux roues. Tout stockage de choses est interdit (particulièrement les produits inflammables et l'éventuelle batterie de l'engin de déplacement à deux roues dans la mesure où cette dernière peut être enlevée du cadre). La RCAE se réserve le droit de faire retirer toute chose qui n'est pas rattachée à un engin de déplacement à deux roues ou qui gêne manifestement les autres utilisateurs.

§ 4. L'Utilisateur est tenu et s'engage à refermer correctement la porte du parking à chaque utilisation de l'emplacement pour que l'accès se verrouille automatiquement. Il vérifie et s'assure que le parking est correctement fermé et verrouillé après son passage.

§ 5. L'Utilisateur s'engage et est tenu de ne pas endommager ni déplacer les engins de déplacement à deux roues qui se trouvent sur les autres emplacements du parking. Il veille à utiliser avec soin et à ne pas endommager le parking. Le cas échéant, il s'engage à en informer la RCAE immédiatement par email ou par téléphone.

§ 6. De manière générale, dès le constat de tout problème technique, dysfonctionnement, panne, dégât, dégradation (causé(s) ou non par l'Utilisateur) à l'emplacement et/ou en cas d'urgence, l'Utilisateur s'engage à prendre immédiatement contact avec la RCAE et à l'informer via ses données de contact.

§ 7. L'Utilisateur ne pourra exécuter ou faire exécuter de modification et/ou de réparation aux emplacements ou au parking et toutes installations relatives à ceux-ci, sauf en cas d'autorisation expresse et écrite de la RCAE. Tout dommage consécutif à de telles modifications/réparations sera à la charge exclusive de l'Utilisateur l'ayant exécutée.

Article 9. Retenue, déplacement et enlèvement des engins de déplacement à deux roues

§ 1^{er}. L'Utilisateur s'engage à retirer son engin de déplacement à deux roues de l'emplacement à la demande motivée de la RCAE et dans tous les cas prévus par la convention. A défaut pour l'Utilisateur de s'exécuter, la RCAE aura le droit de réclamer une astreinte d'un montant de 5€ par jour à l'Utilisateur à partir du jour où l'engin de déplacement à deux roues devait être évacué.

§ 2. Nonobstant l'article 9 § 1^{er}, l'Utilisateur autorise formellement la RCAE qui devra l'en informer préalablement sauf urgence, à évacuer ou déplacer son engin de déplacement à deux roues, aux frais et risques de l'Utilisateur, dans tous les cas prévus par la présente convention et spécifiquement au cas où :

- il n'est pas stationné à l'emplacement attribué par la RCAE ;
- il est laissé sur l'emplacement alors que la RCAE lui a notifié la nécessité de l'évacuer pour une durée déterminée ;
- il constitue un danger pour les personnes et/ou les biens d'autrui ;
- il gêne l'accessibilité normale aux autres Utilisateurs ;
- il est inutilisé (et un avertissement relatant ce constat a préalablement été émis), sauf en cas de motif valable expliquant l'arrêt de l'emploi du engin de déplacement à deux roues pour une longue période dûment notifié à la RCAE par email, avec justificatif (p. ex : raison médicale) ;
- les nécessités de l'exploitation ou la sécurité l'exigent ;
- l'abonnement a été résilié par l'Utilisateur et l'engin de déplacement à deux roues demeure sur l'emplacement à l'échéance ou l'expiration du préavis (conformément à l'article 11) et/ou à la date notifiée à l'Utilisateur par email pour retirer son engin de déplacement à deux roues ;

§ 3. Dans ces cas, sauf urgence qui n'a pas pu permettre à la RCAE de demander préalablement le déplacement de l'engin de déplacement à deux roues à l'Utilisateur, la RCAE se réserve le droit de réclamer les frais de déplacements fixés forfaitairement à 50 € TVAC. L'engin de déplacement à deux roues sera déplacé et entreposé dans un lieu par la RCAE, qui sera communiqué à l'Utilisateur par email, afin que ce dernier puisse y venir récupérer son engin de déplacement à deux roues.

§ 4. L'Utilisateur s'engage à récupérer son engin de déplacement à deux roues au lieu dans lequel il aura été entreposé dans les 48h qui suivent l'évacuation visée à l'article précédent.

§ 5. Les engins de déplacement à deux roues non récupérés ou réclamés après une période de 3 mois à dater du retrait du parking deviendront la propriété de la RCAE. En conséquence, la RCAE ne peut être tenue de restituer l'engin de déplacement à deux roues à son propriétaire après cette période.

Article 10. Responsabilité

§ 1^{er}. La RCAE se limite à mettre à disposition des emplacements dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues aux Utilisateurs et n'assume de ce fait aucune responsabilité de quelque nature que ce soit. En outre, la RCAE décline toute responsabilité, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, du chef de tous dommages généralement quelconques, corporels matériels ou immatériels, aux personnes ou aux biens tels que, notamment: accidents, vols ou dégâts, même partiels qui pourraient survenir à l'occasion ou en raison de l'utilisation d'un emplacement, et notamment lors de l'arrivée ou du départ d'un Utilisateur.

S'agissant du vol, à titre indicatif, certaines compagnies d'assurance permettent une extension de l'assurance globale habitation couvrant le vol d'engins de déplacement à deux roues. L'Utilisateur est invité à se renseigner personnellement à ce sujet.

§ 2. L'Utilisateur reconnaît qu'en tout état de cause, la responsabilité de la RCAE ne pourra jamais être engagée, pour quelque cause que ce soit, lorsque l'abonnement a été résilié par l'Utilisateur, quand bien même l'engin de déplacement à deux roues de l'Utilisateur demeurerait sur son ancien emplacement dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues.

§ 3. La RCAE n'assume en aucune façon une obligation de garde ou de surveillance sur le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues et ses emplacements et n'encourt aucune responsabilité pour tous agissements de tiers. L'Utilisateur reconnaît que l'abonnement à l'emplacement ne le dispense pas de veiller à la garde et à la protection de son engin de déplacement à deux roues et qu'il reste seul et entier responsable du fait de son utilisation.

Article 11. Durée et résiliation de l'abonnement

§ 1^{er}. L'Utilisateur ayant souscrit à un abonnement s'engage pour une période indéterminée à partir de la signature de la présente convention et la mise à disposition de l'emplacement.

§ 2. L'Utilisateur peut résilier son abonnement à tout moment et sans motif, avec un préavis de 7 jours calendrier, en notifiant la résiliation par email à la RCAE. Le préavis prend cours à partir du lendemain de la notification de la résiliation.

§ 3. Le badge sera remis à la RCAE suivant les modalités qui seront communiquées à l'Utilisateur par email. En tout état de cause, cette restitution peut s'effectuer soit sur rendez-vous, soit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse de la RCAE.

Le badge devra être remis avant la fin du préavis stipulé au § 2 sous peine de continuer à payer l'abonnement et ce, jusqu'à remise définitive du badge. L'emplacement devra être libéré avant la remise du badge, sous peine d'application de l'article 9.

§ 4. En cas de non restitution du badge endéans les 3 mois de la demande de résiliation de l'abonnement et du non-paiement de celui-ci, la RCAE se réserve le droit d'enlever l'engin de déplacement à deux roues et de désactiver le badge d'accès. La RCAE conserve le(s) engin(s) de déplacement à deux roues lié(s) à l'Utilisateur. Les engins de déplacement à deux roues non récupérés ou réclamés après une période de 3 mois à dater du retrait du parking deviendront la propriété de la RCAE.

§ 5. La RCAE peut résilier l'abonnement, avec effet immédiat dans tous les cas prévus par la présente convention et, en tout état de cause, en cas de violation de celle-ci. La RCAE notifiera par email à l'Utilisateur la résiliation de son abonnement, la date de son effectivité et la date limite pour laquelle l'engin de déplacement à deux roues doit être retiré de l'emplacement, sous peine d'application de l'article 9.

§ 6. Pendant la phase test de l'ouverture du parking à d'autres engins de déplacement à deux roues (du 17/02/2025 au 16/02/2026), la RCAE se réserve le droit de mettre un terme, de façon unilatérale, à la mise à disposition du parking moyennant un préavis de 30 jours. Les vélos (classiques, longtails, cargo, etc.) ne sont toutefois pas concernés par cette disposition.

Article 12. Dispositions finales

La RCAE se réserve le droit de modifier et de mettre à jour à tout moment la présente Convention. Les éventuelles modifications seront soumises à l'Utilisateur par la signature d'un avenant à la Convention.

En cas de modification de la présente Convention, l'Utilisateur en sera informé le plus rapidement possible via ses données de contact. Il sera laissé à sa discrétion le choix de signer un Avenant ou de résilier son abonnement au parking pour engins de déplacement à deux roues et ce, selon les conditions reprises à l'article 11.

Les données personnelles concernant l'Utilisateur et éventuellement le(s) membre(s) de sa famille ne sont traitées par les services compétents de la RCAE qu'en vertu de l'octroi d'un ou de plusieurs emplacement(s) dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues.

Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement de l'Utilisateur qui lui sera demandé le cas échéant. Les données de l'Utilisateur et éventuellement d'un ou plusieurs membre(s) de sa famille reprises dans le formulaire ou tout autre support, sont conservées durant le délai légal d'utilité administrative.

Article 13. Coordonnées des parties prenantes et désignation des emplacements

Service responsable de la mise à disposition à titre précaire d'un ou de plusieurs emplacement(s) dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues :

Service des finances, parking@etterbeek.brussels, 02/627.25.12

Coordonnée de l'Utilisateur :

NOM, PRENOM, ADRESSE, EMAIL, TEL

Nombre d'emplacement(s) mis à disposition de l'Utilisateur et des éventuels membres de sa famille :

Numéro du ou des emplacement(s) attribué(s) à l'Utilisateurs et aux éventuels membres de sa famille :

Fait à Etterbeek, en deux exemplaires, le

Pour la Régie communale autonome etterbeekoise,	L'Utilisateur,

Décide d'approuver la convention relative à la mise à disposition à titre précaire d'un emplacement dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues situé avenue des Casernes, n°35.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de precare terbeschikkingstelling van een parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de fietsparking Jacht gelegen op de Kazernenlaan 35.

De gemeenteraad,

Gelet op fiche nr. 12 van het Koolstofbudget die tot doel heeft de gewestelijke maatregelen om fietsen te promoten te versterken door meer beveiligde fietsenstallingen aan te bieden en op die manier een potentiële daling van 1118tCO₂e te bereiken tegen 2030;

Gelet op het plan voor de plaatsing van minstens 120 fietsboxen (een twintigtal per jaar) over een periode van 6 jaar, dat werd goedgekeurd door het college van 17 februari 2022;

Overwegende dat de beleidsnota voorziet om het aantal beveiligde fietsparkeerplaatsen buiten de openbare weg in openbare en private gebouwen te verhogen;

Gelet op artikel 6 van de beheersovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Etterbeeks Autonoom Gemeentebedrijf (AGBE);

Gelet op de overeenkomst betreffende de precare terbeschikkingstelling van een parkeerplaats in de parking Jacht op verdieping -1 gelegen op de Kazernenlaan 35 die de gemeenteraad goedkeurde op 24 juni 2024

Overwegende dat de parking bestaat uit 16 klassieke fietsbomen en 5 bomen voor bakfietsen, dat wil zeggen een totaal van 32 plaatsen voor klassieke fietsen en 5 plaatsen voor bakfietsen;

Overwegende dat de dienst Financiën bevoegd is voor het beheer van de parking, de boetes voor de bezetting van een parkeerplaats voor brom- of motorfietsen krijgt;

Overwegende dat niet alle bogen voor bakfietsen toegewezen werden en dat er op die plaatsen brom- en motorfietsen gestald kunnen worden;

Overwegende de wil om de parking open te stellen voor deze voortbewegingstoestellen en een testfase tot 16 februari 2026 uit te voeren;

Overwegende dat indien de testfase zonder succes blijft, het AGBE de toestemming heeft om, eenzijdig, een einde te maken aan de terbeschikkingstelling van de parking met een opzeggingstermijn van 30 dagen, behalve voor de fietsen (klassiek, longtail, bakfiets, enz.);

Overwegende dat de huidige gebruikers op de hoogte gebracht zullen worden van deze wijziging en uitgenodigd worden om de nieuwe overeenkomst te ondertekenen;

Overwegende het geüpdatete en bijgevoegde aanvraagformulier en handleiding;

Overwegende dat de ondertekening van de overeenkomst wordt gedelegeerd aan de gedelegeerd bestuurster van het Etterbeekse Autonoom Gemeentebedrijf;

Gelet op de modelovereenkomst die de overeenkomst van 24 juni 2024 nietig verklaart en vervangt:

-

Overeenkomst betreffende de preciaire terbeschikkingstelling van een parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht gelegen op de Kazernenlaan 35.

TUSSEN: **Het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek**, vertegenwoordigd door Laure-Mélanie DEFECHE, gedelegeerd bestuurster van het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek, in uitvoering van de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 februari 2024, houdende goedkeuring van de modelovereenkomst,

hierna “**het AGBE**” genoemd;

E N : **De gebruiker van een parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking** genaamd XXX XXX en woonachtig te XXX XXX in 1040 Etterbeek;

hierna “**de gebruiker**” genoemd;

-

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Doel

§1. Het AGBE draagt aan de gebruiker, tegen vergoeding, een parkeerplaats voor een tweewielig voortbewegingstoestel over in een parking met toegangscontrole.

Deze overeenkomst heeft uitsluitend betrekking op de parking voor tweewielige voortbewegingstoestellen Jacht gelegen op de Kazernenlaan 35.

§ 2. De term “tweewielige voortbewegingstoestellen” omvat fietsen (inclusief elektrische, bak- en longtailfietsen), speedpedelecs, bromfietsen klasse A en B en motorfietsen.

§3. Deze overeenkomst heeft tot doel de algemene gebruiksvoorwaarden en de modaliteiten vast te leggen waaronder het AGBE de parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen op preciaire basis ter beschikking stelt van de gebruiker.

Artikel 2. Duur

§1. De toegang tot de parking voor tweewielige voortbewegingstoestellen gaat in op de datum van ondertekening van deze overeenkomst.

§ 2. De overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur met een minimum van 3 maand en kan worden opgezegd in overeenstemming met de bepalingen van artikel 11 van deze overeenkomst.

§3. De gebruiker, die op elk moment (behalve tijdens de eerste 3 maanden) mag beslissen om niet langer gebruik te maken van de parking, blijft onderworpen aan de voorwaarden van deze overeenkomst tot zijn abonnement vervalt of wordt opgezegd in overeenstemming met artikel 11.

Artikel 3. Toekenningsvoorwaarden

§1. Parkeerplaatsen voor tweewielige voortbewegingstoestellen zijn voorbehouden voor personen die regelmatig hun tweewielig voortbewegingstoestel gebruiken als transportmiddel. Om deze voorwaarde te waarborgen, mag de woonplaats van de gebruiker zich niet verder dan 500 meter over de weg van de parking voor tweewielige voortbewegingstoestellen Jacht bevinden.

§ 2. De gebruiker mag in geen geval eigenaar zijn van een overdekte parkeerplaats waar hij zijn tweewielig voortbewegingstoestel veilig kan stallen. De gebruiker moet een reële behoefte hebben aan een parkeerplaats met toegangscontrole.

§3. Alleen natuurlijke personen van 18 jaar of ouder kunnen een abonnement nemen en gebruiker worden, onverminderd de mogelijkheid voor gebruikers met een abonnement om in overeenstemming met artikel 6 een of meer gezinsleden aan hun abonnement toe te voegen. Het college of zijn afgevaardigde behoudt zich echter het recht voor om elke aanvraag te weigeren en dat zonder rechtvaardiging.

§4. De gebruiker verbindt zich ertoe elke verandering in situatie die zou kunnen leiden tot het verlies van het recht op een parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen zo snel mogelijk te melden en om de parkeerplaats te ontruimen op straffe van de in artikel 9 bedoelde dwangsom.

Artikel 4. Toegankelijkheid van de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen

§1. De parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen is 24 uur per dag, 7 dagen per week toegankelijk. Het AGBE kan niet aansprakelijk worden gesteld voor onderbrekingen in de beschikbaarheid van de parking en de gevolgen daarvan, wanneer deze onderbrekingen buiten haar wil liggen. Het AGBE behoudt zich het recht voor om op elk moment toegang te krijgen tot de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen.

§ 2. De toegang tot de parking is strikt persoonlijk voor de gebruiker of een of meer leden van zijn gezin als zij over een parkeerplaats beschikken. De toegang gebeurt door middel van een badge die bij de ondertekening van deze overeenkomst wordt overhandigd. Het aantal badges is gelijk aan het aantal plaatsen bepaald in artikel 13. Het delen van de toegang met derden is ten strengste verboden.

§3. In geval van verlies, diefstal of beschadiging van de toegangsbadge moet de gebruiker het AGBE onmiddellijk via e-mail of telefonisch op de hoogte brengen. De gebruiker krijgt een nieuwe toegangsbadge tegen betaling van de productiekosten van de nieuwe badge, in overeenstemming met artikel 7, §6.

§4. Het is de gebruiker verboden de toegangsbadge te dupliceren of te wijzigen.

§5. Het AGBE behoudt zich het recht voor om de toegang tot en/of de beschikbaarheid van de parkeerplaats op bepaalde data in te trekken, onder voorbehoud van de verplichting om de gebruiker hiervan op de hoogte te brengen (met name in het geval van werkzaamheden waarbij de parking en/of een of meer plaatsen niet bezet mogen zijn of wanneer de parking beschadigd is, de veiligheid van de tweewielige voortbewegingstoestellen en/of de gebruikers in gevaar is). Op verzoek van het AGBE dient de gebruiker het(de) aan zijn abonnement gekoppelde tweewielige voortbewegingstoestel(len) voor de vereiste periode van de plaats te verwijderen. Zo niet, dan behoudt het AGBE zich het recht voor om het(de) voortbewegingstoestel(len) op risico en op kosten van de gebruiker te verwijderen, zonder vergoeding, in overeenstemming met artikel 9.

§6. Het AGBE behoudt zich het recht voor om, zonder voorafgaande kennisgeving en zonder schadevergoeding, de parking tijdelijk te sluiten in geval van een dringende interventie, om herstellingen uit te voeren of operationele wijzigingen aan te brengen, zonder dat deze lijst exhaustief is.

§7. Het AGBE behoudt zich het recht voor om, zonder voorafgaande kennisgeving en zonder schadevergoeding, de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen definitief te sluiten of de gebruiker de toegang te ontfeggen in geval van niet-naleving van de voorwaarden en bepalingen van de

overeenkomst.

Artikel 5. Gebruik van de parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen en de parking Jacht

§1. Elke gebruiker en/of elk lid van zijn gezin krijgt ten preciaire titel een specifieke, persoonlijke en individuele plaats toegewezen in de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen voor één enkel tweewielig voortbewegingstoestel.

De fietsen hebben een standaardformaat (d.w.z. een fiets die niet langer is dan 2 meter en niet breder dan 33 cm ter hoogte van de fietstassen en andere accessoires (exclusief het stuur) en exclusief zeer kleine kinderfietsen). Bromfietsen klasse A en B, bakfietsen en motorfietsen hebben een maximumlengte van 2 meter en -breedte van 1 meter.

§ 2. De plaats(en) van een gebruiker staat (staan) vermeld aan het einde van deze overeenkomst. De parkeerplaatsen voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht zijn genummerd van links naar rechts en van 1 tot 37.

§3. De nummering van de parkeerplaatsen waarnaar in het vorige artikel wordt verwezen, valt onder de verantwoordelijkheid van het AGBE en kan indien nodig worden gewijzigd of geschrapt. In voorkomend geval stelt het AGBE de gebruiker via e-mail op de hoogte van de nieuwe nummering van zijn parkeerplaats.

§4. Gezien het preciaire, persoonlijke en individuele karakter van de parkeerplaats mag deze niet worden overgedragen of onderverhuurd, noch door derden worden gebruikt.

§5. De parkeerplaats is geen opslagruimte voor langdurige opslag, noch een depot. Tweewielige voortbewegingstoestellen die niet of zeer weinig gebruikt worden (minder dan één keer in een periode van 1 maand), moeten (door de gebruiker) na waarschuwing verwijderd worden, in overeenstemming met artikel 9. Het AGBE behoudt zich bovendien het recht voor om het abonnement op te zeggen en/of het tweewielig voortbewegingstoestel te verwijderen in overeenstemming met artikel 9 en/of een dwangsom van 5 euro per dag van de gebruiker te eisen als het tweewielig voortbewegingstoestel niet wordt verwijderd.

§6. Wanneer wordt vastgesteld dat een gebruiker zijn tweewielig voortbewegingstoestel parkeert op een plaats die niet aan hem is toegewezen, ontvangt hij een waarschuwing via e-mail en dient hij het toestel onmiddellijk te verwijderen.

In geval van recidive wordt een vergoeding gelijk aan 1 maand abonnement per tweewielig voortbewegingstoestel in overtreding in rekening gebracht, totdat het(de) tweewielig voortbewegingstoestel(len) is (zijn) verwijderd, onverminderd de toepassing van artikel 9.

Als de gebruiker of een derde een plaats gebruikt die niet voor hem bedoeld is of zonder geldig abonnement, kunnen zijn tweewielig voortbewegingstoestel en accessoires worden verwijderd in overeenstemming met artikel 9.

§7. Het AGBE verbindt zich ertoe de gebruiker te informeren over de technische aspecten van het gebruik van de parking, de opening en de sluiting ervan.

§8. In elk geval dient de gebruiker de plaats als een voorzichtig en redelijk persoon te gebruiken.

Artikel 6. Persoonlijke inschrijving of voor het gezin

§1. De gebruiker die een parkeerplaats voor een tweewielig voortbewegingstoestel wenst te huren in de parking Jacht heeft het formulier dat beschikbaar is op de gemeentelijke website ingevuld en ondertekend.

§ 2. De gebruiker verklaart op erewoord dat hij voldoet aan de in artikel 3 vermelde voorwaarden om in aanmerking te komen en waarvan hij kennis heeft genomen op het aanvraagformulier. Er kunnen ook andere nuttige gegevens worden gevraagd om te bepalen of een gebruiker of een lid van zijn gezin in aanmerking komt voor een plaats. De gebruiker geeft het AGBE ook toestemming om de naleving van de toekenningsvoorwaarden te controleren en alle noodzakelijke informatie te verzamelen, waaronder het aantal keren dat de gebruiker gebruik maakt van de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen.

§3. De gebruiker heeft de mogelijkheid om een of meer gezinsleden toe te voegen, zodat ook zij van een parkeerplaats kunnen gebruikmaken, onder voorbehoud van de beschikbaarheid en de inschrijvings- en toekenningsvoorwaarden zoals bepaald in artikel 6. Daartoe moet de gebruiker de desbetreffende velden van het aanvraagformulier invullen. De gebruiker verstrekt aldus de identificatiegegevens van het gezinslid/de gezinsleden en brengt het AGBE zo spoedig mogelijk op de hoogte van eventuele wijzigingen.

§4. De gebruiker kan op elk moment (behalve tijdens de eerste 3 maand na het toevoegen van een plaats) een plaats voor één of meerdere leden van zijn gezin schrappen. De gebruiker kan ook opnieuw een formulier indienen om een plaats toe te voegen, tenzij zijn abonnement al uit 4 parkeerplaatsen bestaat. Deze wijzigingen moeten dan worden bevestigd door het ondertekenen van een aanhangsel.

§5. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder “gezinslid” verstaan: een persoon die verwant is aan de gebruiker en/of de echtgeno(o)t(e) of wettelijk of feitelijk samenwonende partner van de gebruiker en die deel uitmaakt van het gezin van de gebruiker (onder gezin wordt verstaan: alle personen die gewoonlijk dezelfde woning bewonen en samenwonen).

§6. Meerderjarige en minderjarige gezinsleden van de gebruiker mogen dus over een parkeerplaats beschikken. De gezinsleden van een gebruiker zijn zelf verantwoordelijk voor het gebruik van de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen.

§7. Bij het toevoegen van een gezinslid van de gebruiker behoudt het AGBE zich het recht voor om alle informatie of bewijsstukken op te vragen die nodig zijn om de status van het gezinslid van de gebruiker (zoals gedefinieerd in dit artikel) te verifiëren.

§8. De gebruiker blijft het enige aanspreekpunt en is de enige persoon die gemachtigd is om een aanvraag in te dienen om een plaats toe te voegen of te schrappen, hetzij persoonlijk, hetzij voor het (de) lid (leden) van zijn gezin.

Artikel 7. Betaling van het abonnement en van de badge

§1. Voor de terbeschikkingstelling van een of meer parkeerplaatsen aan de gebruiker door het AGBE wordt een bedrag van 10 euro/maand/parkeerplaats voor een standaardfiets in rekening gebracht (met of zonder elektrische ondersteuning) en een bedrag van 15 euro/maand/parkeerplaats voor elk ander tweewielig voortbewegingstoestel dat omschreven wordt in artikel 1 (inclusief bak- en longtailfietsen). Het abonnement wordt maandelijks gefactureerd.

§ 2. Het AGBE behoudt zich het recht voor haar tarieven op elk moment te wijzigen. In geval van een prijswijziging brengt het AGBE de gebruiker hiervan op de hoogte, die veertien kalenderdagen de tijd heeft om het AGBE te laten weten of hij zijn abonnement wil opzeggen of voortzetten. De gebruiker beschikt vervolgens over veertien kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van het antwoord van het AGBE om het aanhangsel van de overeenkomst waarin de nieuwe tarieven worden bepaald te ondertekenen. De nieuwe tarieven worden van kracht op het moment dat de volgende factuur wordt opgemaakt.

§3. In afwijking van artikel 7 §1 bedragen de kosten voor de terbeschikkingstelling van de parkeerplaats(en) voor de eerste maand 5 euro/week/plaats, met een maximum van 10 euro/plaats.

§4. De gebruiker moet bij de ondertekening van deze overeenkomst een bewijs van betaling van het abonnement voorleggen. De betaling voor de eerste maand moet 3 werkdagen voor de datum van ondertekening van deze overeenkomst zijn voldaan.

§5. De gebruiker is verantwoordelijk voor de volledige betaling van het abonnement binnen de termijn die is aangegeven in de betalingsvoorwaarden voor het volledige bedrag op de factuur.

§6. Opzegging van het abonnement kan in geen geval terugwerkende kracht hebben op eerder verzonden facturen.

§7. In geval van verlies van de toegangsbadge van de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen moet de gebruiker het AGBE hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen. De gebruiker maakt dan een afspraak met het AGBE om een nieuwe badge te verkrijgen en betaalt het bedrag van 10 euro bij de volgende factuur.

Artikel 8. Huishoudelijk reglement van de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen

§1. De gebruiker moet ervoor zorgen dat geen andere gebruikers tegelijkertijd toegang hebben tot de parking.

§ 2. Om ervoor te zorgen dat het gebruik de andere gebruikers of de goede werking

van de parking niet hindert, mag het tweewielig voortbewegingstoestel dat is vastgemaakt op zijn plaats de beweging van andere tweewielige voortbewegingstoestellen niet hinderen. Alle standaardaccessoires (manden en/of fietstassen, kinderzitjes en/of andere) zijn toegestaan zolang ze het parkeren, het binnen- en buitenrijden van andere tweewielige voortbewegingstoestellen niet belemmeren en ze altijd correct en stevig aan het tweewielig voortbewegingstoestel zijn bevestigd.

§3. Het tweewielig voortbewegingstoestel van de gebruiker moet goed worden vastgemaakt aan de boog, met een hangslot en/of een kwalitatief anti-diefstalmiddel (bijv. een U-vormig slot). Het tweewielig voortbewegingstoestel blijft uitsluitend de verantwoordelijkheid van de gebruiker. Elk voorwerp of accessoire (bidon, pomp, licht, hangslot, fietstas, kinderzitje, mandje, enz.) dat op het tweewielig voortbewegingstoestel wordt bevestigd of geplaatst, al dan niet toegelaten, valt uitsluitend onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker. De parking mag niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan voor het stallen van tweewielige voortbewegingstoestellen. Het opslaan van voorwerpen is verboden (met name brandbare producten en de batterij van het tweewielig voortbewegingstoestel, voor zover deze uit het frame kan worden verwijderd). Het AGBE behoudt zich het recht voor om elk voorwerp dat niet aan een tweewielig voortbewegingstoestel is bevestigd of dat andere gebruikers duidelijk hindert, te verwijderen.

§4. De gebruiker is verplicht en verbindt zich ertoe om bij elk gebruik van de parkeerplaats de deur van de parking goed te sluiten, zodat de toegang automatisch wordt vergrendeld. De gebruiker dient te controleren en ervoor te zorgen dat de parking na zijn bezoek correct is afgesloten en vergrendeld.

§5. De gebruiker verbindt zich ertoe en is verantwoordelijk voor het niet beschadigen of verplaatsen van de tweewielige voortbewegingstoestellen op de andere parkeerplaatsen van de parking. Hij dient de parking met zorg te gebruiken en mag deze niet beschadigen. In geval van schade verbindt de gebruiker zich ertoe het AGBE onmiddellijk via e-mail of telefonisch op de hoogte te brengen.

§6. In het algemeen verbindt de gebruiker zich ertoe om, zodra hij een technisch probleem, een storing, een defect of schade (al dan niet veroorzaakt door de gebruiker) op de parkeerplaats vaststelt en/of in geval van nood, onmiddellijk contact op te nemen met het AGBE en het AGBE via zijn contactgegevens op de hoogte te brengen.

§7. De gebruiker mag geen wijzigingen en/of reparaties uitvoeren of laten uitvoeren aan de parkeerplaatsen of de parking en de bijbehorende installaties, tenzij het AGBE hiervoor uitdrukkelijk en schriftelijk toestemming heeft gegeven. Alle schade die voortvloeit uit dergelijke wijzigingen/reparaties valt uitsluitend onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker die deze heeft uitgevoerd.

Artikel 9. Inhouding, verplaatsing en verwijdering van tweewielige voortbewegingstoestellen

§1. De gebruiker verbindt zich ertoe zijn tweewielig voortbewegingstoestel van de

parkeerplaats te verwijderen op gemotiveerd verzoek van het AGBE en in alle in de overeenkomst voorziene gevallen. Indien de gebruiker zijn verplichtingen niet nakomt, heeft het AGBE het recht om van de gebruiker een dwangsom van 5 euro per dag te eisen vanaf de dag waarop het tweewielig voortbewegingstoestel moest worden verwijderd.

§ 2. In afwijking van artikel 9, §1, geeft de gebruiker het AGBE, die de gebruiker daarvan vooraf moet informeren, behalve in dringende gevallen, formeel de toestemming om zijn tweewielig voortbewegingstoestel te verwijderen of te verplaatsen, op kosten en risico van de gebruiker, in alle gevallen die in deze overeenkomst zijn voorzien en meer bepaald wanneer:

- het niet op de door het AGBE toegewezen parkeerplaats staat;
- het op de parkeerplaats wordt achtergelaten terwijl het AGBE de gebruiker heeft meegedeeld dat hij de plaats voor een bepaalde periode moet vrijmaken;
- het een gevaar vormt voor personen en/of eigendommen van anderen;
- het de normale toegang van andere gebruikers belemmert;
- het niet wordt gebruikt (en er vooraf een waarschuwing is gegeven), behalve in het geval van een geldige reden die verklaart waarom het tweewielig voortbewegingstoestel gedurende een lange periode niet is gebruikt en die naar behoren via e-mail aan het AGBE is gemeld, met bewijsstukken (bijvoorbeeld medische reden);
- om operationele of veiligheidsredenen;
- het abonnement door de gebruiker werd opgezegd en het tweewielig voortbewegingstoestel op de parkeerplaats blijft staan na het verstrijken van de opzeggingstermijn (in overeenstemming met artikel 11) en/of op de datum die via e-mail aan de gebruiker werd meegedeeld om zijn tweewielig voortbewegingstoestel op te halen;

§3. In die gevallen, behalve in dringende gevallen waarin het AGBE de gebruiker niet vooraf heeft kunnen vragen om het tweewielig voortbewegingstoestel te verplaatsen, behoudt het AGBE zich het recht voor om in dat geval de verplaatsingskosten van het tweewielig voortbewegingstoestel te vorderen, die forfaitair op 50 euro inclusief btw worden vastgesteld. Het tweewielig voortbewegingstoestel fiets wordt door het AGBE verplaatst en gestald op een plaats die via e-mail aan de gebruiker wordt meegedeeld, zodat de gebruiker zijn tweewielig voortbewegingstoestel er kan ophalen.

§4. De gebruiker verbindt zich ertoe om zijn tweewielig voortbewegingstoestel binnen 48 uur na de in het vorige artikel bedoelde verwijdering op te halen op de plaats waar hij werd gestald.

§5. Tweewielige voortbewegingstoestellen die na een periode van 3 maand vanaf de datum van verwijdering uit de parking niet zijn opgehaald of opgeëist, worden eigendom van het AGBE. Het AGBE kan bijgevolg niet worden verplicht om het tweewielig voortbewegingstoestel na deze periode aan de eigenaar terug te bezorgen.

Artikel 10. Aansprakelijkheid

§1. Het AGBE beperkt zich tot de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht aan de gebruikers en aanvaardt bijgevolg geen enkele aansprakelijkheid. Bovendien aanvaardt het AGBE geen enkele aansprakelijkheid, uit welke hoofde dan ook en om welke reden dan ook, voor welke schade dan ook, lichamelijk, materieel of immaterieel, aan personen of goederen, zoals met name: ongevallen, diefstal of schade, zelfs gedeeltelijk, die kan ontstaan tijdens of ten gevolge van het gebruik van een parkeerplaats, en met name tijdens de aankomst of het vertrek van een gebruiker. Wat diefstal betreft, ter informatie, bieden sommige verzekeringsmaatschappijen een uitbreiding op de globale inboedelverzekering die de diefstal van tweewielige voortbewegingstoestellen dekt. De gebruiker wordt verzocht zich hierover zelf te informeren.

§ 2. De gebruiker erkent dat het AGBE in geen geval aansprakelijk kan worden gesteld, om welke reden dan ook, wanneer het abonnement door de gebruiker werd opgezegd, zelfs indien het tweewielig voortbewegingstoestel van de gebruiker op zijn vroegere parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht blijft staan.

§3. Het AGBE neemt op geen enkele manier een bewakings- of toezichtsplicht op zich over de parking Jacht voor tweewielige voortbewegingstoestellen en haar parkeerplaatsen en aanvaardt geen enkele aansprakelijkheid voor handelingen van derden. De gebruiker erkent dat zijn abonnement op een parkeerplaats hem niet ontslaat van de verplichting om zijn tweewielig voortbewegingstoestel te onderhouden en te beschermen en dat hij als enige en volledig verantwoordelijk blijft voor het gebruik ervan.

Artikel 11. Duur en opzegging van het abonnement

§1. De gebruiker die een abonnement heeft genomen, verbindt zich hiertoe voor onbepaalde duur vanaf de datum van ondertekening van deze overeenkomst en de terbeschikkingstelling van de parkeerplaats.

§ 2. De gebruiker kan het abonnement te allen tijde en zonder reden opzeggen, met inachtneming van een opzegtermijn van 7 kalenderdagen, door het AGBE hiervan via e-mail op de hoogte te brengen. De opzegtermijn gaat in op de dag volgend op de kennisgeving van de opzegging.

§3. De badge wordt aan het AGBE teruggegeven overeenkomstig de voorwaarden die via e-mail aan de gebruiker worden meegedeeld. De badge kan in ieder geval op afspraak of per aangetekende brief met ontvangstbevestiging worden teruggestuurd naar het adres van het AGBE.

De badge dient voor het einde van de in §2 genoemde opzegtermijn te worden teruggegeven. Zo niet, blijft de gebruiker het abonnement betalen totdat de badge definitief is teruggegeven. De parkeerplaats moet worden vrijgemaakt voordat de

badge wordt teruggegeven, op straffe van toepassing van artikel 9.

§4. Als de badge niet binnen 3 maand na het verzoek tot opzegging van het abonnement en de niet-betaling van het abonnement wordt teruggegeven, behoudt het AGBE zich het recht voor om het tweewielig voortbewegingstoestel te verwijderen en de toegangsbadge te deactiveren. Het AGBE behoudt het(de) aan de gebruiker gekoppeld(e) tweewielig voortbewegingstoestel(len). Tweewielige voortbewegingstoestellen die na een periode van 3 maand vanaf de datum van verwijdering uit de parking niet zijn opgehaald of opgeëist, worden eigendom van het AGBE.

§5. Het AGBE kan het abonnement met onmiddellijke ingang opzeggen in elk van de in deze overeenkomst genoemde gevallen en in elk geval bij schending van deze voorwaarden. Het AGBE brengt de gebruiker via e-mail op de hoogte van de opzegging van het abonnement, de ingangsdatum en de termijn waarbinnen het tweewielig voortbewegingstoestel van de parkeerplaats moet worden verwijderd, op straffe van toepassing van artikel 9.

§6. Tijdens de periode dat de parking voor tweewielige voortbewegingstoestellen getest wordt (van 17/02/2025 tot 16/02/2026) behoudt het AGBE zich het recht voor om, eenzijdig, een einde te maken aan de terbeschikkingstelling van de parking met een opzeggingstermijn van 30 dagen. Deze bepaling betreft de fietsen (klassiek, longtails, bakfietsen, enz.) niet.

Artikel 12. Slotbepalingen

Het AGBE behoudt zich het recht voor om deze overeenkomst op elk moment te wijzigen en bij te werken. Eventuele wijzigingen zullen aan de gebruiker worden voorgelegd door ondertekening van een aanhangsel bij de overeenkomst.

In geval van wijziging van deze overeenkomst wordt de gebruiker zo snel mogelijk via zijn contactgegevens op de hoogte gebracht. Het wordt aan de gebruiker overgelaten om een aanhangsel te ondertekenen of zijn abonnement op de parking voor tweewielige voortbewegingstoestellen op te zeggen, in overeenstemming met de voorwaarden uit artikel 11.

De persoonsgegevens van de gebruiker en eventuele gezinsleden worden door de bevoegde diensten van het AGBE enkel verwerkt met het oog op de toewijzing van een of meer parkeerplaatsen voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht.

Er worden geen gegevens gedeeld met derden zonder toestemming van de gebruiker, die hem zo nodig zal worden gevraagd. De gegevens van de gebruiker en eventueel van een of meer van zijn gezinsleden die op het formulier of op een andere drager zijn vermeld, worden bewaard gedurende de administratieve gebruikstermijn.

Artikel 13. Gegevens van de betrokken partijen en toewijzing van de plaatsen

Dienst verantwoordelijk voor de precare terbeschikkingstelling van een of meerdere parkeerplaatsen voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht:

Dienst Financiën, parking@etterbeek.brussels, 02 627 25 12

Gegevens van de gebruiker:

NAAM, VOORNAAM, ADRES, E-MAILADRES, TELEFOONNUMMER

Aantal plaatsen ter beschikking van de gebruiker en eventuele gezinsleden:

Nummer van de plaats(en) toegekend aan de gebruiker en eventuele gezinsleden:

Opgemaakt in Etterbeek in twee exemplaren op

Voor het Autonoom Gemeentebedrijf van Etterbeek	De gebruiker,

Beslist de overeenkomst betreffende de precare terbeschikkingstelling van een parkeerplaats voor tweewielige voortbewegingstoestellen in de parking Jacht gelegen op de Kazernenlaan 35 goed te keuren.

Bijlage: aanvraagformulier voor de huur van een parkeerplaats voor een tweewielig voortbewegingstoestel ten precare titel in de parking Jacht

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Aanvraagformulier voor de huur van een parkeerplaats voor een tweewielig voortbewegingstoestel ten precare titel in de parking Jacht.pdf, Formulaire de demande de location d'un emplacement à titre précaire dans le parking Chasse pour engins de déplacement à deux roues.pdf

Le Conseil communal,

Vu le courrier que Bruxelles Economie et Emploi adresse à la Mission locale pour l'Emploi dans le cadre de la demande de renouvellement d'agrément comme entreprise locale dans le cadre de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des des entreprises sociales;

Considérant qu'il en découle que certaines dispositions, rendues obligatoires par la réglementation spécifique aux entreprises sociales agréées, ont été omises lors de la mise en conformité des statuts avec le code des sociétés et des associations; qu'à défaut, ainsi que l'indique Bruxelles Economie et Emploi, la demande de renouvellement de l'agrément ne pourra être déclarée recevable; qu'un délai jusqu'au 24 février prochain est concédé pour procéder à l'ajout desdites dispositions dans les statuts;

Considérant qu'il convient dès lors d'insérer ou de modifier les articles en conséquence;

DECIDE

de modifier les statuts de la Mission locale pour l'Emploi d'Etterbeek comme suit :

1.1. Sous le titre IV "Assemblée générale", l'article 11 est modifié comme suit :

"Article 11 - Composition et pouvoirs

*L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association.
Chaque membre effectif dispose d'une voix.*

Elle constitue l'organe souverain de l'association, possédant tous les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi et par les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence :

a) la modification des statuts ;

b) la nomination et la révocation des administrateurs ;

c) la nomination et la révocation du/des commissaires ;

d) la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et/ou les commissaires ;

e) l'approbation des comptes annuels et du budget ;

f) la dissolution de l'association ;

g) l'exclusion d'un membre ;

h) la réalisation ou l'acceptation d'un apport gratuit d'une universalité ;

i) tous les autres cas où la loi ou les présents statuts l'exigent.

1.2. Sous le titre IV "Assemblée générale", il est instauré un article 15 bis comme suit :

"Article 15 bis - Conflit d'intérêt

Les dispositions prévues à l'article 22 des présents statuts s'appliquent mutatis mutandis à l'assemblée générale, dès lors que les mots "organe d'administration" et "administrateurs" doivent se lire respectivement comme "assemblée générale" et "membres".

1.3. Sous le titre V "Organe d'administration", l'article 16 est modifié comme suit :

"L'association est administrée par un organe d'administration composé comme suit :

- a) 5 membres désignés en représentation de la Commune d'Etterbeek ;*
- b) 1 membre désigné en représentation de la Commune d'Ixelles ;*
- c) 1 membre désigné en représentation de la Commune de Watermael-Boitsfort ;*
- d) 1 membre désigné en représentation de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre ;*
- e) 1 membre désigné en représentation de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert ;*
- f) 1 membre désigné en représentation de la Commune d'Auderghem ;*
- g) 4 membres désignés en représentation des acteurs dans le domaine de l'insertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail opérant dans le périmètre géographique déterminé conformément à l'article 11 de l'Ordonnance ;*
- h) 1 membre désigné en représentation des organisations représentatives des travailleurs ;*
- i) 1 membre désigné en représentation des organisations représentatives des employeurs.*

L'organe d'administration ne peut comporter plus de trois quarts d'administrateurs représentant les pouvoirs publics.

Il ne peut, en outre, comporter plus de deux tiers de membres du même sexe.

Ses membres sont nommés et révoqués par l'assemblée générale. Ils peuvent être désignés parmi les membres effectifs de l'association ou parmi des personnes extérieures à celle-ci.

Les personnes suivantes siègent au sein de l'organe d'administration avec voix consultative :

- a) Le membre du Collège portant la compétence de l'Emploi au sein de la Commune d'Etterbeek ;*

b) Le directeur de l'association, sauf décision contraire de l'organe d'administration ;

L'organe d'administration peut également inviter toute personne, y compris des tiers à l'association, qu'il estime utile pour prendre une décision éclairée.

Les administrateurs perçoivent un jeton de présence dont le montant est fixé par l'assemblée générale, dans le respect des seuils et des modalités prévues par ou en vertu de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commissior communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois."

1.4. Il est instauré un TITRE VIII bis intitulé "Dispositions relatives à l'agrément comme entreprise sociale".

1.5. Il est instauré, sous le titre précité, un article 30 bis rédigé comme suit :

"L'organe d'administration veille à inviter, une fois par an, l'ensemble des membres du personnel ainsi que les principales parties prenantes afin d'aborder les thèmes suivants :

a) le développement économique et social en cours et futur de l'initiative publique ;

b) le bien-être au travail ;

c) une présentation du rapport d'activités et d'un résumé des comptes de l'association ;

d) la politique de gestion du personnel, le recrutement et la formation continue.

La réunion précitée se déroule durant les heures de travail"

1.6. Il est instauré, sous le titre précité, un article 30 ter rédigé comme suit :

"L'organe d'administration veille à observer un principe de tension salariale modérée, tel que défini à l'article 12, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2018 relatif à l'agrément des entreprises sociales."

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Mission locale pour l'Emploi d'Etterbeek - Wijziging van de statuten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

Personnel du cimetière communal - Annexe 3 du Règlement de travail communal : Horaires de travail - Modifications.

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné ;

Vu l'annexe 3 – Horaires de travail et en particulier l'horaire de travail pour le personnel du cimetière communal fixé comme suit :

Grille n° 39 : Horaire à temps plein (37h30/sem) du Cimetière communal.

	Arrivée	Plage fixe	Pause de midi	Plage fixe	Départ	Total heures
Lundi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Mardi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Mercredi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Jeudi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Vendredi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Pas de prestations le samedi et dimanche						
Total						37h30

Considérant que sur base d'un rapport établi par le responsable du cimetière il s'avère que cet horaire ne correspond plus aux besoins du service ni à la réalité de terrain ;

Considérant que l'horaire actuel prévoit une pause de midi entre 12h et 13h ;

Considérant que les agents sont parfois dans l'impossibilité de prendre cette pause entre 12 à 13h du fait qu'il y a des enterrements prévus pendant ces heures ou qu'un enterrement qui est prévu à 11h se termine aux alentours de 12h30 ;

Considérant qu'il serait, dès lors, souhaitable que la pause de midi de 45 minutes puisse se prendre entre 12h et 14h ;

Considérant que du fait que le personnel du cimetière travaille principalement en extérieur il serait également opportun de créer un horaire dit d'été d'avril à septembre et un horaire dit d'hiver d'octobre à mars ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de revoir la grille 39 : horaire à temps (37h30/semaine) du cimetière communal ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation

avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

de modifier l'horaire 39 de l'annexe 3 – Horaires de travail comme suit :

HORAIRE DU CIMETIERE COMMUNAL (ancien)

Grille n° 39 : Horaire à temps plein (37h30/sem) du Cimetière communal.

	Arrivée	Plage fixe	Pause de midi	Plage fixe	Départ	Total heures
Lundi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Mardi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Mercredi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Jeudi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Vendredi	Entre 7h et 7h30	De 7h30 à 12h	Entre 12h et 13h	De 13h à 16h	Entre 16h et 16h30	7h30
Pas de prestations le samedi et dimanche						
						Total : 37h30

HORAIRE DU CIMETIERE COMMUNAL (nouveau)

Grille n° 39 : Horaire à temps plein (37h30/sem) du Cimetière communal.

Horaire d'été (avril à septembre)

	Arrivée	Plage fixe	Pause de midi (45 min.)	Plage fixe	Départ	Total heures
Lundi	Entre 7h et 7h15	De 7h15 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 15h30	Entre 15h30 et 16h(*)	7h30
Mardi	Entre 7h et 7h15	De 7h15 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 15h30	Entre 15h30 et 16h(*)	7h30
Mercredi	Entre 7h et 7h15	De 7h15 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 15h30	Entre 15h30 et 16h(*)	7h30

Jeudi	Entre 7h et 7h15	De 7h15 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 15h30	Entre 15h30 et 16h(*)	7h30
Vendredi	Entre 7h et 7h15	De 7h15 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 15h30	Entre 15h30 et 16h(*)	7h30
Pas de prestations le samedi et dimanche						
(*) l'agent en charge de la fermeture des portes devra obligatoirement être présent jusqu'à 16h.						
						Total : 37h30

Horaire d'hiver (octobre à mars)

	Arrivée	Plage fixe	Pause de midi (45 min.)	Plage fixe	Départ	Total heures
Lundi	Entre 7h30 et 7h45	De 7h45 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 16h	16h	7h30
Mardi	Entre 7h30 et 7h45	De 7h45 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 16h	16h	7h30
Mercredi	Entre 7h30 et 7h45	De 7h45 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 16h	16h	7h30
Jeudi	Entre 7h30 et 7h45	De 7h45 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 16h	16h	7h30
Vendredi	Entre 7h30 et 7h45	De 7h45 à 12h	Entre 12h et 14h	De 14h à 16h	16h	7h30
Pas de prestations le samedi et dimanche						
						Total : 37h30

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Personeel van het gemeentelijk kerkhof - Bijlage 3 van het gemeentelijk arbeidsreglement : Uurroosters - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

gelet de beslissing van de gemeenteraad van 22 mei 2006 houdende goedkeuring van het arbeidsreglement voor het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs

gelet bijlage 3 – Uurroosters en in het bijzonder het uurrooster voor het personeel van het gemeentelijk kerkhof vastgelegd als volgt :

Rooster n° 39 : Voltijds uurrooster (37u30/week) van het Gemeentelijk Kerkhof.

	Aankomst	Vaste periode	Middagpauze	Vaste periode	Vertrek	Totaal uren
Maandag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Dinsdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Woensdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Donderdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Vrijdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Geen prestaties op zaterdag en zondag						
Totaal						37u30

overwegende dat op basis van een rapport opgemaakt door de verantwoordelijke van het kerkhof blijkt dat dit uurrooster niet langer voldoet aan de behoeften van de dienst noch aan de realiteit ter plaatse;

overwegende dat het uurrooster momenteel een pauze voorziet tussen 12u en 13u;

overwegende dat het soms onmogelijk is voor de personeelsleden om deze pauze te nemen tussen 12 en 13u omdat er begrafenissen gepland zijn gedurende deze uren of dat een begrafenis dat gepland is om 11u duurt tot ongeveer 12u30;

aangezien het personeel van het kerkhof voornamelijk buiten werkt, zou het gepast zijn om een zomerdienstregeling van april tot september en een winterdienstregeling van oktober tot maart te maken;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om het rooster 39: Voltijds uurrooster (37u30/week) van het Gemeentelijk Kerkhof aan te passen;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om rooster 39 van bijlage 3 te wijzigen als volgt :

UURROOSTER VAN HET GEMEENTELIJK KERKHOF (oude versie)

Rooster n° 39 : Voltijds uurrooster (37u30/week) van het Gemeentelijk Kerkhof.

	Aankomst	Vaste periode	Middagpauze	Vaste periode	Vertrek	Totaal uren
Maandag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Dinsdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Woensdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30

Donderdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Vrijdag	Tussen 7u en 7u30	Van 7u30 tot 12u	Tussen 12u en 13u	Van 13u tot 16u	Tussen 16u en 16u30	7u30
Geen prestaties op zaterdag en zondag						
Totaal						37u30

UURROOSTER VAN HET GEMEENTELIJK KERKHOF (nieuwe versie)

Rooster n° 39 : Voltijds uurrooster (37u30/week) van het Gemeentelijk Kerkhof.

Zomeruur (april tot september)

	Aankomst	Vaste periode	Middagpauze (45min.)	Vaste periode	Vertrek	Totaal uren
Maandag	Tussen 7u en 7u15	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 15u30	Tussen 15u30 en 16u(*)	7u30
Dinsdag	Tussen 7u en 7u15	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 15u30	Tussen 15u30 en 16u(*)	7u30
Woensdag	Tussen 7u en 7u15	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 15u30	Tussen 15u30 en 16u(*)	7u30
Donderdag	Tussen 7u en 7u15	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 15u30	Tussen 15u30 en 16u(*)	7u30
Vrijdag	Tussen 7u en 7u15	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 15u30	Tussen 15u30 en 16u(*)	7u30
Geen prestaties op zaterdag en zondag						
(*) het personeelslid dat verantwoordelijk is voor het sluiten van de deuren moet verplicht aanwezig zijn tot 16u.						
Totaal						37u30

Winteruur (oktober tot maart)

	Aankomst	Vaste periode	Middagpauze (45min.)	Vaste periode	Vertrek	Totaal uren
Maandag	Tussen 7u30 en 7u45	Van 7u45 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 16u	16u	7u30
Dinsdag	Tussen 7u30 en 7u45	Van 7u45 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 16u	16u	7u30
Woensdag	Tussen 7u30 en 7u45	Van 7u45 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 16u	16u	7u30
Donderdag	Tussen 7u30 en 7u45	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 16u	16u	7u30
Vrijdag	Tussen 7u30 en 7u45	Van 7u15 tot 12u	Tussen 12u en 14u	Van 14u tot 16u	16u	7u30
Geen prestaties op zaterdag en zondag						
Totaal						37u30

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Document_Notif01_pas d'objection T34813512841299770756.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

17.02.2025/A/0009 **Convention entre la fondation pour enfants disparus et sexuellement exploites**

(Child focus) et la commune d'Etterbeek pour une durée de 3 ans/Approbation.

Le Conseil communal,

Attendu que Child Focus est une fondation de droit belge reconnue d'utilité publique ;

Considérant que Child Focus souhaite collaborer avec notre Commune en vue de lui permettre dans certains cas et à certaines conditions, de diffuser et distribuer ses affiches et vignettes de disparition avec le concours d'une partie du personnel de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que dans le cadre de cette collaboration, notre Commune mettra à disposition de Child Focus les Gardiens de la Paix pour la distribution sur le territoire etterbeekoïse d'affiches dans le cadre de la recherche d'enfants disparus et des actions ponctuelles, en cas de manque de volontaires pour le faire ;

Considérant qu'à cet effet, une convention d'une durée de 3 ans, liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles a été établie,

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention ci-dessous entre la fondation pour enfants disparus et sexuellement exploités (Child focus) et la Commune d'Etterbeek pour une durée de 3 ans.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE :

La Commune d'Etterbeek, dont le siège est sis avenue des Caserne 31/1 à 1040 Etterbeek,
représentée par M. Vincent DE WOLF et par Mme Annick PETIT, respectivement Bourgmestre et Secrétaire communale,

Ci-après dénommée «la Commune »

ET

LA FONDATION POUR ENFANTS DISPARUS ET SEXUELLEMENT EXPLOITÉS
Le siège social est établi à 1020 Bruxelles, avenue Houba de Strooper 292, représentée par Madame Nel Broothaerts, CEO.

Ci-après dénommé « CHILD FOCUS » ;

Ci-après dénommés ensemble les « Parties » ou, individuellement une « Partie » ;

Préambule

CHILD FOCUS est une fondation de droit belge reconnue d'utilité publique. CHILD

FOCUS agit en toute indépendance uniquement dans l'intérêt des enfants.

Les Parties souhaitent mettre en place une collaboration en vue de permettre à CHILD FOCUS, dans certains cas et aux conditions stipulées ci-après, de diffuser et distribuer ses affiches et vignettes de disparition avec le support d'une partie du personnel de la commune d'Etterbeek.

L'objet de la présente convention est d'établir les droits et obligations réciproques des Parties.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention est de faire de la commune unpartenaire structurel de CHILD FOCUS dans les situations particulières décrites plus loin.

A ce titre, CHILD FOCUS fait appel à la commune afin qu'elle mette à sa disposition ses Agents de Prévention / Gardiens de la Paix pour la distribution sur son territoire d'affiches dans le cadre de la recherche d'enfants disparus et des actions ponctuelles liées à CHILD FOCUS, en cas de manque de volontaires pour le faire.

La commune ne prend à sa charge aucun frais dans les opérations de distribution auxquelles elle participe.

Article 2 : Parties

La présente convention est conclue exclusivement entre les parties susmentionnées.

La présente convention prime et remplace toute déclaration ou écrit antérieur concernant la collaboration entre CHILD FOCUS et la commune.

La présente convention ne peut pas être opposable par une Partie à des tiers sauf moyennant au préalable autorisation explicite et écrite de l'autre Partie.

Article 3 : Mode de fonctionnement et procédure

CHILD FOCUS

Vignettage / affichage :

- En cas de besoin pour la distribution des vignettes ou affiches, CHILD FOCUS contacte, dans l'ordre de priorité suivant : 1.-le Fonctionnaire de prévention ; 2. le fonctionnaire de prévention adjoint ; 3. le coordinateur des gardiens de la Paix afin de demander si des Gardiens de la Paix sont disponibles ;
- Si la disponibilité des Gardiens de la Paix est confirmée, Child Focus fait parvenir les vignettes ou affiches au Fonctionnaire de prévention de la Commune. Le nombre d'affiches ou vignettes transmis par Child Focus tient compte de la disponibilité annoncée;
- Il faut que Child Focus informe en cas de vignettage qui sont les groupes-cibles

Dévignettage / désaffichage :

- CHILD FOCUS informe le Fonctionnaire de prévention, le fonctionnaire de prévention adjoint et le coordinateur des gardiens de la Paix de toute demande de dévignettage ou désaffichage, à savoir le retrait et la destruction des vignettes ou affiches ;
- CHILD FOCUS confirme cette demande par email

COMMUNE D'ETTERBEEK

Vignettage / affichage :

- Après confirmation de la disponibilité des Gardiens de la Paix, le Fonctionnaire de prévention prendra avec la coordination des Gardiens de la Paix, toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte qu'elles soient dispatchées le plus rapidement possible dans les lieux concernés par la demande de vignettage ou d'affichage ;
- La réception des vignettes ou affiches ainsi que le début de la campagne de distribution seront confirmés par e-mail à Child Focus à affichage@childfocus.org

Dévignettage / désaffichage :

- à la demande de Child Focus, le service de prévention procède le plus rapidement possible au **retrait et à la destruction** des affiches ou vignettes ;
- le service de prévention confirme le « désaffichage » ou « dévignettage » par e-mail à Child Focus à affichage@childfocus.org

ARTICLE 4 : La spécificité des vignettes

Si, dans l'intérêt de l'enfant (respect de la vie privée, éléments de l'enquête), il faut agir de manière plus discrète, Child Focus peut recourir à un vignettage plutôt qu'à un affichage.

Les vignettes sont des mini-affiches (format A6), reprenant les mêmes informations qu'une affiche (photo de la personne disparue, accompagnée du nom, prénom, date & lieu de disparition, ainsi que d'un bref descriptif), faciles à glisser dans une caisse enregistreuse, sous un comptoir ou dans un portefeuille.

Les vignettes sont distribuées à des groupes-cibles soigneusement sélectionnés et renseignés par CHILD FOCUS. Ces personnes n'affichent en aucun cas la vignette, ils la conservent à l'abri des regards. S'ils aperçoivent l'enfant, il leur est demandé de téléphoner immédiatement au 116 000, le numéro d'urgence gratuit de Child Focus. La vignette n'est donc pas destinée à être visible et ne doit, par conséquent, pas être montrée au grand public ! La personne à qui elle est confiée doit être informée du fait que la vignette ne peut pas être distribuée ni montrée à d'autres personnes.

La vignette est essentiellement utilisée pour des cas de fugues (si le jeune se sait recherché, il risque de se cacher ou de quitter la région dans laquelle il se trouve).

Le rôle des Gardiens de la Paix se limite à conserver discrètement sur eux les vignettes de disparition et à en assurer la distribution, auprès des lieux et public-cible tels que clairement définis par Child Focus. La commune n'est pas garante de la discrétion du public-cible défini par Child Focus.

Article 5 : Force majeure

La Partie qui invoque la « force majeure » informera sur-le-champ l'autre Partie par écrit de la date de début de la « force majeure »; elle fera de même quand cette « force majeure » aura cessé. Les obligations imposées dans le cadre de la présente convention et de ses avenants éventuels seront alors suspendues. Dans le cadre de la présente convention, la force majeure inclut la situation où les Gardiens de la Paix ne sont plus disponibles en raison de l'accomplissement d'autres missions prioritaires, alors que la campagne de distribution a déjà commencé.

Par force majeure on entend tout événement imprévisible, inévitable, indépendant de la volonté des Parties et que le zèle ne peut prévenir, et empêchant de remplir en tout ou en partie les obligations qui résultent de ceux-ci.

Article 6 : Durée et résiliation

La présente convention prend effet à dater de la signature des présentes consécutive à son approbation par le Conseil Communal et est conclue pour une durée de trois ans.

Il est convenu que la présente convention est prolongée de manière tacite pour des périodes successives d'un an, sauf avis contraire de l'une des Parties. Chaque Partie peut mettre fin à sa collaboration dans ce partenariat, sans indemnité, moyennant un préavis de trois mois envoyé par lettre recommandée à l'autre Partie.

Les Parties conviennent de se concerter pour investiguer ensemble de nouvelles pistes de collaboration ou améliorations éventuelles à ce partenariat. Ces concertations peuvent se faire par simple échange d'emails entre les Parties. Toute nouvelle décision concertée fait, le cas échéant, l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les Parties conviennent néanmoins que, par simple lettre recommandée, une Partie peut, à tout moment, sans préavis, mettre fin à la présente convention et ses avenants éventuels s'il apparaît que l'autre Partie porte atteinte, directement ou indirectement, avec ou sans intention de nuire, à sa réputation ainsi qu'à son image ou en cas de non-respect par une des Parties d'une ou plusieurs de ses obligations.

Article 7 : Droit applicable

La présente convention est soumise exclusivement au droit belge. En cas de litige par rapport à la présente convention, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Fait à, le, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Vincent De Wolf Bourgmestre Annik Petit Secrétaire communale _____ Commune d'Etterbeek	Nel Broothaerts CEO _____ CHILD FOCUS
---	--

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Stichting voor Vermiste en Seksueel Uitgebuide Kinderen (Child Focus) en de gemeente Etterbeek voor een periode van drie jaar/Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat Child Focus een organisatie naar Belgisch recht is erkend als Instelling van openbaar nut.

Overwegende dat Child Focus wil samenwerken met onze gemeente om in bepaalde gevallen en onder bepaalde voorwaarden de toestemming te krijgen om verdwijningsaffiches en -vignetten te verspreiden en op te hangen met de steun van een deel van het personeel van de gemeente Etterbeek;

Overwegende dat onze gemeente in het kader van deze samenwerking de gemeenschapswachten ter beschikking zal stellen van Child Focus voor de verspreiding van affiches in het kader van de zoektocht naar verdwenen kinderen en gerichte acties in Etterbeek, bij gebrek aan vrijwilligers om het te doen;

Overwegende dat daarom een overeenkomst voor een periode van 3 jaar werd opgesteld die de partijen verbindt en voor elk van hen de rechten en plichten vastlegt,

BESLIST het afsluiten van de hieronder vermelde overeenkomst tussen de Stichting voor Vermiste en Seksueel Uitgebuide Kinderen (Child Focus) en de gemeente Etterbeek voor een periode van 3 jaar goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, met zetel te 1040 Brussels, Kasernenlaan 31/1, vertegenwoordigd door Meneer Vincent DE WOLF, Burgemeester en Mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris, Hierna "de gemeente" genoemd.

EN

DE STICHTING VOOR VERMISTE EN SEKSUEEL UITGEBUIE KINDEREN, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Houba de Strooperlaan 292, vertegenwoordigd door Mevrouw Nel Broothaerts, CEO, Hierna 'CHILD FOCUS';

Hierna de 'Partijen' of 'Partij' genoemd;

Inleiding

CHILD FOCUS is een organisatie naar Belgisch recht erkend als Instelling van openbaar nut. CHILD FOCUS is onafhankelijk en stelt het belang van de kinderen centraal.

De Partijen wensen een samenwerking tot stand te brengen voor wanneer CHILD FOCUS, in welbepaalde gevallen en volgens de onderstaande criteria, haar opsporingsaffiches en opsporingsvignetten kan verspreiden met de steun van enkele personeelsleden van de gemeente Etterbeek.

Het doel van deze overeenkomst bestaat in het vastleggen van de wederzijdse rechten en verplichtingen van de Partijen.

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

ARTIKEL 1: DOELSTELLING

Het doel van deze overeenkomst is om van de gemeente Etterbeek een structurele partner van CHILD FOCUS te maken en dit voor specifieke situaties die hieronder worden beschreven.

CHILD FOCUS vraagt, in het kader van de zoektocht naar vermiste kinderen en eenmalige acties in verband met CHILD FOCUS, indien hiervoor geen vrijwilligers beschikbaar zijn, aan de gemeente Etterbeek om haar Preventieagenten/Gemeenschapswachten beschikbaar te stellen voor het verspreiden van vignetten en of affiches op betreffend grondgebied.

De gemeente draagt geen kosten voor het verspreiden van de affiches/vignetten waaraan ze deelneemt.

Artikel 2: PARTIJEN

De huidige overeenkomst wordt uitsluitend afgesloten tussen debovenvermelde Partijen.

De huidige overeenkomst vervangt en vernietigt alle aan de datum van ondertekening voorafgaande mondelinge of schriftelijke voorstellen of verbintenissen met betrekking tot de samenwerking tussen CHILD FOCUS en de gemeente.

Deze overeenkomst kan door de Partijen niet worden overgedragen aan enige derde dan na voorafgaandelijke uitdrukkelijk en schriftelijke toestemming daartoe van de andere Partij.

Artikel 3: Werkingwijze en procedure

CHILD FOCUS

Vignettage/affichage:

- Indien er hulp nodig is voor het verspreiden van affiches en vignetten, contacteert CHILD FOCUS, in volgorde van prioriteit : 1. de Preventieambtenaar; 2. de Adjunct-Preventieambtenaar; 3. de Coördinator van de Gemeenschapswachten en gaat na of de Gemeenschapswachten beschikbaar zijn.
- Indien de Gemeenschapswachten beschikbaar zijn, zal Child Focus de vignetten of affiches zo snel mogelijk laten bezorgen aan de Preventieambtenaar van de gemeente. Het aantal affiches of vignetten die Child Focus zal versturen, zal afhangen van hun beschikbaarheid.
- Child Focus dient de doelgroepen helder te definiëren wanneer het om vignettage gaat.

Devignettage/desaffichage:

- CHILD FOCUS informeert de Preventieambtenaar, de Adjunct-Preventieambtenaar en de Coördinator van de Gemeenschapswacht dat een devignettage of desaffichage dient uitgevoerd te worden, met andere woorden het terugroepen en vernietigen van vignetten of affiches.
- CHILD FOCUS bevestigt deze aanvraag per mail

GEMEENTE ETTERBEEK

Vignettage/affichage:

- Na bevestiging van de beschikbaarheid van de Gemeenschapswachten zal de Preventieambtenaar, in samenwerking met de coördinator van de Gemeenschapswachten, alle noodzakelijke maatregelen treffen om ervoor te zorgen dat deze zo snel mogelijk worden verdeeld/verspreid op de locaties die in de aanvraag voor vignettage of affichage zijn vermeld.
- De preventiedienst bevestigt de ontvangst van de vignetten of affiches en de start van de verspreidingscampagne per e-mail aan Child Focus via affichage@childfocus.org

Devignettage/desaffichage:

- Na een verzoek van Child Focus zal de preventiedienst zo snel mogelijk overgaan tot het terugroepen en vernietigen van de affiches of vignetten.
- De preventiedienst bevestigt de uitvoering van de desaffichage of devignettage per e-mail aan Child Focus via affichage@childfocus.org.

Artikel 4 : INFORMATIE OVER VIGNETTEN

Indien men, in het belang van het kind (respect privé-leven, elementen van het onderzoek), op een meer discrete manier moet tewerk gaan, kan Child Focus een vignettage (verspreiding van vignetten) opzetten in plaats van een affichage. De vignette is een mini affiche (formaat A6), die dezelfde informatie als een affiche

bevat (foto van het vermiste kind, naam, voornaam, plaats en datum van verdwijning en een korte beschrijving) en die gemakkelijk in de portefeuille kan, achter een kassa of achter de toonbank.

De vignetten worden uitgedeeld aan zorgvuldig geselecteerde doelgroepen. Deze personen mogen in geen geval vignetten zichtbaar ergens aanplakken, ze moeten steeds discreet bewaard worden. Indien ze het vermiste kind opmerken, wordt er hen gevraagd om onmiddellijk contact op te nemen met het gratis noodnummer van Child Focus, 116 000.

Het vignette mag dus absoluut niet zichtbaar zijn, is bijgevolg **discreet** en mag daarom niet aan het grote publiek getoond worden! De vrijwilliger moet telkens goed uitleggen dat het vignet niet mag verspreid noch aan andere personen getoond mag worden.

Vignetten worden hoofdzakelijk gebruikt voor jongeren die weglopen (als het kind weet dat hij/zij gezocht wordt, is het risico groot dat hij/zij zich zal verstoppen of zijn huidige verblijfplaats zal verlaten en verder zal weglopen).

De rol van de Gemeenschapswachten beperkt zich tot het discreet bijhouden van de opsporingsvignetten en van het verspreiden ervan op de plaatsen en onder het doelpubliek zoals duidelijk bepaald door Child Focus. De gemeente kan de discretie van het door Child Focus gedefinieerde doelpubliek niet garanderen.

Artikel 5: OVERMACHT

De Partij die 'de overmacht' aanbrengt, zal meteen de andere Partij schriftelijk inlichten over de datum van het begin van 'de overmacht'; zij zal hetzelfde doen wanneer deze 'overmacht' eindigt. De verplichtingen die in het kader van deze overeenkomst en zijn eventuele aanhangsels worden opgelegd, zullen dan opgeschort worden. In het kader van deze overeenkomst omvat overmacht de situatie waarbij de Gemeenschapswachten niet langer beschikbaar zijn wegens het vervullen van andere prioritaire opdrachten, ook al is de verspreidingscampagne al begonnen.

Overmacht omvat elke gebeurtenis die onvoorzien, onvermijdelijk, onafhankelijk van de wil van de Partijen is en niet kan voorkomen worden, en die een deel of het geheel van de te vervullen verplichtingen onmogelijk maakt.

ArtiKEL 6: Duur EN BEËINDIGING van de overeenkomst

De overeenkomst gaat van start op datum van ondertekening, na de goedkeuring van de gemeenteraad, voor een periode van drie jaar, en wordt dan jaarlijks verlengd door stilzwijgende verlenging, tenzij één van de Partijen schriftelijk een einde maakt aan deze overeenkomst. Elke Partij kan einde maken aan het partnerschap, zonder schadevergoeding, middels een opzegperiode van drie maanden via het versturen van een aangetekende brief.

De Partijen komen overeen dat ze samen nieuwe pistes of mogelijke verbeteringen binnen de samenwerking zullen bespreken. Dit overleg kan op eenvoudige wijze via emailverkeer tussen de Partijen gebeuren. Voor elke nieuwe beslissing zal, indien nodig, een addendum opgesteld worden, ter aanvulling van de samenwerkingsovereenkomst.

Elke Partij mag deze overeenkomst en de eventuele addenda via een aangetekende

brief, en zonder opzegperiode, beëindigen indien de andere Partij haar verplichtingen onder deze overeenkomst niet nakomt, een gebrek aan respect toont of op directe of indirecte wijze de reputatie en het imago van de andere Partij aantast en, bewust of onbewust, schade toebrengt.

ARTIKEL 7: RECHT VAN TOEPASSING

De overeenkomst wordt uitsluitend beheerst door het Belgisch recht. In geval van een geschil met betrekking tot de overeenkomst, met inbegrip van maar niet beperkt tot het afsluiten, de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van de overeenkomst zijn uitsluitend de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Deze overeenkomst werd in twee exemplaren opgemaakt te Etterbeek, op...../...../2025, waarbij iedere Partij erkent in het bezit te zijn van haar exemplaar.

De heer Vincent De Wolf	Mevrouw Nel Broothaerts
Burgemeester	CEO
Mevrouw Annick Petit	
Gemeente Secretaris	_____
_____	Child Focus
Gemeente Etterbeek	

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0010 **Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025/Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2024 relatif à la prolongation 2025 du plan stratégique de sécurité et de prévention ;

Considérant que les plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025 sont prolongés sans aucun changement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relative aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025 ;

Attendu qu'aux termes de ces arrêtés le plan stratégique de sécurité et de prévention sont conclus du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 ;

Attendu qu'à cet effet, une convention a été établie par le Ministère de l'Intérieur ;

DÉCIDE d'approuver le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Etterbeek pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention				
COMMUNE ETTERBEEK				
Période : 01-01-2025 - 31-12-2025				
Entre d’une part:				
L’Etat représenté par la Ministre de l’Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, établi Rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé L’Etat,				
Et d’autre part :				
La COMMUNE d’ETTERBEEK, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent, Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale, agissant en exécution d’une décision du Conseil communal du 17 février 2025, ci-après dénommée 'la Commune d’Etterbeek'				
Agissant en exécution de la décision des Conseils des Ministres du 05 juillet 2024.				
Est convenu ce qui suit :				
Dispositions générales				
1. Sur base du plan stratégique de sécurité et de prévention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté royal et sous réserve des crédits disponibles, un montant annuel de 224.325,22 EUR est attribué à la COMMUNE d'ETTERBEEK.				
Un montant supplémentaire annuel de 10.678,64 EUR est alloué au contingent complémentaire Gardiens de la paix 346, suivant la répartition suivante :				
	Nombre/Régim	Intervention	Total	
	e horaire	financière		
Frais de personnel	2 1/1	420 x 2 ETP x	10.080,00 €	
	ETP	12 mois		
Frais d’équipement et de formation *	598,64 €			
TOTAL	10.678,64 €			
* Maximum 366,86 € par ETP				
Un montant supplémentaire annuel de 10.678,64 EUR est alloué au dispositif Gardiens de la paix 90, suivant la répartition suivante :				

• Maximum 366,86 € per VTE				
* Maximum 366,86 € par ETP				
2. Cette convention annule et remplace la convention 2024 - 2025.				
3. Le présent plan entre en vigueur le 1er janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025.				
4. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025, et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière				

COORDINATION	
Coordination	
Objectifs généraux	
Mettre en oeuvre le plan stratégique de sécurité et de prévention	
Mettre en place, promouvoir et piloter une politique de prévention locale intégrée et intégrale	
Objectifs stratégiques	
Assurer le bon fonctionnement administratif, logistique et financier du plan et l	
Objectifs opérationnels	Résultat
Assurer la formation adéquate du personnel	Mise en place d'u formation adéqua durée du plan
Réaliser les investissements nécessaires au bon déroulement des initiatives prévues au plan	Investissements n dans l'année d'ins
Assurer la mise à disposition de locaux	Locaux mis à disp toute la durée du

Assurer une synergie entre les différentes actions de prévention communales et zonale

Objectifs opérationnels	Résultats
Mettre en place des structures de coordination spécifiques au plan	Constitution du C
	Préparation et suivi Pilotage
	Mise en place de mensuelles durant plan.
Participer aux structures de concertation existantes	Participation du s aux différents lieux concertation/d'éc principaux acteurs clefs œuvrant à la territoire

Assurer un processus d'évaluation permanente du plan

Objectifs opérationnels	Résultats
Développer des outils d'accompagnement et de suivi	Réalisation d'outil d'accompagnement toute la durée du Mise à jour annuelle bord fournis par la subsidiaire. Réalisation de rap conformité avec les réglementaires
Suivi et Mise à jour du Diagnostic Local de Sécurité (DLS)	Actualisation annuelle
Mettre en place un système de classement propre au plan	Mise en place de semestrielles relatives pendant toute la durée

Assurer une information à la population

Objectifs opérationnels	Résultat
Développer des outils spécifiques de communication concernant les initiatives prises au niveau local en matière de prévention	Réalisation d'un état des lieux aux divers supports de communication existants au niveau local. Utilisation rationnelle des supports de communication
Assurer une visibilité des services de prévention	Identification spécifique des services de prévention au sein du conseil communal de prévention et des autres services concernés
-----	-----

PHENOMENE 1	
Cambriolage	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le cambriolage et/ou les sentiments d'insécurité liés au phénomène	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une présence dissuasive sur le territoire de la commune	Présence dissuasive de des gardiens de la paix sur terrain
Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une information à la population sur la prévention du cambriolage	Un maximum de la population recevra une information de prévention du cambriolage

Réaliser des visites techno-préventives post- infractionnelles pour les victimes le requérant.	Un maximum de victimes de cambriolage, en ayant fait la demande, bénéficient d'une visite techno-préventive post infractionnelle
Réaliser des visites techno-préventives chez les habitants le requérant	Un maximum d'habitants qui ont fait la demande ont bénéficié d'une visite techno-préventive
Utilisation d'outils pédagogiques adéquats à l'attention de la population	Mise à disposition d'outils pédagogiques en rapport avec la technoprévention pendant la durée du plan

Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Etablir une présence dans les quartiers commerçants	Présence dissuasive des gardiens de la paix dans les quartiers commerçants

Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Participation à des structures de concertation existantes avec des partenaires/professionnels divers concernés par le phénomène	Participation régulière en technoprévention à formes ciblées sur la j
Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène	Mise en place d'un pa sur la problématique a services de police per durée du plan
Informers le cabinet du Bourgmestre, les gardiens de la paix et les services de police	Informers le cabinet du Bourgmestre, les gardiens de la paix et les services de police de l'évolution de ce ph

PHENOMENE 2	
Vol par ruse	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le vol par ruse et/ou les sentiments d'insécurité liés au	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une information sur les mesures et comportements adéquats à un public de personnes âgées	Mise en place de séances d'informations ciblées ruse à l'attention d'un personnes âgées
Utiliser des outils pédagogiques adéquats à l'attention des personnes âgées	Mise à disposition d'outils pédagogiques en rapport par ruse à l'attention d'âgées pendant toute la

Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Mise en place de partenariats ciblés sur la problématique	Mise en place d'un partenariat sur le phénomène avec la police pendant toute la durée de la campagne
Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer des conseils préventifs en matière d'escroquerie informatique	Communication ciblée sur l'escroquerie informatique

PHENOMENE 3	
Vol avec violence	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le vol avec violence et/ou les sentiments d'insécurité liés au	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une information sur les comportements adéquats à un public concerné par ce phénomène	Pour chaque situation comme potentiellement problématique, dispenser des conseils préventifs de la part de la police de la paix aux abords du chemin de l'école. Réalisation et mise à jour d'une documentation
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une présence dissuasive sur le chemin de l'école et à ses abords	Présence dissuasive de des gardiens de la paix et sur le chemin de l'é

Diminuer les effets négatifs liés à la victimisation	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une information aux victimes de vol avec violence	Mise en place de campagne de prévention sur ce phénomène spécifique aux abords des écoles pendant toute l'année.
Réalisation et mise à disposition d'un outil pédagogique adéquat à destination des victimes de vol avec violence (racket).	Mise à disposition d'un outil pédagogique à destination des victimes de vol avec violence. Réalisation d'un vade-mecum de prévention et d'aide aux victimes de vol avec violence.
Relayer les victimes de vol avec violence vers les services compétents	Optimisation du nombre de victimes de vol avec violence vers les services compétents.

Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Mettre en place des partenariats ciblés sur le phénomène	Mise en place d'un partenariat sur le phénomène avec les services de police pendant tout le plan.
Informier le cabinet du Bourgmestre et les services de police quant à l'évolution de ce phénomène	Transmission régulière des gardiens de la paix et du phénomène aux services de police du Bourgmestre et au service de police.
Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer des conseils préventifs en matière d'harcèlement et de cyber-harcèlement.	Mise en place de séances d'information.

PHENOMENE 4	
Vol de et dans véhicules	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le vol de et dans véhicule et/ou les sentiments d'insécurité li	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Informer les conducteurs quant aux bons comportements à adopter en matière de vol de et dans véhicules	Mettre en place des c d'information des con quant aux bons comp adopter en matière de dans véhicule pendan durée du plan. Pour chaque situation comme potentiellemen problématique, dispen préventifs de la part d de la paix pendant tou plan.

Utiliser des outils pédagogiques adéquats à l'attention des conducteurs	Mise à disposition d'outils pédagogiques à destination des conducteurs en rapport avec le phénomène visé
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une présence dissuasive sur le terrain	Présence dissuasive de gardiens de la paix sur le terrain.
Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Mettre en place de partenariats ciblés sur le phénomène	Mise en place d'un partenariat avec la police pendant tout le Plan.
Informer le cabinet du Bourgmestre quant à l'évolution de ce phénomène.	Transmission régulière des rapports gardiens de la paix relatifs à ce phénomène aux membres du cabinet du Bourgmestre.
	-Toujours garder ce plan aux archives - oui -

PHENOMENE 5	
Vol à la tire	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le vol à la tire et/ou les sentiments d'insécurité liés au phénomène	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Informar la population quant aux bons comportements à adopter en matière de vol à la tire	-Mettre en place des d'information de la population aux bons comportements en matière de vol à la tire toute la durée du plan
	-Pour chaque situation comme potentielle problématique, dispenser préventifs de la part de la paix pendant ce Plan.
Utiliser des outils pédagogiques adéquats à l'attention de toute la population.	Mise à disposition d'outils pédagogiques à destination de la population en rapport avec le phénomène visé.

Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une présence dissuasive dans les quartiers commerçants	Présence dissuasive et gardiens de la paix dans les quartiers commerçants
Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Mettre en place des partenariats ciblés sur le phénomène	Mise en place d'un plan sur le phénomène avec la police pendant tout le Plan

PHENOMENE 6	
Violence dans les transports en commun	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire la violence dans les transports en commun et/ou les sentime	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une information sur les comportements adéquats à un public concerné par ce phénomène	Pour chaque situation comme potentiellement problématique, dispenser des mesures préventives de la part de la police de la paix pendant ce Plan
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Etablir une présence dans les transports en commun et aux abords des stations/arrêts	Présence dissuasive de gardiens de la paix dans les transports en commun et aux abords des stations/ar
Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Mise en place de partenariats ciblés sur le phénomène	Mise en place d'un partenariat avec la police de la paix sur le phénomène avec la police pendant tout le Plan
Informar le cabinet du Bourgmestre quant à l'évolution de ce phénomène	Transmission régulière d'informations aux gardiens de la paix et au cabinet du Bourgmestre

PHENOMENE 7	
Nuisances sociales	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire les nuisances sociales et/ou les sentiments d'insécurité	
Objectifs stratégiques	
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une présence dissuasive des gardiens de la paix sur le terrain	Présence quotidienne des gardiens de la paix
Dissuader les intimidations, harcèlements et insultes sur la voie publique par la présence visible et l'action des gardiens de la paix	Présence dissuasive des gardiens de la paix sur le territoire communal
Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Mettre en place des partenariats ciblés sur le phénomène.	Mise en place d'un partenariat avec la police pendant toute la durée du projet

Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer des conseils préventifs en matière d'intimidation, d'harcèlement et d'insultes via les nouvelles technologies	Existence de séance d'information ciblée sur ce phénomène
Assurer des conseils préventifs en matière d'intimidation/harcèlement/insulte en rue	Mise en place de campagne préventive pour se protéger
PHENOMENE 8	
Nuisances publiques liées à l'usage de drogues	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire les nuisances publiques liées à l'usage de drogues et/ou les comportements à risque	
Objectifs stratégiques	
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats attendus
Assurer une présence dissuasive des gardiens de la paix sur le terrain	Présence quotidienne des gardiens de la paix
Assurer une information à la population	Mise en place de séances d'information

PHENOMENE 9	
Vol de vélo	
Objectifs généraux	
Prévenir, détecter et réduire le vol de vélo et/ou les sentiments d'insécurité liés au phéno	
Objectifs stratégiques	
Diminuer les comportements à risque	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une information à la population	Un maximum de cycl une information en m prévention vol de vélo
Organiser des gravures vélos	Un minimum de trois gravure vélo par an s organisées
Dissuader les auteurs potentiels d'infraction	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Assurer une présence dissuasive des gardiens de la paix sur le territoire communal	Présence dissuasive gardiens de la paix
Promouvoir une approche intégrée et intégrale	
Objectifs opérationnels	Résultats att
Enlever les vélos abandonnés	Transmission régulièr des gardiens de la pai les vélos abandonnés mobilité
Mettre en place des partenariats ciblé sur le phénomène	Mise en place de part sur la problématique services de police per durée du Plan

Ce plan stratégique de sécurité et de prévention a été signé à Bruxelles en 2 copies le __ / __ / __

Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour l'Etat fédéral,

Madame Annelies VERLINDEN,
Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

Pour la Commune,

M Vincent DE WOLF, Bourgmestre

et

Mme Annick PETIT, Secrétaire communale

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 17 février 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Strategisch Veiligheids-en Preventieplan 2025/Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 2024 betreffende de verlenging 2025 van de strategische veiligheids-en preventieplan ;

Overwegende dat de strategische veiligheids-en preventieplan 2025 worden verlengd zonder enige wijziging;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2024 tot bepaling van de indienings-,opvolgings-en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, toepassings-en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids-en preventieplan 2025 ;

Gewacht op dat volgens die besluiten, de strategische veiligheids-en preventieplan van 1 januari 2025 tot 31 december 2025 afgesloten worden;

Overwegende dat voor dat doel, een overeenkomst werd opgericht door het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

BESLIST

De Strategisch Veiligheids-en Preventieplan van de Gemeente Etterbeek van 1 januari 2025 tot 31 december 2025 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de

overheidstoezicht onderworpen worden.

Strategisch Veiligheids- en Preventieplan
GEMEENTE ETTERBEEK
Période : 01-01-2025 - 31-12-2025
Tussen enerzijds:
De Staat vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, gevestigd in de Wetstraat 2 te 1000 Brussel, verder de Staat genoemd
En anderzijds :
De GEMEENTE VAN ETTERBEEK, vertegenwoordigd door de Gemeenteraad, waarvoor optreden de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en mevrouw Annick PETIT, Gemeensecretaris, en die handelen in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van 17 februari 2025 en die verder de « Gemeente Etterbeek » wordt genoemd.
Handelend in uitvoering van de beslissing van de Ministerraden van 05 juli 2025.
Wordt afgesproken wat volgt :

ALGEMENE BEPALINGEN

1. Op basis van het strategisch veiligheids- en preventieplan en rekening houdend met de bepalingen in het Koninklijk Besluit en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten, wordt een jaarlijks bedrag van 224.325,22 EURO toegekend aan de GEMEENTE van ETTERBEEK.

Een jaarlijks bedrag van 10.678,64 EURO wordt toegekend aan het bijkomend contingent Gemeenschapswachten 346, volgens de volgende verdeling

	Aantal/Werkregime	financiële toelag	Totaal
Loonkosten	2 1/1 VTE Totaal: 2 VTE	420 x 2 VTE x 12 maand	10.080,001
Uitrustings- en opleidingskosten *		598,64	
TOTAAL		10678,64	

* Maximum 366,86 l per VTE

Een jaarlijks bedrag van 10.678,64 EUR wordt toegekend aan het dispositief gemeenschapswachten ACTIVA 90, volgens de volgende verdeling :

	Aantal/Werkregime	Financiële toelage	Totaal
Loonkosten	2 1/1 VTE Totaal : 2 VTE	420 x 2 VTE x 12 maand	10.080,00 €
Uitrustings- en opleidingskosten *		598,64	
TOTAAL		10678,64	

* Maximum 366,86 l per VTE

2. Deze overeenkomst annuleert en vervangt de overeenkomst 2024-2025.

3. Dit plan treedt in werking op 1 januari 2025 en eindigt op 31 december 2025.

4. De lokale overheden verbinden er zich toe de subsidies van de Federale Staat zo doeltreffend en efficiënt mogelijk te besteden, conform de voorschriften van het besluit van 20 december 2024 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekenings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2025 en op verzoek alle mogelijke uitleg over de aanwending van de subsidies te verstrekken. Zij aanvaarden iedere controle en zullen er hun medewerking aan verlenen.

COORDINATIE	
Coördinatie	
Algemene doelstellingen	
Aanwending van het strategisch veiligheids- en preventieplan	
Tot stand brengen, bevorderen en besturen van een lokaal geïntegreerd en integraal plan	
Strategische doelstellingen	
Een goede administratieve, logistieke en financiële werking van het plan en op verzekeren.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten
De gepaste opleiding van het personeel verzekeren	Een geschikt opleiden van het personeel tijdens de uitvoering van het plan
De nodige investeringen doen voor het goede verloop van de initiatieven voorzien op het plan	Noodzakelijke investeringen tijdens het jaar van de uitvoering van het budget
De terbeschikkingstelling van lokalen verzekeren	Lokalen ter beschikking stellen tijdens de hele duur van de uitvoering van het plan
Een boekhouding en een opvolging invoeren specifiek voor het plan	Realisatie van een boekhouding tijdens de uitvoering van het Plan

De communicatie met de subsidiërende	instantie verzekeren - Overdracht binnen alle informatie over subsidiërende over
Een samenwerkingsverband tussen de verschillende lokale preventie-acties en preventie verzekeren.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten
Opzetten van coördinatiestructuren die specifiek zijn voor het plan	Oprichting van de
	Vorbereiding en stuurgroep
	Oprichting van ma vergaderingen ge van het plan.

Bijdragen tot de bestaande overlegstructuren	Deelname van de de verschillende p overleg/uitwisselin belangrijkste actio partners die werk op het grondgebied samengebracht
Gepaste en relevante samenwerkingsverbanden invoeren	Ontwikkelen van partners tijdens d Plan
Een permanent evaluatieproces van het plan verzekeren.	
Operationele doelstellingen	Te verwacht
Hulpmiddelen voor begeleiding en opvolging ontwikkelen	Realisatie van hul begeleiding en op hele duur van het Jaarlijkse update boordtabellen gel subsidiërende ove

	Opstellen rapport overeenstemming reglementaire rich rapporten in over de reglementaire i
Opvolging en bijwerken van de Lokale Veiligheidsdiagnostiek (LVD)	Jaarlijks bijwerke
Een klassement invoeren dat eigen is aan het plan	Invoeren van half vergaderingen ove gedurende de hel

Verzekeren van informatie naar de bevolking.

Operationele doelstellingen	Te verwacht
Specifieke communicatiemiddelen ontwikkelen met betrekking tot de initiatieven die lokaal genomen worden met het oog op preventie	Opmaken van een betreffende de div dragers/communie lokaal niveau Rationeel gebruik verschillende com
Zorgen voor de zichtbaarheid van de preventiediensten	Specifieke identifi gemeentelijke pre de andere gemeen

FENOMEEN 1	
Inbraak	
Algemene doelstellingen	
Inbraken en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en beperken	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten i
Zorgen voor een ontradende aanwezigheid op het grondgebied van de gemeente	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachte
Inwerken op de criminogene omstandigheden en omgeving	
Operationele doelstellingen	Te verwachten i
Informatie verstrekken aan de bevolking over inbraakpreventie	Zoveel mogelijk mens informatie over inbraa
Technische preventiebezoeken na inbraken afleggen voor de slachtoffers die dat vragen.	Een maximum aan sla inbraak die de aanvra genoten van een tech preventiebezoek na in de 2 weken na de aar

Technische preventiebezoeken na inbraken afleggen bij de bewoners die dat vragen.	Een maximum aan be aanvraag indienden ge een technisch prevent binnen de 2 weken na
Gebruik van de geschikte pedagogische hulpmiddelen voor de bevolking	Ter beschikking stelle pedagogische hulpmid verband met technisch tijdens de hele duur va
Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Zorgen voor aanwezigheid in de winkelbuurten	Regelmatige ontraden aanwezigheid van de gemeenschapswachte winkelbuurten.
Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Deelname aan de bestaande overlegstructuren met de diverse partners/professionals die betrokken zijn bij het fenomeen.	Regelmatige deelnam technische preventiea de platformen over dit
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Oprichten van een par met de politiediensten probleem tijdens de he het plan
Het kabinet van de burgemeester, de gemeenschapswachten en de politiediensten informeren	Het kabinet van de bu de gemeenschapswac politiediensten informe evolutie van dit fenom

FENOMEEN 2	
Diefstal door middel van list	
Algemene doelstellingen	
Diefstal met list en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en bepe	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Informatie verstrekken over geschikte maatregelen en gedragingen aan een publiek van bejaarde personen.	Doelgerichte informat organiseren over diefs oplichting voor bejaard
Gebruik van de geschikte pedagogische hulpmiddelen voor bejaarden	Ter beschikking stelle pedagogische hulpmid verband met diefstal r aan bejaarden tijdens van het plan

Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.

Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Invoeren van partnerschappen gericht op het probleem	Invoeren van een part de politiediensten geri fenomeen tijdens de h het plan

Inwerken op de criminogene omstandigheden en omgeving

Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Preventieve adviezen verstrekken over informatiezwendel	Gericht communicere informatica-oplichting

FENOMEEN 3	
Diefstal met geweld	
Algemene doelstellingen	
Diefstal met geweld en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Informatie verstrekken over geschikte gedragingen aan een publiek dat betrokken is bij dit fenomeen.	Voor elke situatie die problematisch wordt te worden preventieve acties worden verstrekt door de gemeenschapswachters scholen en de wegen Opstellen en ter beschikking van documentatie in verband met dit fenomeen
Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Een ontradende aanwezigheid verzekeren op weg naar school en in de omgeving van de scholen.	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachters van de scholen en de

Negatieve gevolgen gelinkt aan slachtofferschap doen afnemen.

Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Instaan voor informatie voor slachtoffers van diefstal met geweld	Organisatie van preventiecampagnes omtrent specifiek fenomeen in omgeving van scholen voor volledige duur van het schooljaar
Opstellen en ter beschikking stellen van een geschikt pedagogisch hulpmiddel voor slachtoffers van diefstal met geweld (racket)	Opstellen van een vademecum voor preventie en steun voor slachtoffers van het fenomeen.
	Ter beschikking stellen van een vademecum voor slachtoffers van het fenomeen
Slachtoffers van diefstal met geweld doorverwijzen naar de bevoegde diensten	Optimalisatie van het doorgestuurde slachtoffer van diefstal met geweld naar de bevoegde diensten

Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.

Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Invoeren van een part de politiedienstengeric fenomeen tijdens de h het plan.
Het bevoegde gemeente- en politiepersoneel sensibiliseren voor het fenomeen	Regelmatige overdrac rapporten van de gemeenschapswachte fenomeen aan de bev gemeente- en politiedi

Inwerken op de criminogene omstandigheden en omgeving

Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Preventietips geven op het vlak van pesten en cyberpesten.	Organisatie van infor Indicatoren

FENOMEEN 4	
Diefstal van en in auto's	
Algemene doelstellingen	
Diefstal van en in auto's en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Chauffeurs informeren over het juiste gedrag inzake diefstal van en in wagens.	Informatiecampagnes voor chauffeurs wat b juiste gedrag inzake di in de wagen tijdens de van het plan. Voor elke situatie die problematisch wordt b worden preventieve a verstrekt door de gemeenschapswachte hele duur van het plan
Gebruik van de geschikte pedagogische hulpmiddelen voor de chauffeurs.	Ter beschikking stelle pedagogische hulpmid chauffeurs in verband beoogde fenomeen.

Potentiële daders van overtredingen ontraden

Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Zorgen voor een ontradende aanwezigheid op het terrein	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachters
Resultaten	

Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.

Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Invoeren van een partner met de politiediensten gericht op het fenomeen tijdens de herziening van het plan.
Het kabinet van de burgemeester informeren over de evolutie van dit fenomeen	Regelmatig verslagen van de gemeenschapswachters over het fenomeen aan het kabinet van de burgemeester bezorgen

FENOMEEN 5	
Gauwdiefstal	
Algemene doelstellingen	
Gauwdiefstal en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
De bevolking informeren over het juiste gedrag inzake gauwdiefstal.	Informatiecampagnes o voor de bevolking wat b juiste gedrag inzake gau tijdens de hele duur van Voor elke situatie die al problematisch wordt be worden preventieve adv door de gemeenschapsv tijdens elk jaar van het
Gebruik van de geschikte pedagogische hulpmiddelen voor de hele bevolking	Ter beschikking stellen v pedagogische hulpmidd bevolking in verband m fenomeen

Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Zorgen voor een ontradende aanwezigheid in de winkelbuurten	Regelmatische ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswinkels in de winkelbuurten
Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Invoeren van een partnerschap met de politiediensten gericht op het fenomeen tijdens de herenplan.

FENOMEEN 6	
Geweld in het openbaar vervoer	
Algemene doelstellingen	
Geweld in het openbaar vervoer en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, c	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Informatie verstrekken over geschikte gedragingen aan een publiek dat betrokken is bij dit fenomeen.	Voor elke situatie die problematisch wordt b worden preventieve a verstrekt door de gemeenschapswachte jaar van het plan.
Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Zorgen voor aanwezigheid in het openbaar vervoer en in de buurt van stations/haltes.	Regelmatige ontraden aanwezigheid van de gemeenschapswachte

Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.

Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Invoeren van een part de politiediensten geri fenomeen tijdens de h het plan
Het kabinet van de burgemeester informeren over dit fenomeen	Regelmatig verslagen gemeenschapswachte fenomeen aan het kat burgemeester bezorge Indicateurs

FENOMEEN 7	
Sociale overlast	
Algemene doelstellingen	
Sociale overlast en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen	
Strategische doelstellingen	
Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Een ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het terrein verzekeren	Dagelijkse ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten
Intimidatie, pesten en beledigen op de openbare weg ontmoedigen door een zichtbare aanwezigheid en actie van de gemeenschapswachten	Gemeenschapswachten regelmatig ontradend aanwezig op gemeentelijke grondgebied
Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Invoeren van partnerschappen gericht op het fenomeen	Invoeren van een partnerschap met de politiediensten gericht op het fenomeen tijdens de herenplan.
Inwerken op de criminogene omstandigheden en omgeving	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Instaan voor preventief advies inzake intimidatie, pesterijen en beledigingen via nieuwe technologieën.	Bestaan van informatie over dit fenomeen
Preventieve tips geven in verband met intimidatie/pesten/beledigingen	Organisatie van een preventiecampagne om te beschermen

FENOMEEN 8	
Druggerelateerde maatschappelijke overlast	
Algemene doelstellingen	
Druggerelateerde maatschappelijke overlast en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel v	
Strategische doelstellingen	

Operationele doelstellingen	Te verwachten r
Een ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het gemeentelijke grondgebied verzekeren	Dagelijkse en ontraden aanwezigheid van de gemeenschapswachte
Informatie voor de bevolking verzekeren	Organiseren van infor

FENOMEEN 9	
Fietsdiefstal	
Algemene doelstellingen	
Fietsdiefstal en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en beperken	
Strategische doelstellingen	
Verminderen van het risicogedrag	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Informatie voor de bevolking verzekeren	Zoveel mogelijk fietsers voorzien van informatie over fietsveiligheid
Fietsen graveren	Elk jaar worden minimaal twee graveersessies voor fietsers georganiseerd
Potentiële daders van overtredingen ontraden	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Ontradende aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het gemeentelijke grondgebied	Regelmatige ontraden en aanwezigheid van de gemeenschapswachten op het gemeentelijke grondgebied
Een geïntegreerde en integrale aanpak bevorderen.	
Operationele doelstellingen	Te verwachten resultaten
Achtergelaten fietsen verwijderen	Regelmatige overdracht van vaststellingen van de gemeenschapswachten aan de politie
Invoeren van een partnerschap gericht op het fenomeen	Oprichten van een partnerschap met de politiediensten om het probleem tijdens de herenacties op te lossen in het plan

Dit strategische veiligheids- en preventieplan werd ondertekend te Brussel op ____ / ____ / ____

Elk der contractanten verklaart een ondertekend exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de Federale Staat,

Mevrouw Annelies VERLINDEN,
Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Voor de Gemeente,

De heer Vincent DE WOLF, Burgemeester

en

Mevrouw Annick PETIT, Gemeentesecretaris

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 17 februari 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Agence Immobilière Sociale - Sociale VerhuurKantoren

17.02.2025/A/0011 **ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Comptes 2022 - Rapport d'activité 2022 - Budget 2023 – Prise d'acte.**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18/09/2017 ;

Vu les comptes 2022 et le budget 2023 en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 10/07/2023 ;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2022 un subside de 80.000,00 € en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre acte des comptes 2022 arrêtés au 31/12/2022 et du budget 2023 de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

**VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek – Rekeningen 2022 –
Activiteitenverslag 2022 - Begroting 2023 – Acte neming.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18/09/2017;

Gelet op de rekeningen 2021 en de begroting 2022, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 10/07/2023 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2022 een subsidie van 80.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Acte te nemen van de rekeningen 2022 afgesloten op 31/12/2022 en de begroting 2023 van de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

AIS ETTERBEEK 202212 Rapport commissaire.pdf, Tableau budget prévisionnel AIS 2023.xls, AIS Etterbeek - BNB 2022 V2.pdf, Budget 2023.xlsx, Rapport annuel 2022.pdf

17.02.2025/A/0012 **ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Nouveaux statuts**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 23 mars 2019 *introduisant le Code des sociétés et des associations (...)* (C.S.A.) ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Considérant qu'une mise en conformité des statuts des sociétés, associations et fondations devait être réalisée, afin de répondre aux nouvelles dispositions légales ;

Considérant qu'en sa séance du 18 décembre 2024, l'Assemblée générale de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek a valablement adopté de nouveaux statuts ;

Considérant qu'au vu de l'implication communale dans cette association, il convient que le Conseil communal en prenne acte ;

Décide de prendre acte des statuts tel que repris ci-dessous :

TITRE I – Dénomination et siège social

Article 1 – Base légale

L'Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek est constituée conformément Chapitre VII du Titre IV de l'Ordonnance du 17 juillet 2003 *portant le Code Bruxellois du Logement* (ci-après, « le Code ») ainsi qu'à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 *organisant les agences immobilières sociales* (ci-après, « l'arrêté »).

Article 2 – Dénomination et mentions

L'association est dénommée « Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek » (en abrégé « A.I.S.-Etterbeek ») est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, en abrégé ASBL.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association doivent mentionner sa dénomination, immédiatement précédée ou suivie des mots « association sans but lucratif », ou de l'abréviation « ASBL », le tout étant suivi de l'indication précise de son siège social, du numéro au registre des personnes morales et de l'indication du tribunal dans le ressort territorial au sein duquel l'association a son siège social.

Article 3 – Siège social

Son siège social est établi sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale, et plus précisément au 31/1 Avenue des Casernes, à 1040 Bruxelles (Etterbeek). Il peut être transféré à toute autre adresse située dans la commune d'Etterbeek par simple décision de l'Assemblée générale.

Son adresse électronique est la suivante : info@aisetterbeek.be

TITRE II – But, objet et durée

Article 3 – But social

L'association a pour but désintéressé de favoriser l'accès au logement locatif aux personnes/ménages en difficulté et ce, conformément au Code et ses arrêtés.

Article 4 – Objet

Pour réaliser cette mission, l'association sera médiatrice entre les titulaires d'un droit réel principal, les titulaires d'un droit de gestion publique, ou encore, mais ici avec l'accord du bailleur, les preneurs d'un bail de rénovation ou les preneurs d'un bail commercial, d'une part, et des ménages locataires, d'autre part. A cet effet, elle conclura avec les titulaires d'un droit réel principal, d'un droit de gestion publique ou de bail commercial, des contrats de gestion ou des contrats de location d'immeubles ou de parties d'immeubles. Elle pourra également recevoir tout don ou legs, ainsi

que conclure toute opération d'emphytéose ou de droit de superficie en rapport avec ses objectifs.

L'association poursuit la réalisation de son but désintéressé en menant notamment les activités suivantes :

- Acquérir des immeubles ou partie d'immeubles ou conclure toute opération immobilière en rapport avec son but ;
- Assurer, si nécessaire, un accompagnement social spécifiquement en rapport avec la location d'un logement, le cas échéant en partenariat avec toute personne morale ou physique œuvrant à la réalisation des mêmes objectifs que ceux de l'association ;
- Conclure des accords de coopération avec toute personne morale ou physique lui permettant de réaliser son but désintéressé ;
- Participer à la mise en œuvre ou à la promotion de toute activité visant à promouvoir l'accès au logement/l'insertion par le logement ;

L'association peut également prêter son concours et s'intéresser à toutes activités similaires à la sienne.

Article 5 – Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute, moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek, dans la forme et sous les conditions requises par la loi (le Code des sociétés et des associations notamment).

TITRE III – Membres

Articles 6 – Membres effectifs

L'association compte douze membres effectifs.

Dix membres effectifs sont désignés en représentation de la Commune d'Etterbeek par le Conseil communal d'Etterbeek parmi lesquels de plein droit, le membre du Collège des Bourgmestre et Échevins ayant la compétence du logement dans ses attributions sauf s'il souhaite y renoncer.

Deux membres effectifs sont désignés en représentation du Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek par le Conseil de l'action sociale.

Au moins un tiers des membres effectifs est de sexe différent.

Les membres s'engagent à respecter la loi, les présents statuts et les délibérations valablement adoptées par les organes de l'association, même antérieures à leur entrée en fonction.

Leur mandat est essentiellement gratuit.

Article 7 – Membres adhérents

L'association peut, si elle le souhaite, accueillir des membres adhérents. Les membres adhérents doivent préalablement adhérer au but de l'association et aux

présents statuts. Leur admission est décidée par l'organe d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Il n'est pas tenu compte des abstentions, votes blancs ou nuls pour le calcul de la majorité. L'organe d'administration statue souverainement. Sa décision ne doit pas être motivée et n'est susceptible d'aucun recours. Le nombre des membres adhérents n'est pas limité. Les membres adhérents n'ont pas le droit de vote et ne participent pas aux Assemblées générales de l'association. Les seuls droits qui leur sont reconnus sont les suivants :

1. Être informés des activités organisées par l'association ;
2. Participer aux activités organisées par l'association.

Les membres adhérents s'engagent à respecter la loi et les statuts.

Article 8 – Durée et fin de mandat

Le mandat des membres effectifs et adhérents n'expire que par l'échéance du terme, décès, démission, révocation ou remplacement.

ÉCHÉANCE DU TERME

Le mandat se termine au plus tard à la fin de la législature communale en cours. Sauf décès, démission ou exclusion, ils resteront en fonction jusqu'à la désignation de nouveaux membres.

DÉMISSION

Les membres effectifs et adhérents sont libres de se retirer de l'association en adressant leur démission (par courrier recommandé ou courriel) au Président de l'organe d'administration. Un membre effectif démissionnaire continue de siéger jusqu'à son remplacement.

Est réputé démissionnaire le membre effectif qui n'a pas assisté à deux assemblées générales consécutives sans s'être excusé.

EXCLUSION

L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent est prononcée par l'Assemblée générale. Cette dernière ne peut valablement se prononcer que si l'exclusion est explicitement indiquée dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. L'exclusion est prononcée au scrutin secret, à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, après que le membre ait été entendu, s'il le désire. Dans ce cas, les votes nuls, blancs et les absentions sont assimilés à des votes négatifs.

L'organe d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'Assemblée générale, les membres effectifs et adhérents qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux lois, aux statuts ou encore les membres ayant porté atteinte à l'honneur de l'association.

REMPLACEMENT

Les délégués désignés par la Commune d'Etterbeek et par le Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek peuvent être remplacés à tout moment à la demande du Conseil communal (pour les membres désignés par la Commune) ou du Conseil de l'action sociale du Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek (pour les membres désignés par le Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek) par courrier et/ou courriel notifié à l'association.

Article 9 – Registre des membres

L'association tient, un registre des membres effectifs sous format électronique et ce, sous la responsabilité de l'organe d'administration. Ce registre reprend les noms, prénoms et domicile des membres, leur numéro de registre national, leur adresse email et s'ils le souhaitent, leur numéro de téléphone. Tous les membres effectifs peuvent le consulter sur simple demande uniquement au siège de l'association.

TITRE IV – Assemblée générale

Article 10 – Composition

L'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association.

Les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts.

L'Assemblée générale est présidée par le Président de l'organe d'administration ou par l'Administrateur-délégué. À défaut, le membre effectif le plus âgé présidera la réunion.

Article 11 – Pouvoirs

L'Assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association.

Elle possède tous les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi et par les présents statuts.

Sont notamment réservés à sa compétence :

- 1° la modification des statuts ;
- 2° la nomination et la révocation des administrateurs ;
- 3° la nomination et la révocation du commissaire ;
- 4° la décharge à octroyer aux administrateurs et au commissaire, ainsi que, le cas échéant, l'introduction d'une action de l'association contre les administrateurs et les commissaires ;
- 5° l'approbation des comptes annuels et du budget ;
- 6° la dissolution de l'association ;
- 7° l'exclusion d'un membre ;
- 8° effectuer ou accepter l'apport à titre gratuit d'une universalité ;

9° tous les autres cas où la loi ou les statuts l'exigent.

Article 12 – Fonctionnement

Réunions :

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable, dans le courant du mois de juin.

Les Assemblées générales écrites ou par voie électronique (téléconférence, visioconférence etc.) sont autorisées selon les modalités fixées par l'organe d'administration. Le procès-verbal de la séance mentionne si la réunion s'est tenue à distance.

Convocation et ordre du jour :

L'Assemblée générale est convoquée par l'organe d'administration chaque fois que l'intérêt de l'association le justifie. La convocation est adressée par courrier et/ou courriel au moins quinze jours francs avant la date de la réunion. Elle mentionne obligatoirement l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion et, le cas échéant les modalités de réponse/connexion s'il s'agit d'une réunion électronique. Les documents utiles à la bonne tenue de la réunion doivent être rendus accessibles.

Lorsqu'un cinquième des membres effectifs en fait la demande, l'organe d'administration est tenu de convoquer une Assemblée générale. Cette demande doit être adressée par lettre simple et/ou courrier électronique à l'organe d'administration et contenir le(s) ou point(s) à soumettre à l'Assemblée générale à convoquer.

Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres effectifs est portée à l'ordre du jour.

L'assemblée ne peut délibérer valablement sur un point qui n'est pas mentionné à l'ordre du jour, sauf si une majorité des deux tiers des membres effectifs présents estime que l'urgence empêche de le reporter.

Article 13 – Procurations, quorums de présence et de vote

Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'Assemblée générale et dispose à ce titre du droit de vote à raison d'une voix par membre effectif.

Procurations :

Chaque membre effectif peut se faire représenter par un autre membre effectif, porteur d'une procuration dûment signée. Le mandataire ne peut toutefois être porteur que d'une seule procuration.

Quorum de présence :

Sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts, l'Assemblée générale ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres est présente ou représentée.

À défaut de quorum, l'Assemblée générale est réunie de plein droit, avec le même

ordre du jour, et moyennant le même délai de convocation que précité. Elle délibère alors quel que soit le nombre de membres présents.

Quorum de vote :

Sauf dans les cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Il n'est pas tenu compte des abstentions, des votes blancs, ou nuls dans le calcul des votes.

En cas de parité, la voix Président de l'organe d'administration est prépondérante.

Article 14 – Modifications des statuts

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés.

Les modifications sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés sans qu'il soit tenu compte des abstentions, des votes blancs ou nuls.

Toutefois, la modification qui porte sur le but social ou l'objet de l'association ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés.

Si les deux tiers des membres effectifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde assemblée qui pourra délibérer et statuer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités prévues ci-dessus.

La seconde assemblée ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion.

Article 15 – Procès-verbaux

Les décisions de l'Assemblée générale sont signées par le Président de l'organe d'administration et/ou l'Administrateur-Délégué. Elles sont consignées dans un registre des procès-verbaux qui est conservé au siège de l'association où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, sans déplacement du registre.

Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance.

TITRE V – Organe d'administration

Article 16 – Composition

L'association est administrée par un organe d'administration composé de trois administrateurs au moins et de neuf administrateurs au plus.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale parmi les membres effectifs de l'association.

L'organe d'administration ne peut comporter plus de deux tiers de membres du

même sexe.

Le Gestionnaire/Directeur est membre de l'organe d'administration avec voix consultative. L'organe d'administration peut également inviter toute personne (y compris des tiers) qu'il estime utile pour prendre une décision éclairée.

Ils exercent leur mandat essentiellement à titre gratuit.

Article 17 – Durée et fin de mandat

Le mandat des administrateurs n'expire que par l'échéance du terme, décès, démission ou révocation

ÉCHÉANCE DU TERME

Le mandat se termine au plus tard à la fin de la législature communale en cours. Sauf décès, démission ou exclusion, ils resteront en fonction jusqu'à l'entrée en fonction de leur successeur.

DÉMISSION

Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par recommandé ou par mail à l'organe d'administration. Dans ce cas, il continuera de siéger jusqu'à son remplacement.

Est réputé démissionnaire l'administrateur qui n'a pas assisté à deux réunions consécutives de l'organe d'administration sans s'être excusé ni avoir donné de procuration. Il reste toutefois responsable en tant qu'administrateur, tant que sa démission n'a pas été actée par l'Assemblée générale.

EXCLUSION

Tout administrateur est révocable en tout temps par décision de l'Assemblée générale, sans qu'elle ne doive justifier sa décision. Si nécessaire, l'Assemblée générale pourvoit au remplacement de l'administrateur révoqué. L'organe d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'Assemblée générale, les administrateurs qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux lois, aux statuts ou encore ceux ayant porté atteinte à l'honneur de l'association.

Le mandat d'administrateur prend également fin en cas de perte de la qualité de membre effectif.

Article 18 – Fonctionnement

L'organe d'administration est collégial.

L'organe d'administration gère les affaires de l'association. Il a dans ses attributions tous les actes et les décisions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet et du but désintéressé de l'association, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent expressément à l'Assemblée générale. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les statuts à l'Assemblée générale sont de la compétence de l'organe d'administration.

Il représente l'association dans tous les actes judiciaires et extra judiciaires.

L'organe d'administration désigne en son sein un Président, un Administrateur-délégué et peut également désigner un Trésorier et un Secrétaire. Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

Article 19 – Convocation et ordre du jour

Les réunions sont convoquées et présidées par le Président de l'organe d'administration ou, en cas d'empêchement, par l'administrateur délégué chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent ou à la demande de la moitié des administrateurs.

La convocation est adressée au moins huit jours francs avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai pourra être réduit à trois jours.

La convocation contient l'ordre du jour, de même que la date, l'heure et le lieu de la réunion et est adressée par courrier et/ou courriel.

Les réunions de l'organe d'administration peuvent se faire par écrit ou par voie électronique (téléconférence, visioconférence etc.). Dans ce cas, les modalités de réponse/connexion doivent clairement être communiquées aux administrateurs lors de la convocation. Le procès-verbal de la séance mentionne si la réunion s'est tenue à distance.

Article 20 – Procurations, quorums de présence et de vote

Procurations :

Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur, porteur d'une procuration dûment signée. Un administrateur ne peut toutefois être porteur que d'une seule procuration.

Quorum de présence :

L'organe d'administration ne délibère valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Quorum de vote

L'organe d'administration statue à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions, des votes blancs ou nuls.

En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Article 21 – Conflit d'intérêt

Tout administrateur qui dans le cadre d'une décision à prendre portant sur un objet avec lequel il a un intérêt (de nature patrimoniale ou morale) opposé à celui de l'association doit en informer les autres administrateurs avant que l'organe d'administration ne prenne la décision. La déclaration et la nature du conflit d'intérêt est inscrite au procès-verbal de la réunion.

L'administrateur visé par le conflit d'intérêts décrit à l'alinéa précédent ne peut prendre part aux délibérations et au vote de l'organe d'administration concernant ces décisions/opérations.

Si la majorité des administrateurs présents ou représentés est en position de conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'Assemblée générale.

En outre, un administrateur ne peut :

- Prendre part, directement ou indirectement, à des marchés publics passés avec l'association ;
- Intervenir en qualité d'avocat, notaire ou homme d'affaires dans une affaire administrative ou judiciaire dirigée contre l'association ;
- Donner en qualité d'avocat, notaire ou homme d'affaires des avis ou de suivre toute affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'association, si ce n'est gratuitement.

Article 22 – Procès-verbaux

Les décisions de l'organe d'administration sont signées par le Président et/ou l'Administrateur-Délégué. Elles sont consignées dans un registre des procès-verbaux qui est conservé au siège de l'association.

Article 23 – Comité de direction

L'organe d'administration peut créer, en son sein, un comité de direction chargé de la préparation de ses décisions et de celles de l'Assemblée générale. Ledit comité est alors composé du Président de l'organe d'administration, de l'Administrateur-délégué, du Gestionnaire/Directeur et éventuellement du trésorier et/ou du secrétaire.

Article 24 – Gestion journalière

L'organe d'administration délègue, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association, à l'Administrateur-délégué et au Gestionnaire/Directeur de l'association qui veillent à rendre des comptes de leur gestion. L'organe d'administration peut au besoin, également déléguer la gestion journalière à l'un ou plusieurs membres ou administrateurs de l'association, ou à l'un ou plusieurs tiers. Lorsque la gestion journalière est confiée à plusieurs personnes, celles-ci agissent chacune individuellement.

La gestion journalière s'entend du pouvoir d'accomplir des actes d'administration commandés par les besoins quotidiens de l'association et ceux qui permettent de ne pas faire intervenir l'organe d'administration en raison de leur importance réduite et de la nécessité d'une prompte solution. Elle inclut, notamment, la direction et l'organisation du personnel.

L'organe d'administration détermine, s'il y a lieu, les délégations de signature de l'Administrateur-délégué et du Gestionnaire/Directeur et les seuils dans lesquels ils sont autorisés à engager financièrement l'association.

Toutes les opérations bancaires sont valablement signées, selon des modalités fixées par l'organe d'administration, par l'Administrateur-délégué et/ou le Gestionnaire/Directeur et/ou le Président de l'organe d'administration et/ou le Trésorier.

Le/les délégués en charge de la gestion journalière ou d'un mandat spécial ne contractent, sauf les cas prévus par la loi, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Ils ne peuvent voir leur responsabilité engagée par les tiers en ce qui concerne les engagements de l'association.

Article 25 – Représentation générale de l'association

Les actes qui engagent l'association, autres que ceux évoqués dans l'article 24, sont signés conjointement, à moins d'une délégation spéciale de l'organe d'administration, par le Président de l'organe d'administration et l'Administrateur-délégué lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers. En cas d'indisponibilité, deux administrateurs pourront, le cas échéant, également disposer de ce pouvoir de signature.

En cas d'urgence, le Président de l'organe d'administration et l'Administrateur-délégué sont habilités à agir seuls. En cas d'empêchement ils sont valablement subrogés par un administrateur. Toute décision prise dans ce cadre doit être avalisée lors de la réunion de l'organe d'administration qui suit.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par l'organe d'administration représenté par son Président et/ou l'Administrateur-délégué et/ou le Gestionnaire/Directeur.

Article 26 – Publications

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, du délégué à la gestion journalière, des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe et publiés conformément à la loi.

TITRE VI – Budget et comptes – Commissaire et vérificateur aux comptes

Article 27 – Budget et comptes

L'exercice social commence le 1er janvier, pour se terminer le 31 décembre.

Chaque année, et au plus tard six mois après la date de la clôture de l'exercice social, l'organe d'administration soumet à l'Assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice social écoulé, un rapport de gestion (« rapport d'activités ») ainsi que le budget de l'exercice suivant.

Article 28 – Commissaire et vérificateurs aux comptes

L'Assemblée générale pourra, conformément à l'article 2 de l'arrêté, nommer volontairement un commissaire choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises pour l'approbation de ses comptes annuels.

Elle pourra également, à défaut de commissaire, désigner un vérificateur aux comptes dont elle déterminera la mission. Cette fonction n'est pas rémunérée.

TITRE X – Dissolution et liquidation

Article 29 – Dissolution et liquidation

Sauf dissolution judiciaire, seule l'Assemblée générale peut, moyennant l'accord préalable du Conseil communal d'Etterbeek, prononcer la dissolution de l'association.

Dans ce cas, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération éventuelle, et indique l'affectation à donner à l'actif net.

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, après l'apurement des dettes, l'actif net sera prioritairement affecté à des initiatives proches du but et de l'objet social de l'association.

TITRE VIII – Dispositions diverses

Article 30 – Règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur peut être établi par l'organe d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Article 31 – Tutelle

Chaque année, l'association communiquera au Conseil communal d'Etterbeek les comptes annuels de l'exercice social écoulé ainsi que le rapport de gestion (« rapport d'activités ») de l'année visée.

Article 32 – Application du Code des sociétés et des associations

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts est réglé par la loi et la réglementation en vigueur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Vzw Sociaal verhuurkantoor Etterbeek - Nieuwe statuten

De gemeenteraad,

Gelet op de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (...) (WVV);

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Overwegende dat de statuten van vennootschappen, verenigingen en stichtingen in overeenstemming moesten worden gebracht met de nieuwe wettelijke bepalingen;

Overwegende dat tijdens zijn zitting van 18 december 2024 de Algemene vergadering van de vzw Sociaal verhuurkantoor Etterbeek de nieuwe statuten rechtsgeldig heeft goedgekeurd;

Overwegende dat, gezien de betrokkenheid van de gemeente bij deze vereniging, de gemeenteraad er akte van moet nemen;

Beslist om akte te nemen van de statuten zoals hieronder uiteengezet:

TITEL I – Benaming, maatschappelijke zetel

Artikel 1 – Wettelijke basis

Het Sociaal verhuurkantoor Etterbeek werd opgericht in overeenstemming met Hoofdstuk VII, Titel IV van de ordonnantie van 17 juli 2003 *houdende de Brusselse Huisvestingscode* (hierna “de code” genoemd) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 *houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren* (hierna “het besluit” genoemd);

Artikel 2 – Benaming en vermeldingen

De vereniging heeft de naam “Sociaal verhuurkantoor Etterbeek” (afgekort SVK Etterbeek) en is opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, afgekort vzw.

Deze naam moet worden vermeld op alle akten, facturen, aankondigingen, publicaties en andere documenten die uitgaan van de vereniging, onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de woorden “vereniging zonder winstoogmerk” of de afkorting “vzw” en dat alles gevolgd door de precieze aanduiding van de maatschappelijke zetel, het nummer van het rechtspersonenregister en de vermelding van de bevoegde rechtbank van het grondgebied waar de vereniging is gevestigd.

Artikel 3 – Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en meer bepaald op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Brussel (Etterbeek). Het kan worden overgezet naar elk ander adres in de gemeente Etterbeek na een gewone beslissing van de algemene vergadering.

Het e-mailadres is info@aisetterbeek.be.

TITEL II – Doel, activiteiten en duur

Artikel 3 – Maatschappelijk doel

De vereniging heeft als belangeloos doel de toegang tot huurwoningen voor personen/huishoudens in moeilijkheden te verbeteren en dit in overeenstemming met de code en haar besluiten.

Artikel 4 – Onderwerp

Om deze opdracht uit te voeren, treedt de vereniging op als bemiddelaar tussen de houders van een zakelijk hoofdrecht, de houders van een openbaar beheersrecht of, in dit geval met het akkoord van de verhuurder, de huurders van een renovatie- of handelshuur enerzijds en de hurende huishoudens anderzijds. Daartoe sluit zij beheerscontracten of contracten voor de huur van gebouwen of delen van gebouwen met de houders van een zakelijk hoofdrecht een openbaar beheersrecht of een handelshuurcontract. Het kan ook een schenking of legaat ontvangen, en een langetermijnlease- of pachttransactie aangaan die verband houdt met de

doelstellingen.

De vereniging streeft haar belangeloos doel na door de organisatie van de volgende activiteiten:

- Het verwerven van gebouwen of delen van gebouwen of het aangaan van vastgoedtransacties die verband houden met haar doel;
- Indien nodig sociale begeleiding verzekeren in het bijzonder voor de huur van een woning, indien het geval in partnerschap met iedere rechts- of fysieke persoon die dezelfde doelstellingen heeft als de vereniging;
- Samenwerkingsakkoorden afsluiten met iedere rechts- of fysieke persoon die haar toestaat haar belangeloos doel na te streven;
- Deelname aan de organisatie of promotie van activiteiten om de toegang tot huisvesting/integratie via huisvesting te verbeteren;

De vereniging kan ook haar medewerking verlenen en zich interesseren voor elke activiteit gelijk aan haar doel.

Artikel 5 – Duur

De vereniging wordt opgericht voor onbepaalde tijd. Ze kan worden ontbonden, na voorafgaand akkoord van de gemeenteraad van Etterbeek, in de vorm en onder de voorwaarden vereist door de wet (namelijk het Wetboek van vennootschappen en verenigingen).

TITEL III – Leden

Artikel 6 – Vaste leden

De vereniging bestaat uit twaalf vaste leden.

Tien vaste leden worden door de gemeenteraad van Etterbeek aangesteld ter vertegenwoordiging van de gemeente Etterbeek, waarbij, van rechtswege, het lid van het college van burgemeester en schepenen bevoegd voor Huisvesting tenzij hij/zij er afstand van wil doen.

Twee vaste leden worden door de raad voor maatschappelijk welzijn aangesteld als vertegenwoordiger van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek.

Ten minste een derde van de vaste leden zijn niet van hetzelfde geslacht.

De leden verbinden zich ertoe de wet, deze statuten en de beraadslagingen die rechtsgeldig werden goedgekeurd door het verenigingsorgaan, zelfs voordat zij in dienst traden, na te leven.

Hun mandaat is gratis.

Artikel 7 – Toegetreden leden

De vereniging kan, indien zij dit wenst, toetredende leden verwelkomen. Toegetreden leden moeten eerst het doel van de vereniging en deze statuten onderschrijven. Het bestuursorgaan neemt een beslissing over hun toelating bij

tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen, blanco of ongeldige stemmen. Het bestuursorgaan beslist soeverein. De beslissing moet niet worden gemotiveerd en er is geen beroep mogelijk. Het aantal toegetroden leden is niet beperkt. Toegetroden leden hebben geen stemrecht en ze nemen niet deel aan de algemene vergaderingen van de vereniging. De enige rechten die hen worden toegekend zijn de volgende:

1. Op de hoogte worden gehouden van de activiteiten die de vereniging organiseert;
2. Deelnemen aan de activiteiten die de vereniging organiseert;

De toegetroden leden verbinden zich ertoe de wet en deze statuten na te leven.

Artikel 8 – Duur en einde van het mandaat

Het mandaat van de vaste leden en toegetroden leden loopt alleen af bij het verstrijken van de termijn, overlijden, ontslag of vervanging.

VERSTRIJKEN VAN DE TIJD

Het mandaat eindigt uiterlijk aan het einde van de huidige gemeentelijke legislatuur. Behalve bij overlijden, ontslag of uitsluiting blijven ze in functie tot de nieuwe leden aangesteld zijn.

ONTSLAG

De vaste en toegetroden leden zijn vrij om zich op elk moment terug te trekken uit de vereniging door een schriftelijk ontslag te sturen aan de voorzitter van het bestuursorgaan, per aangetekende brief of via e-mail. Een vast lid dat ontslag wil nemen blijft zetelen tot hij/zij vervangen wordt.

Een vast lid dat twee opeenvolgende algemene vergaderingen niet bijwoont zonder zich te hebben verontschuldigd of een volmacht te hebben gegeven wordt geacht ontslag te hebben genomen.

UITSLUITING

De algemene vergadering beslist over de uitsluiting van een vast of toegetroden lid. De algemene vergadering kan enkel geldig beslissen als de uitsluiting uitdrukkelijk wordt vermeld in de bijeenroeping en als minstens twee derde van de leden bijeengebracht zijn tijdens de vergadering, of zij nu aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Tot uitsluiting wordt besloten bij geheime stemming, met een tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen, nadat het lid, indien hij dit wenst, is gehoord. In dit geval worden nietige stemmen, blanco stemmen en stemonthoudingen gelijkgesteld met negatieve stemmen.

Het bestuursorgaan kan de vaste en toegetroden leden die zich schuldig zouden hebben gemaakt aan een ernstige inbreuk op de wetten, statuten of het huishoudelijk reglement schorsen tot een beslissing van de algemene vergadering.

VERVANGING

De afgevaardigden aangesteld door de gemeente Etterbeek en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek kunnen op elk moment per brief/per mail gericht aan de vereniging vervangen worden op vraag van de gemeenteraad (voor de leden aangesteld door de gemeente) of de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek (voor de leden aangesteld door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek).

Artikel 9 - Ledenregister

De vereniging houdt een register van alle vaste leden bij, onder de verantwoordelijkheid van het bestuursorgaan. Dat register bevat de namen, voornamen en adressen van de leden, hun rijksregisternummer, hun e-mailadres en, indien zij dit wensen, hun telefoonnummer. Alle vaste leden kunnen het op aanvraag eenvoudigweg raadplegen op de maatschappelijke zetel van de vereniging.

TITEL IV – Algemene vergadering

Artikel 10 – Samenstelling

De algemene vergadering bestaat uit alle vaste leden van de vereniging.

De vaste leden genieten de volledige rechten die de wet en deze statuten aan de leden toekennen.

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van het bestuursorgaan of door de gedelegeerd bestuurder. Bij afwezigheid zit het oudste vaste lid de vergadering voor.

Artikel 11 - Bevoegdheden

De algemene vergadering is de soevereine macht van de vereniging.

De algemene vergadering heeft de bevoegdheden die haar uitdrukkelijk worden toegekend door de wet en door deze statuten.

Zij is met name bevoegd voor:

- 1° de wijziging van de statuten;
- 2° de benoeming en het ontslag van de bestuurders;
- 3° de benoeming en het ontslag van de commissaris;
- 4° de ontheffing die moet worden verleend aan de bestuurders en de commissaris en, indien van toepassing, het instellen van een procedure door de vereniging tegen de bestuurders en de commissarissen;
- 5° de goedkeuring van de jaarrekeningen en begroting;
- 6° de ontbinding van de vereniging;
- 7° de uitsluiting van een lid;
- 8° de kosteloze inbreng van een universaliteit uitvoeren of aanvaarden;

9° alle andere gevallen waarin de wet of de statuten dit vereisen.

Artikel 12 – Werking

Vergaderingen:

De algemene vergadering komt minstens een keer per jaar samen, binnen 6 maanden na het afsluiten van het boekjaar, in de loop van de maand juni.

Ze kan schriftelijk of op elektronische wijze bijeen komen (onlinevergadering, videovergadering, enz.) volgens de modaliteiten vastgelegd door het bestuursorgaan. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand wordt gehouden.

Bijeenroeping en agenda:

Het bestuursorgaan kan een algemene vergadering bijeenroepen wanneer het belang van de vereniging dat vereist. De bijeenroeping wordt minstens veertien volle dagen voor de vergadering via e-mail en/of per brief verstuurd. De uitnodiging vermeldt verplicht de agenda, de plaats, de datum en het uur van de zitting en de antwoord-/ verbindingsmodaliteiten als het om een elektronische vergadering gaat. De nuttige documenten voor het goed verloop van de vergadering moeten toegankelijk gemaakt worden.

Wanneer een vijfde van de vaste leden daarom vraagt, moet het bestuursorgaan een algemene vergadering bijeenroepen. Deze aanvraag moet per gewone brief en/of via e-mail aan het bestuursorgaan worden bezorgd en het (de) punt(en) bevatten die aan de bijeen te roepen algemene vergadering zullen worden voorgelegd.

Elk voorstel dat door ten minste een twintigste van de vaste leden is ondertekend, wordt op de agenda geplaatst.

De algemene vergadering kan niet geldig beraadslagen over een punt dat niet op de agenda staat, tenzij een tweederdemeerderheid van de aanwezige vaste leden oordeelt dat het punt niet kan worden uitgesteld om dringende redenen.

Artikel 13 – Volmachten, quorum voor aanwezigheid en stemming

Elk vast lid heeft het recht om de algemene vergadering bij te wonen en beschikt daarvoor over het stemrecht zoals een vast lid.

Volmachten:

Elk vast lid kan zich laten vertegenwoordigen door een ander vast lid met een correct ondertekende volmacht. Elke volmachthebber kan slechts beschikken over een enkele volmacht.

Aanwezigheidsquorum:

Behalve in de gevallen waarin de wet of deze statuten anders bepalen, neemt de algemene vergadering de beslissingen met een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Indien het quorum niet gehaald wordt, wordt de algemene vergadering van

rechtswege bijeen geroepen, met dezelfde agenda en dezelfde bijeenroeping als vermeld. Zij beraadslaagt dan ongeacht het aantal aanwezige leden.

Quorum voor stemming:

Behalve in de gevallen waarin de wet of deze statuten anders bepalen worden de beslissingen genomen met een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen. Er wordt geen rekening gehouden met onthoudingen, blanco of ongeldige stemmen voor de berekening van de stemmen.

In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter van het bestuursorgaan doorslaggevend.

Artikel 14 – Wijziging van de statuten

De algemene vergadering kan enkel geldig beraadslagen over de wijziging van de statuten als deze wijzigingen uitdrukkelijk worden vermeld in de bijeenroeping en als minstens twee derde van de leden bijeengebracht zijn tijdens de vergadering, of zij nu aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De wijzigingen worden aangenomen met een tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, zonder dat rekening gehouden wordt met onthoudingen, blanco of ongeldige stemmen.

Wijzigingen die het maatschappelijk doel van de vereniging beïnvloeden kunnen echter alleen worden goedgekeurd met een meerderheid van vier vijfde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Als twee derde van de vaste leden niet aanwezig of vertegenwoordigd is op de eerste vergadering, kan een tweede vergadering worden bijeengeroepen die geldig kan beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, en de wijzigingen goedkeuren met de hierboven voorziene meerderheden.

De tweede vergadering mag niet plaatsvinden binnen veertien dagen na de eerste vergadering.

Artikel 15 - Notulen

De beslissingen van de algemene vergadering worden ondertekend door de voorzitter van het bestuursorgaan en/of de gedelegeerd bestuurder. Ze worden opgenomen in een notulenregister dat bewaard wordt op de maatschappelijke zetel van de vereniging waar alle vaste leden het kunnen raadplegen, zonder het register te verplaatsen.

In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand wordt gehouden.

Titel V – Raad van bestuur

Artikel 16 – Samenstelling

De vereniging wordt bestuurd door een bestuursorgaan dat bestaat uit minstens zes en maximaal negen bestuurders.

De bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering uit de vaste leden

van de vereniging.

Het bestuursorgaan mag niet bestaan uit meer dan twee derde leden van hetzelfde geslacht.

De beheerder/directeur is lid van het bestuursorgaan met raadgevende stem. Het bestuursorgaan kan ook ieder persoon (inclusief derden) uitnodigen die het nuttig acht om een onbevooroordeelde beslissing te nemen.

De bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit.

Artikel 17 – Duur en einde van het mandaat

Het mandaat van de bestuurders loopt alleen af bij het verstrijken van de termijn, overlijden, ontslag of herroeping.

VERSTRIJKEN VAN DE TIJD

Het mandaat eindigt uiterlijk aan het einde van de huidige gemeentelijke legislatuur. Tenzij ze overlijden, ontslag nemen of worden uitgesloten, blijven ze echter in functie tot hun opvolger aantreedt.

ONTSLAG

Elke bestuurder die ontslag wil nemen moet zijn ontslag via aangetekend schrijven of via e-mail meedelen aan het bestuursorgaan. In dat geval blijft hij/zij zetelen tot hij/zij vervangen wordt.

Een bestuurder die twee opeenvolgende vergaderingen van het bestuursorgaan niet bijwoont zonder zich te hebben verontschuldigd of een volmacht te hebben gegeven wordt geacht ontslag te hebben genomen. Hij blijft echter aansprakelijk als bestuurder zolang de algemene vergadering geen akte heeft genomen van zijn ontslag.

UITSLUITING

Elke bestuurder kan op elk moment uit zijn functie worden gezet door een beslissing van de algemene vergadering, die haar beslissing niet hoeft te rechtvaardigen. Indien nodig vervangt de algemene vergadering de ontslagen bestuurder. Het bestuursorgaan kan elke bestuurder die een ernstige overtreding van de wet of de statuten heeft begaan, of die de vereniging in diskrediet heeft gebracht, schorsen tot de algemene vergadering een beslissing heeft genomen.

Het mandaat van bestuurder eindigt ook bij verlies van de hoedanigheid van vast lid.

Artikel 18 – Werking

Het bestuursorgaan is een collegiaal orgaan.

Het bestuursorgaan beheert de zaken van de vereniging. Het beschikt over alle handelingen en beslissingen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het voorwerp en het belangeloos doel van de vereniging, met uitzondering van die welke de wet of de statuten uitdrukkelijk voorbehouden aan de algemene vergadering. Alle bevoegdheden die de wet of de statuten niet uitdrukkelijk aan de algemene

vergadering voorbehouden, berusten bij het bestuursorgaan.

Het bestuursorgaan vertegenwoordigt de vereniging in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen.

Het bestuursorgaan wijst uit zijn leden een voorzitter, een gedelegeerd bestuurder aan en mag ook een schatbewaarder en secretaris aanstellen. Eenzelfde bestuurder kan voor meerdere functies worden benoemd.

Artikel 19 – Bijeenroeping en agenda

De bijeenkomsten worden bijeengeroepen en voorgezeten door de voorzitter van het bestuursorgaan of, in geval van verhindering, door de afgevaardigd bestuurder iedere keer dat de noden van de organisatie het vereisen of op vraag van de helft van de bestuurders.

De bijeenroeping wordt minstens acht volle dagen voor de vergadering verstuurd. In dringende gevallen kan deze termijn worden ingekort.

Op de bijeenroeping worden de agenda, de datum, het uur en de plaats van de vergadering vermeld en wordt per brief en/of per mail verstuurd.

De bijeenkomsten van het bestuursorgaan kunnen op schriftelijke of elektronische wijze (onlinevergadering, videovergadering, enz.) gebeuren. In dat geval moeten de antwoord-/verbindingsmodaliteiten duidelijk vermeld worden op de bijeenroeping voor de bestuurders. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand wordt gehouden.

Artikel 20 – Volmachten, quorum voor aanwezigheid en stemming

Volmachten:

Een bestuurder kan zich laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder aan wie hij een schriftelijke volmacht geeft. Een bestuurder kan slechts beschikken over een enkele volmacht.

Aanwezigheidsquorum:

Het bestuursorgaan kan enkel geldig beraadslagen als minstens de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Quorum voor stemming

Het bestuursorgaan neemt een beslissing over de uitsluiting van een toetredend lid bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen, zonder rekening te houden met onthoudingen, blanco of ongeldige stemmen.

In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Artikel 21 – Belangenconflict

Een bestuurder die, in het kader van een te nemen beslissing, een belang (van vermogensrechtelijke of morele aard) heeft dat strijdig is met het belang van de vereniging, moet dit aan de andere bestuurders mededelen voordat het

bestuursorgaan een beslissing neemt. De verklaring en de aard van het belangenconflict worden opgenomen in de notulen van de vergadering.

De bestuurder die getroffen wordt door het belangenconflict beschreven in de vorige alinea mag niet deelnemen aan de beraadslagingen van het bestuursorgaan over deze beslissingen of verrichtingen, noch mag hij hierover stemmen.

Als de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders zich in een belangenconflict bevindt, wordt de beslissing of verrichting voorgelegd aan de algemene vergadering.

Bovendien mag een bestuurder niet:

- Rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen aan overheidsopdrachten gegund met de vereniging;
- Tussenkomen als advocaat, notaris of zakenman in een administratieve of gerechtelijke zaak aangespannen tegen de vereniging;
- Advies geven in de hoedanigheid van advocaat, notaris of zakenman, of om het even welke rechtszaak op te volgen in het belang van de vereniging, behalve gratis.

Artikel 22 - Notulen

De beslissingen van het bestuursorgaan worden vastgelegd in notulen die worden ondertekend door de voorzitter en/of de gedelegeerd bestuurder. Ze worden opgenomen in een notulenregister dat bewaard wordt op de maatschappelijke zetel van de vereniging.

Artikel 23 – Directiecomité

Het bestuursorgaan kan in zijn midden een directiecomité oprichten dat is belast met de voorbereiding van zijn beslissingen en die van de algemene vergadering. Dit comité bestaat uit de voorzitter van het bestuursorgaan, de afgevaardigd bestuurder, de beheerder/directeur en eventueel een schatbewaarder en/of een secretaris.

Artikel 24 – Dagelijks bestuur

Het bestuursorgaan delegeert, onder haar verantwoordelijkheid, het dagelijks beheer van de vereniging aan de afgevaardigd bestuurder en aan de beheerder/directeur van de vereniging die verantwoording afleggen van hun beheer. Het bestuursorgaan kan indien nodig het dagelijks bestuur van de vereniging delegeren aan één of meer leden of bestuurders van de vereniging, of aan één of meer derden. Wanneer het dagelijks bestuur wordt toevertrouwd aan meerdere personen, handelen zij elk afzonderlijk.

Onder dagelijks bestuur wordt verstaan de bevoegdheid om administratieve handelingen te verrichten die vereist zijn door de dagelijkse behoeften van de vereniging en handelingen die geen tussenkomst van het bestuursorgaan vereisen omwille van hun gering belang en de nood aan een snelle oplossing. Het omvat in het bijzonder het beheer en de organisatie van het personeel.

Het bestuursorgaan bepaalt, indien nodig, de delegaties van handtekening van de afgevaardigd bestuurder en de beheerder/directeur en de drempels waarbinnen hij bevoegd is om de vereniging financieel te binden.

Alle bankverrichtingen worden rechtsgeldig ondertekend, volgens de modaliteiten vastgelegd door de raad van bestuur, de gedelegeerd bestuurder en/of de beheerder/directeur en/of de voorzitter van het bestuursorgaan en/of de schatbewaarder.

De afgevaardigde(n) belast met het dagelijks bestuur of een bijzonder mandaat gaat geen enkele persoonlijke verbintenis aan met betrekking tot de verbintenissen van de vereniging, behalve in de gevallen voorzien in de wet. Zij kunnen niet aansprakelijk gesteld worden door derden met betrekking tot de verbintenissen van de vereniging.

Artikel 25 – Algemene vertegenwoordiging van de vereniging

Handelingen die de vereniging binden, anders dan die uit artikel 24, worden gezamenlijk ondertekend, tenzij speciaal gedelegeerd door het bestuursorgaan, door de voorzitter van het bestuursorgaan en de afgevaardigde bestuurder, die hun bevoegdheden niet moeten rechtvaardigen tegenover derden. Bij onbeschikbaarheid kunnen twee bestuurders ook beschikken over de macht om te ondertekenen.

In dringende gevallen kunnen de voorzitter van het bestuursorgaan en de afgevaardigd bestuurder alleen handelen. In geval van verhindering wordt een bestuurder in hun recht gesteld. Elke beslissing genomen in dit kader moet goed gekeurd worden tijdens de bijeenkomst van het bestuursorgaan die erop volgt.

Rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, worden ingesteld of verdedigd in naam van de vereniging door het bestuursorgaan vertegenwoordigd door zijn voorzitter en/of de afgevaardigd bestuurder en/of de bestuurder/directeur.

Artikel 26 – Publicaties

De akten met betrekking tot de benoeming of de beëindiging van de functies van de bestuurders, de persoon die belast is met het dagelijks bestuur en de personen die gemachtigd zijn om de vereniging te vertegenwoordigen worden neergelegd bij de griffie en gepubliceerd in overeenstemming met de wet.

TITEL VI – Begroting en rekeningen – Commissaris en rekeningnazichter

Artikel 27 – Begroting en rekeningen

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Elk jaar, en niet later dan zes maanden na het afsluiten van het boekjaar, legt het bestuursorgaan de jaarrekening van het afgelopen boekjaar, een beheersverslag ("activiteitenverslag") en de begroting voor het volgende boekjaar ter goedkeuring voor aan de algemene vergadering.

Artikel 28 – Commissaris en rekeningnazichter

De algemene vergadering kan, in overeenstemming met artikel 2 van het besluit,

vrijwillig een commissaris benoemen, gekozen uit de leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren voor de goedkeuring van haar jaarrekeningen.

Als er geen commissaris is, kan ze ook een rekeningnazichter benoemen waarvan zij de opdracht zal bepalen. Deze functie is onbezoldigd.

TITEL X – Ontbinding en vereffening

Artikel 29 – Ontbinding en vereffening

Behalve in het geval van gerechtelijke ontbinding, kan alleen de algemene vergadering, op akkoord van de gemeenteraad van Etterbeek, de vereniging ontbinden.

In dat geval zal de algemene vergadering één of meer vereffenaars aanwijzen, hun bevoegdheden en hun eventuele vergoeding bepalen en de bestemming van het netto-actief aangeven.

In alle gevallen van vrijwillige of gerechtelijke ontbinding zal het netto-actief, zodra alle schulden zijn vereffend, worden toegewezen bij voorrang worden toegewezen aan initiatieven die in overeenstemming zijn met het doel en de doelstelling van de vereniging.

TITEL VIII – Diverse bepalingen

Artikel 30 – Huishoudelijk reglement

Het bestuursorgaan kan een huishoudelijk reglement opstellen, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de algemene vergadering.

Artikel 31 – Toezicht

Ieder jaar legt de vereniging de jaarrekeningen van het voorbije boekjaar en het beheerrapport (“activiteitenverslag”) van het bedoelde jaar voor aan de gemeenteraad van Etterbeek.

Artikel 32 – Toepassing van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

Alles wat niet uitdrukkelijk is voorzien in deze statuten wordt geregeld door de wet en de van kracht zijnde reglementering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Statuts 2024 V3.docx, 20250113_AIS_Statuts 2024 V3_dut-BE.docx

**Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable –
Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale –
Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **18/12/2024** ;

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 66.545,00 € (HTVA) – 70.537,70 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/12/2024 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en

Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **18/12/2024** werd genomen:

Onderwerp: Noodvervanging van individuele ketels - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 66.545,00 € (EXCL. BTW) – 70.537,70 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18/12/2024 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0014 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 08/01/2025.

Objet : Hub Social Rue Général Tombeur 53A - Mise en conformité de l'installation électrique – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.000,00 € (HTVA) – 12.100,00 € (TVA 21 %

comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 08/01/2025.

Objet : Hub Social Rue Général Tombeur 53A - Fourniture et pose de portes coupe-feu – Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 15.000,00 € (HTVA) – 18.150,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 15/01/2025.

Objet : Beckers 117 – Chaudière – Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 5.000,00 € (HTVA) – 5.300,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 22/01/2025.

Objet : Fourniture et livraison de sacs de sel axial de 15kg - 2025 – Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.132,23 € (HTVA) – 5.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 22/01/2025.

Objet : Certificats PEB - Logements gérés par la Régie Foncière - 2025-2026 – Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 13.223,14 € (HTVA) – 16.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2025-2026 de la Régie Foncière.

Date : 22/01/2025.

Objet : Etats des lieux d'entrée et de sortie des logements gérés par la Régie Foncière - 2025 - Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/01/2025.

Objet : Gray 3/37 - Sondage des conduits de cheminée - Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 10.100,00 € (HTVA) – 10.938,50 € (TVA 6-21 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/01/2025.

Objet : F131ET0 – SIAMU : Porte RF et compartimentage - Approbation de l’attribution et des conditions - Application de l’article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 20.661,00 € (HTVA) – 25.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/01/2025.

Objet : F131ET0 – SIAMU : Maintenance des équipements incendie - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 2.479,00 € (HTVA) – 3.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 05/02/2025.

Objet : Analyse humidité – Exercice 2025 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 8.264,00 € (HTVA) – 10.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 612-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 08/01/2025, 15/01/2025, 22/01/2025, 29/01/2025 et 05/02/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 08/01/2025.

Onderwerp: Sociaal Hub Generaal Tombeurstraat 53A - In overeenstemming brengen van de elektrische installatie – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.000,00 € (EXCL. BTW) – 12.100,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 08/01/2025.

Onderwerp: Sociaal Hub Generaal Tombeurstraat 53A - Levering en plaatsing van branddeuren – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 15.000,00 € (EXCL. BTW) – 18.150,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 15/01/2025.

Onderwerp: Beckers 117 - Verwarmingsketel – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 5.000,00 € (EXCL. BTW) – 5.300,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 22/01/2025.

Onderwerp: Levering van axal zoutzakken in verpakkingen van 15 kg - 2025 – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.132,23 € (EXCL. BTW) – 5.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 22/01/2025.

Onderwerp: EPB Certificaten - Woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2025-2026 – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 13.223,14 € (EXCL. BTW) – 16.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2025-2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 22/01/2025.

Onderwerp: In- en uittredende plaatsbeschrijvingen van de woningen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2025 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 26.500,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/01/2025.

Onderwerp: Gray 3/37 – Schoorsteenkanalen onderzoek - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.100,00 € (EXCL. BTW) – 10.938,50 € (BTW 6-21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/01/2025.

Onderwerp: F131ET0 – DBDMH: RF-deur en compartimentering - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.661,00 € (EXCL. BTW) – 25.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/01/2025.

Onderwerp: F131ET0 – DBDMH: Onderhoud van brandweerruistrusting - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.479,00 € (EXCL. BTW) – 3.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 05/02/2025.

Onderwerp: Vochtonderzoek – 2025 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 8.264,00 € (EXCL. BTW) – 10.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 612-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 08/01/2025, 15/01/2025, 22/01/2025, 29/01/2025 en 05/02/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

17.02.2025/A/0015 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 11/12/2024.

Objet : Appartement situé au 3e étage de l'immeuble 6 rue de l'Etang ETANG 6-3D) – Travaux de réparation : décharge lave main du WC – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2024 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2024.

Objet : Immeubles gérés par le service de la Régie Foncière – Traitement contre les nuisibles 2025-2026 – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 9.917,00 € (HTVA) – 12.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025-2026 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2024.

Objet : Travaux de jardinage dans divers jardins d'immeubles gérés par la Régie Foncière - 2025 – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 23.966,94 € (HTVA) – 29.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2024.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage de réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée d'immeubles gérés par la Régie Foncière - 2025 – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2024.

Objet : Ilot Gray/Hap - Divers immeubles - Mise en conformité des ascenseurs – Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 21.200,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 18/12/2024.

Objet : Ilot Maelbeek/Etang/Wavre - Divers immeubles - Mise en conformité des ascenseurs - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 11/12/2024 et 18/12/2024 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 11/12/2024.

Onderwerp: Appartement op de 3e verdieping van het gebouw 6 Vijverstraat ETANG 6-3D) - Reparatiewerkzaamheden: wc-handwasser afvoer – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2024 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2024.

Onderwerp: Gebouwen beheerd door de dienst Regie van Grondbeleid - Ongediertebestrijding 2025-2026 – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 9.917,00 € (EXCL. BTW) – 12.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025-2026 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2024.

Onderwerp: Tuinwerkzaamheden in verschillende tuinen van de gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2025 – Goedkeuring van de toewijzing en de

voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 23.966,94 € (EXCL. BTW) – 29.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2024.

Onderwerp: Onderhoud en ontstopping van de rioolstelsels en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - 2025 – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (EXCL. BTW) – 26.500,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2024.

Onderwerp: Ilot Gray/Hap - Diverse gebouwen - Liften in overeenstemming brengen – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 21.200,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 18/12/2024.

Onderwerp: Ilot Maelbeek/Etang/Wavre - Diverse gebouwen - Liften in overeenstemming brengen – Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 25.000,00 € (HTVA) – 26.500,00 € (TVA 6 % comprise).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 11/12/2024 en 18/12/2024 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten

17.02.2025/A/0016 **Programme européen Interreg North-West Europe (NWE) – Projet ‘Circular Building Convert’. Signature de l’Accord de Partenariat entre les membres du projet.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30/01/2024 de donner accord pour la participation de la commune d'Etterbeek à une candidature pour un projet européen Interreg-NWE sur la conversion (circulaire) de bureaux en logements abordables ;

Considérant que le projet 'Circular Building Convert', porté par la société de logements sociaux Lille Métropole Habitat (MLH), auquel participe la Commune d'Etterbeek, a été sélectionné le 11/12/2024 par le jury Interreg-NWE (voir formulaire de candidature et fiche de présentation ci-joint) ;

Considérant que le projet Circular Building Convert est financé par le Programme Interreg North-West Europe (NWE) ;

Considérant que le projet vise à répondre à divers enjeux environnementaux, économiques et sociaux en favorisant la conversion (circulaire) de bureaux en logements abordables dans la zone NWE ;

Considérant que pour atteindre cet objectif, le projet développera des solutions répliquables à partir de 2 sites pilotes (à Lille, FR et Heerlen, NL) ; les solutions seront capitalisées dans une stratégie conjointe, diffusée en NWE grâce à un programme de formation transnational pour les acteurs du secteur : élus, agents de la fonction publique, professionnels de la construction et du logement ;

Considérant que le projet compte 10 partenaires européens, dont la commune d'Etterbeek, provenant de France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et Irlande, avec des profils divers : acteurs publics, institutions de recherche et développement, bureaux d'études... ;

Considérant que, pour Etterbeek, les principales implications du projet sont :

- Partage de notre expérience en matière de conversion (circulaire) de bureaux en logements abordables : le cas de l'ancien hôtel communal d'Etterbeek,
- Etterbeek testera la diffusion d'informations et de bonnes pratiques issues du projet auprès des constructeurs, promoteurs immobiliers et acteurs du logement, par le biais d'un « guichet » d'information spécialisé en matière de conversion (circulaire) de bureaux en logements abordables,
- Collaboration constructive avec les membres du projet, y compris Perspective.Brussels : participation à des échanges et réunions (y compris transnationales), testage d'hypothèses, élaboration d'outils et de documents, création des modules de formation, communication, travail administratif, etc.,
- La réunion transnationale de clôture du projet sera organisée en fin 2028 par Etterbeek, afin notamment de toucher acteurs européens du secteur ayant un siège à Bruxelles ;

Considérant qu'au niveau d'Etterbeek, le projet Circular Building Convert pourrait être coordonné par la Régie Foncière, avec l'implication active de partenaires locaux tels que :

- Aménagement du Territoire,
- Travaux Publics,
- CPAS,
- Perspective.Brussels ;

Considérant que le projet Circular Building Convert a une durée de 4 ans (2025-2028) ;

Considérant que le budget total du projet est de 8.145.609,81 €, subsidié à 60% par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;

Considérant que pour Etterbeek, le budget du projet Circular Building Convert est le suivant :

	Budget	Dont subside	Dont fonds propres
Frais de personnel	384.000,00 €		
Frais de fonctionnement	153.600,00 €		
TOTAL	537.600,00 €	322.560,00 €	215.040,00 €

Considérant que dans la pratique, le cofinancement sur fonds propres peut être absorbé par des frais de personnel déjà en place ;

Considérant que le subside permettrait donc de recruter un « jeune » niveau A pendant les 4 ans du projet (Environ 80.000 € par an, charges patronales comprises) ;

Considérant que les règles du programme Interreg NWE impliquent que chaque partenaire de projet doit mettre en place un système de comptabilité séparé ou utiliser une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, en veillant à ce que les dépenses ainsi que les cofinancements nationaux et du programme reçus dans le cadre du projet, soient clairement identifiés ;

Considérant dès lors qu'il convient d'inscrire au budget communal, sur des articles budgétaires spécifiques, les crédits budgétaires appropriés ;

Considérant que la participation de la Commune d'Etterbeek au projet Circular Building Convert se formalise par la signature d'un Accord de Partenariat entre les membres du projet ;

Considérant que cet Accord de Partenariat est traduit ci-dessous pour information en français, mais que la version qui fait foi et qui doit être signée est celle en anglais (voir ci-joint) ;

Décide de signer l'Accord de Partenariat entre les membres du projet Circular Building Convert - Programme européen Interreg North-West Europe (NWE).

Projet Circulaire réutilisation de bâtiment en transformant des bureaux en logements – Accord de partenariat

Préambule

Vu :

L'article 26 (1) a du règlement (UE) 2021/1059 portant dispositions particulières relatives à l'objectif « Coopération territoriale européenne » (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur ;

l'accord suivant est conclu par les présentes entre le partenaire chef de file (LP) du projet et les partenaires du projet (PP) tels que listés dans le dernier formulaire de candidature approuvé pour la mise en œuvre du projet Interreg Europe du Nord-

Ouest, Circulaire réutilisation de bâtiment en transformant des bureaux en logements (ci-après dénommée Circulaire Transformation de bâtiment). Il prendra effet dans le cas de l'approbation du projet Circulaire Transformation de bâtiment par le Comité de suivi du Programme Interreg Europe du Nord-Ouest.

Abréviations

Programme – Programme Interreg Europe du Nord-Ouest

UE – Union européenne

SC – Secrétariat conjoint

LP – Partenaire chef de file

AG – Autorité de gestion

PP – Partenaire(s) du projet

Le Partenaire chef de file (LP) et les Partenaires du projet (PP) de la Circulaire Transformation de bâtiment sont les suivants :

- Lille Métropole Habitat, Boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing (France), représenté par M. Maxime Bitter
- Métropole Européenne de Lille, Boulevard des Cités Unies, 59040 Lille (France), représentée par M. Damien Castelain
- Technische Universiteit Delft, Julianalaan, 2628BL Delft (Nederland), représentée par M. Dick Van Gameren
- Laboratory for Green Transformable Buildings, In de Cramer, 6412PM Heerlen (Nederland), représenté par Mme Elma Durmisevic
- Wonen Limburg Accent B.V., Willem II Singel, 6041HP Roermond (Nederland), représentée par M. Ger Peeters
- Gemeente Heerlen, Geleenstraat, 6411HP Heerlen (Nederland), représentée par M. Casper Gelderblom
- Rheinland Pfälzische Technische Universität Kaiserslautern-Landau, Gottlieb-Daimler-Straße, 67663 Kaiserslautern (Deutschland), représentée par M. Stefan Lorenz
- CD2E Accélérateur de l'éco-transition, rue de Bourgogne, 62750 Loos-en-Gohelle (France), représenté par Mme Frédérique Seels
- Commune d'Etterbeek, Avenue des casernes, 1040 Etterbeek (Belgique), représentée par Mme Annick Petit
- RetroKit, Rocksavage, P85AP20 Clonakilty, Co. Cork (Irlande), représentée par M. Xavier Dubuisson

Article 1 : Cadre juridique

1. Le document et les dispositions légales suivants constituent la base contractuelle de cet accord de partenariat et le cadre légal pour la mise en œuvre du projet Circulaire Transformation de bâtiment :

- Les règlements applicables aux Fonds européens structurels et d'investissement, les actes délégués et actes d'exécution pour la période 2021-2027, tels que précisés ci-dessous ;
- Le programme Interreg Europe du Nord-Ouest approuvé par la Commission européenne établissant le programme (ci-après dénommé Programme

Interreg Europe du Nord-Ouest) ;

- Les lois des pays des PP applicables à cette relation contractuelle.

2. Les lois et documents suivants constituent le cadre juridique applicable aux droits et aux obligations des parties au présent accord :

- Le règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 966/2012 du Conseil, ainsi que les actes délégués ou actes d'exécution y afférents ;
- Les règlements applicables aux Fonds européens structurels et d'investissement, les actes délégués et actes d'exécution pour la période 2021-2027, notamment :
 - Le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas, et abrogeant le règlement du Conseil (CE) n° 1303/2013, et toute modification ;
 - Le règlement (UE) n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1301/2013, et toute modification ;
 - Le règlement (UE) n° 2021/1059 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions particulières relatives à l'objectif « Coopération territoriale européenne » (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur, et abrogeant le règlement (CE) n° 1299/2013, et toute modification ;
- Le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, RGPD) ;
 - Les articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le règlement (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ; les actes délégués et actes d'exécution, ainsi que tous les arrêts et décisions applicables dans le domaine des aides d'État ;
- Toute autre législation européenne et les principes sous-jacents applicables au LP et aux PP, y compris la législation portant disposition sur la concurrence et l'accès aux marchés, la protection de l'environnement, et l'égalité des chances

- entre les hommes et les femmes ;
- Les règles nationales applicables au LP et à ses PP et leurs activités ;
- Les données du projet, comprenant, sans s'y limiter, la documentation la plus récente du projet, telle que le formulaire de candidature et toutes les informations relatives au projet disponibles dans le système électronique ;
 - Le contrat de subvention, conclu entre le LP du projet et l'AG ;
 - Tous les manuels, lignes directrices et tout autre document pertinents pour la mise en œuvre du projet dans leur dernière version, tels que publiés sur le site Web du programme.

En cas de modification des documents et des normes juridiques susmentionnées, ainsi que de tout autre document ou donnée pertinent pour la relation contractuelle, la dernière version s'appliquera.

Article 2 : Définitions

Aux fins du présent accord de partenariat, les définitions suivantes s'appliqueront :

- Partenaire du projet (PP) : toute institution participant financièrement au projet et contribuant à sa mise en œuvre, telle qu'identifiée dans le dernier formulaire de candidature approuvé. Il correspond au terme « bénéficiaire » utilisé dans les règlements des Fonds européens structurels et d'investissement.
- Partenaire chef de file (LP) : le partenaire du projet désigné par tous les partenaires et qui assume la responsabilité de la mise en œuvre de l'ensemble du projet conformément aux articles 23 (5) et 26 (1) b du règlement (UE) n° 2021/1059.
- Données du projet : données comprenant, sans s'y limiter, toute la documentation la plus récente du projet, telle que le dernier formulaire de candidature approuvé et toutes les informations relatives au projet disponibles dans le système électronique (Jems).

Article 3 : Objet de l'accord de partenariat

Cet accord de partenariat définit les modalités régissant les relations entre le LP et tous les PP, afin de garantir la bonne mise en œuvre du projet tel qu'il figure dans la dernière version des données du projet, ainsi que le respect des conditions de soutien énoncées dans les règlements applicables aux Fonds européens structurels et d'investissement, les actes délégués et actes d'exécution, le programme Interreg Europe du Nord-Ouest et le manuel du programme, et le contrat de subvention signé entre l'AG et le LP.

Article 4 : Durée de l'accord de partenariat

Le présent accord de partenariat prend effet à la date à laquelle il est signé par le LP et chaque PP individuellement, et à la condition que le projet soit approuvé pour un cofinancement par le programme. Il reste en vigueur jusqu'à ce que le LP et les PP aient rempli toutes leurs obligations, telles que définies plus en détail à l'article 6 du présent accord, à l'égard de l'AG et de tout organisme européen concerné. Nonobstant la prise d'effet de l'accord de partenariat tel qu'indiqué ci-dessus, les obligations des partenaires basées sur le cadre juridique figurant à l'article 1 sont applicables dès le début du projet.

Article 5 : Rôles et devoirs dans le partenariat

Le LP du projet :

- est habilité à représenter les PP dans le projet.
- est responsable de l'ensemble de la coordination, de la gestion et de la mise en œuvre du projet à l'égard de l'AG.
- assure le démarrage et la mise en œuvre des activités en temps opportun pendant toute la durée du projet, dans le respect de toutes les obligations à l'égard de l'AG. Le LP doit informer le SC de tout facteur susceptible de nuire à la mise en œuvre des activités du projet et/ou du plan financier.
- surveille l'exécution du plan de travail convenu définissant les tâches à entreprendre dans le cadre du projet, le rôle des PP dans leur mise en œuvre et le budget du projet.
- prépare et présente les rapports d'avancement du projet, y compris les documents justificatifs, conformément au manuel du programme ainsi que les documents et/ou informations supplémentaires demandés par le SC et l'AG.
- répond aux demandes de modification du projet, conformément au manuel du programme. Avant de présenter une demande de modification au secrétariat conjoint, le LP obtiendra l'approbation de ses Partenaires concernant les modifications proposées. Le LP peut fixer un délai aux partenaires pour une telle approbation. Passé ce délai les modifications proposées sont réputées approuvées par les Partenaires.
- le LP est, en général, le point de contact représentant le partenariat pour toute communication avec le SC/l'AG ou tout autre organisme de programme.
- fournit aux partenaires les copies de tous les documents relatifs au projet pertinents et les rapports sur la mise en œuvre du projet. Le LP doit informer régulièrement les PP de toutes les communications pertinentes entre le LP et le SC/l'AG.
- effectue toute autre tâche convenue avec les PP.

Les PP sont les organes responsables de la réalisation des activités spécifiques du projet de la manière et dans le cadre indiqués dans les données du projet (notamment dans le dernier formulaire de candidature approuvé). Les PP s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour aider le LP à remplir ses obligations telles que spécifiées dans le contrat de subvention signé entre l'AG et le LP, ainsi que dans le présent accord.

Les PP doivent :

- coopérer activement à la mise en œuvre du projet ;
- coopérer à la dotation en personnel et/ou au financement du projet conformément à l'accord de partenariat ;
- respecter les autres obligations sur la base de cet accord de partenariat ;
- fournir au LP toutes les informations et tous les documents nécessaires à la coordination et au suivi régulier de l'avancement technique et financier du projet, et nécessaires à la préparation des rapports d'avancement et des rapports finaux concernant la partie du projet dont le partenaire est responsable ;
- fournir en temps utile toute information supplémentaire relative à la déclaration au LP ou au SC à l'AG, si elles sont demandées ;

- informer le LP de tout changement lié au nom de leur organisation, coordonnées, statut juridique ou tout autre changement concernant l'organisation partenaire qui pourrait avoir un impact sur le projet ou sur leur éligibilité au programme.

Les PP sont responsables de :

- réaliser les activités spécifiques définies dans les données du projet en accord avec la dernière version du formulaire de candidature ;
- respecter les délais fixés par le programme, le LP ou convenus dans le cadre du partenariat ;
- informer le LP de tout facteur susceptible de nuire à la mise en œuvre du projet conformément aux données du projet et d'entraîner un écart.

En particulier, pour la partie du projet dont il est responsable, chaque PP doit assurer :

- qu'il respecte les règles pertinentes concernant, entre autres, l'égalité des chances, la protection de l'environnement, la gestion financière, l'image de marque et la visibilité du projet, les marchés publics et les aides d'État ;
- que ses activités liées au projet sont mises en œuvre conformément aux règles et aux procédures définies dans le manuel du programme ;

En signant l'accord de partenariat, chaque PP confirme que :

- il n'est pas en état de faillite ou de liquidation,
- il n'est pas en état de règlement judiciaire,
- il n'est pas en état de concordat préventif,
- il n'est pas en état de cessation ou de suspension d'activité,
- il ne fait pas l'objet d'une procédure de cette nature,
- il n'est pas dans une situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales, et
- il n'est pas une entreprise en difficulté, au sens de l'article 2(18) du règlement (UE) n° 651/2014.

Article 6 : Gestion financière du projet

Chaque PP doit :

- mettre en place un système de comptabilité séparé ou utiliser une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, en veillant à ce que les dépenses ainsi que les cofinancements nationaux et du programme reçus dans le cadre du projet, soient clairement identifiés.
- respecter strictement les règles d'éligibilité de l'UE ainsi que les autres règles d'éligibilité établies par le programme dans le manuel du programme et, le cas échéant, les règles nationales.
- être responsable de la bonne gestion financière des fonds reçus au titre du programme et, en cas de recouvrement, du remboursement direct au LP ou à l'organisme de programme concerné des fonds indûment versés au titre du programme, conformément aux règles et aux procédures définies dans le manuel du programme. Dans le cas d'une subvention nationale, c'est la réglementation spécifique du pays qui l'accorde qui s'applique.

- soumettre régulièrement et en temps voulu les dépenses pour vérification aux contrôleurs désignés, conformément aux règles établies au niveau du programme et au niveau national. Les dépenses vérifiées doivent être soumises au LP par l'intermédiaire du système de suivi électronique du programme (Jems) immédiatement après la vérification.
- s'assurer que les dépenses encourues sont strictement liées aux activités du projet, en accord avec les données du projet.
- veiller à ce que les exigences du programme en matière d'éligibilité des dépenses, telles qu'elles sont prévues dans le manuel du programme soient strictement respectées.
- mettre en place des archives physiques et/ou électroniques où sont stockés les données, les enregistrements et les documents composant la piste d'audit, conformément aux exigences décrites dans le manuel du programme.

En outre, le LP doit :

- s'assurer que les dépenses présentées par les PP participant au projet ont été encourues aux fins de la mise en œuvre du projet, et qu'elles correspondent aux activités convenues entre ces partenaires, telles que spécifiées dans les données du projet.
- vérifier que les dépenses présentées par les PP participant au projet ont été validées par les contrôleurs, conformément aux règles établies au niveau du programme et au niveau national.
- recevoir le cofinancement du programme pour l'ensemble du projet et le transférer aux autres PP participant au projet dès que possible.
- contrôler en permanence les dépenses du budget du projet prévu pour chaque PP et veiller à ce que les transferts de budget soient effectués dans les limites et selon les règles définies par le programme dans le manuel du programme,
- transférer tout acompte aux partenaires qui y ont droit. Les acomptes seront déduits du montant du paiement à la fin du projet. Si un partenaire quitte le projet avant sa fin, l'acompte sera déduit à la fin de la participation de ce partenaire au projet.
- Le LP surveille également tout risque de sous-consommation des partenaires ayant reçu un acompte. L'acompte sera déduit conformément aux règles définies dans le manuel du programme.

Si un PP n'informe pas le LP d'un quelconque écart par rapport aux données du projet, le LP a alors le droit de refuser d'inclure dans le rapport d'avancement du projet les coûts de ce partenaire qui sont liés à ces écarts non justifiés et/ou qui entraînent un dépassement du budget approuvé de ce partenaire. De même, si un PP ne fournit pas les données nécessaires à la préparation des rapports de projet dans les délais convenus avec le LP, ce dernier peut être obligé de soumettre au programme le rapport d'avancement conjoint sans les coûts de ce PP, en coordination avec le SC.

Les paiements de cofinancement du programme non demandés par chaque PP dans les délais et selon les dépenses prévues du projet incluses dans les données du projet peuvent être perdus pour le partenaire du projet concerné.

Les PP doivent permettre l'accès aux locaux, documents et informations, quel que soit le support sur lequel ils sont stockés, pour les vérifications de l'AG, du SC, de

l'AA, des autorités nationales concernées, des représentants autorisés de la CE, de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), de la Cour des comptes européenne, du Groupe des auditeurs et de tout auditeur externe autorisé par ces institutions ou organes. Ces vérifications peuvent avoir lieu jusqu'à 5 ans après le 31 décembre de l'année du dernier paiement du programme au LP ou au PP. Les PP doivent veiller à ce que tous les documents originaux ou leurs copies certifiées conformes, conformément à la législation nationale relative à la mise en œuvre du projet, soient disponibles jusqu'à la date limite susmentionnée des vérifications éventuelles et jusqu'à la fin de tout audit, vérification, recours, litige ou action en justice en cours.

Les coûts sont régis par le principe de partenaire contractuel unique. Le partenaire contractuel est le seul qui budgète, contracte, paye effectivement, assure la vérification et déclare 100% de l'élément coût de l'allocation conjointe et reçoit le cofinancement du programme associé.

Article 7 : Recouvrements

Si l'AG, conformément aux dispositions des articles respectifs du contrat de subvention, demande le remboursement du cofinancement du programme déjà transféré, chaque PP doit transférer au LP ou à l'organisme de programme concerné les montants qui lui ont été versés en trop, selon les règles et le calendrier définis par le programme dans le manuel du programme et dans les documents de recouvrement.

Dans ce cas, le LP doit immédiatement transmettre aux PP les documents de recouvrement reçus de l'AG/du SC et notifier à chaque PP le montant à rembourser.

Si le recouvrement ne concerne que le LP, celui-ci ne doit pas cesser les paiements aux autres PP.

Article 8 : Modifications, retrait des obligations

Le LP et chaque PP acceptent de ne pas se retirer du projet, à moins qu'il n'y ait des raisons inévitables de le faire. Si cela devait néanmoins se produire, le LP et les PP restants doivent trouver une solution en accord avec les règles et les procédures décrites dans le manuel du programme.

Si un PP ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu de cet accord de partenariat, le partenariat peut décider, en dernier recours, de retirer ce PP du projet et de demander des modifications conformément aux procédures indiquées dans le manuel du programme.

Le LP peut, si nécessaire, demander des modifications des données du projet au SC/à l'AG ou à tout autre organisme de programme concerné. Toutes les modifications demandées, y compris les changements budgétaires, de partenariat et opérationnels, doivent être convenues et autorisées par les PP du projet au préalable, conformément aux règles de procédure convenues à l'avance ou à tout autre mécanisme de prise de décision établi dans le cadre du partenariat (par exemple Comité de pilotage du projet - CPP).

Le LP et les PP doivent respecter strictement les dispositions du manuel du programme lorsqu'ils demandent et/ou mettent en œuvre des modifications dans le projet.

Article 9 : Information et communication, publicité et image de marque

Le LP et les PP doivent se conformer aux règles de l'UE en matière de publicité ainsi qu'aux exigences de communication décrites dans le manuel du programme et fournir tout matériel élaboré pendant la durée du projet qui pourrait être utile pour les publications au niveau du programme.

Dans l'esprit de coopération et d'échange, le LP et les PP veillent à ce que tous les résultats et réalisations obtenus au cours de la mise en œuvre du projet puissent être utilisés par toutes les parties et organisations intéressées et soient dans l'intérêt du public et accessibles au public. L'AG/le SC et tout autre programme pertinent, organe national et européen peuvent les utiliser à des fins d'information et de communication dans le cadre du programme.

En outre, les PP soutiendront le LP et joueront un rôle actif dans toutes les actions organisées par le programme pour diffuser et capitaliser les résultats du projet.

Article 10 : Droits de propriété intellectuelle, confidentialité et conflit d'intérêts

Le LP et les PP doivent s'engager à respecter toutes les lois nationales et européennes applicables, y compris, sans s'y limiter, les lois sur les droits de propriété intellectuelle, en particulier les droits d'auteur, en ce qui concerne toutes les réalisations résultant de la mise en œuvre du projet.

Aucune partie n'est autorisée à utiliser à titre commercial la propriété intellectuelle de l'autre partie sans un accord séparé aux conditions du marché.

Le LP ou le PP s'assure qu'il dispose de tous les droits d'utilisation des droits de propriété intellectuelle préexistants, si cela s'avère nécessaire pour la mise en œuvre du projet.

Le LP et les PP sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les conflits d'intérêts et de se tenir mutuellement informés sans délai de toute circonstance ayant généré ou pouvant générer un tel conflit.

Le LP et les PP sont tenus d'informer les organismes de programme concernés de toute information sensible ou confidentielle liée au projet qui ne doit pas être publiée ou rendue publique. Cette clause n'affecte pas l'obligation du LP et des PP de mettre tous les résultats et réalisations du projet à la disposition du public.

Article 11 : Prise de décision dans le cadre de cet accord

Pour la bonne gestion du projet et du partenariat un Comité de pilotage du projet (CPP) dédié sera mis en place. Le CPP sera responsable du suivi de la mise en œuvre stratégique des activités du projet. Ses membres comprendront un représentant du LP et un représentant de chacun des PP habilités à prendre des décisions. Les partenaires associés et tout autre individu ou organisation jugée opportune pourront être invités à rejoindre le CPP sur une discussion de thème/sujet spécifique et le LP enverra une invitation officielle à ces organisations le cas échéant. Le CPP sera présidé par le LP. Tout PP signant cet accord de partenariat jouira d'un droit de vote au sein du CPP. Les décisions seront prises à la majorité des voix. En cas d'égalité, le vote du LP comptera double.

Le CPP se réunira tous les six mois.

Le CPP sera habilité à superviser tous les éléments stratégiques du projet et pourra prendre des décisions concernant :

- Les activités générales du projet
- Les changements d'activités individuelles des PP
- Le budget général et le budget des PP
- Les demandes d'exclusion ou d'ajout de PP

Comme pour les activités opérationnelles, les décisions seront prises par un Comité de coordination qui comprendra un représentant de chaque partenaire.

Article 12 : Contrats avec des tiers, responsabilité et sous-traitance

Les PP reconnaissent que toutes les informations fournies par un PP à un autre en vertu de l'accord de partenariat sont fournies « TELLES QUELLES », sans aucune garantie expresse ou implicite de quelque nature que ce soit, y compris, sans s'y limiter, aucune garantie quant à leur exploitation commerciale, sécurité, adéquation ou conformité à une utilisation ou à un usage particulier, exactitude, absence de défauts, ni quant à l'absence d'une quelconque dépendance par rapport à ou violation des droits de propriété des tiers. Lesdites informations sont utilisées par les PP en vertu de l'accord de partenariat à leurs frais, risques et périls exclusifs.

Les PP ne sont responsables les uns envers les autres qu'en cas de faute intentionnelle ou de négligence grave. En cas de négligence grave, la responsabilité sera limitée au montant respectif du financement. La responsabilité pour les dommages indirects ainsi que les dommages consécutifs est exclue. Ces limitations de responsabilité s'appliquent également aux actions en responsabilité découlant d'actes illicites et en faveur des représentants légaux des PP, ainsi que des auxiliaires d'exécution et des assistants.

En cas de coopération avec des tiers, y compris, sans s'y limiter, avec des sous-traitants, dans le cadre du projet, le PP concerné sera seul tenu responsable vis-à-vis des autres PP du respect de ses obligations établies dans le manuel du programme. Chaque fois que cela sera pertinent pour les autres PP, ces derniers devront s'informer mutuellement du champ d'application desdits contrats et des noms des parties contractantes.

Dans le cas où un PP ne satisferait pas à ses obligations, ce PP sera seul responsable des dommages et coûts résultant de son inexécution.

Article 13 : Cession, succession légale

En cas de succession légale, par exemple lorsque le LP ou un quelconque PP change de forme juridique, le LP ou le PP est tenu de transférer tous les devoirs et obligations découlant du présent contrat à son successeur. La succession légale doit être formalisée par une modification des données du projet.

Article 14 : Modification de l'accord de partenariat

Les modifications apportées à l'accord de partenariat doivent être dûment documentées. Le cas échéant, conformément aux règles et aux procédures énoncées dans le manuel du programme, le LP présente l'accord de partenariat modifié à l'organisme de programme concerné sans délai injustifié.

Article 15 : Résiliation

L'accord de partenariat doit être résilié en conséquence de la résiliation du contrat de subvention. Après la résiliation de l'accord de partenariat, le LP et les PP sont toujours tenus de se conformer à toutes les exigences après la clôture du projet,

telles que les recouvrements ou la conservation des documents à des fins d'audit et d'évaluation.

Article 16 : Règlement des litiges

Les litiges survenant entre les PP ou entre le LP et le(s) PP concernant leur relation contractuelle et, plus particulièrement, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du présent accord doivent, dans la mesure du possible, être résolus à l'amiable. Si cela n'est pas possible, la loi du pays du LP s'applique.

Dispositions finales

L'accord de partenariat est rédigé en anglais. Si ce document est traduit dans une autre langue, c'est la version anglaise qui fera foi.

En cas de conflit de clauses ou d'interprétation entre le présent accord et le contrat de subvention, le contrat de subvention prévaut.

Si une disposition du présent accord de partenariat devait être totalement ou partiellement inefficace, les parties à l'accord de partenariat s'engagent à remplacer la disposition inefficace par une disposition efficace qui se rapproche le plus possible de l'objectif de la disposition inefficace.

Les modifications et compléments apportés au présent accord doivent être formulés par écrit. Par conséquent, toute modification du présent accord ne sera effective que si elle a été convenue par écrit.

Signatures

Nom du Partenaire chef de file : Lille Métropole Habitat,

Adresse : Boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing (France),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Métropole Européenne de Lille,

Adresse : Boulevard des Cités Unies, 59040 Lille (France),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Technische Universiteit Delft,

Adresse : Julianalaan, 2628BL Delft (Nederland),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Laboratory for Green Transformable Buildings,

Adresse : In de Cramer, 6412PM Heerlen (Nederland),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Stichting Wonen Limburg,

Adresse : Willem II Singel, 6041HP Roermond (Nederland),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Gemeente Heerlen,

Adresse : Geleenstraat, 6411HP Heerlen (Nederland),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Rheinland Pfälzische Technische Universität Kaiserslautern-Landau,

Adresse : Gottlieb-Daimler-Straße, 67663 Kaiserslautern (Deutschland),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : CD2E Accélérateur de l'éco-transition,

Adresse : rue de Bourgogne, 62750 Loos-en-Gohelle (France),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Nom de l'organisation : Commune d'Etterbeek,

Adresse : Avenue des casernes, 1040 Etterbeek (Belgique),

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

RetroKit

Adresse : Rocksavage, P85AP20 Clonakilty, Co. Cork (Irlande)

Nom et fonction du signataire :

Date, lieu :

Signature/Cachet :

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Europees Interreg-programma North-West Europe (NWE) - project ‘Circular Building Convert’. Ondertekening van de partnerschapsovereenkomst tussen de projectleden.

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 30/01/2024 om akkoord te gaan met de deelname van de gemeente Etterbeek aan een Europees project Interreg-NWE voor de (circulaire) transformatie van kantoren tot betaalbare woningen;

Overwegende dat het project ‘Circular Building Convert’, gedragen door de sociale huisvestingsmaatschappij Lille Métropole Habitat (MLH), waaraan de gemeente Etterbeek deelneemt, op 11/12/2024 geselecteerd werd door de jury van Interreg-NWE (zie kandidatenformulier en presentatiefiche);

Overwegende dat het Circular Building Convert-project gefinancierd wordt door het Interregprogramma Noordwest-Europa (NWE);

Overwegende dat het project als doel heeft een antwoord te bieden op de verschillende klimaat-, economische en sociale uitdagingen en daarbij de (circulaire) transformatie van kantoren tot betaalbare woningen in de NWE-zone bevordert;

Overwegende dat om dat doel te bereiken het project gelijkaardige oplossingen ontwikkelt zoals op 2 pilotsites (in Rijsel, FR, en Heerlen, NL); de oplossingen zullen verzameld worden in een gezamenlijke strategie, verspreid worden in NWE dankzij een transnationaal opleidingsprogramma voor de spelers van de sector: verkozenen, medewerkers met een openbare functie, professionals uit de bouw en huisvesting;

Overwegende dat het project 10 Europese partners telt, waaronder de gemeente Etterbeek, komende uit Frankrijk, België, Nederland, Duitsland en Ierland, met diverse profielen: openbare spelers, onderzoeks- en ontwikkelingsinstituten, studiebureaus...;

Overwegende dat, voor Etterbeek, de belangrijkste gevolgen van het project de volgende zijn:

- Onze ervaring in de (circulaire) transformatie van kantoren tot betaalbare woningen: het geval voor het oud gemeentehuis van Etterbeek,
- Etterbeek zal de verspreiding van informatie en goede praktijken uit het project bij bouwers, immobiliënpromotoren en spelers in de huisvesting testen aan de hand van een “informatieloket” gespecialiseerd in de (circulaire) transformatie van kantoren tot betaalbare woningen,
- Constructieve samenwerking met de leden van het project, inclusief Perspective.Brussels: deelname aan uitwisselingen en bijeenkomsten (ook transnationaal), hypothesetestingen, de uitwerkingen van tools en documenten, opleidings-, communicatie- en administratieve modules, enz.;
- De transnationale slotbijeenkomst van het project wordt eind 2028 georganiseerd door Etterbeek om in het bijzonder Europese spelers die in Brussel zetelen te bereiken;

Overwegende dat het project Circular Building Convert in Etterbeek gecoördineerd zou kunnen worden de Regie van Grondbeleid, met de actieve implementatie van lokale partners, zoals:

- Ruimtelijke Ordening,
- Openbare Werken,
- OCMW,
- Perspective.Brussels;

Overwegende dat het project Circular Building Convert 4 jaar duurt (2025-2028);

Overwegende dat de totale begroting van het project € 8.145.609,81 bedraagt, voor 60% gesubsidieerd door het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO);

Overwegende dat voor Etterbeek het budget voor Circular Building Convert het volgende is:

	Budget	Waarvan gesubsidieerd	Waarvan eigen middelen
<i>Personeelskosten</i>	€ 384.000,00		
<i>Werkingskosten</i>	€ 153.600,00		
TOTAAL	€ 537.600,00	€ 322.560,00	€ 215.040,00

Overwegende dat in de praktijk de medefinanciering op eigen middelen kan opgenomen worden bij de reeds bestaande personeelskosten;

Overwegende dat de subsidie ervoor zou zorgen dat een “junior” van niveau A voor 4 jaar aangeworven kan worden (Ongeveer € 80.000 per jaar, werkgeversbijdrage inbegrepen);

Overwegende dat de regels van het Interregprogramma NWE opleggen een gescheiden boekhoudkundig systeem te installeren of een gepaste boekhoudkundige code te geven aan alle transacties betreffende de operatie, en erop toezien dat de uitgaven en nationale en projectfinancieringen verkregen in het kader van het project duidelijk te herkennen zijn;

Overwegende dat vanaf dan de geschikte gemeentelijke budgetten ingeschreven moeten worden op specifieke begrotingsartikels:

Overwegende dat de deelname van de gemeente Etterbeek aan Circular Building Convert geformaliseerd wordt door de ondertekening van een Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van het project;

Overwegende dat deze Partnerschapsovereenkomst hieronder ter informatie vertaald is in het Nederlands, maar dat de rechtsgeldige en te ondertekenen versie de Engelse versie is (zie bijlage);

Beslist de Partnerschapsovereenkomst tussen de leden van het project Circular Building Convert - Europees Interregprogramma Noordwest-Europa (NWE) te ondertekenen.

Circulair project Hergebruik van gebouwen door kantoren te transformeren tot woningen – Partnerschapsovereenkomst

Préambule

Gezien:

Artikel 26 (1) a van de verordening (EU) 2021/1059 betreffende specifieke

bepalingen voor de doelstelling “Europese territoriale samenwerking” (Interreg) ondersteund door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en door externe financieringsinstrumenten;

het volgende akkoord wordt door de aanwezigen overeengekomen tussen de leidende partner van het project (LP) en de projectpartners (PP) die in het laatste kandidatenformulier opgelijst staan, en dat goedgekeurd werd voor de verwezenlijking van het Europees Interregprogramma van Noord-West Europa, Hergebruik van gebouwen door kantoren te transformeren tot woningen (hierna Circulaire transformatie van gebouwen genoemd). Het treedt in werking als het circulaire project Transformatie van gebouwen wordt goedgekeurd door het Opvolgingscomité van het Interregprogramma van Noordwest-Europa.

Afkortingen

Programma – Interregprogramma van Noord-West Europa

UE – Europese Unie

SC – Gezamenlijk secretariaat

LP – Leidende partner

AG – Beheersautoriteit

PP – Projectpartner(s)

De leidende partner (LP) en de projectpartners (PP) van de circulaire transformatie van gebouwen zijn de volgende:

- Lille Métropole Habitat, Boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing (Frankrijk), vertegenwoordigd door de heer Maxime Bitter
- Métropole Européenne de Lille, Boulevard des Cités Unies, 59040 Rijsel (Frankrijk), vertegenwoordigd door de heer Damien Castelain
- Technische Universiteit Delft, Julianalaan, 2628BL Delft (Nederland), vertegenwoordigd door de heer Dick Van Gameren
- Laboratory for Green Transformable Buildings, In de Cramer, 6412PM Heerlen (Nederland), vertegenwoordigd door mevrouw Elma Durmisevic
- Wonen Limburg Accent B.V., Willem II Singel, 6041HP Roermond (Nederland), vertegenwoordigd door de heer Ger Peeters
- Gemeente Heerlen, Geleenstraat, 6411HP Heerlen (Nederland), vertegenwoordigd door de heer Casper Gelderblom
- Rheinland Pfälzische Technische Universität Kaiserslautern-Landau, Gottlieb-Daimler-Straße, 67663 Kaiserslautern (Duitsland), vertegenwoordigd door de heer Stefan Lorenz
- CD2E Accélérateur de l'éco-transition, rue de Bourgogne, 62750 Loos-en-Gohelle (Frankrijk), vertegenwoordigd door mevrouw Frédérique Seels
- Gemeente Etterbeek, Kazernenlaan, 1040 Etterbeek (België), vertegenwoordigd door mevrouw Annick Petit
- RetroKit, Rocksavage, P85AP20 Clonakilty, Co. Cork (Ierland), vertegenwoordigd door de heer Xavier Dubuisson

Artikel 1: Wettelijk kader

1. Het volgend document en wettelijke bepalingen vormen de contractuele basis van

deze partnerschapsovereenkomst en het wettelijk kader voor de verwezenlijking van de circulaire transformatie van gebouwen:

De verordeningen van toepassing op de Europese structuur- en investeringsfondsen, gedelegeerde handelingen en uitvoeringshandelingen voor de periode 2021-2027, zoals hieronder vermeld;

Het Interregprogramma van Noord-West Europa goedgekeurd door de Europese Commissie die het programma invoert (hierna Interregprogramma van Noord-West Europa genoemd);

De wetten van de landen van de PP die van toepassing zijn op deze contractuele relatie.

2. De volgende wetten en documenten vormen het wettelijk kader dat van toepassing is op de rechten en plichten van de partijen in dit akkoord:

- Verordening (EU, Euratom) 2018/1046 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) 966/2012 van de Raad en de gedelegeerde handelingen of bijhorende uitvoeringshandelingen;
- De verordeningen van toepassing op de Europese structuur- en investeringsfondsen, de gedelegeerde handelingen en de uitvoeringshandelingen voor de periode 2021-2027, in het bijzonder:
 - Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid, en tot intrekking van het reglement van de Raad (EC) 1303/2013 en iedere wijziging;
 - Verordening (EU) 2021/1058 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Cohesiefonds en tot intrekking van de verordening (EC) 1301/2013 en iedere wijziging;
 - Verordening (EU) 2021/1059 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2024 betreffende specifieke bepalingen voor de doelstelling “Europese territoriale samenwerking” (Interreg) ondersteund door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en door externe financieringsinstrumenten en tot intrekking van Verordening (EC) 1299/2013 en iedere wijziging;
- Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene Verordening Gegevensbescherming, AVG);
 - Artikels 107 en 108 van het verdrag over de werking van de Europese Unie, Verordening (EU) 1407/2013 van de Commissie betreffende de

toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimissteun, Verordening (EU) 2021/1237 van 23 juli 2021 tot wijziging van Verordening 651/2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard; de gedelegeerde handelingen en uitvoeringshandelingen, alsook alle besluiten en beslissingen van toepassing in het domein van de Overheidssteun;

- Iedere andere Europese wetgeving en de achterliggende principes die van toepassing zijn op de LP en de PP, inclusief de wetgeving betreffende de concurrentiebepaling en de toegang tot markten, de milieubescherming en de gelijkheid van kansen tussen man en vrouw;
- De nationale regels van toepassing op de LP en de PP en hun activiteiten;
- De projectgegevens, waaronder met inbegrip van de recentste documentatie van het project, zoals het kandidatenformulier en alle informatie betreffende het project die beschikbaar is in het elektronisch systeem ;
 - Het subsidiecontract, overeengekomen tussen de LP van het project en de AG;
 - De laatste versie van alle handleidingen, directielijnen en ieder ander belangrijk document voor de verwezenlijking van het project zoals gepubliceerd op de website van het programma.

Indien de bovenvermelde documenten en wettelijke normen wijzigen, alsook ieder ander document of gegeven dat belangrijk is voor de contractuele relatie, dan is de laatste versie van toepassing.

Artikel 2: Definities

Voor de doelen van deze partnerschapsovereenkomst zijn de volgende definities van toepassing:

- Projectpartner (PP): Elke instelling die financieel deelneemt aan het project en bijdraagt aan de verwezenlijking ervan, zoals vastgelegd in het laatst goedgekeurde kandidatenformulier. Het komt overeen met de term “begunstigde” gebruikt in de verordeningen van de Europese structuur- en investeringsfondsen.
- Leidende partner (LP): de projectpartner die aangeduid werd door alle partners en die de verantwoordelijkheid op zich neemt voor de verwezenlijking van het volledige project in overeenstemming met artikel 23 (5) en 26 (1) b van Verordening (EU) 2021/1059.
- Projectgegevens: gegevens van, waaronder met inbegrip van alle recentste documentatie van het project, zoals het laatst goedgekeurde kandidatenformulier en alle informatie betreffende het project die beschikbaar is in het elektronisch systeem (Jems).

Artikel 3: Voorwerp van de partnerschapsovereenkomst

Deze partnerschapsovereenkomst legt de modaliteiten vast die de relaties tussen de LP en alle PP regelen om de goede verwezenlijking van het project te verzekeren zoals het in de laatste projectgegevens staat, alsook de naleving van de ondersteuningsvoorwaarden geformuleerd in de verordeningen die van toepassing

zijn op de Europese structuur- en investeringsfondsen, de gedelegeerde handelingen en de uitvoeringshandelingen, het Interregprogramma van Noord-West Europa en de handleiding van het programma, en het subsidiecontract ondertekend tussen de AG en de LP.

Artikel 4: Duur van de partnerschapsovereenkomst

Deze partnerschapsovereenkomst treedt in werking op de dag waarop de LP en iedere PP individueel het ondertekenen, en op voorwaarde dat het project goedgekeurd wordt door het programma voor een medefinanciering. Het blijft van kracht totdat de LP en de PP al hun verplichtingen zijn nagekomen, zoals meer in detail omschreven in artikel 6 van dit akkoord, ten aanzien van de AG en elke Europese betrokken organisatie. Niettegenstaande de inwerkingtreding van deze partnerschapsovereenkomst partnerschapsakkoord zoals hierboven vermeld, zijn de verplichtingen van de partners gebaseerd op het wettelijk kader in artikel 1 van toepassing zodra het project van start gaat.

Artikel 5: Rollen en taken binnen het partnerschap

De LP van het project:

- is bevoegd om de PP te vertegenwoordigen in het project.
- is verantwoordelijk voor de coördinatie, het beheer en de verwezenlijking van het project ten aanzien van de AG.
- verzekert de start en de verwezenlijking van de activiteiten ten gepaste tijde gedurende de duur van het project, overeenstemmend alle verplichtingen tegenover de AG. De LP moet het SC informeren over iedere factor die de verwezenlijking van de activiteiten van het project en/of van het financieel plan kan beschadigen.
- waakt over de uitvoering van het overeengekomen werkplan dat alle te ondernemen stappen in het kader van het project, de rol van de PP bij de verwezenlijking en het projectbudget vastlegt.
- bereidt de vooruitgangsverslagen van het project voor, inclusief de bewijsstukken, in overeenstemming met de handleiding van het programma, alsook de bijkomende documenten en/of informatie die het SC en de AG vragen en stelt ze voor.
- antwoordt op de aanvragen om het project te wijzigen, in overeenstemming met de handleiding van het programma. Alvorens een aanvraag tot wijziging in te dienen bij het gezamenlijk secretariaat, krijgt de LP de goedkeuring van zijn partners over de voorgestelde wijzigingen. De LP kan kan de partners een termijn opleggen voor een dergelijke goedkeuring. Voorbij deze termijn worden de voorgestelde wijzigingen beschouwd als goedgekeurd door de partners.
- de LP is, in het algemeen, het contactpunt die de partnerschap vertegenwoordigt voor alle communicatie met het SC/AG of ieder ander organisme van het programma.
- bezorgt aan de partners de kopieën van alle belangrijke documenten betreffende het project en de verslagen over de verwezenlijking van het project. De LP moet de PP regelmatig informeren over alle belangrijke communicatie tussen de LP en het SC/de AG.
- voert elke ander taak uit die overeengekomen wordt met de PP.

De PP zijn de verantwoordelijke organen voor de uitvoering van de specifieke activiteiten van het project zoals vastgelegd in de projectgegevens (in het bijzonder in het laatst goedgekeurde kandidatenformulier). De PP verbinden zich ertoe alle noodzakelijke maatregelen te treffen om de LP te helpen bij het vervullen van zijn verplichtingen zoals ze omschreven staan in het subsidiecontract dat ondertekend werd door de AG en de LP, alsook in dit akkoord.

De PP moeten:

- actief deelnemen aan de verwezenlijking van het project;
- personeel inzetten en/of financieel bijdragen aan het project in overeenstemming met de partnerschapsovereenkomst;
- de andere verplichtingen op basis van deze partnerschapsovereenkomst naleven;
- de LP voorzien van alle nodige informatie en documenten voor de reguliere coördinatie en opvolging van de technische en financiële vooruitgang van het project en die nodig zijn voor de voorbereiding van vooruitgangs- en financiële verslagen betreffende het deel van het project waarvoor de partner verantwoordelijk is;
- tijdig alle bijkomende informatie over de aangifte aan de LP of aan het SC/de AG geven, wanneer die gevraagd wordt;
- de LP informeren over iedere wijziging in verband met de naam van hun organisatie, gegevens, juridisch statuut of elke andere wijziging betreffende de partnerorganisatie die een impact kan hebben op het project of op het feit of ze in aanmerking komt voor het programma.

De PP zijn er verantwoordelijk voor dat ze:

- de specifieke activiteiten vastgelegd in de projectgegevens organiseren, in overeenstemming met de laatste versie van het kandidatenformulier;
- de termijnen vastgelegd door het programma, door de LP of overeengekomen in het kader van het partnerschap respecteren;
- de LP informeren over iedere factor die de verwezenlijking van het project in overeenstemming met de projectgegevens kan beschadigen en een afwijking kan veroorzaken.

In het bijzonder voor het deel van het project waarvoor de PP verantwoordelijk is, moet de PP verzekeren dat:

- de belangrijkste regels wat betreft, onder andere, gelijke kansen, milieubescherming, financieel beheer, imago van het merk en de zichtbaarheid van het project, de openbare aanbestedingen en de Overheidssteun nageleefd worden;
- de activiteiten verbonden aan het project verwezenlijkt worden in overeenstemming met de regels en procedures vastgelegd in de handleiding van het programma;

Door deze partnerschapsovereenkomst te ondertekenen bevestigt elke PP dat:

- hij zich niet in een toestand van faillissement of vereffening bevindt,
- hij zich niet in een toestand van gerechtelijke schikking bevindt,

- hij zich niet in een toestand van gerechtelijk akkoord bevindt,
- hij zich niet in een toestand van stopzetting van activiteiten bevindt,
- hij niet het voorwerp is van een procedure van deze aard,
- hij zich niet in een analoge situatie bevindt die voortkomt uit een procedure van dezelfde aard die bestaat in de nationale wetgeving en reglementen en
- hij geen onderneming in moeilijkheden is, in de zin van artikel 2(18) van Verordening (EU) 651/2014.

Artikel 6: Financieel beheer van het project

Elke PP moet:

- een gescheiden boekhoudkundig systeem installeren of een gepaste boekhoudkundige code geven aan alle transacties betreffende de operatie, en erop toezien dat de uitgaven en nationale en projectfinancieringen verkregen in het kader van het project duidelijk te herkennen zijn.
- de subsidialiteitsregels van de EU en de andere subsidialiteitsregels opgesteld door het programma in de handleiding van het programma strikt naleven en indien het geval de nationale regels.
- verantwoordelijk zijn voor het goed financieel beheer van de fondsen in kader van het programma en, bij inning, voor de rechtstreekse terugbetaling van fout betaalde fondsen verkregen in het kader van het project aan de LP of het betrokken fondsenorganisme, in overeenstemming met de regels en procedures vastgelegd in de handleiding van het programma. In het kader van een nationale subsidie is het specifiek reglement van het land dat de subsidie toekent van toepassing.
- de uitgaven regelmatig en te gepasten tijde voorleggen ter nazicht aan de aangeduide nazichters, in overeenstemming met de regels opgesteld op programma- en nationaal niveau. De nagekeken uitgaven moet onmiddellijk na het nazicht voorgelegd worden aan de LP aan de hand van het elektronisch opvolgingssysteem (Jems) van het programma.
- zich ervan verzekeren dat de gemaakte uitgaven strikt verbonden zijn aan de projectactiviteiten, in overeenstemming met de projectgegevens.
- erop toezien dat de programmavoorschriften inzake subsidiabiliteit van uitgaven, zoals uiteengezet in de handleiding van het programma, strikt nageleefd worden.
- fysieke en/of elektronische archieven samenstellen waar de gegevens, de opnames en documenten die nodig zijn voor de audit opgeslagen worden, in overeenstemming met de voorschriften uit de handleiding van het programma.

Bovendien moet de LP:

- zich ervan verzekeren dat de uitgaven die de PP van het project voorstelt gebeurden voor de verwezenlijking van het project, dat ze overeenkomen met de activiteiten die overeengekomen waren tussen die partners, zoals vastgelegd in de projectgegevens.
- nakijken dat de uitgaven van de PP van het project goedgekeurd werden door de nazichters, in overeenstemming met de regels opgesteld op programma- en nationaal niveau .
- de medefinanciering van het programma voor het ganse project ontvangen en

die zodra mogelijk overmaken naar de ander PP van het project.

- voortdurend de uitgaven van het projectbudget per PP nakijken en erop toezien dat de budgetoverdrachten gebeuren binnen de afbakening en volgens de regels opgesteld door het programma in de handleiding van het programma,
- elk voorschot overmaken aan de partners die er recht op hebben. De voorschotten worden afgetrokken van het te betalen bedrag op het einde van het project. Als een partner het project verlaat voor het einde van het project wordt de voorschot afgetrokken op het einde van de deelname van deze partner aan het project.
- De LP ziet ook toe op ieder risico van onderverbruik door de partners die een voorschot ontvangen hebben. De voorschot wordt afgetrokken in overeenstemming met de regels die vastgelegd zijn in de handleiding van het programma.

Als een PP de LP niet op de hoogte brengt van eender welke afwijking van de projectgegevens, heeft de LP het recht om de kosten van deze partner verbonden aan de onrechtvaardige afwijking en/of die groter zijn dan het goedgekeurde budget van deze partner niet op te nemen in het vooruitgangsverslag van het project. Zo ook als de PP de nodige gegevens voor de voorbereiding van de projectverslagen niet voorziet binnen de overeengekomen termijn met de LP, kan die laatste ertoe verplicht worden het gezamenlijke vooruitgangsverslag zonder de kosten van die PP voor te leggen aan het programma, in samenwerking met het SC.

Medefinancieringsbetalingen voor het programma die niet door elke PP binnen de termijn en volgens de geplande projectuitgaven in de projectgegevens worden aangevraagd, kunnen voor de betreffende projectpartner verloren gaan.

De PP moeten toegang verlenen aan de lokalen, documenten en informatie, ongeacht de drager waarop ze opgeslagen worden, voor het nazicht door de AG, het SC, de AA, betrokken nationale autoriteiten, bevoegde vertegenwoordigers van de EC, van het Europees Bureau voor Fraudebestrijding (OLAF), de Europese Rekenkamer, auditorsgroep en elke andere externe auditor die de toestemming heeft van deze instituten of organen. Het nazicht kan tot 5 jaar na 31 december van het jaar van de laatste betaling aan de LP of PP plaatsvinden. De PP moeten erop toezien dat alle originele documenten of hun gecertificeerde eensluidende kopieën, in overeenstemming met de nationale wetgeving inzake de verwezenlijking van het project, beschikbaar zijn tot de hierboven vermelde uiterste datum voor eventueel nazicht en tot het einde van iedere lopende audit, nazicht, beroep, geschil of rechtsactie.

De kosten worden geregeld volgens het unieke contractuele partnersprincipe. De contractuele partner is de enige die 100% van het kostenelement van de gezamenlijke toewijzing begroot, contracteert, daadwerkelijk betaalt, verifieert en declareert en de bijbehorende medefinanciering van het betrokken programma ontvangt.

Artikel 7: Inning

Indien de AG, in overeenstemming met de bepalingen van de respectievelijke artikels van het subsidiecontract, vraagt om de terugbetaling van de reeds betaalde medefinanciering van het programma moet elke PP het bedrag dat te veel werd

gestort overmaken naar de LP of het organisme betrokken bij het programma, volgens de regels en de kalender vastgelegd door het programma in de handleiding van het programma en de terugbetalingsdocumenten.

In dat geval moet de LP de inningsdocumenten die hij kreeg van de AG of het SC onmiddellijk overmaken aan de PP en het terug te betalen bedrag betekenen aan elke PP.

Indien de inning de LP niet betreft, moet hij de betalingen aan de andere PP niet stopzetten.

Artikel 8: Wijzigingen, intrekking van de verplichtingen

De LP en iedere PP aanvaarden zich niet terug te trekken uit het project, behalve wanneer daar onvermijdelijke redenen voor zijn. Als dat toch zou gebeuren, moeten de LP en de overblijvende PP een oplossing vinden in overeenstemming met de regels en procedures die omschreven staan in de handleiding van het programma.

Als een PP de verplichtingen niet naleeft die hem opgelegd werden krachtens deze partnerschapsovereenkomst kan het partnerschap, als laatste redmiddel, beslissen om deze PP uit te project te zetten en wijzigingen aan te vragen in overeenstemming met de procedures in de handleiding van het programma.

De LP kan, indien nodig, aan het SC/de AG of elk ander betrokken organisme vragen om de projectgegevens te wijzigen. Alle aangevraagde wijzigingen, inclusief de budget-, partnerschaps- en operationele wijzigingen, moeten vooraf overeengekomen en toegestaan worden door de PP van het project, in overeenstemming met de procedureregels die op voorhand overeengekomen waren of eender welk ander beslissingsmechanisme dat opgesteld werd in het kader van het partnerschap (bijvoorbeeld het stuurcomité - CPP).

De LP en de PP moeten de bepalingen in de handleiding van het programma strikt naleven wanneer zij wijzigingen aan het project aanvragen en/of aanbrengen.

Artikel 9: Informatie en communicatie, reclame en reputatie

De LP en de PP moeten zich voegen naar de regels van de EU wat betreft de reclame en aan de communicatievereisten beschreven in de handleiding van het programma en al het materiaal dat tijdens het project uitgewerkt werd en nuttig zou kunnen zijn voor de publicaties op programmaniveau aanleveren.

In het kader van samenwerking en uitwisseling zien de LP en de PP erop toe dat alle resultaten en realisaties tijdens de verwezenlijking van het project kunnen gebruikt worden door alle andere geïnteresseerde partijen en organisaties, in het belang van het publiek zijn en toegankelijk zijn voor het publiek. De AG/het SC en elk ander belangrijk programma, nationaal en Europees orgaan kunnen ze gebruiken voor informatie- en communicatiedoeleinden in het kader van het programma.

Bovendien ondersteunen de PP de LP en spelen ze een actieve rol in alle acties die het programma organiseert om de resultaten van het project te verspreiden en te verzamelen.

Artikel 10: Rechten op intellectuele eigendom, vertrouwelijkheid en belangenconflicten

De LP en PP moeten zich ertoe verbinden alle nationale en Europese toepasselijke wetten na te leven, waaronder met inbegrip de wetten op het recht op intellectuele

eigendom, in het bijzonder de auteursrechten, wat betreft de realisaties die voortkomen uit de verwezenlijking van het project.

Geen enkele partij krijgt de toestemming om het intellectueel eigendom van de andere partij te gebruiken voor commerciële doeleinden zonder een ander akkoord dan de marktvoorwaarden.

De LP of de PP verzekert zich ervan dat hij beschikt over alle gebruiksrechten van de eerder bestaande rechten op intellectuele eigendom, indien dat nodig blijkt voor de verwezenlijking van het project.

De LP en de PP moeten alle nodige maatregelen treffen om conflictenbelangen te vermijden en elkaar onmiddellijk op de hoogte houden van iedere omstandigheid die geleid heeft of zou kunnen leiden tot een dergelijk conflict.

De LP en de PP moeten de betrokken organismen van het programma op de hoogte houden van alle gevoelige of vertrouwelijke informatie in verband met het project die niet gepubliceerd of openbaar gemaakt moet worden. Deze clausule heeft geen impact op de verplichting van de LP en de PP om alle resultaten en realisaties van het project ter beschikking te stellen aan het publiek.

Artikel 11: Besluitvorming in het kader van deze overeenkomst

Voor het goed beheer van het project en het partnerschap zal er een stuurcomité (CPP) worden opgericht. Het CPP zal verantwoordelijk zijn voor de opvolging van de strategische verwezenlijking van de projectactiviteiten. De leden ervan bestaan uit een vertegenwoordiger van de LP en vertegenwoordiger van elk van de PP, bevoegd om beslissingen te nemen. De geassocieerde partners en elk ander individu of organisatie die geschikt wordt geacht, kan uitgenodigd worden om het CPP bij te wonen voor een discussie over een thema/specifiek onderwerp en de LP stuurt in dat geval een officiële uitnodiging naar die organisaties. De LP zit het CPP voor. Elke PP die deze partnerschapsovereenkomst ondertekent geniet van een stemrecht in het CPP. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij gelijkheid telt de stem van de LP dubbel.

Het CPP komt elke zes maand bijeen.

Het CPP is bevoegd om alle strategische elementen van het project te superviseren en kan beslissingen nemen over:

- De algemene activiteiten van het project
- De wijzigingen in de individuele activiteiten van de PP
- Het algemeen budget en de begroting van de PP
- De uitsluitings- of toevoegingsaanvragen van de PP

Net zoals voor de operationele activiteiten worden de beslissingen genomen door een Coördinatiecomité waarin een vertegenwoordiger van elke partner zetelt.

Artikel 12: Contracten met derden, aansprakelijkheid en onderaanneming

De PP erkennen dat alle informatie die een PP bezorgt aan een andere partner krachtens de partnerschapsovereenkomst "ONGEWIJZIGD" is, zonder uitdrukkelijke of impliciete garantie van eender welke aard, waaronder met inbegrip van geen enkele garantie wat betreft het commercieel gebruik, de veiligheid, geschiktheid of conformiteit voor een bepaald doel of gebruik, nauwkeurigheid, vrij is van gebreken,

of ten aanzien van de afwezigheid van enig vertrouwen op of inbreuk op eigendomsrechten van derden. De PP gebruiken die informatie in het kader van de partnerschapsovereenkomst op eigen kosten, eigen risico en eigen verantwoording.

De PP zijn aansprakelijk tegenover elkaar bij opzettelijke fouten of ernstige nalatigheid. Bij ernstige nalatigheid wordt de verantwoordelijkheid beperkt tot het respectievelijk bedrag van de financiering. De verantwoordelijkheid voor onrechtstreekse schade alsook daaruit voortvloeiende schade wordt uitgesloten. Die aansprakelijkheidsbeperkingen zijn ook van toepassing op handelingen in aansprakelijkheid die voortvloeien uit ongeoorloofde handelingen in het voordeel van de wettelijke vertegenwoordigers van de PP, alsook uitvoerende hulpkrachten en assistenten.

In het geval van samenwerking met derden, waaronder met inbegrip van met onderaannemers in het kader van het project, wordt de PP als enige aansprakelijk gehouden tegenover de andere PP voor het naleven van de verplichtingen die in de handleiding van het programma staan. Iedere keer wanneer de andere PP het pertinent vinden, moeten zij mekaar onderling op de hoogte houden van het toepassingsgebied van de vermelde contracten en de namen van de contractpartijen.

In het geval dat een PP zijn verplichtingen niet nakomt, is deze PP als enige aansprakelijk voor de schade en kosten die voortkomen uit de niet-verwezenlijking.

Artikel 13: Overdracht, wettelijke opvolging

Bij wettelijke opvolging, bijvoorbeeld wanneer de LP of eender welke PP van rechtsvorm verandert, moet de LP of de PP alle taken en verplichtingen die voortkomen uit dit contract overdragen aan de opvolger. De wettelijke overdracht moet geformaliseerd worden door een wijziging van de projectgegevens.

Artikel 14: Wijziging van de partnerschapsovereenkomst

De aangebrachte wijzigingen aan de partnerschapsovereenkomst moeten naar behoren gedocumenteerd worden. In dat geval, in overeenstemming met de regels en procedures in de handleiding van het programma, stelt de LP de gewijzigde partnerschapsovereenkomst voor aan het betrokken organisme van het programma zonder onnodige vertraging.

Artikel 15: Ontbinding

De partnerschapsovereenkomst moet ontbonden worden als gevolg van de ontbinding van het subsidiecontract. Na de ontbinding van de partnerschapsovereenkomst moeten de LP en de PP zich nog steeds voegen naar alle voorschriften na het beëindigen van het project, zoals terugbetalingen of het bewaren van documenten voor audit- en evaluatiedoeleinden.

Artikel 16: Regeling van geschillen

De geschillen die ontstaan tussen de PP of tussen de LP en een van de PP betreffende hun contractuele relatie, en in het bijzonder, de interpretatie, de uitvoering of de ontbinding van dit akkoord moeten, in de mate van het mogelijke, in der minne opgelost worden. Als dat niet mogelijk is, is de wet van het land van de PP van toepassing.

Slotbepalingen

De partnerschapsovereenkomst wordt opgesteld in het Engels. Indien dit document wordt vertaald naar een andere taal is het de Engelse versie die rechtsgeldigheid aantoonst.

In geval van conflict over de clausules of van interpretatie tussen dit akkoord en het subsidiecontract geldt het subsidiecontract.

Indien een bepaling van deze partnerschapsovereenkomst volledig of deel inefficiënt zou zijn verbinden de partijen van de partnerschapsovereenkomst zich ertoe de inefficiënte bepaling te vervangen door een doeltreffende bepaling die zo goed mogelijk aansluit bij de doelstelling van de inefficiënte bepaling.

De wijzigingen en aanvullingen aan dit akkoord moeten schriftelijk geformuleerd worden. Bijgevolg zal elke wijziging aan dit akkoord pas van kracht gaan indien ze schriftelijk overeengekomen werd.

Handtekeningen

Naam van de leidende partner: Lille Métropole Habitat,

Adres: Boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing (Frankrijk),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Métropole Européenne de Lille,

Adres: Boulevard des Cités Unies, 59040 Rijsel (Frankrijk),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Technische Universiteit Delft,

Adres: Julianalaan, 2628BL Delft (Nederland),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Laboratory for Green Transformable Buildings,

Adres: In de Cramer, 6412PM Heerlen (Nederland),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Stichting Wonen Limburg,

Adres: Willem II Singel, 6041HP Roermond (Nederland),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Gemeente Heerlen,

Adres: Geleenstraat, 6411HP Heerlen (Nederland),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

**Naam van de organisatie: Rheinland Pfälzische Technische Universität
Kaiserslautern-Landau,**

Adres: Gottlieb-Daimler-Straße, 67663 Kaiserslautern (Duitsland),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: CD2E Accélérateur de l'éco-transition,

Adresse : rue de Bourgogne, 62750 Loos-en-Gohelle (Frankrijk),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

Naam van de organisatie: Gemeente Etterbeek

Adres: Kazernenlaan, 1040 Etterbeek (België),

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

RetroKit

Adres: Rocksavage, P85AP20 Clonakilty, Co. Cork (Ierland)

Naam en functie van de ondergetekende:

Datum, plaats:

Handtekening/Stempel:

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Convention INTERREG signée DG LMH.pdf, Projet européen Circular Building

Convert fiche présentation Jan2025.docx, NWE0400458_Circular Building

Convert_Final Version.pdf

Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)

17.02.2025/A/0017 **Parc à containers avenue de la Force Aérienne - Convention de commodat (prêt à usage)**

Le Conseil Communal,

Considérant l'installation du parc à containers communal, destiné exclusivement à l'usage interne des services communaux, du CPAS, de la Régie Foncière, de la Zone de police Montgomery et de Log'Iris (pas d'accès au public) à installer avenue de la Force Aérienne sur une partie de terrain appartenant à la Zone de police Montgomery;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir une convention d'usage dudit terrain afin d'en permettre son aménagement et son exploitation, et ce, à titre gratuit;

Considérant que les travaux d'aménagement ont débuté en décembre 2024;

Considérant le texte de la convention, établit conjointement par les services de la commune et de la zone de police, en annexe a fait l'objet d'une approbation par le Collège de police le 10 janvier 2025;

Décide d'approuver, de signer et de mettre en application la convention de commodat relative au parc à containers à installer avenue de la Force Aérienne.

Convention de commodat

Entre la Zone de police 5343 Montgomery

Sise avenue de Tervuren, 142/144

1150 Bruxelles,

Représentée par M. Vincent DE WOLF, Président du Collège de police et M. Michaël JONNIAUX, Chef de corps,

Ci-après dénommée le prêteur,

Et la Commune d'Etterbeek

Sise avenue des Casernes, 31 bte1

1040 Bruxelles

Représentée par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale,

Ci-après dénommée l'emprunteur.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

Le prêteur déclare donner en prêt à usage gratuit, conformément aux articles 1875 à 1891 du Code civil, à l'emprunteur qui accepte le bien suivant :

Une portion de terrain d'environ 200m² sise sur la parcelle cadastrale 366b5, division 3, section B, appartenant au prêteur et située sur la commune d'Etterbeek, avenue de la Force Aérienne, n°3

Cette portion de terrain est située contre le mur mitoyen avec des habitations privées, avec l'atelier-garage de l'Institut Ernest Richard et contre un bâtiment industriel mitoyen appartenant à la Régie des bâtiments (voir plan hachuré en annexe de la présente convention).

Le présent contrat ne constitue pas un bail et n'est donc pas régi par les dispositions applicables aux baux, de droit commun ou particuliers.

Article 2. Destination du bien

Le bien est destiné à l'aménagement et la mise en service d'un parc à containers communal, réservé exclusivement au personnel communal (pas de public).

Ce parc à containers se composera d'une surface ouverte pour 6 à 10 containers au maximum et d'une surface couverte (toiture végétalisée) pour les bureaux et les déchets sensibles.

Ce terrain sera grillagé et muni d'un portail d'accès pour les véhicules du service travaux de l'administration communale d'Etterbeek.

La jouissance de cette portion de terrain nécessite de pouvoir bénéficier en outre, toujours à titre gratuit, d'une servitude de passage sur la parcelle du prêteur depuis la voie publique jusqu'au parc à containers. Les parties conviennent de se mettre d'accord sur cette zone de passage.

Le reste de la parcelle reste à l'usage exclusif du prêteur.

Sauf accord exprès, préalable et écrit du prêteur, l'emprunteur ne peut modifier la destination précitée du bien. En cas d'utilisation non conforme à l'accord des parties, le prêteur peut à tout moment résilier le contrat par courrier recommandé sans préavis et sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts que le prêteur pourrait réclamer.

Article 3. Etat du bien

La portion de terrain mise à disposition de l'emprunteur est plane et brute.

Une délimitation de cette portion de terrain et une de la servitude de passage seront réalisées de commun accord entre les parties en fonction des dossiers urbanisme et environnement constitués par l'emprunteur.

Article 4. Durée de la convention

La présente convention prend cours le 1^{er} avril 2024 pour une durée initiale de 5 ans. Ce délai est tacitement reconduit pour une nouvelle durée de 5 ans si aucune des parties n'a, par recommandé au plus tard un an avant le terme de la période en cours, formellement exprimé son souhait de résilier cette convention.

Aucune indemnité n'est due pour cette résiliation unilatérale.

Article 5. Modalités d'occupation

L'emprunteur est responsable des travaux d'aménagement et de toutes leurs conséquences et dégâts éventuels, tant vis-à-vis du prêteur que des tiers. Les frais liés à l'installation et à l'utilisation du parc à containers sont à charge de l'emprunteur.

Il est pareillement responsable de l'exploitation du parc à containers, de tous les dégâts et de toutes les nuisances et pollutions engendrés par cette exploitation.

Durant toute la durée d'application de la présente convention, l'emprunteur sera chargé de l'entretien en personne prudente et raisonnable de la portion de terrain mise à disposition mais aussi de la bande de terrain servant de servitude de passage vers la portion de terrain objet du prêt. Cela signifie que l'emprunteur maintiendra en tout temps une voie d'accès facilement accessible et bien entretenue pour ses véhicules de service et ceux du prêteur.

L'emprunteur veillera à permettre, à raison de 3 journées par mois planifiées à l'avance, au camion sanitaire (semi-remorque) du Service externe de prévention et protection au travail du prêteur, d'avoir libre accès et stationnement sur le terrain du prêteur.

L'emprunteur s'engage également à respecter les limites d'exploitation du parc à containers (pas d'entreposage en dehors des limites grillagées du parc) et à disposer en permanence de toutes les autorisations, permis et autres certificats exigés par les pouvoirs publics.

L'emprunteur veillera à ce que l'exploitation du parc à containers ne produise pas de nuisances olfactives pour les occupants des parcelles voisines.

A l'issue de la période d'exploitation du parc à containers et/ou à l'issue de la période de validité de la présente convention, l'emprunteur s'engage à fournir un rapport complet de l'état du sol établi par une société spécialisée ayant eu recours à un laboratoire agréé par la Région de Bruxelles-Capitale. Si ce rapport devait mettre en évidence une pollution du sol, l'assainissement complet et les contrôles de confirmation seront exclusivement à charge de l'emprunteur.

Si l'emprunteur ne respecte pas les engagements ci-dessus, le prêteur pourra le mettre en demeure, par courrier recommandé, de s'exécuter dans un délai raisonnable (maximum 3 mois). A défaut, le prêteur pourra faire exécuter lui-même les obligations et en faire supporter les coûts par l'emprunteur.

Article 6. Gratuité

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Toutefois, toutes les taxes, amendes, redevances et autres types d'impôts mis à charge du prêteur seront au prorata facturés à l'emprunteur.

Article 7. Propriété des ouvrages en fin de convention

Sauf si le prêteur marque son accord formel au moment de la résiliation de la convention de garder les ouvrages et autres aménagements réalisés par

l'emprunteur, l'emprunteur est tenu de restituer la portion de terrain prêtée dans l'état dans lequel elle se trouvait au 1^{er} avril 2024, sous peine de dommages-intérêts à charge de l'emprunteur.

Article 8. Incessibilité de la convention

Le caractère *intuitu personae* de la présente convention implique que l'emprunteur renonce à transférer tout ou partie des droits et obligations résultant de la présente convention à des tiers à quelque titre que ce soit.

Article 9. Assurance et responsabilité

La responsabilité des dommages aux personnes, aux biens et aux droits trouvant leur cause dans l'occupation, la gestion et l'exploitation du parc à containers est entièrement à charge de l'emprunteur. Celui-ci veillera à assurer ladite responsabilité et s'acquittera à temps et à heure, pendant toute la durée de la présente convention, du règlement des primes et quittances dues.

Article 10. Litige

En cas de litige entre les parties, les juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Capitale sont seules compétentes.

La présente convention est établie en 3 exemplaires signés par chacune des parties.

Ainsi fait à Etterbeek, le 10 janvier 2025.

Pour le prêteur,

Pour l'emprunteur,

Vincent DE WOLF
Vincent DE WOLF

Michaël JONNIAUX

Annick PETIT

Président du
Bourgmestre

Chef de corps

Secrétaire communal

Collège de police
d'Etterbeek

d'Etterbeek

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Containerspark Luchtmachtlaan - Bruikleenovereenkomst (commodaat)

De gemeenteraad,

Overwegende dat het gemeentelijk containerpark, dat uitsluitend bestemd is voor intern gebruik door de gemeentediensten, het OCMW, de regie van grondbeleid, de politiezone Montgomery en Log'Isis (geen toegang voor het publiek), zal worden geïnstalleerd aan de Luchtmachtlaan op een deel van het terrein dat toebehoort aan de politiezone Montgomery;

Overwegende dat het noodzakelijk is een overeenkomst op te stellen voor het gebruik van voornoemd terrein, teneinde de ontwikkeling en het gebruik ervan om niet mogelijk te maken;

Overwegende dat de ontwikkelingswerkzaamheden in december 2024 zijn begonnen;

Overwegende dat de tekst van de overeenkomst, die gezamenlijk werd opgesteld door de diensten van de gemeente en de politiezone, op 10 januari 2025 werd goedgekeurd door de college van de politiezone;

Besluit de commodat-overeenkomst met betrekking tot het aan te leggen containerpark aan de Luchtmachtlaan goed te keuren, te ondertekenen en uit te voeren.

Bruikleenovereenkomst (commodaat)

Tussen de Politiezone 5343 Montgomery

Gevestigd te Tervurenlaan 142/144

1150 Brussel,

Vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter van het politiecollege, en de heer Michaël Jonniaux, korpschef,

Hierna “de leninggever” genoemd;

En de gemeente Etterbeek

Gevestigd te Kazernenlaan 31/1

1040 Brussel

Hier vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

Hierna “de ontlener” genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

De leninggever verklaart, in overeenstemming met artikels 1875 en 1891 van het Burgerlijk Wetboek, het volgende goed gratis in bruikleen te geven aan de ontlener:

Een deel van een terrein van ongeveer 200m² gevestigd op het kadastraal perceel 366b5, divisie 3, sectie B, dat toebehoort aan de leninggever en gelegen te Etterbeek, Luchtmachtlaan 3.

Dit gedeelte van het terrein ligt tussen de gemene muur aangrenzend aan particuliere woningen, de werkplaats-garage van het Institut Ernest Richard en een aangrenzend industrieel gebouw dat toebehoort aan de Regie der Gebouwen (zie de gearceerde plattegrond in bijlage bij deze overeenkomst).

Dit contract stelt geen pachtovereenkomst op en wordt dus niet geregeld door maatregelen van toepassing op pacht, het gemeen of individueel recht.

Artikel 2. Bestemming van het goed

Het goed wordt gebruikt voor de inrichting en installatie van een gemeentelijk containerpark, dat exclusief voorbehouden is voor het gemeentepersoneel (niet openbaar).

Dit containerpark zal bestaan uit een open ruimte voor 6 tot maximum 10 containers en een gesloten ruimte (groen dak) voor de kantoren en gevoelig afval.

Het terrein zal omheind worden en voorzien worden van een toegangspoort voor de voertuigen van de dienst Werken van de gemeente Etterbeek.

Het gebruik van dit stuk land vereist ook de toekenning, opnieuw gratis, van een erfdienstbaarheid van doorgang over het perceel van de leninggever vanaf de openbare weg naar het containerpark. De partijen komen overeen akkoord te gaan met deze doorgangszone.

De rest van het perceel blijft voor exclusief gebruik van de leninggever.

Behalve met de uitdrukkelijke voorafgaande schriftelijke toestemming van de leninggever, mag de ontlener het bovenvermelde gebruik van het eigendom niet wijzigen. In geval van gebruik dat niet in overeenstemming is met de overeenkomst tussen de partijen, kan de leninggever het contract te allen tijde per aangetekend schrijven opzeggen, zonder voorafgaande kennisgeving en onverminderd de schadevergoeding die de leninggever kan eisen.

Artikel 3. Staat van het goed

Het deel van het terrein dat ter beschikking gesteld wordt van de ontlener is effen en onbewerkt.

Afbakening van dit terrein en een erfdienstbaarheid van doorgang zullen in onderling akkoord tussen de partijen opgesteld worden in functie van de stedenbouwkundige en milieudossiers opgesteld door de ontlener.

Artikel 4. Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 april 2024 voor een eerste periode van 5 jaar. Deze termijn wordt stilzwijgend verlengd voor nogmaals 5 jaar indien geen van de partijen haar wil uitspreekt, per aangetekend schrijven ten laatste een jaar voor het einde van de lopende periode, om de overeenkomst te ontbinden.

Geen enkele vergoeding kan verkregen worden voor deze eenzijdige ontbinding.

Artikel 5. Gebruiksvoorwaarden

De ontlener is verantwoordelijk voor de inrichtingswerkzaamheden en de gevolgen en eventuele schade, zowel tegenover de leninggever als derden. De kosten verbonden aan de installatie en het gebruik van het containerpark vallen ten laste van de ontlener.

Hij is ook verantwoordelijk voor de uitbating van het containerpark, alle beschadigingen en de overlast en vervuiling die eruit voortvloeien.

Gedurende de volledige toepassingsperiode van deze overeenkomst, zal de ontlener

belast worden met het onderhoud die eigen is aan een voorzichtig en redelijk persoon van het terrein dat ter beschikking gesteld wordt, maar ook met de strook die dient als erfdienstbaarheid van doorgang richting het terrein dat het voorwerp van de lening is. Dat betekent dat de ontleners een eenvoudig toegankelijke en onderhouden toegangsweg moet voorzien voor zijn dienstvoertuigen en die van de leninggever.

In het bijzonder zal de ontleners erop toezien dat de vuilniswagen (oplegger) van de Externe dienst voor preventie en bescherming op het werk van de leninggever vrije toegang krijgt tot het terrein van de leninggever en er kan parkeren, op 3 op voorhand afgesproken dagen per maand.

De ontleners verbindt zich ertoe de grenzen van het containerpark te respecteren (geen bewaring buiten de omheinde grenzen van het park) en permanent te beschikken over alle toestemmingen, vergunningen en andere certificaten die de overheidsinstellingen eisen.

De ontleners zal erop toe zien dat de uitbating van het containerpark geen geurhinder voor de bewoners van de naastgelegen percelen veroorzaakt.

Na afloop van de uitbatingsperiode van het containerpark en/of na afloop van de geldigheidsperiode van deze overeenkomst, verbindt de ontleners zich ertoe een volledig verslag over de bodemstaat te laten opstellen door een gespecialiseerd bedrijf dat gebruikmaakt van een laboratorium erkend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Indien dit verslag een bodemvervuiling moet bewijzen, vallen de sanering en de bevestigingscontroles volledig ten laste van de ontleners.

Indien de ontleners de hierboven vermelde verbintenissen niet naleeft, zal de leninggever de ontleners, per aangetekend schrijven, in gebreke kunnen stellen om dat binnen een redelijke termijn uit te voeren (maximum 3 maand). Indien dat niet gebeurt, kan de leninggever de verplichtingen zelf laten uitvoeren en de kosten laten dragen door de ontleners.

Artikel 6. Kosteloosheid

Deze overeenkomst wordt volledig gratis gesloten.

Toch worden alle belastingen, boetes, vergoedingen en andere soorten heffingen die aan de leninggever worden aangerekend, pro rata aangerekend aan de ontleners.

Artikel 7. Eigendom van de werken aan het einde van de overeenkomst

Behalve indien de leninggever formeel zijn akkoord geeft bij de ontbinding van de overeenkomst om de werken en andere inrichtingen van de ontleners te behouden, wordt de ontleners geacht het geleende terrein in dezelfde staat te brengen als die waarin het terrein zich bevond op 1 april 2024, op straffe van schadevergoeding ten laste van de ontleners.

Artikel 8. Niet-overdraagbaarheid van de overeenkomst

Het *intuitu personae*-karakter van deze overeenkomst betekent dat de ontleners ervan afziet alle of een deel van de rechten en verplichtingen die voortkomen uit

deze overeenkomst over te dragen aan derden, ongeacht ten welke titel.

Artikel 9. Verzekering en aansprakelijkheid

De aansprakelijkheid voor schade aan personen, goederen en rechten die voortvloeien uit de bezetting, het beheer en de uitbating van het containerpark vallen volledig ten laste van de ontleners. De ontleners zal erop toezien dat de aansprakelijkheid verzekerd wordt en op tijd en stond gedurende de hele duur van deze overeenkomst, het premie- en kwijtingsreglement wordt nagekomen.

Artikel 10. Geschillen

In geval van geschillen tussen de partijen zijn enkel de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel in 3 exemplaren die ondertekend werden door alle partijen.

Opgemaakt in Etterbeek op 10 januari 2025.

Voor de leninggever,

Voor de ontleners,

Vincent DE WOLF

Michaël JONNIAUX

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Voorzitter van
Burgemeester

Korpschef

Gemeentesecretaris

het politiecollege
Etterbeek

van Etterbeek

van

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20250113_Convention de commodat_dut-BE.pdf, 20250113_Convention de commodat.pdf, 001 plan générale de synthèse.pdf

Fridoline Ebongo entre en séance / treedt in zitting.

Laurent Vleminckx entre en séance / treedt in zitting.

Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

17.02.2025/A/0018 **Convention entre la commune et Proximus concernant l'embellissement d'armoires électriques**

Le Conseil communal,

Considérant le projet d'embellissement de 20 armoires électriques des quartiers « Chasse » et « Mérode » dans le cadre du projet subventionné « clean.brussels n°1 » (SUB/ABP/2022), approuvé par les Collèges du 28.08.2024 et du 16.10 2024 ;

Considérant que 9 armoires électriques sont la propriété de Proximus ;

Considérant qu'afin de faire respecter certaines conditions par les 2 parties – en particulier celle qui nous intéresse, reprise en article 3 : « Proximus ne procédera pas au nettoyage des armoires mises à disposition pour décoration ou habillage et notifiées conformément à l'annexe 1. L'entretien et le nettoyage sont à charge de l'exécutant et/ou du donneur d'ordre pour ces travaux comme indiqué dans l'annexe 1 » -, une convention a été établie par Proximus ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la commune d'Etterbeek et Proximus :

Convention concernant la décoration et/ou l'habillement des armoires de rue Proximus sur le domaine public

Entre d'une part,

La société anonyme Proximus, dont le siège social est situé Boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Schaerbeek, inscrite à la BCE sous le numéro 0202.239.951, représentée par Olivier Sion Chef de département région Bruxelloise et Benjamin Deprez Domain Manager.

Et d'autre part

La Commune de Etterbeek, dont le siège est situé Avenue des Casernes 31 a 1040 Etterbeek, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Vincent Dewolf, bourgmestre, et de Annick Petit, secrétaire communal.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

1.1 La convention a pour objet la décoration ou l'habillement de certaines armoires de rue par la Commune de Etterbeek ou par son mandataire désigné

1.2 Le choix du projet artistique est laissé à l'entière appréciation de la Commune, Sous réserve de l'approbation de Proximus comme indiqué dans l'annexe 1

1.3 Une simulation du type de projet est à fournir en annexe de la convention.

ARTICLE 2 - EXECUTION DU CONTRAT

2.1 Proximus accepte que certaines armoires de rue soient décorées et/ou habillées par la Commune en respectant les conditions de l'annexe1. A cette fin, Proximus octroie gratuitement la mise à disposition de ses armoires de rue.

2.2 La Commune s'engage à faire respecter, par toute personne désignée par elle dans le cadre d'un projet, les conditions de l'annexe 1.

2.3 L'annexe 1 fait partie intégrante du présent contrat.

ARTICLE 3 – NETTOYAGE

3.1. Proximus ne procédera pas au nettoyage des armoires mises à disposition pour décoration ou habillage et notifiées conformément à l'annexe 1. L'entretien et le nettoyage sont à charge de l'exécutant et/ou du donneur d'ordre pour ces travaux comme indiqué dans l'annexe 1.

ARTICLE 4 - DUREE ET FIN DE LA CONVENTION

4.1 La convention prend cours à la date de la signature par les deux parties et est conclue pour une durée indéterminée.

4.1.1 Compte tenu de l'urgence de la réalisation des travaux mentionnée par la Commune, il est convenu que ceux-ci pourront démarrer dès avant la signature de la présente convention à condition que leur exécution respecte les prescriptions et en particulier celles reprises dans l'annexe 1.

Si toutefois la convention n'est pas signée il est du ressort de la commune de remettre les armoires en pristin état.

4.2 La Commune ne peut prétendre à aucun droit acquis sur les armoires de Proximus autres que ceux fixés dans la présente convention. Proximus et la Commune peuvent, à tout moment, mais moyennant un préavis de 3 mois qui commence à courir à la date de réception par l'autre partie d'un courrier recommandé, mettre fin à la présente convention et ce, sans qu'aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne puisse être réclamée par les parties.

Dans tous les cas, la Commune s'engage à faire réaliser par l'exécutant ou par ses propres services la remise en état des armoires et ce, dans les six mois de fin de la présente convention.

ARTICLE 5 - DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPETENTES

5.1. Le droit belge est seul applicable.

5.2. Tout litige, qui ne peut être résolu à l'amiable, sera tranché exclusivement par les tribunaux de Bruxelles.

Fait à, le, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu son exemplaire.

Pour Proximus,

Pour la Commune de Etterbeek :

Par Ordonnance :

ANNEXE 1

Instructions concernant la décoration et/ou l'habillement des armoires de rue Proximus sur le domaine public

Infrastructure

- Proximus reste en tout temps propriétaire des armoires de rue et des équipements connexes.
- Sans tenir compte de la décoration et sans qu'un endommagement quelconque puisse être réclamé, Proximus conserve en tout temps le droit de remplacer, de renouveler, de déplacer ou de supprimer ses armoires de rue et les équipements connexes.
- Proximus avertira la Commune de toute modification apportée aux armoires de rue (déplacement, remplacement, suppression, etc.).

Travaux à exécuter

- La commune soumet à Proximus un état des lieux avant et après les travaux.
- L'habillement et/ou la décoration des armoires ne peuvent en aucun cas empêcher leur bon fonctionnement :
- Afin d'éviter la surchauffe due au rayonnement solaire, les peintures et autocollants sombres sont interdits.
- Il est interdit d'obturer les ouvertures existantes comme les serrures, les orifices de ventilation, les portes, ...
- Il est interdit de recouvrir les plaques d'identification apposées sur les armoires (N° de borne, N° de ROP), les charnières ainsi que toute autre indication technique se trouvant sur l'armoire (distance minimum à avoir entre plusieurs installations...) par de la peinture et/ou des autocollants.
- Il est interdit de nettoyer les armoires sous haute pression.
- Les publicités ne sont pas autorisées sur les armoires.
- Les messages apposés sur les armoires ne peuvent pas avoir de connotations commerciales, offensantes, religieuses, politiques,

Autorisations et frais

- La commune fournit à Proximus une liste des armoires sélectionnées et une simulation du type de projet.
- Avant de pouvoir procéder à l'exécution de la décoration et/ou de l'habillement, le projet doit être soumis et approuvé par Proximus.
- Proximus se réserve le droit de refuser les propositions.
- Les éventuelles autorisations à obtenir auprès de tiers pour la décoration et/ou l'habillement, ainsi que pour leurs modifications, ne sont pas à charge de Proximus, ni de sa responsabilité.
- Les frais de peinture et/ou d'apposition des autocollants ne sont pas à charge

de Proximus.

Accès

- L'accès aux armoires doit constamment être garanti (pour rappel, les portes et serrures ne peuvent être condamnées, les charnières doivent rester fonctionnelles).

Maintenance et endommagements

- La maintenance de l'aspect extérieur de la mise de la décoration et/ou de l'habillement est à charge de l'exécutant et/ou du donneur d'ordre pour ces travaux.
- Tous les endommagements à l'armoire ou aux appareillages techniques qui se trouvent dans l'armoire résultants de l'habillement et/ou de la décoration sont à charge du donneur d'ordre. Dans les deux cas, la commune garantira l'indemnisation de Proximus si l'exécution des travaux reste défailante.
- Proximus n'est pas responsable pour les endommagements à la peinture ou aux autocollants, comme les graffiti, ...
- Proximus n'est pas responsable d'endommagements résultants de diverses interventions de la part de nos techniciens.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente en Proximus betreffende de verfraaiing van elektriciteitskasten

De gemeenteraad,

gelet op het verfraaiingsproject van 20 elektriciteitskasten in de wijken Jacht en Merode in het kader van het gesubsidiëerde project "clean.brussels n°1" (SUB/ABP/2022), goedgekeurd door de colleges van 28.08.2024 en 16.10.2024 ;

overwegende dat Proximus de eigenaar is van 9 elektriciteitskasten;

overwegende dat om bepaalde voorwaarden te laten respecteren door de 2 partijen - in het bijzonder die van artikel 3: "Proximus laat de kasten die zij terbeschikkingstelt voor decoratie en bekleding en in overeenstemming met bijlage 1 niet schoonmaken. Het onderhoud en de schoonmaak vallen ten laste van de uitvoerder en/of opdrachtgever voor deze werkzaamheden, zoals aangegeven in bijlage 1"- , een overeenkomst werd opgesteld door Proximus;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Proximus goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de decoratie en/of bekleding van straatkasten van Proximus op het openbaar domein

Tussen enerzijds,

De besloten vennootschap Proximus, met maatschappelijke zetel te Koning Albert II-laan 27 te 1030 Schaarbeek, ingeschreven in de KBO onder het nummer 0202.239.951, vertegenwoordigd door Olivier Sion, Departementshoofd regio Brussel, en Benjamin Deprez, Domain Manager.

En anderzijds,

De gemeente Etterbeek, met maatschappelijke zetel te Kazernenlaan 31/1 te 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen in de persoon van Vincent Dewolf, burgemeester, en Annick Petit, gemeentesecretaris.

ARTIKEL 1 – VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

1.1 De overeenkomst heeft als voorwerp de decoratie of bekleding van bepaalde straatkasten door de gemeente Etterbeek of door zijn aangestelde mandataris.

1.2 De keuze voor het artistiek project wordt volledig overgelaten aan de gemeente, onder voorbehoud van de goedkeuring door Proximus, zoals beschreven in bijlage 1.

1.3 Een simulatie van het soort project wordt bijgevoegd bij de overeenkomst.

ARTIKEL 2 - UITVOERING VAN HET CONTRACT

2.1 Proximus aanvaardt dat bepaalde straatkasten versierd en/of aangekleed worden door de gemeente, met respect voor de voorwaarden in bijlage 1. Daarom stelt Proximus zijn straatkasten gratis ter beschikking.

2.2 De gemeente verbindt zich ertoe de voorwaarden in bijlage 1 te laten naleven door iedere persoon die zij aanstelt in het kader van een project.

2.3 Bijlage 1 maakt integraal deel uit van dit contract.

ARTIKEL 3 - SCHOONMAAK

3.1. Proximus laat de kasten die zij terbeschikkingstelt voor decoratie en bekleding en in overeenstemming met bijlage 1 niet schoonmaken. Het onderhoud en de schoonmaak vallen ten laste van de uitvoerder en/of opdrachtgever voor deze werkzaamheden, zoals aangegeven in bijlage 1.

ARTIKEL 4 – DUUR EN EINDE VAN DE OVEREENKOMST

4.1 De overeenkomst treedt in werking op de datum van ondertekening door beide partijen, voor onbepaalde duur.

4.1.1 Rekening houdend met de noodzaak van de uit te voeren werkzaamheden vermeld door de gemeente, wordt overeengekomen dat die uitgevoerd mogen worden voor de ondertekening van deze overeenkomst op voorwaarde dat de voorschriften gerespecteerd worden, in het bijzonder die in bijlage 1.

Indien de overeenkomst niet ondertekend wordt, is het de taak van de gemeente de straatkasten in hun oorspronkelijke staat te herstellen.

4.2 De gemeente kan geen aanspraak maken op andere straatkasten van Proximus dan de straatkasten vermeld in deze overeenkomst. Proximus en de gemeente kunnen, op elk moment, maar met een opzeggingstermijn van 3 maand die aanvangt zodra de andere partij een aangetekend schrijven ontvangt, een einde maken aan deze overeenkomst en dit zonder dat een vergoeding van welke aard ook kan geëist worden door de partijen.

De gemeente verbindt zich er in ieder geval toe de straatkasten binnen de zes maand na het einde van deze overeenkomst in hun oorspronkelijke staat door de aannemer of haar eigen diensten te laten herstellen.

ARTIKEL 5 - TOEPASSELIJK RECHT EN BEVOEGDE RECHTBANK

5.1 Enkel de Belgische wet is van toepassing.

5.2 Ieder geschil, dat niet in onderling overleg kan opgelost worden, wordt beslecht door de Brusselse rechtbanken.

Opgemaakt in., op, in twee exemplaren. Elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor Proximus,

Voor de gemeente Etterbeek:

In opdracht:

De gemeentesecretaris

De burgemeester

Annick Petit

Vincent Dewolf

BIJLAGE 1

Instructies betreffende de decoratie en/of bekleding van straatkasten van Proximus op het openbaar domein

Infrastructuur

- Proximus blijft te allen tijde eigenaar van de straatkasten en de ermee verbonden uitrusting.
- Ongeacht de decoratie en zonder enige aanspraak op schadevergoeding, behoudt Proximus zich het recht voor om zijn straatkasten en aanverwante apparatuur op elk moment te vervangen, te vernieuwen, te verplaatsen of te

verwijderen.

- Proximus verwittigt de gemeente over iedere wijziging toegebracht aan de straatkasten (verplaatsing, vervanging, verwijdering, enz.).

Uit te voeren werkzaamheden

- De gemeente legt een plaatsbeschrijving voor aan Proximus voor en na de werken.
- De bekleding en/of decoratie van de kasten mag in geen geval hun goede werking in de weg staan:
- Om oververhitting door zonnestralen te vermijden, zijn donkere beschilderingen en stickers verboden.
- Het is verboden de bestaande openingen, zoals sloten, verluchtingsgaten, deuren, ... dicht te stoppen.
- Het is verboden de identificatieplaatjes bevestigd op de kasten (kastnummers, ROP-nummer), scharnieren of eender welke technisch aanduiding die zich op de kast bevindt (minimum afstand tussen verschillende installaties...) te bedekken met verf en/of stickers.
- Het is verboden de kasten te reinigen met hoge druk.
- Reclame wordt niet toegestaan op de kasten.
- De berichten die worden aangeplakt op de kasten mogen geen commerciële, beledigende, religieuze, politieke, ... connotatie hebben.

Toelatingen en kosten

- De gemeente maakt aan Proximus een lijst over van de geselecteerde kasten en een simulatie van het soort project.
- Alvorens over te gaan tot de decoratie en/of bekleding moet het project voorgelegd worden aan en goedgekeurd worden door Proximus.
- Proximus behoudt zich het recht voor de voorstellen te weigeren.
- De eventuele toestemmingen die bij derden verkregen moeten worden voor de decoratie en/of bekleding, alsook hun wijzigingen, vallen niet ten laste van Proximus en zijn ook niet zijn verantwoordelijkheid.
- De verf- en/of aanplakkingskosten van de stickers vallen niet ten laste van Proximus.

Toegang

- De toegang tot de kasten moet altijd verzekerd worden (ter herinnering, de deuren en sloten mogen niet beschadigd worden, de scharnieren moeten blijven werken).

Onderhoud en schade

- Het onderhoud van de buitenkant van de decoratie en/of bekleding vallen ten laste van de uitvoerder en/of opdrachtgever voor deze werkzaamheden.
- Alle beschadigingen aan de kast of technische apparatuur binnenin de kast als gevolg van de bekleding en/of decoratie vallen ten laste van de

opdrachtgever. In beide gevallen verzekert de gemeente de schadevergoeding van Proximus indien de uitvoering van de werkzaamheden te wensen overlaat.

- Proximus is niet verantwoordelijk voor de beschadiging aan de verf of stickers, zoals graffiti, ...
- Proximus is niet verantwoordelijk voor beschadigingen die voortkomen uit de diverse interventies van onze technici.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Démocratie participative - Participatieve democratie

17.02.2025/A/0019 **Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la troisième séance 2024**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 3e séance :
CQ JSP_2024_Séance 3_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

Note d'information

Questions et défis_Panneau groupe 1

Questions et défis_Panneau groupe 2

Questions et défis_Panneau groupe 3

Questions et défis_Retranscription groupe 1

Questions et défis_Retranscription groupe 2

Questions et défis_Retranscription groupe 3

Prise de notes_Groupe 1

Prise de notes_Groupe 2

Prise de notes_Groupe 3

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la troisième séance 2024 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Wijkraad Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de derde zitting 2024

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 2de zitting:

WR JSP_2024_Zitting 3_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

Informatienota

Vragen en uitdagingen_Bord groep 1

Vragen en uitdagingen_Bord groep 2

Vragen en uitdagingen_Bord groep 3

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 1

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 2

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 3

Notities_Groep 1

Notities_Groep 2

Notities_Groep 3

NEEMT KENNIS van het verslag van de derde zitting 2024 van de wijkraad Jourdan Sint-Pieter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22 annexes / 22 bijlagen

A4_Questions et défis_Panneau groupe 3.pdf, B4_Vragen en uitdagingen_Bord groep 3.pdf, CQ JSP_2024_Séance 3_PV.pdf, B8_Notities_Groep 1.pdf, B5_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 1.pdf, A8_Prise de notes_Groupe 1.pdf, A9_Prise de notes_Groupe 2.pdf, A10_Prise de notes_Groupe 3.pdf, A5_Questions et défis_Retranscription groupe 1.pdf, B2_Vragen en uitdagingen_Bord groep 1.pdf, A2_Questions et défis_Panneau groupe 1.pdf, WR JSP_2024_Zitting 3_Verslag.pdf, B10_Notities_Groep 3.pdf, A7_Questions et défis_Retranscription groupe 3.pdf, A1_Note d'information.pdf, B7_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 3.pdf, A3_Questions et défis_Panneau groupe 2.pdf, B3_Vragen en uitdagingen_Bord groep 2.pdf, B1_Informatienota.pdf, A6_Questions et défis_Retranscription groupe 2.pdf, B6_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 2.pdf, B9_Notities_Groep 2.pdf

17.02.2025/A/0020 **Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la troisième séance 2024**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 3e séance :

CQ Chasse_2024_Séance 3_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

Note d'information

Questions et défis_Panneau groupe 1

Questions et défis_Panneau groupe 2

Questions et défis_Panneau groupe 3

Questions et défis_Retranscription groupe 1

Questions et défis_Retranscription groupe 2

Questions et défis_Retranscription groupe 3

Prise de notes_Groupe 1

Prise de notes_Groupe 2

Prise de notes_Groupe 3

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la troisième séance 2024 du conseil de quartier de La Chasse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Wijkraad De Jacht - Verslag van de derde zitting 2024

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 2de zitting:

WR Jacht_2024_Zitting 3_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

Informatienota

Vragen en uitdagingen_Bord groep 1

Vragen en uitdagingen_Bord groep 2

Vragen en uitdagingen_Bord groep 3

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 1

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 2

Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 3

Notities_Groep 1

Notities_Groep 2

Notities_Groep 3

NEEMT KENNIS van het verslag van de derde zitting 2024 van de wijkraad De Jacht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22 annexes / 22 bijlagen

A4_Questions et défis_Panneau groupe 3.pdf, B4_Vragen en uitdagingen_Bord groep 3.pdf, B8_Notities_Groep 1.pdf, B5_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 1.pdf, A8_Prise de notes_Groupe 1.pdf, A9_Prise de notes_Groupe 2.pdf, A10_Prise de notes_Groupe 3.pdf, A5_Questions et défis_Retranscription groupe 1.pdf, B2_Vragen

en uitdagingen_Bord groep 1.pdf, A2_Questions et défis_Panneau groupe 1.pdf, B10_Notities_Groep 3.pdf, WR Jacht_2024_Zitting 3_Verslag.pdf, A7_Questions et défis_Retranscription groupe 3.pdf, A1_Note d'information.pdf, B7_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 3.pdf, A3_Questions et défis_Panneau groupe 2.pdf, B3_Vragen en uitdagingen_Bord groep 2.pdf, B1_Informatienota.pdf, CQ Chasse_2024_Séance 3_PV.pdf, A6_Questions et défis_Retranscription groupe 2.pdf, B6_Vragen en uitdagingen_Transcriptie groep 2.pdf, B9_Notities_Groep 2.pdf

Arnaud Van Praet entre en séance / treedt in zitting.

Marchés publics - Overheidsopdrachten

17.02.2025/A/0021 **Enseignement primaire - Ecole "Claire joie" - Opération ré-création : Réaménagement de la cour de récréation visant à végétaliser, désimperméabiliser et repenser qualitativement cet espace - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/IG/2025/01 relatif au marché "Enseignement primaire - Ecole "Claire joie" - Opération Ré-création : réaménagement de la cour de récréation visant à végétaliser, désimperméabiliser et repenser qualitativement cet espace" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 346.000,00 € (incl. 6% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 722/723-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/IG/2025/01 et le montant estimé du marché "Enseignement primaire - Ecole "Claire joie" - Opération Ré-création : réaménagement de la cour de récréation visant à végétaliser, désimperméabiliser et repenser qualitativement cet espace". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 346.000,00 € (incl. 6% TVA) (TVA cocontractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles.

Article 4

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2025, article 722/723-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Lager onderwijs - School "Claire joie" - Operatie re-creatie : herinrichting van de speelplaats dat tot doel heeft deze locatie te vergroenen, te ontharden en kwalitatief te verbeteren - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Lager onderwijs - School "Claire joie" - Operatie Re-Creatie : herinrichting van de speelplaats dat tot doel heeft deze locatie te vergroenen, te ontharden en kwalitatief te verbeteren" een bestek met nr. TP/VVC/IG/2025/01 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 346.000,00 € (incl. 6% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door Leefmilieu Brussel, Site de Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien zal worden in het budget van 2025, op artikel 722/723-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/IG/2025/01 en de raming voor de opdracht "Lager onderwijs - School "Claire joie" - Operatie Re-Creatie : herinrichting van de speelplaats dat tot doel heeft deze locatie te vergroenen, te ontharden en kwalitatief te verbeteren". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 346.000,00 € (incl. 6% btw) (btw medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Leefmilieu Brussel, Site de Tour & Taxis Havenlaan 86C / 3000 te 1000 Brussel.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht zal voorzien worden in het budget van 2025, op artikel 722/723-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

24 annexes / 24 bijlagen

BB_CLAIRE JOIE_Tech bepalingen NL 20250205.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P03_Projet_100e_A0 250205 FR-NL.pdf, VGP 4255 Claire-Joie School deel C.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P02_SitexDEMO_100e_A0 250205 FR-NL.pdf, CSC_CLAIRE JOIE_Metre estimatif FR NL 20250205.xlsx, PSS 4255 Ecole Claire Joie partie B.pdf, VGP 4255 Claire-Joie School Attest.pdf, PSS 4255 Ecole Claire Joie partie A.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P07_Plantation_100e_A0 250205 FR-NL.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P06_Detail02_Var_A0 250205 FR-NL.pdf, VGP 4255 Claire-Joie School deel A.pdf, Avis de marché Fr-Nl.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P01_SitexIMPL_100e_A0 250205 FR-NL.pdf, Document_notif06_délai_expiré5777865544175916233.pdf, CSC_CLAIRE JOIE_Clauses techniques FR 20250205.pdf, RAPPORT_2022-01-30 23-06-02.320.pdf, VGP 4255 Claire-Joie School deel B.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P04_Coupes_100e_A0 250205 FR-NL.pdf, PSS 4255 Ecole Claire Joie partie C.pdf, 2025_01_27_CCH - Modele 3P.pdf, ANNEXE_2022-01-14 10-54-01.594.pdf, PSS 4255 Ecole Claire Joie attestation d'approbation Pss.pdf, 2025_02_04_Bestek - Model 3P.pdf, 850_Claire-joie_ADJ_P05_Detail01_Var_A0 250205 FR-NL.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

17.02.2025/A/0022 **Convention de partenariat pour le projet "Jeune et Volontaire" de l'ASBL Basenvol**

Le Conseil communal,

Considérant que Contact Plus est le guichet unique pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que le service Contact Plus est le service mandaté pour encadrer le volontariat au niveau communal ;

Considérant que dans le cadre du volontariat, Contact Plus tente de répondre au mieux aux demandes d'aides ponctuelles et/ou régulières des personnes âgées et les personnes en situation de handicap (ex : aide à la sortie d'encombrant, accompagnement pour un rdv médical, aide pour la réalisation de courses alimentaire, socialisation, petite promenade, etc.) ;

Considérant que Contact Plus n'est pas en mesure de répondre à toutes les demandes en raison du nombre limité de bénévole disponibles ;

Considérant que l'ASBL Basenvol, en soutien avec le CPAS d'Etterbeek, lance un projet dénommé "Jeune et Volontaire" dont l'objectif est d'offrir des opportunités de volontariat à des jeunes issus de l'ASBL Basenvol ;

Considérant qu'afin de trouver des missions pour ses jeunes, l'ASBL Basenvol propose la signature d'une convention à ses différents partenaire ;

Considérant qu'en signant cette convention le Partenaires de l'ASBL Basenvol s'engage à :

1. **Préciser le lieu de la mission** : La commune mettra à disposition les locaux et équipements nécessaires à la bonne réalisation des missions des jeunes volontaires.
2. **Définir les missions et tâches spécifiques** : La commune définira les missions précises des jeunes volontaires, les horaires, ainsi que les objectifs à atteindre durant la période de volontariat.
3. **Assurer le suivi et l'encadrement des volontaires** : L'asbl Basenvol et la commune désigneront un responsable pour le suivi des volontaires et garantiront un accompagnement de qualité.

Considérant que Contact Plus propose que la Commune d'Etterbeek signe cette convention de partenariat afin de rediriger certaines demandes (qui entrent dans le cadre du volontariat) de personnes âgées et de personnes en situation de handicap vers les jeunes de l'ASBL Basenvol le temps de la durée du projet (fin : 31/08/2025) ;

DECIDE de signer la convention de partenariat de l'ASBL Basenvol pour son projet "Jeune et Volontaire".

Convention de partenariat pour le projet : JEUNE ET VOLONTAIRE

Entre :

L'ASBL Basenvol :Siège social : **Rue de Chambéry 16/2d, 1040 Bruxelles**

Représentée par : **D'Hooghe Delphine, Delphine - directrice**

Porteurs du projet : **Almakahasi Karim, Graci Edwin, Werner Célia**

ET le Partenaire :

Dénomination : Administration communale d'Etterbeek

Siège social : Avenue des Casernes 31/1

Représentée par : Vincent DE WOLF

Fonction : Bourgmestre

ET

Annick PETIT

Fonction : Secrétaire communale

ORGANISATION

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet de volontariat pour les jeunes financé par le CPAS d'Etterbeek, l'asbl Basenvol et le Partenaire ont convenu de collaborer pour offrir des opportunités de volontariat à des jeunes issus de l'ASBL Basenvol. Cette collaboration est régie par les termes de la présente convention.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'encadrer la mise en place et le suivi des missions de volontariat pour les jeunes issus de l'asbl Basenvol au sein des projets du Partenaire.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prend effet après l'approbation du conseil communal du mois de février et se termine le **31 août 2025**.

Article 3 : Mission du volontaire

Les jeunes volontaires issus de l'asbl Basenvol seront affectés aux missions définies précisément en fonction des besoins du Partenaire :

Les missions devront être effectuées en accord avec les exigences du Partenaire et dans le respect des dates et des horaires convenus.

Article 4 : Engagements du Partenaire

Le Partenaire s'engage à :

1. **Préciser le lieu de la mission** : Le Partenaire mettra à disposition les locaux et équipements nécessaires à la bonne réalisation des missions des jeunes volontaires.
2. **Définir les missions et tâches spécifiques** : Le Partenaire définira les missions précises des jeunes volontaires, les horaires, ainsi que les objectifs à atteindre durant la période de volontariat.
3. **Assurer le suivi et l'encadrement des volontaires** : L'asbl Basenvol et le Partenaire désigneront un responsable pour le suivi des volontaires et garantiront un accompagnement de qualité.

Article 5 : Engagements de l'asbl Basenvol

L'asbl Basenvol s'engage à :

1. **Défrayer les volontaires** : L'asbl Basenvol s'engage à défrayer les jeunes volontaires à l'aide du soutien financier du CPAS d'Etterbeek dans le cadre de l'appel à projet INNOVANT conformément aux conditions en vigueur pour des missions de volontariat selon le barème applicable.
2. **Prendre en charge la couverture des assurances** : L'asbl Basenvol prendra en charge l'assurance des volontaires, tant pour les accidents du travail que pour les accidents de trajet ainsi que toute autre couverture nécessaire.
3. **Suivi et soutien des volontaires** : L'ASBL Basenvol accompagnera les jeunes volontaires et assurera un suivi durant leur mission.

Article 6 : Horaire des missions

Les horaires des missions seront définis conjointement par le Partenaire et l'ASBL Basenvol en fonction des besoins du Partenaire et des disponibilités des volontaires.

Article 7 : Modifications et résiliation

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. En cas de résiliation anticipée, les deux parties s'engagent à en informer l'autre partie dans les plus brefs délais.

Fait à Bruxelles, le

Pour l'ASBL Basenvol,

Nom :

Fonction :

Signature :

Pour le Partenaire,

Nom : DE WOLF Vincent

Fonction : Bourgmestre

Signature :

Nom : PETIT Annick

Fonction : Secrétaire communale

Signature :

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Partnerschapsovereenkomst voor het project “Jong en Vrijwillig ” van de VZW Basenvol

Traduction à venir

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention de partenariat - Projet Jeune et Volontaire.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

17.02.2025/A/0023 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Senghor le vendredi 7 mars 2025 en vue de se rendre au Kid's Factory à 1410 Waterloo.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit de la première demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Senghor le vendredi 7 mars 2025 en vue de se rendre au Kid's Factory à 1410 Waterloo;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le Senghor :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et le Senghor
Représentée par Madame Pia van Boxel
Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 34 personnes, faisant partie du public du Senghor, entre Etterbeek et 1410 Waterloo en date du 7 mars 2025.
Un chauffeur est également mis à disposition du Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Senghor

Le Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le Senghor est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Senghor est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le Senghor est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Le Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan Senghor op vrijdag 7 maart 2025 naar Kid's Factory 1410 Waterloo te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dit de eerste aanvraag voor het jaar;

Overwegende dat HET SENGHOR vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op vrijdag 7 maart 2025 om naar Kid's Factory 1410 Waterloo te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en HET SENGHOR goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En HET SENGHOR
Vertegenwoordigd door Mevrouw Pia van Boxtel
Waverse Steenweg 366
1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 34 personen, die deel uitmaken van het publiek van het SENGHOR, tussen Etterbeek en 1410 Waterloo op 7 maart 2025.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het SENGHOR.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het SENGHOR komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van HET SENGHOR.

Het SENGHOR verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het SENGHOR de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het SENGHOR-aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het SENGHOR moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het SENGHOR de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het SENGHOR of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het SENGHOR is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Réservation bus.msg

17.02.2025/A/0024 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Asbl ALTEO le mercredi 26 février 2025 en vue de se rendre à 7780 Comines.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL ALTEO le mercredi 26 février 2025 en vue de se rendre à 7780 Comines ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à

une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL ALTEO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL ALTEO

Responsable Madame Geneviève BARY
Avenue d'Auderghem 346
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 20 personnes, entre Etterbeek et 7780 Comines en date du 26 février 2025.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL ALTEO

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL ALTEO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL ALTEO

L'ASBL ALTEO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL ALTEO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL ALTEO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle l'ASBL ALTEO ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL ALTEO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW ALTEO op woensdag 26 februari 2025 om naar 7780 Comines te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw ALTEO vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op woensdag 26 februari 2025 om naar 7780 Comines te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw ALTEO goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw ALTEO

Verantwoordelijke mevrouw Geneviève BARY
Oudergemlaan 346
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, tussen Etterbeek en 7780 Comines op woensdag 26 februari 2025.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw ALTEO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw ALTEO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw ALTEO

De vzw ALTEO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw ALTEO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw ALTEO aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw ALTEO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw ALTEO de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw ALTEO of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw ALTEO is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RE_exursion Altéo Etterbeek.msg

17.02.2025/A/0025 **Mise à disposition d'un bus communal à la Maison des Jeunes La Clef le mercredi 30 avril 2025 (aller) et le vendredi 2 mai 2025 (retour) en vue de se rendre à 6940 Durbuy.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande pour cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal à la MAISON DES

JEUNES LA CLEF le mercredi 30 avril 2025 (aller) et le vendredi 2 mai 2025 (retour) en vue de se rendre à 694 Durbuy.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la MAISON DES JEUNES LA CLEF :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et MAISON DES JEUNES LA CLEF
Représentée par Madame Magali Noach
Avenue d'Auderghem,189
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter un groupe de maximum 15 personnes, faisant partie du public de la MAISON DES JEUNES LA CLEF, le mercredi 30 avril 2025 (aller) et le vendredi 2 mai 2025 (retour) en vue de se rendre à 6940 Durbuy.

Un chauffeur est également mis à disposition de la MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La MAISON DES JEUNES LA CLEF intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la MAISON DES JEUNES LA CLEF

La MAISON DES JEUNES LA CLEF s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la MAISON DES JEUNES LA CLEF devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la MAISON DES JEUNES LA CLEF est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de la MAISON DES JEUNES LA CLEF ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La MAISON DES JEUNES LA CLEF est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus aan de" Maison des Jeunes La Clef" op woensdag 30 april 2025 (heenreis) en op vrijdag 2 mei 2025 (terugkeer) om naar 6940 Durbuy te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de tweede aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat vraagt om te beschikken over een gemeentelijke bus de " MAISON DES JEUNES LA CLEF" op woensdag 30 april 2025 (heenreis) en op vrijdag 2 mei 2025 (terugkeer) om naar 6940 Durbuy te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reiziger ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de MAISON DES JEUNES LA CLEF goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de MAISON DES JEUNES LA CLEF
Verantwoordelijke mevrouw Magali Noach
Oudergemlaan 189
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentelijke bus voor het vervoer van een groep van maximaal 15 personen die deel uitmaken van het publiek van de MAISON DES JEUNES LA CLEF op woensdag 30 april 2025 (heenreis) en op vrijdag 2 mei 2025 (terugkeer) om naar 6940 Durbuy te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de MAISON DES JEUNES LA CLEF.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De MAISON DES JEUNES LA CLEF komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de MAISON DES JEUNES LA CLEF

De MAISON DES JEUNES LA CLEF verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21

oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de MAISON DES JEUNES LA CLEF de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De MAISON DES JEUNES LA CLEF moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de MAISON DES JEUNES LA CLEF de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de MAISON DES JEUNES LA CLEF of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De MAISON DES JEUNES LA CLEF is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de

buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
RE_Demande d'infos - Bus communal .msg

17.02.2025/A/0026 **Mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le vendredi 16 mai 2025 (aller) et le dimanche 18 mai 2025 (retour) en vue de se rendre à 9820 Merelbeke.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (aller-retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le vendredi 16 mai 2025 (aller) et le dimanche 18 mai 2025 (retour) en vue de se rendre à 9820 Merelbeke ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, il ressort qu'aucune gare de train à proximité de la destination n'est prévue, contraignant ainsi les voyageurs à recourir à une combinaison de plusieurs trajets en bus pour atteindre leur lieu de destination ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et ASBL CHAMBÉRY :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et ASBL CHAMBÉRY

c/o Monsieur Edwin Vanhollebeke
Rue de Chambéry 31/1
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 60 personnes, faisant

partie du public de ASBL CHAMBÉRY, entre Etterbeek et 9820 Merelbeke en date du 16 mai 2025 (aller) et du 18 mai 2025 (retour).

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de ASBL CHAMBÉRY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

ASBL CHAMBÉRY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de ASBL CHAMBÉRY

ASBL CHAMBÉRY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, ASBL CHAMBÉRY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

ASBL CHAMBÉRY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de ASBL CHAMBÉRY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport

prévu à l'article 1

ASBL CHAMBÉRY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen aan VZW Chambéry op vrijdag 16 mei 2025 (heenrit) en op zondag 18 mei 2025 (terugrit) naar 9820 Merelbeke te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat de vzw CHAMBERY gevraagd heeft om over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken op vrijdag 16 mei 2025 (heenrit) en op zondag 18 mei 2025 (terugrit) naar 9820 Merelbeke te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW CHAMBERY goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o De Heer Edwin Vanhollebeke
Chamberystraat 24
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 60 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry, tussen Etterbeek en 9820 Merelbeke beschikken op vrijdag 16 mei 2025 (heenrit) en op zondag 18 mei 2025 (terugrit).

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de VZW CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CHAMBERY

De VZW CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
chambéry.pdf*

17.02.2025/A/0027 **Mise à disposition d'un bus communal pour l'asbl Louis-Paul Boonkring en vue d'un aller-retour le samedi 24 mai 2025 à Ostende.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande pour l'année 2025 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl Louis-Paul Boonkring en vue d'aller le samedi 24 mai 2025 à Ostende.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la

Commune d'Etterbeek et l'asbl Louis-Paul Boonkring :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL LOUIS-PAUL BOONKRING

Représentée par Monsieur Rik Baeten
Avenue Nouvelle, 60
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller- retour) un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de l'Asbl Louis-Paul Boonkring, entre Etterbeek et Ostende en date du 24 mai 2025.

un chauffeur est également mis à disposition de l'Asbl Louis-Paul Boonkring.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'Asbl Louis-Paul Boonkring intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'Asbl Louis-Paul Boonkring

l'Asbl Louis-Paul Boonkring s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'Asbl Louis-Paul Boonkring devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'Asbl Louis-Paul Boonkring est tenue de remplir une

déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'Asbl Louis-Paul Boonkring est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Asbl Louis-Paul Boonkring est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'Asbl Louis-Paul Boonkring ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'Asbl Louis-Paul Boonkring est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan vzw Louis-Paul Boonkring op zaterdag 24 mei 2025 naar Oostende te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag is voor het jaar 2025 ;

Overwegende dat de vzw Louis-Paul Boonkring gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 24 mei 2025 naar Oostende te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de vzw Louis-Paul Boonkring goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw Louis-Paul Boonkring

Vertegenwoordigd door Mijnheer Rik Baeten
Nieuwelaan, 8

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van drie gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 40 personen,

die deel uitmaken van het publiek van de vzw Louis-Paul Boonkring, tussen Etterbeek en Oostende;

Er wordt ook drie chauffeurs ter beschikking gesteld van de vzw Louis-Paul Boonkring.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Louis-Paul Boonkring komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Louis-Paul Boonkring.

De vzw Louis-Paul Boonkring verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het

gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Louis-Paul Boonkring de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Louis-Paul Boonkring aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Louis-Paul Boonkring moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Louis-Paul Boonkring de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Louis-Paul Boonkring of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Louis-Paul Boonkring is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Re_ Ter beschikkingstelling gemeentebus aan vzw LP Boonkring.msg

17.02.2025/A/0028 Lancement de la prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine (ou apparentée à celle-ci).

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en sa séance du 29 mai 2024, le Collège avait approuvé la présentation de deux projets ou actions du service du bien-être animal pour l'année 2024 et le début de l'année 2025, qui sont subsidiés par Bruxelles Environnement, dans le cadre de l'appel à projets « Label Commune amie des Animaux » (cf. annexe : Collège du 29 mai 2024 relatif à cet objet) :

- l'organisation de promenades éducatives canines (projet en cours) ;
- la création d'une prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine, ou apparentée à celle-ci (projet encore à réaliser) ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui octroie une subvention globale de 8 000 euros à la commune d'Etterbeek pour l'année budgétaire 2024, dont 4 000 euros pour chacune des deux actions précitées (cf. annexes : Collège du 8 janvier 2025 informant de la réception de cet arrêté et de la notification d'engagement de Bruxelles Environnement nous octroyant cette subvention, ainsi que ces documents précités) ;

Considérant qu'en raison de l'octroi tardif de cette subvention, par Bruxelles Environnement (première tranche accordée, en début d'année 2025), et en raison de ses engagements vis-à-vis de cette institution, le service du bien-être animal est obligé de réaliser ce projet de prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine, d'ici le 31 mai 2025 (cf. annexe : courriel du 19 septembre 2024 de Bruxelles Environnement autorisant la réalisation du projet jusqu'au 31 mai 2025) ;

Considérant que les objectifs du projet de création d'une prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine (ou apparentée à celle-ci) sont les suivants (cf. annexe : rapport au Collège approuvé du 29 mai 2024) :

- soutenir financièrement les citoyens etterbeekoïses intéressés, pour leur suivi de formation(s) d'éducation canine ou apparentée(s) à celle-ci, avec un de leur(s) chien(s), dans les conditions décrites au sein d'un règlement (décrit ci-après et en annexe) ;
- encourager, de cette manière, les citoyens concernés à se former, dans la durée, au niveau de l'éducation canine, et les aider à mieux gérer les comportements de leur(s) chien(s) ;
- viser une meilleure cohabitation entre les hommes et les chiens en zone urbaine, entre les propriétaires de chiens et les autres citoyens, entre les chiens eux-mêmes, au sein de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que ce type de prime a été mis en place dans d'autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale (Ixelles, Watermael-Boitsfort, Bruxelles-Ville, ...) et rencontre une certaine demande (cf. règlement de la prime pour l'éducation canine de la commune d'Ixelles) ;

Considérant que cette prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine, ou apparentée, sera encadrée par le règlement suivant :

Article 1er – Objet

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions fixées par le présent règlement communal, une prime peut être octroyée aux ménages domiciliés à Etterbeek qui suivent ou ont suivi une formation d'éducation canine ou apparentée à celle-ci (cf. articles 3,4 et 5), avec leur chien (ou un de leurs chiens).

La formation ou la session précitée doit avoir lieu dans la période située entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2027.

Article 2 – Définitions des termes utilisés dans le règlement

Ménage : personne vivant seule ou personnes, unies ou non par des liens familiaux, qui vivent ensemble, habituellement, sous le même toit et règlent principalement, en commun, les questions ménagères.

Education canine : tout travail avec le chien qui permet d'assurer sa sécurité et celle des autres, un comportement acceptable et une maîtrise maximale de ses actions et réactions dans tout espace public.

Educateur canin : un professionnel qui travaille à l'éducation et à la formation des chiens, et de leurs maîtres. Il peut proposer des formations individuelles ou en groupe.

Comportementaliste canin : un professionnel traitant des problèmes de comportements du chien, qui peuvent affecter la qualité de vie de ce dernier et de son maître. Le comportementaliste canin peut également travailler avec d'autres professionnels, comme les vétérinaires ou les éducateurs canins, pour assurer une prise en charge globale du chien.

Club ou centre canin : une structure dans laquelle les propriétaires de chiens peuvent se rendre pour renforcer l'éducation et le bien-être de leur(s) chien(s).

Article 3- Nombre de primes par an

Chaque année, un ménage a la possibilité de solliciter une seule prime pour le suivi d'une session de formation d'éducation canine ou apparentée à celle-ci (p.ex. : session donnée par un comportementaliste canin), pour autant que celle-ci soit donnée par une personne ou une association reconnue dans le domaine.

Article 4 - Critère d'attribution

La prime peut uniquement être sollicitée par des ménages domiciliés à Etterbeek, dans les 6 mois suivant leur inscription à un centre canin agréé, en vue du suivi de formations d'éducation canine, ou leur inscription à une session de formation d'éducation canine, ou de formation apparentée à celle-ci (cf. article 5 du règlement).

La prime doit, également, concerner la formation avec un chien appartenant au demandeur.

Dans le cas où le nombre de demandes excéderait le budget disponible, la date d'introduction de la demande servira de critère d'attribution, selon le principe du premier demandeur premier servi.

Article 5 - Montant et couverture de la prime

La prime concerne le remboursement d'une partie, soit :

- de la cotisation annuelle à un centre (ou club) canin agréé par la Région (Bruxelles Environnement), pour le suivi de session(s) d'éducation canine délivrée par celui-ci ;
- du montant de l'inscription à une session de formation individuelle ou collective, donnée par une association d'éducation canine, reconnue dans le domaine ;
- du montant de la participation à une ou plusieurs promenade(s) éducative(s) animée(s) par une association d'éducation canine ou par un (des) comportementaliste(s) canin(s), certifiés et reconnus dans le domaine ;
- du montant de l'inscription à une séance individuelle ou à une consultation donnée par un comportementaliste canin certifié.

Remarque importante : la prime ne peut pas concerner les formations qui préparent le chien à des compétitions sportives ou qui entrent dans le cadre de formations professionnelles.

Le montant de la prime est fixé à 50 % du montant d'inscription ou de cotisation avec un plafond de 100, 00 EUR par an et par ménage domicilié à Etterbeek.

Article 6 - Procédure

Sous peine d'irrecevabilité, la demande de prime doit être introduite à l'aide du formulaire unique (en annexe), dûment complété par le demandeur. Ce formulaire doit être signé et accompagné des documents suivants :

- de la preuve d'inscription (bulletin, facture, ...) à une formation d'éducation canine ou à une formation apparentée à celle-ci reprenant : 1° les coordonnées du centre canin ou de l'association concernée ; 2° l'année concernée ; 3° les caractéristiques du programme de formation suivi ; 4° le nombre et le type de séance(s) /chien(s) ; 5° le coût de la formation concernée.
- une preuve de paiement.

Le formulaire et les documents sont à renvoyer dans les 6 mois suivant l'inscription au centre canin ou à la session de formation concernée (cf. art. 5), par mail à primes-premies@etterbeek.brussels ou par courrier postal à Administration communale, gestion des primes, Avenue des Casernes, 31/1, 1040 Etterbeek, la date du cachet de la poste faisant foi.

Article 7 – Liquidation

Vu le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommés

« Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité ainsi que les acteurs locaux du secteur non-marchand, adopté par le conseil communal en date du 19 octobre 2020, le versement des primes le suivi d'une formation d'éducation canine se fera en intégralité en chèques locaux « Broebel » et ce, sous réserve de leur disponibilité.

Les chèques locaux « Broebel » ont une valeur faciale de 5€. Ils sont à faire valoir auprès des établissements participants, dont la liste est remise en même temps que les chèques locaux. La liste mise à jour est également publiée sur le site web de la commune www.etterbeek.brussels ou le site web www.broebel.brussels.

En cas de montant qui ne serait pas un multiple de 5, la prime sera arrondie à la valeur multiple de 5 supérieure (Ex : une prime de 42,5€ sera arrondie à 45€ soit 9 chèques « Broebel »).

Article 8 - Remboursement

Le bénéficiaire d'une prime est tenu de rembourser à l'administration communale l'intégralité de la prime en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse effectuée en vue d'obtenir indûment la prime.

Article 9 - Contestations

Les contestations relatives à l'application du présent règlement, sauf l'éventualité d'un recours juridictionnel, sont tranchées souverainement et sans appel par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce dernier statue dans tous les cas non prévus par le présent règlement. »

Considérant qu'un nouveau formulaire de demande de primes sera créé et mis en ligne sur le site internet communal ;

Considérant que l'information sur cette nouvelle prime et le règlement qui l'encadre, sera diffusée via tous les supports potentiels de communication au niveau communal (affichage, site internet communal, publications Facebook, toutes-boîtes, ...) ;

Considérant que les primes seront, bien évidemment, accordées aux ménages, dans les limites du crédit budgétaire disponible ;

DECIDE d'approuver :

1. la création d'une nouvelle prime octroyée par le service du bien-être animal : une « prime de suivi pour une formation d'éducation canine ou apparentée », destinée à des ménages domiciliés dans la commune d'Etterbeek, pour leur

suivi d'une session de formation d'éducation canine ou apparentée à celle-ci, avec un de leur(s) chien(s), dans la période située entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2027, et dans les conditions prévues par le règlement de cette prime, tel que présenté dans la délibération, ci-dessus, et en annexe ;

2. le règlement relatif à la procédure d'octroi de la prime pour le suivi d'une formation d'éducation canine (ou apparentée), tel que présenté ci-dessous ;
3. le développement et la création d'un formulaire de demande de prime, mis en ligne sur le site internet communal ;
4. la diffusion de l'information sur cette nouvelle prime et le règlement de celle-ci, via tous les supports potentiels de communication au niveau communal (affichage, site internet communal, publications Facebook, toutes-boîtes, ...) ;
5. la gestion courante de cette nouvelle prime avec la collaboration du service des primes ;
6. l'octroi de cette nouvelle prime sous la forme de chèques « Broebel » d'une valeur de 5 euros pièce, au même titre que les autres primes délivrées, actuellement, par la commune d'Etterbeek.

Le point est reporté.

Lancering van de premie voor het volgen van een hondenopleiding

De gemeenteraad,

Overwegende dat het college in de zitting van 29 mei 2024 de presentatie van twee projecten of acties van de dienst Dierenwelzijn had goedgekeurd voor het jaar 2024 en begin 2025, die gesubsidieerd worden door Leefmilieu Brussel in het kader van de projectoproep "Diervriendelijke Gemeente" (zie bijlage: College van 29 mei 2024 betreffende dit onderwerp):

- de organisatie van hondenwandelingen (lopend project);
- de ontwikkeling van een premie voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding (nog uit te voeren project);

Overwegende het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die een subsidie van in totaal 8.000 euro toekent aan de gemeente Etterbeek voor het begrotingsjaar 2024, waarvan 4.000 euro voor elk van de voornoemde acties (zie bijlagen: College van 8 januari 2025 dat informeert over de ontvangst van dit besluit en de engagementsbetekenis van Leefmilieu Brussel die ons deze subsidie toekent, alsook de voormelde documenten);

Overwegende dat door de late toekenning van deze subsidie door Leefmilieu Brussel (eerste deel toegekend begin 2025) en door de engagementen tegenover dit instituut, is de dienst Dierenwelzijn verplicht dit ontwerp voor een premie voor het volgen van een hondenopleiding te verwezenlijken, tussen nu en 31 mei 2025 (zie bijlage: mail van 19 september 2024 van Leefmilieu Brussel die de uitwerking van het project tot 31 mei 2025 toestaat);

Overwegende dat de doelstellingen van het projectontwerp voor de ontwikkeling van een premie voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding de volgende zijn (zie bijlage: verslag aan het college goedgekeurd op 29 mei 2024):

- de inwoners van Etterbeek die geïnteresseerd zijn financieel ondersteunen voor het volgen van een of meerdere honden- of gelijkaardige opleiding(en) met hun hond(en), binnen de voorwaarden beschreven in een reglement (hierna en in bijlage beschreven);
- op deze manier de betrokken inwoners aanmoedigen om een opleiding te volgen, gedurende de periode, voor de opvoeding van hun hond en hen te helpen om het gedrag van hun hond(en) beter te beheren;
- het samenleven tussen de inwoners en de honden in een stedelijke omgeving verbeteren, alsook het samenleven tussen hondeneigenaren en de andere inwoners van de gemeente

en tussen de honden onderling, in de gemeente Etterbeek;

Overwegende dat dit soort premie ontwikkeld werd in andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Elsene, Watermaal-Bosvoorde, Brussel-Stad, ...) en er een bepaalde aanvraag tegenover staat (zie premiëreglement voor hondentraining van de gemeente Elsene);

Overwegende dat deze premie voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding gekaderd wordt in het volgende reglement:

“Artikel 1 – Voorwerp

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden die vastgelegd worden in dit gemeentelijk reglement kan er een premie worden toegekend aan gezinnen die in Etterbeek gedomicilieerd zijn voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding (zie artikel 3, 4 en 5), met hun hond (of een van hun honden).

De voormelde opleiding of sessie moet plaatsvinden tussen 1 januari 2025 en 31 december 2027.

Artikel 2 – Definities van de termen uit het reglement

Huishouden: Een of meerdere personen die al dan niet door familiebanden verbonden zijn, doorgaans onder hetzelfde dak wonen en hun huishoudelijke aangelegenheden hoofdzakelijk gemeenschappelijk regelen.

Hondenopleiding: Iedere prestatie met de hond om zijn veiligheid en die van anderen, aanvaardbaar gedrag en maximale beheersing van zijn acties en reacties in iedere openbare ruimte te garanderen.

Hondenopleider: Een professional die werkt aan de opvoeding en opleiding van de honden en hun baasjes. Hij/zij kan individuele of groepsopleidingen voorstellen.

Hondengedragsspecialist: Een professional die gedragsproblemen bij honden behandelt die hun eigen levenskwaliteit en die van hun baasje negatief kunnen beïnvloeden. De hondengedragsspecialist kan ook samenwerken met andere professionals, zoals dierenartsen of hondenopleiders, om de algemene verzorging van de hond op zich te nemen.

Hondenclub of -centrum: Een structuur waar hondeneigenaars naartoe kunnen gaan om de opvoeding en het welzijn van hun hond(en) te verbeteren.

Artikel 3 - Aantal premies per jaar

Ieder jaar krijgt een huishouden de mogelijkheid één premie aan te vragen voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding (bijvoorbeeld: sessie gegeven door een hondengedragsspecialist), zolang die gegeven wordt door iemand of een vereniging die erkend is in het domein.

Artikel 4 – Toekenningscriterium

De premie kan enkel aangevraagd worden door huishoudens die gedomicilieerd zijn in Etterbeek, binnen de 6 maand na de inschrijving bij een erkend hondencentrum om een hondenopleiding te volgen of na inschrijving voor een infosessie over hondenopleiding of voor een gelijkaardige opleiding (zie artikel 5 van het reglement).

De premie moet ook gaan over de opleiding bevatten die werd gevolgd met een hond van de aanvrager.

Als het aantal aanvragen de beschikbare begrotingskredieten zou overschrijden, geldt de datum waarop de aanvraag werd ingediend als toekenningscriterium, volgens het principe “wie eerst komt, eerst maalt”.

Artikel 5 – Bedrag en dekking van de premie

De premie betreft een gedeeltelijke terugbetaling van:

- ofwel het jaarlijks lidgeld bij het hondencentrum of de hondenclub, erkend door het gewest (Leefmilieu Brussel), voor het volgen van hondenopleidingssessies bij dat centrum of die club;
- ofwel de inschrijving voor een individuele of gezamenlijke opleidingssessie gegeven door een hondenopleidingsvereniging, erkend in het domein;
- ofwel de deelname aan een of meerdere hondenwandelingen begeleid door een hondenopleidingsvereniging of een hondengedragsspecialist, gecertificeerd of erkend in het domein;
- ofwel de inschrijving voor een individuele zitting of consultatie bij een gecertificeerde hondengedragsspecialist.

Belangrijke opmerking: de premie dekt geen opleidingen die de hond voorbereiden op sportwedstrijden of voor professionele doeleinden.

Het bedrag van de premie werd vastgelegd op 50% van het inschrijvingsbedrag of het lidgeld met een maximum van 100 euro per premie en per huishouden dat gedomicilieerd is in Etterbeek.

Artikel 6 – Procedure

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de premieaanvraag worden ingediend met behulp van het enige formulier (zie bijlage), dat volledig ingevuld wordt door de aanvrager. Dit formulier moet ondertekend worden en je moet de volgende documenten bijvoegen:

- het inschrijvingsbewijs (rekening, factuur, ...) voor een honden- of gelijkaardige opleiding met daarop: 1° de gegevens van het hondencentrum of de betrokken vereniging; 2° het betreffende jaar; 3° de kenmerken van het gevolgde opleidingsprogramma; 4° het aantal en het soort zittingen / hond(en); 5° de prijs van de betreffende opleiding.
- een betalingsbewijs.

De aanvrager stuurt het formulier en de documenten binnen 6 maanden na de inschrijving bij een hondencentrum of voor de opleidingssessie (zie artikel 5) via e-mail naar primes-premies@etterbeek.be of per post naar Gemeentebestuur, Premiebeheer, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek. De datum van de stempel van de post dient als bewijs.

Artikel 7 – Betaling

Gelet op het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 oktober 2020, wordt de premie voor het volgen van een hondenopleiding volledig betaald in de vorm van lokale broebelcheques zolang de voorraad strekt.

De lokale broebelcheques hebben een nominale waarde van vijf euro. Ze kunnen worden gebruikt bij de deelnemende handelaars en verenigingen, waarvan de lijst samen met de lokale cheques wordt overhandigd. De bijgewerkte lijst staat ook op de website van de gemeente www.etterbeek.brussels en op de website www.broebel.brussels.

In geval van een bedrag dat geen veelvoud is van 5 wordt de premie naar boven afgerond naar een veelvoud van 5 (bijvoorbeeld een premie van 42,50 euro wordt afgerond naar 45 euro ofwel 9 broebelcheques).

Artikel 8 – Terugbetaling

De begunstigde van een premie moet de volledige premie terugbetalen aan het gemeentebestuur in geval van een onvolledige of bedrieglijke aanvraag met de bedoeling om de premie onrechtmatig te verkrijgen.

Artikel 9 – Betwistingen

Over betwistingen met betrekking tot de toepassing van dit reglement wordt soeverein en definitief een beslissing genomen door het college van burgemeester en schepenen, met uitzondering van een eventueel rechterlijk beroep. Het college neemt een beslissing in alle gevallen die niet voorzien zijn in dit reglement.”

Overwegende dat een nieuw aanvraagformulier voor premies opgesteld zal worden en online komt op de website van de gemeente;

Overwegende dat de informatie over deze nieuwe premie en het reglement verspreidt wordt via alle mogelijke communicatiekanalen van de gemeente (aanplakking, gemeentewebsite, Facebookpagina, huis-aan-huisberichten, ...);

Overwegende dat de premie wordt toegekend aan de huishoudens binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten;

BESLIST om goedkeuring te geven voor:

1. een nieuwe premie die wordt toegekend door de Dierenwelzijn: een “premie voor het volgen van een honden- of gelijkaardige premie” voor huishoudens die gedomicilieerd zijn in de gemeente Etterbeek voor het volgen van een hondenopleiding- of gelijkaardige sessie met een van hun honden, tussen 1 januari 2025 en 31 december 2027, binnen de voorwaarden voorzien in het reglement van deze premie, zoals voorgelegd in de beraadslaging, hieronder, en in bijlage;
2. het reglement voor de toekenningsprocedure van de premie voor het volgen van een honden- of gelijkaardige opleiding, zoals hieronder voorgelegd;
3. een nieuw aanvraagformulier te ontwikkelen en op te stellen en op de

gemeentewebsite te zetten;

4. de verspreiding van de informatie over deze nieuwe premie en het reglement via alle mogelijke communicatiekanalen van de gemeente (aanplakking, gemeentewebsite, Facebookpagina, huis-aan-huisberichten, ...);
5. het lopend beheer van deze premie in samenwerking met de diens Premies;
6. de toekenning van deze nieuwe premie in de vorm van Broebelcheques met een waarde van 5 euro per stuk, op dezelfde wijze als de andere premies die de gemeente Etterbeek nu uitgeeft.

Het punt wordt verdaagd.

7 annexes / 7 bijlagen

Collège approuvé info arrêté subvention projets 2024.pdf, projet form primes_suivi éducation canine.docx, Notification d'engagement subvention 2024.pdf, arrêté Région subside 2024.pdf, projet règlement prime éducation canine.pdf, Collège approuvé Demande de subside BEA 29052024.pdf, courriel prolongation projet subside 2024 2025.msg

Secrétariat - Secretariaat

17.02.2025/A/0029 **Interpellation de Madame Sana Aissaoui relative à l'Arrêté de Police du 23.12.2024, prolongeant celui du 08.07.2024 et du 29.09.2024, portant interdiction temporaire à toute personne non-usagère effective des transports publics, de fréquenter les zones STIB et SNCB de la station "Mérode".**

Nous sommes tout à fait conscients de l'importance de ce dossier et qu'une solution doit être trouvée pour la station Mérode. Nous ne contestons absolument pas ce point et nous approuvons les observations qui ont été faites. Néanmoins, bien que la situation doive naturellement être résolue tant dans l'intérêt des usagers des transports en commun que dans l'intérêt des personnes en situation de besoin qui y trouvent refuge, nous pensons que cette interdiction doit être accompagnée d'une véritable réflexion sur l'origine du problème et la bonne compréhension des causes. Tout cela nous amène à nous poser toutes sortes de questions.

Une première question concernant les effets constatés par la mise en application de l'arrêté de police du 29 septembre 2024, prolongeant le premier arrêté du 8 juillet de la même année. S'agissant donc d'une prolongation d'un arrêté préalablement appliqué, pouvez-vous nous dire quel a été le bilan de cette interdiction après la première instauration et après la prolongation ?

Il est fort heureusement fait mention dans l'arrêté que cette situation ne peut pas être résolue sans s'accompagner de mesures socio-sanitaires et de l'aide la plus appropriée à chaque besoin. Mobiliser les services de prévention communaux constitue bien entendu une aide réelle, sauf s'il n'y a aucun endroit où diriger ces personnes dans le besoin. Vous pointez d'ailleurs le fait que la période actuelle incite les personnes visées dans l'arrêté à fréquenter de façon plus assidue la station

notamment pour s'abriter du froid mais elle diminue aussi la possibilité d'avoir une place en centre. Nous voudrions en savoir davantage sur l'état des ressources précises dont nous disposons. Vous évoquez justement dans l'arrêté le "service de prévention" et le "secteur associatif" (les 8 éducateurs de rue du service Prévention, le Chauffage, le CPAS, ... ?). Pouvez-vous donc nous éclairer sur ces organismes et structures en place et leurs moyens sur cette question précise ? Et quelles sont les mesures exactes de cette prise en charge de l'accompagnement socio-sanitaire mentionnée dans l'arrêté

En outre, du point de vue des ressources humaines, les effectifs humains travaillant dans ces infrastructures existantes suffisent-elles à venir en aide aux personnes plongées dans la précarité ? Le travail n'est-il pas colossal et source de pression importante pour ces travailleurs sociaux et autres éducateurs de rue ?

En somme, quelle vision et quel projet socio-économique à long terme sont envisagés au-delà de cet arrêté d'interdiction ?

Cette problématique soulève donc un certain nombre de questions mais également ouvre des pistes de réflexion plus profondes sur la question du sans-abrisme (et non pas seulement de la toxicomanie publique des personnes sans-abri).

Quelle ambition peut se donner la commune d'Etterbeek pour devenir une commune toujours plus humaine et solidaire, profondément concernée par le bien-être de toutes et tous ? Une commune qui se donnerait les moyens de venir en aide concrètement et durablement à ces personnes vivant une précarité extrême et ne vivant pas dans les conditions favorables pour espérer trouver ou retrouver une vie digne et épanouissante.

Merci d'avance pour l'attention et le temps que vous consacrerez à répondre à ces questions et réflexions qu'il nous faut considérer en tant que représentants de nos concitoyennes et concitoyens, de toute condition.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mevrouw Sana Aissaoui met betrekking tot de Politieverordening van 23.12.2024, ter verlenging van die van 08.07.2024 en van 29.09.2024, waarbij tijdelijk de toegang tot de zones van de MIVB en de NMBS in het station "Mérode" wordt ontzegd aan iedereen die niet daadwerkelijk gebruik maakt van het openbaar vervoer.

Wij zijn ons zeker bewust van het belang van dit dossier en dat een oplossing gevonden moet worden voor het station Merode. Wij betwisten dit punt absoluut niet en keuren de gemaakte waarnemingen goed. Maar hoewel de situatie natuurlijk opgelost moeten worden in het belang van de reizigers in het algemeen en in het belang van de personen die er onderdak zoeken, denken wij dat we bij dit verbod moeten nadenken over de oorsprong van het probleem en de oorzaken goed moeten begrijpen. Dat brengt ons ertoe dat we verschillende soorten vragen stellen.

Een eerste vraag over de vastgestelde effecten door de toepassing van de politieverordening van 29 september 2024, die de eerste verordening van 8 juli van hetzelfde jaar verlengt. Het gaat om een eerdere verordening die verlengd wordt. Kan u ons het resultaat geven van dit verbod toen het voor de eerste keer van kracht ging en na de verlenging ervan?

Gelukkig wordt in de verordening vermeld dat deze situatie niet opgelost kan worden zonder socio-hygiënische maatregelen en hulp die aangepast is aan de behoeften. De preventiediensten van de gemeente mobiliseren helpt natuurlijk, behalve indien er geen enkele plaats is waar deze personen naartoe gestuurd kunnen worden. U geeft bovendien aan dat het feit dat deze periode de mensen bedoeld in de verordening ertoe aanzet vaker naar het station te gaan, in het bijzonder om zich te beschermen tegen de kou, maar tegelijkertijd is dit de periode waarin de kans op een plaats in een centrum kleiner is. We zouden graag meer weten over de exacte bronnen waarover we beschikken. In de verordening vermeldt u de “dienst Preventie” en de “vrijwilligerssector” (de 8 straathoekwerkers van de dienst Preventie, de verwarmruimte, het OCMW, ...?). Kan u ons wat meer uitleg geven over deze organismen en structuren ter plaatse en hun middelen voor deze kwestie? En welke maatregelen worden er juist getroffen in deze verordening om in de socio-hygiënische begeleiding te voorzien?

Bovendien vragen we ons af, vanuit personeelsstandpunt, of het beschikbaar personeel dat in deze infrastructuur werkt volstaat om hulp te bieden aan de mensen die in armoede leven. Is het werk niet enorm en legt het geen grote druk op die sociaal werkers en andere straathoekwerkers?

Kortom, welke visie en welk socio-economisch project op lange termijn worden er voorzien buiten dit toegangsverbod?

Deze problematiek doet veel vragen rijzen, maar opent ook pistes om dieper na te denken over de dakloosheidskwestie (en niet enkel over openbaar druggebruik van daklozen). Welke ambitie kan de gemeente Etterbeek hebben om een nog humanere en solidairdere gemeente te worden, die sterk betrokken is bij het welzijn van iedereen? Een gemeente die de middelen vrijmaakt om concreet en duurzaam ter hulp te schieten voor diegenen die in extreme armoede leven en die niet in de gunstige omstandigheden leven met de hoop een waardig en stralend leven te leven of terug te vinden.

Dank bij voorbaat voor de tijd die jullie steken in het beantwoorden van deze vragen en bedenkingen als vertegenwoordigers van onze inwoners, zonder voorwaarden.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Je reviens finalement. Alors l'interpellation de Madame Sana Assaoui relative à l'arrêté de police dont question relative à la station de métro Mérode, vous avez la parole.

Madame Assaoui :

Merci voilà comme ça. J'ai envoyé l'interpellation par écrit mais je ne pensais pas que j'allais devoir tout redire là maintenant. Donc je pensais que c'était la réponse qui arrivait maintenant. Donc je ne sais pas si vous avez reçu la version écrite.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est comme vous voulez mais peut être pourriez-vous improviser un bref résumé parce que tous les membres du Conseil n'ont pas nécessairement en tête ce que vous aviez lu la fois dernière, résumer simplement de tête l'essentiel de votre problématique ?

J'ai prévu évidemment de vous répondre de manière aussi complète que possible.

Madame Assaoui :

Merci Monsieur. C'était vraiment par rapport au bilan en fait qui a éventuellement été fait et qui a sûrement été fait par rapport aux arrêtés de police et à la suite de toutes les mesures qui ont été prises par rapport à la station « Mérode ». Faire un point vraiment concret par rapport à la situation, les effets positifs, les effets négatifs, tous les effets des mesures déjà accomplies et ensuite, et c'était ça que je voulais vraiment mettre en avant, l'avenir de la question du sans-abrisme, mais aussi de la toxicomanie qui n'est pas nécessairement propre à Etterbeek mais c'est quand même très fort à Bruxelles, évidemment on est une capitale, c'est normal entre guillemets, mais ça ne devrait pas l'être.

Et est-ce que Etterbeek aurait éventuellement une ambition d'essayer de résoudre ça à beaucoup plus long terme, mais de façon beaucoup plus profonde. Donc voilà, en gros c'était ça, merci.

Monsieur le Bourgmestre :

Oui, donc merci. Alors l'initiative qui a été prise est mienne. Elle provient d'un problème de sécurité publique, de salubrité publique, de danger pour les personnes qui s'adonnent à des prises de drogue dans l'espace public, dans le métro et aux alentours, danger pour les usagers.

Vous savez que la station Mérode est non seulement une station de métro, mais aussi de train, que les couloirs sont gigantesques, que les quais ne le sont pas moins. Vous avez aussi des commerces en sous-sol et c'est un lieu qui est fréquenté par un très grand nombre d'enfants, d'adolescents, de jeunes adultes. Vous avez des écoles un peu monstres là autour, je parle par leur taille.

Donc en ce qui concerne l'athénée flamand, vous avez Absil à proximité, vous avez le collègue Saint Michel.

Donc vous avez vraiment des milliers d'élèves qui transitent par cette station et j'ai pu recevoir en ma qualité de bourgmestre chargé de la propreté, de la sécurité, de la salubrité, de plus en plus de plaintes interpellantes quant à la présence à même le sol de drogués qui soit fument des pics de crack, soit se piquent avec des seringues, soit utilisent des cuillères retournées avec des flammes pour organiser leur préparation.

Certains dans un état difficile, certains agressant ou verbalement ou physiquement des usagers pour les amener à donner de l'argent. Par exemple, quelqu'un descend pour aller travailler, arrive au bas des escalators, près des endroits où il y a des portiques et où il y a les commerces, et puis un homme qui venait de prendre sa dose de crack interpelle, cette personne l'empêchait de passer et lui dit

« Tu vois ma bouteille est pleine de pisser, tu vas l'avoir sur la gueule si tu ne donnes pas 1€. »

Alors évidemment ce n'est pas à proprement parler une infraction mais est-ce que c'est un comportement normal ?

Est-ce que c'est un comportement auquel on peut s'attendre quand on prend le métro pour aller travailler ?

Est-ce que c'est conforme aux règles de bienséance et de sécurité publique et d'ordre public ?

La réponse est non.

Est-ce que pour ce motif il faut d'office mettre ces personnes en incarcération en arrestation administrative ?

Je pense que la réponse n'est pas automatiquement non, sauf évidemment si la personne en arrive à des situations qui portent vraiment atteinte à l'ordre public de manière plus importante donc, j'ai pour ma part mené une délégation parlementaire du Parlement bruxellois de la commission de l'Intérieur à Lisbonne.

Cette visite avait pour objectif de voir ce que les Portugais, qui sont forts en avance par rapport à nous, ont fait dans les grandes villes, au Portugal, pour lutter contre les assuétudes et contre les drogues en particulier.

J'ai ainsi pu rencontrer le président de l'office européen des drogues qui est situé à Lisbonne. On a pu rencontrer les services de prévention, on a pu rencontrer les gestionnaires de la chambre de dissuasion, on a pu rencontrer des policiers, les policiers de quartier.

Et le système portugais, en résumé, est le suivant.

On distingue très clairement les trafiquants de drogue et les usagers des drogues. Les uns sont des criminels, les autres sont des victimes s'ils ne vendent pas de drogues. Et donc, personnellement, moi j'épouse totalement cette philosophie. Si bien que j'ai pu constater que le système pénal au Portugal avait été adapté de façon telle qui avait été créé ce qu'on appelle des chambres de dissuasion, c'est à dire que lorsque quelqu'un se piquait en rue, fume une pipe de craque en rue, et cetera, la police

interpelle la personne et amène la personne à la chambre de dissuasion.

La Chambre de dissuasion est composée par toute une série de praticiens qui vont exposer à la personne que si elle accepte de suivre, j'améliore le texte mais, un circuit vertueux, c'est à dire on fait un bilan sur la drogue qu'elle prend, on fait un bilan social, on fait un bilan sociétal, un bilan de santé et elle accepte de suivre un parcours de réintégration, il n'y a pas de suite pèlerin, elle refuse, il y a suite pénale.

C'est quelque chose moi qui me parle et qui donne au Portugal un taux de réussite de 45%. Faut évidemment savoir que malheureusement les drogues actuelles sont de nature à assez rapidement causer des dégâts définitifs au cerveau.

Que dans ce cas-là, bien entendu, une réintégration est vouée à l'échec parce qu'on a affaire à des personnes qui ne sont plus en mesure de pouvoir exercer une fonction ou lucrative ou quelconque.

J'ai aussi été amené à accompagner une délégation de la police des polices locales de différentes zones de Wallonie et de Bruxelles, au Québec, à Montréal, ou j'ai rencontré des policiers de terrain, des agents de quartier confrontés au fentanyl.

On a pu se rendre compte que cette drogue pouvait entraîner par une seule prise, la première fois, une mort immédiate. Et ça, pour des jeunes de 14, 16 ans, parce qu'ils meurent par étouffement.

Ce sont donc quand même des choses qui méritent plus que de l'attention.

J'ai pu aussi découvrir là-bas qu'un antidote existe avec un puf, dont les policiers disposent. Si on prend la personne à temps et qu'on inhale le produit, ça arrête le processus et ça sauve la personne. Mais sur la durée, les dégâts sont considérables.

On est donc confronté à une situation qui dépasse évidemment la pure gestion communale. Mais moi je ne suis pas du style à voir ces choses, à aller sur place, à descendre dans les stations de métro, à parler à ces personnes, à constater ce qu'il y a par terre, à constater les dangers et à ne rien faire.

Et donc j'ai organisé une table ronde qui s'est tenue avec le CPAS, avec les assistants sociaux du CPAS, avec mon cabinet, avec le service de prévention, avec les représentants de la police, avec les hôpitaux IRIS Sud services d'urgence et services de médecine interne qui étaient présents.

Avec le secteur associatif, donc les représentants de Transit de Diogenes, les infirmiers de rue, les éducateurs, la STIB, la plateforme régionale des drogues, et donc toutes ces personnes-là étaient réunies ici à Etterbeek à mon initiative.

Alors ce n'est pas pour faire de mon nez, mais c'est eux qui l'ont dit, on a eu une réunion de plus de 02h00 où chacun a échangé et à discuter de comment faire pour prendre des mesures les plus pour employer un grand mot systémique possible.

Et ils m'ont dit « Jamais bon meuf nous a reçu nous l'associatif pendant 02h30 ».

Donc ce n'est pas quelque chose que j'ai sorti de ma tête comme ça dans un claquement de doigts, non, on a avec l'ensemble des partenaires, dégagé des solutions provisoires qui étaient de dire.

« On ne peut plus laisser ces personnes dans des endroits de grand passage où manifestement ils créent un danger pour les autres, pour eux-mêmes, où ça trouble l'ordre public et où ça empêche un fonctionnement normal des transports en commun pour les usagers ».

On a donc défini, en accord avec ces services, des endroits dans la station où la présence de ces personnes sont tolérées.

Certains habitants se sont adressés à moi en disant, mais enfin, comment vous pouvez tolérer ça ? C'est scandaleux, mettez ces gens dehors.

OK on les met dehors, mais ils font quoi dehors et comment on fait quand on est en hiver et qu'ils sont à même un trottoir ?

Donc moi j'ai pris les mesures prophylactiques, c'est à dire que je me suis arrangé avec la STIB pour que ces personnes une fois par jour ou tous les 2 jours se déplacent, on nettoie tout, on remet tout en place, on donne également des containers jaunes comme on utilise dans les cliniques pour que les seringues et tous les éléments qui peuvent entraîner des dommages soient protégés et on fait du travail social sur place avec les différents membres de l'associatif.

J'ai obtenu qu'il y ait une tournante de ces différents mouvements, soit régionaux, soit associatifs, pour qu'il y ait un contact avec ces personnes.

J'ai ainsi pu parler à un, vous savez, quand on est fortement atteint par la drogue et qu'on l'apprend depuis un certain temps, on a des modifications morphologiques considérable et donc on ne peut plus connaître vraiment l'âge de quelqu'un, mais la personne qui me parlait et qui était tout à fait sain d'esprit était jeune. Il me disait « Monsieur, je viens de prendre ma dose de crack, dans une demi-heure je pourrai plus vous parler et maintenant je peux encore vous parler et merci pour ce que vous faites, mais vous vous savez et moi le premier, je me dégueule dessus de la crasse que je prends, mais je n'arrive pas à arrêter parce que pour arrêter il faut être encadré et il faut avoir un accès aux soins et vous devez attendre 3 mois avant d'être reçu. Et quand vous êtes reçu, il faut attendre 6 mois avant d'avoir une place. Et nous en 9 mois on continue et on ne sait pas arrêter ».

Donc par rapport à tout ça, en discutant avec l'ensemble de ceux qui se dévouent et qui méritent énormément de respect, parce que faut savoir quand même que le travail que font ces personnes sur le terrain avec ces personnes droguées, est très démotivant, parce que les résultats sont faibles et le travail est particulièrement humainement difficile ; on s'est dit, ce qu'il faut, c'est donner un espoir à ces personnes et un aboutissement au-delà de cet encadrement provisoire sécurisé de leurs pratiques.

Et donc j'ai proposé au collège une décision d'affecter un bâtiment communal en termes d'espace de répit, hub social, donc un endroit plus digne qu'un quai de métro ou de chemin de fer, ou avec quelqu'un par terre, quelqu'un d'autre debout parle à cette personne, ça n'est pas digne.

Et donc on a fait ça. On a décidé de s'associer avec le CPAS et les opérateurs associatifs spécialisés pour mettre au point, à nos frais, un endroit d'accueil, une

antenne sociale pluridisciplinaire, au numéro 53 de la rue général Tombeur.

Avec pour objectif la prise en charge du public, une meilleure connaissance mutuelle, un point d'accroche, une zone de répit, une possibilité d'opérer un contrôle médical minimal.

Et donc nous avons demandé, c'est passé au collège le 27 novembre dernier, des sources de financement, service de première ligne pour lutter contre les assuétudes, pour soutenir ceux qui travaillent donc dans ces dispositifs là que nous avons décrit, on a demandé 75000€.

On a également demandé un soutien pour les réductions des risques liés aux usagers de drogues avec notamment la COCOM, nous sommes éligibles pour obtenir jusqu'à 4 équivalents temps plein qui pourraient être affectés dans cet espace pour gérer l'accueil et l'encadrement des personnes également, un travail de rue et de maraude.

Donc la régie foncière, à ma demande, avec le collège et le CPAS ont rénové ce bâtiment dans lequel il y a un bureau, une zone d'accueil, c'est une petite maison mais qui est tout à fait destinée à cela, elle est à 10 minutes à pied de donc c'est tout à fait pertinent.

J'ai été sur place avec le coordinateur des services sociaux du CPAS, avec l'appui du président du CPAS ici présent, avec également les représentants de Transit.

Donc voilà les choses se mettent en place. Ce ne sera pas une solution miracle, mais ce sera une solution qui permettra quand même d'en sauver certains, d'offrir des possibilités de suivi à d'autres.

Il faut savoir que le nombre de sans-abris, le nombre de consommateurs de drogue, a explosé en peu de temps à Bruxelles et nous ne sommes pas épargnés sur Etterbeek dans les stations de métro plus lorsque on est en période froide comme maintenant, en période chaude, ça se passe plus dans les dans les parcs.

Nous avons les éducateurs de rue qui sont spécialisés et souvent évidemment, le problème c'est qu'il n'y a pas un, 2 ou 3 problèmes, mais il y a 4 ou 5 ou 6 problèmes en même temps.

Il y a un problème de perte d'emploi, il y a un problème de rupture familiale, il y a un problème d'assuétude qui peut être à la fois l'alcool, à la fois des drogues dures, des problèmes psychiatriques et tout ça se mélange.

Et donc ce n'est pas un coup de cuillère à pot que ça se résout mais ce sont des êtres humains qu'il faut aider. Je dois vous dire que j'ai eu la collaboration efficace de la police, non pas une police coercitive mais une police compréhensive.

On était sur place à plusieurs reprises. On a fait une évaluation de ce dispositif. À chaque fois, on a reçu une évaluation qui est positive. Pour le moment, on est à nouveau un peu dépassé par les événements parce que on a pas mal de policiers qui sont requis pour d'autres tâches et parallèlement, on a un afflux considérable de sans-abris et de drogués au même endroit. Je le reconnais volontiers parce que c'est comme ça et que je ne sais pas fabriquer des policiers quand ils ne sont pas là. Mais

fondamentalement les choses fonctionnent mieux que si on ne faisait rien et la sécurisation des usagers est meilleure. Et on évite pour les drogués, les overdoses, les errements, les erreurs de comportement parce qu'il y a un encadrement.

Je vous ai parlé de tête mais enfin j'ai essayé de vous éclairer autant que je le pouvais.

Madame Assaoui :

Merci infiniment pour toutes ces précisions et c'est vraiment très complet donc ça nous donne envie de creuser encore plus là-dedans, je pourrais continuer avec les questions et on pourrait comme vous avez dit l'autre fois en parler pendant des heures. Comme c'est une problématique avec laquelle on vit au quotidien, le sans abrisme, on le côtoie quotidiennement, on ne peut pas faire sans, qu'ils soient etterbeekoïs ou pas, ce sont des êtres humains et ce sont des problématiques qu'on doit vraiment prendre très à cœur je pense et vous le faites très bien avec tout le secteur associatif donc c'est magnifique et donc là je vais juste processeur de ce que vous m'avez dit c'est super et creuser là-dessus. Bravo pour le travail.

Monsieur le Bourgmestre :

Merci.

Ce qu'il faut aussi comprendre c'est que là où dans le temps la drogue coûtait cher, c'est plus le cas aujourd'hui. Et donc par exemple les doses de crack on peut déjà en avoir une ou une demie avec 5 ou 10,00€. C'est ce que le gars qui était parti me disait « Moi avec mon copain je fais la manche et j'obtiens rapidement de pas prendre une dose, et puis on est stone pendant 2 heures et puis on recommence et on recommence ».

Et donc ce qui moi me fait encore plus peur, c'est le fentanyl, les drogues de synthèse qui sont des médicaments qui servent pour des grands animaux au niveau de l'endormissement d'un cheval par exemple pour une opération chirurgicale et qui ont été modifiés par ces trafiquants de drogue avec des crasses qu'on mélange dans ce médicament et qui alors créé ce qu'on a vu pour ceux qui ont regardé ces images à Montréal ou aux États-Unis de zombies en rue, qui pendouillent sans plus avoir bougé et ces produits sont déjà là.

C'est pour ça que je suis allé au Québec, voir comment ça se passe là-bas et comme un enfant que je suis parce que je me définis comme un enfant adulte je pensais revenir avec une solution mais je ne suis pas revenu avec une solution.

J'ai trouvé une solution qui était un produit qu'on ne connaissait pas, qui était ce puff mais qui n'est que provisoire quand on arrive à temps pour sauver la personne. Mais une solution plus pérenne en fait il n'y a pas.

Donc le problème étant entier mais baisser les bras n'est pas une solution donc on travaille.

Merci de vos questions.

Mijnheer de burgemeester:

Ik ben eindelijk terug. Dus de interpellatie van mevrouw Sana Aissaoui over het politiebesluit over het metrostation Merode, u heeft het woord.

Mevrouw Aissaoui:

Bedankt. Zo. Ik heb de vraag schriftelijk ingediend, maar ik had niet gedacht dat ik alles nu nog eens zou moeten herhalen. Ik dacht dat het antwoord nu zou komen. Ik weet dus niet of u de schriftelijke versie hebt ontvangen.

Mijnheer de burgemeester:

Dat is zoals u wilt, maar misschien kunt u een korte samenvatting geven, want niet alle raadsleden weten nog wat u de vorige keer hebt voorgelezen. Kunt u gewoon uit uw hoofd de essentie van uw probleem samenvatten?

Ik ben natuurlijk van plan om u een zo volledig mogelijk antwoord te geven.

Mevrouw Aissaoui:

Bedankt, mijnheer. Het ging eigenlijk om de balans die mogelijk is opgemaakt en die zeker is opgemaakt in verband met de politiebesluiten en naar aanleiding van alle maatregelen die zijn genomen met betrekking tot het station Merode. Een echt concreet overzicht maken van de situatie, de positieve effecten, de negatieve effecten, alle effecten van de al genomen maatregelen en vervolgens en dat was wat ik echt naar voren wilde brengen, de toekomst van de problematiek van dakloosheid, maar ook van drugsverslaving, die niet noodzakelijkerwijs specifiek is voor Etterbeek, maar toch erg sterk aanwezig is in Brussel. We zijn natuurlijk een hoofdstad, dus dat is normaal, tussen aanhalingstekens, maar dat zou niet zo moeten zijn.

En zou Etterbeek eventueel de ambitie hebben om dit op veel langere termijn, maar op een veel diepgaandere manier op te lossen? Dat was het in grote lijnen, bedankt.

Mijnheer de burgemeester:

Oké, bedankt. Ik heb dus het initiatief genomen. Het komt voort uit een probleem van openbare veiligheid, volksgezondheid en gevaar voor mensen die drugs gebruiken in de openbare ruimte, in de metro en omgeving, gevaar voor de gebruikers.

U weet dat het station Merode niet alleen een metrostation is, maar ook een treinstation, dat de gangen gigantisch zijn, dat de perrons dat ook zijn. Er zijn ook ondergrondse winkel en het is een plek waar veel kinderen, tieners en

jongvolwassenen komen. Er zijn een paar grote scholen in de buurt, ik bedoel qua omvang.

Het Vlaams atheneum, Absil, Collège Saint-Michel.

Er passeren dus echt duizenden leerlingen door dit station en als burgemeester bevoegd voor netheid, veiligheid en hygiëne, heb ik steeds meer verontrustende klachten ontvangen over de aanwezigheid van drugsverslaafden die crack roken, zich injecteren met naalden of omgekeerde lepels met vlammen gebruiken om hun drugs te bereiden.

Sommigen zijn er slecht aan toe, sommigen vallen gebruikers verbaal of fysiek aan om ze geld te laten geven. Iemand stapt bijvoorbeeld uit om naar het werk te gaan, komt beneden aan de roltrappen aan, vlak bij de poortjes en winkels, en dan roept een man die net zijn dosis crack heeft genomen naar deze persoon, verspert hem de weg en zegt:

“Zie je, mijn fles zit vol pis, je gaat het in je gezicht krijgen als je me geen 1 euro geeft”.

Dit is natuurlijk geen overtreding, maar is dit normaal gedrag?

Is dit het soort gedrag dat je zou verwachten als je met de metro naar je werk gaat?

Past dit bij de regels van fatsoen, openbare veiligheid en openbare orde?

Het antwoord is nee.

Moeten deze mensen daarom automatisch administratief worden aangehouden?

Ik denk niet dat het antwoord automatisch nee is, tenzij de persoon natuurlijk een punt bereikt waarop hij echt een grote bedreiging vormt voor de openbare orde. Dus ben ik met een parlementaire delegatie van het Brusselse parlement naar Lissabon geweest.

Het doel van dit bezoek was om te zien wat de Portugezen, die ons ver vooruit zijn, in de grote steden van Portugal hebben gedaan om verslaving, en drugs in het bijzonder, te bestrijden.

Ik heb de voorzitter ontmoet van het Drugsagentschap van de Europese Unie, dat in Lissabon is gevestigd. We hadden een ontmoeting met de preventiediensten, met de beheerders van de ontmoedigingskamers, met politieagenten en met wijkagenten.

In een notendop ziet het Portugese systeem er als volgt uit.

Er is een zeer duidelijk onderscheid tussen drugshandelaars en druggebruikers. De eersten zijn criminelen, de laatsten zijn slachtoffers als ze geen drugs verkopen. Persoonlijk sta ik volledig achter deze filosofie. Ik heb kunnen vaststellen dat het strafsysteem in Portugal zodanig is aangepast dat er zogenaamde “ontmoedigingskamers” zijn opgericht: als iemand op straat aan het prikken is, een crackpijp rookt, enz. dan brengt de politie die naar de ontmoedigingskamer.

De ontmoedigingskamer bestaat uit een hele reeks professionals die aan de persoon

uitleggen dat als hij akkoord gaat met het volgen van - en ik verbeter de tekst - een deugdzaam traject, d.w.z. dat er een beoordeling wordt gemaakt van de drugs die hij gebruikt, dat er een sociale beoordeling wordt gemaakt, dat er een gezondheidsbeoordeling wordt gemaakt. Als de persoon akkoord gaat met het volgen van een re-integratieprogramma, is er geen vervolging. Als hij weigert, is er strafrechtelijke vervolging.

Dit spreekt mij aan. Het slaagpercentage in Portugal is 45 procent. Natuurlijk moet je je ervan bewust zijn dat de drugs van tegenwoordig helaas vrij snel permanente schade aan de hersenen kunnen toebrengen.

In dergelijke gevallen is re-integratie natuurlijk gedoemd te mislukken omdat we te maken hebben met mensen die niet langer in staat zijn om welke functie dan ook uit te oefenen, of dat nu lucratief is of niet.

Ik heb ook een delegatie van de lokale politie van verschillende politiezones uit Wallonië en Brussel vergezeld naar Montreal, Quebec, waar ik politieagenten heb ontmoet die op het terrein werken, wijkagenten die met fentanyl te maken hebben.

Daar hebben we gezien dat één enkele dosis van deze drug, de eerste keer, onmiddellijk tot de dood kan leiden. En dat voor jongeren van 14 of 16 jaar, omdat ze sterven door verstikking.

Dit zijn dus dingen die meer dan aandacht verdienen.

Ik heb daar ook kunnen ontdekken dat er een tegengif bestaat met een puf, die de politie heeft. Als je op tijd bij de persoon bent en het middel laat inhaleren, stopt het proces en red je de persoon. Maar na verloop van tijd is de schade aanzienlijk.

We hebben dus te maken met een situatie die duidelijk verder gaat dan puur gemeentelijk beheer. Maar ik ben niet het type persoon dat deze dingen ziet, ter plaatse gaat, naar de metrostations gaat, met deze mensen praat, ziet wat er op de grond gebeurt, de gevaren ziet en dan niets doet.

Dus organiseerde ik een rondetafelgesprek met het OCMW, met de maatschappelijk werkers van het OCMW, met mijn kabinet, met de dienst Preventie, met vertegenwoordigers van de politie, met de Iris Ziekenhuizen Zuid, spoeddiensten en afdelingen interne geneeskunde die aanwezig waren.

Met de vrijwilligerssector, waaronder vertegenwoordigers van Transit de Diogenes, straatverpleegkundigen, straathoekwerkers, het gewestelijk drugsplatform, en zo waren al deze mensen hier in Etterbeek verzameld op mijn initiatief.

Ik wil niet opscheppen, maar zij waren het die het zeiden. We hadden een vergadering van meer dan 2 uur waar iedereen ideeën uitwisselde en bespraken hoe we zo systemisch mogelijke maatregelen konden nemen.

En ze zeiden tegen me: "Wij, de vrijwilligerssector, werden nog nooit 2,5 uur ontvangen."

Het is dus niet iets wat ik zomaar uit mijn hoofd heb geplukt, nee, we hebben met alle partners samengewerkt om tot voorlopige oplossingen te komen.

We kunnen niet langer toestaan dat deze mensen verblijven op drukke plaatsen waar ze duidelijk een gevaar vormen voor anderen en voor zichzelf, waar ze de openbare orde verstoren en waar ze de normale werking van het openbaar vervoer voor gebruikers verhinderen”.

In overleg met deze diensten hebben we dus zones in het station afgebakend waar de aanwezigheid van deze mensen wordt getolereerd.

Sommige bewoners zijn naar me toe gekomen en zeiden: "Maar hoe kunnen jullie dit tolereren? Het is schandalig, zet deze mensen buiten.

Oké, we zetten ze buiten, maar wat doen ze buiten en wat doen we als het winter is en ze staan op straat?

Dus nam ik preventieve maatregelen, wat betekent dat ik met de MIVB regelde dat deze mensen zich één keer per dag of om de twee dagen konden verplaatsen, alles wordt schoongemaakt, alles wordt terug op zijn plaats gezet, ze krijgen gele containers zoals die gebruikt worden in ziekenhuizen zodat spuiten en alle dingen die schade kunnen veroorzaken beschermd zijn en de verschillende verenigingen gaan ter plaatse.

Ik heb geregeld dat deze verschillende bewegingen, van het Gewest of verenigingen, elkaar afwisselen zodat er contact is met deze mensen.

Dus ik kon met iemand praten die, weet je, als je zwaar onder invloed van drugs bent en je weet het al een tijdje, je aanzienlijke morfologische veranderingen hebt en dus kun je niet echt iemands leeftijd meer weten, maar de persoon die met me praatte, die helemaal gezond was, was jong. Hij zei tegen me: "Meneer, ik heb net mijn dosis crack genomen, over een half uur kan ik niet meer met u praten en nu kan ik nog wel met u praten en u bedanken voor wat u doet, maar weet u, ik kots mezelf helemaal onder van de viezigheid die ik neem, maar ik kan niet stoppen want om te stoppen moet je onder toezicht staan en moet je toegang hebben tot zorg en moet je 3 maanden wachten voordat je gezien kunt worden. En als je eenmaal gezien bent, moet je 6 maanden wachten voordat je een plek hebt. En na 9 maanden gaan we nog steeds door en we weten niet hoe we moeten stoppen."

Dus, met het oog op dit alles, in gesprekken met al diegenen die toegewijd zijn en die veel respect verdienen, omdat je je moet realiseren dat het werk dat deze mensen ter plekke doen met deze drugsverslaafden zeer demotiverend is, omdat de resultaten slecht zijn en het werk bijzonder moeilijk is vanuit menselijk oogpunt; zeiden we tegen onszelf dat het nodig was om deze mensen hoop te geven en een uitweg buiten dit voorlopige veilige kader.

En dus stelde ik aan het college voor om een gebouw van de gemeente te gebruiken als een ruimte om op adem te komen, een sociaal centrum, eenwaardigere plek dan een metro- of treinperron, waar iemand op de grond ligt en iemand anders met die persoon staat te praten, dat is niet waardig.

Dus dat hebben we gedaan. We besloten onze krachten te bundelen met het OCMW en gespecialiseerde verenigingen om op eigen kosten een opvangruimte, een

multidisciplinair sociaal centrum, op te zetten op de Generaal Tombeurstraat 53.

Het doel is om het publiek op te vangen, om elkaar beter te leren kennen, om een centraal punt te voorzien, een rustruimte en de mogelijkheid om een minimale medische controle uit te voeren.

En dus hebben we gevraagd, en dit is op 27 november door het college goedgekeurd, om financieringsbronnen voor een eerstelijnsdienst in de strijd tegen verslavingen, ter ondersteuning van degenen die werken in die voorzieningen die we net hebben beschreven, en we hebben gevraagd om 75.000 euro.

We hebben ook gevraagd om steun voor risicobeperking voor drugsgebruikers, in het bijzonder met de GGC. We komen in aanmerking voor maximaal 4 voltijdsequivalenten die in deze ruimte zouden kunnen worden ingezet om de opvang en begeleiding van mensen te regelen, evenals straatwerk.

Op mijn verzoek hebben de Regie van Grondbeleid, het college en het OCMW dit gebouw, met een kantoor en een ontvangstruimte, gerenoveerd. Het is een klein huis, maar het is perfect geschikt voor dit doel en het ligt op 10 minuten lopen van het centrum, dus het is perfect geschikt.

Ik ben er geweest met de coördinator van de sociale dienst van het OCMW, met de steun van de voorzitter van het OCMW hier, en ook met vertegenwoordigers van Transit.

Dus alles valt op zijn plaats. Het zal geen mirakeloplossing zijn, maar wel een oplossing die het mogelijk maakt om sommigen te redden en anderen op te volgen.

U moet weten dat het aantal daklozen en druggebruikers in Brussel op korte tijd geëxplodeerd is, en we worden niet gespaard in Etterbeek, in de metrostations, vooral wanneer het koud is, zoals nu; in de warmere maanden is het eerder in de parken.

We hebben straathoekwerkers die gespecialiseerd zijn en vaak is het probleem natuurlijk dat er niet één, 2 of 3 problemen zijn, maar 4 of 5 of 6 problemen tegelijk.

Er is een probleem van jobverlies, er is een probleem van gezinsbreuk, er is een probleem van verslaving, wat alcohol kan zijn, harddrugs, psychiatrische problemen en al deze dingen lopen door elkaar.

Er is dus geen kant-en-klare oplossing voor het probleem, maar dit zijn mensen die geholpen moeten worden. Ik moet zeggen dat ik de effectieve medewerking had van de politie, geen dwingende politie maar een begripvolle politie.

We zijn verschillende keren ter plaatse geweest. We hebben het systeem geëvalueerd. Elke keer kregen we een positieve evaluatie. Op dit moment zijn we weer een beetje overrompeld door de gebeurtenissen, omdat we nogal wat politieagenten nodig hebben voor andere taken, en tegelijkertijd hebben we een enorme toestroom van daklozen en drugsverslaafden op dezelfde plaats. Ik geef dat gerust toe, want zo is het nu eenmaal en ik weet niet hoe ik politieagenten moet maken als ze er niet zijn. Maar in wezen werkt het beter dan wanneer we niets zouden doen en zijn de gebruikers veiliger. En voor drugsverslaafden zijn er geen

overdoses, geen fouten, geen wangedrag omdat er een kader is.

Deze informatie komt uit het hoofd, maar ik heb geprobeerd u zo goed mogelijk te informeren.

Mevrouw Aïssaoui:

Ik zou kunnen doorgaan met de vragen en we zouden er uren over kunnen praten, zoals u onlangs zei. We krijgen dagelijks te maken met dakloosheid. En of het nu Etterbekenaren zijn of niet, het zijn mensen en dit zijn problemen die we echt ter harte moeten nemen denk ik en u doet het heel goed met de verenigingen, dus het is prachtig en dus ga ik hier gewoon verwerken wat u me hebt verteld, het is geweldig en ik ga me erin verdiepen. Bravo voor het werk.

Mijnheer de burgemeester:

Bedankt.

Wat ook belangrijk is om te begrijpen, is dat drugs vroeger duur waren, maar nu niet meer. Zo kun je bijvoorbeeld één of een halve dosis crack krijgen voor € 5 of € 10,00. Dat is wat de jongen tegen me zei: "Mijn vriend en ik bedelen om geld en ik krijg ze snel zover dat ze we een dosis nemen, en dan worden we 2 uur lang stoned en dan doen we het nog een keer en nog een keer".

Wat me dus nog meer angst aanjaagt is fentanyl, synthetische drugs die gebruikt worden voor grote dieren om bijvoorbeeld een paard te laten inslapen tijdens een operatie, en die door drugshandelaren bewerkt zijn met wat vuiligheid die door de drug gemengd wordt om te creëren wat we in Montreal of de Verenigde Staten gezien hebben van zombies op straat, die daar hangen zonder te bewegen, en deze producten zijn er al.

Daarom ging ik naar Quebec, om te zien hoe het daar ging, en als het kind dat ik ben - want ik definieer mezelf als een volwassen kind - dacht ik dat ik terug zou komen met een oplossing, maar ik kwam niet terug met een oplossing.

Ik vond een oplossing die een product was dat we niet kenden, namelijk een puf. Maar die oplossing is alleen tijdelijk en als je op tijd bent om de persoon te redden. Maar er is geen meer permanente oplossing.

Het probleem blijft dus bestaan, maar opgeven is geen oplossing, dus we werken eraan.

Bedankt voor uw vragen.

Interpellation de Monsieur Pieterjan Vanden Boer sur la participation des non-Belges aux élections à Etterbeek

On a pu laissé décanter les élections communales du 13 octobre 2024.

Pourtant, l'analyse de la participation des citoyens non-belges d'Etterbeek à ces élections provoque des préoccupations. On souscrit tous l'importance de la démocratie inclusive, et je souligne que le collège précédent a bien pris des initiatives pour favoriser la participation des citoyens non-belges aux élections. Néanmoins, il faut constater que notre commune a légèrement régressé ce domaine.

En 2024, seulement 17% des citoyens non-belges ayant le droit de vote s'était inscrit pour voter, à peu près le même pourcentage qu'en 2018 (17,8%). L'inscription de citoyens européens (17,9%) était bien plus élevé que celui des citoyens non-européens (10,2%).

Ces chiffres suscitent des questions, car notre commune a bien fait des efforts pour promouvoir le droit de vote auprès des non-belges. Néanmoins, les résultats ne suivent pas, et ça pendant qu'on voit que d'autres communes ayant des enjeux similaires, obtiennent de meilleurs résultats. Etterbeek doit laisser passer 9 autres communes bruxelloises avec un taux d'inscription plus élevé, par exemple Watermael-Boitsfort (25.7%) ou Saint-Gilles (22.5%).

Personnellement, j'ai parlé avec grand nombre de citoyens pendant la campagne, et j'ai remarqué que beaucoup d'entre eux auraient voulu donné leur voix, mais qu'ils n'étaient pas au courant de la possibilité et les démarches nécessaires à faire pour l'inscription ou le savaient trop tard.

Vu la grande diversité de notre population communale, le taux de non-belges inscrits a des conséquences pour la participation en total. À Etterbeek, moins de la moitié, que 48,2%, des votants a effectivement voté. Ce taux est moins élevé que la moyenne bruxelloise et a baissé à l'égard de 2018 (50,8%) et 2014 (53,7%). Cette tendance est préoccupante et exige une analyse profonde.

Sur base de ces chiffres, j'ai les questions suivantes:

1. Comment le collège analyse les efforts qui ont été faits pour élever le taux d'inscriptions de non-belges?
2. Est-ce qu'il y a des explications pour un taux d'inscription plus bas par rapport à d'autres communes?
3. Est-ce que le collège envisage d'adopter les bons pratiques d'autres communes bruxelloises où le taux d'inscription est plus élevé, comme à Saint-Gilles ou Watermael-Boitsfort?
4. Quels efforts le collège envisage pour arriver à un taux d'inscriptions plus élevé en 2030?
5. Le collège, vise-t-il d'informer les nouveaux citoyens non-belges sur leur droit de vote pendant toute la législature? Par exemple, en les informant activement lors d'autres démarches?

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mijnheer Pieterjan Vanden Boer inzake de deelname van niet-Belgen aan de verkiezingen in Etterbeek

We hebben de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 al even kunnen laten bezinken.

De analyse van de participatie van niet-Belgische inwoners van Etterbeek bij deze verkiezingen is echter een aanleiding tot bezorgdheid. We onderschrijven allemaal het belang van inclusieve democratie, en ik onderstreep dat het vorige college zeker acties heeft ondernomen om de participatie van niet-Belgische inwoners bij de verkiezingen te verhogen. Toch moeten we uit de cijfers vaststellen dat onze gemeente op dit vlak licht is achteruitgegaan.

In 2024 was slechts 17% van de stemgerechtigde niet-Belgische inwoners ingeschreven om te stemmen, nagenoeg hetzelfde percentage als in 2018 (17,8%). De inschrijvingen van EU-burgers (17.9%) waren daarbij duidelijk hoger dan niet-EU-burgers (10.2%).

Deze cijfers roepen vragen op, want onze gemeente heeft wel degelijk inspanningen geleverd om het kiesrecht van niet-Belgen te promoten. Toch blijven de resultaten achter, en dat terwijl we zien dat andere gemeenten met soortgelijke uitdagingen betere resultaten behalen. Etterbeek moet 9 andere Brusselse gemeenten laten voorgaan met een hogere inschrijvingsgraad, zoals bijvoorbeeld Watermaal-Bosvoorde (25.7%) of Sint-Gillis (22,5%).

Persoonlijk sprak ik met heel wat burgers tijdens de afgelopen campagne, en het viel me op dat velen onder hen graag hun stem zouden uitbrengen, maar niet of te laat op de hoogte waren van de mogelijkheid en de nodige stappen voor inschrijving.

Gezien de hoge diversiteit van onze gemeentelijke bevolking het lage aantal ingeschreven niet-Belgen heeft gevolgen voor de participatie als geheel. In Etterbeek bracht minder dan de helft, slechts 48,2% van alle stemgerechtigden een effectieve (niet-blanco) stem uit. Dit is lager dan het Brussels gemiddelde en een daling ten opzichte van 2018 (50,8%) en 2014 (53,7%). Deze trend is zorgwekkend en vraagt om een grondige analyse.

Gelet op deze cijfers heb ik de volgende vragen:

1. Hoe analyseert het college de inspanningen die er de afgelopen jaren geleverd om de inschrijvingsgraad van niet-Belgen te verhogen?
2. Zijn er verklaringen voor de lagere inschrijvingspercentages ten opzichte van andere gemeenten?
3. Is het college van plan om goede praktijken van andere Brusselse gemeenten, zoals Sint-Gillis of Watermaal-Bosvoorde, waar de inschrijvingsgraad hoger ligt over te nemen?
4. Welke andere inspanningen plant het college om in 2030 voor een hoger inschrijvingspercentage te zorgen?
5. Overweegt het college om gedurende de hele legislatuur in te zetten op het informeren van nieuwe, niet-Belgische burgers, over hun stemrecht? Bijvoorbeeld door hen proactief te informeren tijdens andere administratieve stappen?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur Lenaers :

Monsieur, vous étiez, et vous vous en souvenez certainement, informé de toutes les initiatives qui ont été formulées.

Je vous rappelle que de manière générale, par rapport aux élections de 2018, le taux de participation aux régions bruxelloises a reculé d'un peu plus de 1% et demi. Alors, de façon globale, il y a un phénomène observé dans toutes les études par rapport aux autres pays européens, c'est le délai d'inscription nécessaire avant l'élection.

En clair, vous devez être inscrit nonante jours avant l'élection, on clôture les listes électorales dans d'autres pays, je regarde votre voisine, pour la France, c'est une semaine, 10 jours, voire 15 jours, ce qui permet évidemment d'être beaucoup plus impliqué pendant même le temps de la campagne à proprement parler.

Cela est une difficulté majeure constatée et qui s'est amplifiée encore lors de ces élections d'octobre dernier.

Par ailleurs, nous avons de façon générale, évidemment lancé toute une série d'initiatives de façon à sensibiliser, expliquer la procédure d'inscription sur les listes électorales. Nous avons dédié également une page web spécifique tant pour les élections du 9 juin, puisque là, c'était uniquement pour les élections européennes que les citoyens de l'Union étaient concernés, et une page spécifique pour les élections communales pour les Européens et non européens, inscrits depuis plus de 5 ans.

Je vous rappelle également qu'une brochure d'informations complète a été distribuée en toute boîte, vous le savez. La loi électorale communale bruxelloise qui était adoptée par l'ordonnance du 20 juillet 2023 ne prévoit pas, et c'est sur base juridique, aux communes de la région d'envoyer un courrier personnalisé ciblé aux citoyens non belges. C'est aussi une 2e difficulté.

Vous le savez, vous avez participé à de nombreux événements au cours de l'année 2024, le service des affaires électorales a été présent en extérieur lors d'une multitude d'événements. Pour rappel, je prends le cadre de la fête de l'avenue de Tervuren qui dresse un large public et également un public européen, non européen. Ils ont eu en tout et pour tout 0 inscription, c'était au mois de mai.

Ça paraît loin les élections du 13 octobre à ce moment-là.

Après, évidemment, il y a toutes les initiatives que le bourgmestre a prises avec une In'Etterbeek, il vous en parlera certainement mieux que moi, mais nous avons également dédié, dès la période bien avant l'inscription, tant pour le 9 juin, donc je vous rappelle que c'était fin mars, on clôturait les listes au 31 mars et ensuite le 31 juillet, non seulement des affiches spécifiques, sur les écrans en bas sur le site Internet dans la vie Etterbeekoise, si vous reprenez toutes les vies Etterbeekoises de 2024, il y a toujours eu une seule page d'information, comment vous inscrire ? Quelles sont les démarches ? Et cetera.

Et donc malheureusement, je pense que tous ces éléments font que nous avons, malgré une population importante, un taux de participation, d'inscription des politiques moindre.

Je vous rappelle également qu'il y a aussi un phénomène général qui a été

observé entre 2018 et 2024, c'est le taux de participation global qui était largement en recule entre les 2 élections, malgré que le droit de vote est obligatoire.

Et le dernier élément dont je voulais vous parler, c'est que une fois que vous êtes inscrit, mais vous devez faire la démarche de vous désinscrire. Et ça, c'est très incompréhensible. Et donc finalement, en termes administratifs, cela peut paraître, pour des Européens, très complexes par rapport à leur pays d'origine, où la facilité administrative est beaucoup plus importante.

Nous continuons évidemment à veiller à communiquer et à faire en sorte qu'il y ait une véritable information continue.

Je pense qu'il devrait y avoir à perdre une réflexion au niveau du Parlement bruxellois et du Parlement fédéral sur les délais d'inscription, la clôture des listes, parce que les nonantes jours, pour beaucoup, sont très lointains, et, donc finalement, ils s'intéressent au débat démocratique au moment où les partis sont en campagne et malheureusement, ils doivent déjà être inscrits avant.

Voilà, j'espère avoir été complets dans les éléments que je vous ai communiqués.

De heer Lenaers:

Meneer, u herinnert zich ongetwijfeld dat u op de hoogte bent gebracht van alle initiatieven die zijn genomen.

Ik wil u eraan herinneren dat in vergelijking met de verkiezingen van 2018, het algemene opkomstpercentage in het Brussels Gewest met iets meer dan anderhalf procent is gedaald. Algemeen genomen is er een fenomeen dat in alle studies naar voren komt in vergelijking met andere Europese landen: de inschrijvingstermijn vóór de verkiezingen.

Concreet moeten inwoners 90 dagen vóór de verkiezing ingeschreven zijn. In andere landen – ik verwijs bijvoorbeeld naar Frankrijk – worden de kieslijsten gesloten een week, 10 dagen, hooguit 15 dagen voor de verkiezing. Dit maakt het uiteraard mogelijk om veel meer betrokken te zijn bij de campagne zelf.

Dat is een belangrijke moeilijkheid die ook bij de jongste verkiezingen in oktober duidelijker naar voren kwam.

Daarnaast hebben we een hele reeks initiatieven genomen om de inwoners te sensibiliseren en uitleg te geven over hoe zij zich moeten inschrijven op de kieslijsten. Er werd een aparte webpagina gewijd aan de verkiezingen van 9 juni – voor de Europese verkiezingen voor inwoners van de Europese Unie – en een aparte pagina voor de gemeenteraadsverkiezingen voor zowel Europese als niet-Europese burgers die al meer dan vijf jaar in België verblijven.

Ook herinner ik u eraan dat wij een infobrochure huis-aan-huis hebben verspreid. Dat weet u. De Brusselse gemeentelijke kieswet, aangenomen via een ordonnantie van 20 juli 2023, voorziet juridisch niet in de mogelijkheid voor gemeenten in het Gewest om een gepersonaliseerde en gerichte brief te sturen aan niet-Belgische burgers. Dat is een tweede moeilijkheid.

U was aanwezig op heel wat evenementen in 2024. De dienst Kieszaken was

ook aanwezig op heel wat van die evenementen. Ter herinnering: tijdens het evenement op de Tervurenlaan – met een breed en ook Europees en niet-Europees publiek – werden nul inschrijvingen genoteerd, en dat was in mei.

Toen leken de verkiezingen van 13 oktober nog veraf.

Verder heeft de burgemeester via het project In'Etterbeek zelf verschillende acties ondernomen, die hij beter zal kunnen uitleggen dan ik. Maar wij hebben ook ruim vóór de inschrijvingsperiode – voor de verkiezingen van 9 juni (lijsten gesloten op 31 maart en daarna op 31 juli) – specifieke affiches verspreid, informatie op schermen en de website van Etterbeek geplaatst. Als u alle edities van “Leven te Etterbeek” van 2024 bekijkt, ziet u dat er telkens een pagina was: “Hoe inschrijven?”, “Welke stappen?” Enzovoort.

Helaas denk ik dat al deze elementen ertoe hebben geleid dat, ondanks een aanzienlijke populatie, de deelname en inschrijving van bepaalde groepen laag bleef.

Bovendien is er een algemeen fenomeen vastgesteld tussen 2018 en 2024: de globale opkomstgraad is aanzienlijk gedaald, ondanks de verplichting om te stemmen.

Tot slot nog iets: eens men ingeschreven is, moet men zich actief uitschrijven als men zich wenst te verwijderen van de kieslijst. Dat is erg verwarrend. Administratief gezien lijkt het voor veel Europeanen behoorlijk complex in vergelijking met hun thuisland, waar de administratieve procedures veel eenvoudiger zijn.

We blijven uiteraard onze communicatie voortzetten en wij blijven burgers informeren.

Ik denk dat er breder moet worden nagedacht binnen het Brussels Parlement en het Federale Parlement over de inschrijvingsdeadlines en sluiting van de lijsten. Voor veel mensen zijn 90 dagen te vroeg en dus raken zij pas geïnteresseerd in het democratisch debat zodra de campagnes volop lopen, terwijl ze zich dan al hadden moeten inschrijven.

Ik hoop dat mijn antwoord volledig is.

17.02.2025/A/0031 **Question orale de Madame Athénaïs Cazalis de Fondouce concernant la plaine de jeux de la rue de la Gare**

Un projet immobilier visant l'extension de l'académie RHOK condamne la plaine de jeux pour les tout petits aménagée par la commune rue de la Gare. Nous rappelons que :

- cette plaine de jeux destinée aux enfants très jeunes n'a aucun équivalent ailleurs dans Etterbeek (module de jeux adapté aux premières années, sécurisation de l'espace par une grille fermée, absence d'enfants plus grands, accès à la biodiversité et apprentissage de la nature par l'observation). Elle n'est pas remplaçable par les installations de la place du Rinsdelle (espace ouvert et non sécurisé, et fréquenté par des enfants plus grands), de la place

Van Meyel (distance, accumulation de crottes de chien et déchets dangereux) ou la Chasse (distance, compétition avec des enfants plus grands).

- c'est un lieu de sociabilisation et de rencontres qui bénéficie notamment aux habitants du quartier et aux enfants qui fréquentent les deux écoles maternelles à proximité (Colombe de la Paix et Institut Sainte Anne). Il sert aussi les familles qui font leurs courses dans le quartier.
- l'incertitude qui pèse sur la future accessibilité de la plaine de jeux rue Père de Deken avec l'installation de l'ambassade américaine et la sécurisation de ses accès rend le maintien dans le quartier d'une plaine de jeux pour les tout-petits indispensable à l'équilibre des installations destinées à la petite enfance sur le territoire de la commune.
- la valeur ajoutée d'une plaine de jeux est indissociable de sa disponibilité le soir après l'école, le weekend, pendant les vacances scolaires pour les enfants du quartier et en particulier pour ceux qui n'ont pas accès dans le domicile familial à un espace extérieur sécurisé.

Pour mémoire, la Commission de concertation ajournée du 19/11/24 attendait des porteurs du projet qu'ils apportent « *Un mémorandum et un plan de construction détaillé pour préciser où, combien et quels arbres seront replantés, des plantes avec l'intégration des équipements de jeux pour enfants (avec une attention pour les plus petits pour compenser le jardin des arts ; réfléchir à comment cela peut être utilisé de manière contrôlée en dehors des heures d'ouverture de l'académie (sachant que la commune est ouverte à une large utilisation du jardin) ; envisager la réutilisation de la clôture existante de la Stationsstraat.* »

La Commission de concertation du 17/12/24 fait état de documents complémentaires (non disponibles au moment de l'enquête publique) qui démontrent que le « *concept de cette conception s'est concentré sur la construction de 2 nouveaux volumes de bâtiment afin que la zone de jardin actuelle puisse être préservée dans son intégralité ; que ce jardin sera utilisé à la fois à des fins récréatives et pédagogiques (dessin/photographie/vidéo/exposition, etc.) ; une zone d'activités sera aménagée avec des équipements de jeux naturels tels que des trempins et des poutres entre les bouleaux ; le jardin sera ouvert aux étudiants, au personnel et aux visiteurs pendant les heures d'ouverture habituelles de l'académie ; une plus grande accessibilité du jardin en dehors des horaires habituels devrait se faire en concertation avec la commune d'Etterbeek (et les associations locales) afin de gérer le jardin de manière contrôlée* » et rend un avis favorable au projet sans plus de conditions à ce sujet.

Sur la base de ces informations, nous observons que :

- l'aménagement envisagé (accès à l'intérieur d'îlot de RHOK) n'offre aucune garantie pérenne quant à l'accès en dehors des horaires d'ouverture de RHOK (qui est fermé les week ends et durant les vacances scolaires).
- les équipements proposés ne semblent pas répondre aux besoins spécifiques des petits et sont destinés à un public plus large, qui est déjà servi par la Place du Rinsdelle.
- les accès ouverts de l'îlot n'offrent pas la sécurité d'un espace clos.

Nous devons conclure qu'il s'agit là d'une disparition regrettable qui va impacter de nombreuses familles et qui demande une action de la part des pouvoirs publics pour en compenser la perte. D'où les questions suivantes :

- **Quelle plaine de jeux adaptée aux petits et fermée peut se substituer pendant la durée des travaux de construction, en attendant la disponibilité de l'intérieur d'ilot ? Par exemple, est-ce que la commune peut – à titre temporaire – intervenir pour ouvrir aux riverains l'accès au module de jeux à l'intérieur des bâtiments Logiris Massart/Edouard de Thibault ?**
- **La commune envisage-t-elle de déplacer le module de jeux dans le quartier, par exemple Place du Roi Vainqueur, s'il n'est pas réutilisé dans le cadre du projet immobilier RHOK ?**

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Athénaïs Cazalis de Fondouce over het speelplein in de Stationstraat

Een immobiliënproject voor de uitbreiding van de RHOK-academie bedreigt het speelterrein voor de allerkleinsten in de Stationstraat, dat ingericht werd door de gemeente. Wij herinneren eraan dat:

- er voor dit speelterrein voor de allerjongsten geen enkel equivalent bestaat in Etterbeek (speeltuig aangepast aan de eerste levensjaren, ruimte beveiligd met een afgesloten hek, waar geen grotere kinderen aanwezig, toegang tot biodiversiteit en bijleren over de natuur door te observeren). Deze elementen kunnen niet vervangen worden door de toestellen op het Rinsdelleplein (open en onveilige ruimte, wordt bezocht door grotere kinderen), het Van Meyelplein (afstand, steeds meer hondendrollen en gevaarlijk afval) of in De Jacht (afstand, strijd met de grotere kinderen).
- het is een sociale en ontmoetingsplek, waar vooral de bewoners van de wijk en de kinderen die naar de twee nabijgelegen kleuterscholen gaan (Colombe de la Paix en Institut Sainte Anne) van genieten. Het speelterrein is ook handig voor de gezinnen die hun boodschappen doen in de wijk.
- de onzekerheid die weegt op de toekomst van het speelterrein in de Pater de Dekenstraat door de komst van de Amerikaanse ambassade en de beveiliging van de ingangen maakt dat het broodnodig is dat een speelterrein voor de allerkleinsten behouden wordt in de wijk om het evenwicht qua toestellen voor de allerkleinsten in de gemeente te behouden.
- de toegevoegde waarde van een speelterrein onlosmakelijk verbonden is met de beschikbaarheid ervan 's avonds na school, in het weekend, tijdens de schoolvakanties voor de kinderen van de wijk en in het bijzonder voor wie thuis geen veilige buitenruimte heeft om te spelen.

Ter herinnering, de uitgestelde overlegcommissie van 19/11/2024 verwachtte van de projectontwikkelaars dat zij *“een nota en een gedetailleerd bouwplan toevoegen om te verduidelijk waar, hoe en welke bomen herplant worden, planten geïntegreerd worden in de speeltoestellen voor kinderen (met aandacht voor de allerkleinsten om*

de kunsttuin de compenseren; nadenken over hoe dit speelterrein gecontroleerd kan gebruikt worden buiten de openingsuren van de academie (wetende dat de gemeente wil dat de tuin ruim gebruikt kan worden); voorzien dat de bestaande omheining van de Stationsstraat opnieuw gebruikt kan worden.”

De overlegcommissie van 17/12/2024 baseert zich op bijkomende documenten (die niet beschikbaar waren tijdens het openbaar onderzoek) die bewijzen dat het ***“ontwerp van dit concept focust op twee nieuwe gebouwen zodat de huidige tuin volledig kan behouden blijven; dat deze tuin gebruikt zal worden voor zowel recreatieve als pedagogische (tekenen/fotografie/viedo/tentoonstelling, enz.) doeleinden; een activiteitenzone zal ingericht worden met natuurlijke speeltoestellen, zoals trampolines en balken tussen de berken; de tuin zal toegankelijk zijn voor de studenten, het personeel en bezoekers tijdens de gewoonlijke openingsuren van de academie; meer toegankelijkheid buiten de gewoonlijke openingsuren moet overlegd worden met de gemeente Etterbeek (en de lokale verenigingen) om de tuin gecontroleerd te beheren”*** en schrijft een gunstig advies voor dit onderwerp zonder nieuwe voorwaarden.

Op basis van deze informatie stellen we vast dat:

- de voorziene inrichting (toegang tot het binnenplein van de RHOK) geen langdurige garantie biedt voor toegang buiten de openingsuren van de RHOK (die in het weekend en tijdens de schoolvakanties gesloten is).
- de voorgestelde uitrusting niet lijkt te beantwoorden aan de specifieke behoeften van de kleintjes en bedoeld is voor een ouder publiek, dat al zijn gading vindt op het Rinsdelleplein.
- de vrije toegang tot het binnenplein niet de veiligheid van een afgesloten ruimte biedt.

Wij moeten besluiten dat het spijtig is dat dit speelterrein verdwijnt en dat het invloed zal hebben op verschillende families. Het vraagt actie van de openbare diensten om dit verlies te compenseren. Wij hebben dus de volgende vragen:

- **Naar welk afgesloten speelterrein kunnen de kleintjes gaan tijdens de duur van de werkzaamheden en in afwachting van de beschikbaarheid van het binnenplein? Kan de gemeente bijvoorbeeld, tijdelijk, de speeltoestellen in de gebouwen Massart/Edouard de Thibault van Log'iris openstellen voor de omwonenden?**
- **Voorziet de gemeente om de speeltoestellen te verplaatsen naar een andere plek in de wijk, bijvoorbeeld naar het Koning Overwinnaarplein, als ze niet gebruikt worden in het kader van het immobiënpject van het RHOK?**

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Merci à vous donc j'ai présidé une réunion d'urbanisme et de riverains en présence de l'échevin de l'urbanisme qui est aussi l'échelle des affaires flamandes, c'est pourquoi je vous disais que vous étiez bien écouté parce que

c'est lui qui va vous répondre. On n'a pas pu envisager l'ensemble des possibilités lors de la réunion, mais c'était surtout la question de savoir est-ce que cette extension est justifiée, est-ce qu'elle va avoir lieu à ce moment-là, qu'est-ce qui va se passer dans le déplacement de la plaine le jeu, où est ce qu'elle va aller ?

Donc je pense pratique et occurrent de donner la parole à Monsieur Van Bockstal.

Monsieur Van Bockstal :

Dank u vriendelijk meneer de burgemeester, dank u voor u interpellatie, en ook voudelijkheid heb ik dit ook afgesteld met mijn collèga meneer du Bus, veraantwoordelijk van de opendbaar parken, et donc je vous confirme que les éléments que vous avez soumis, on les a bien reçus, lus.

Monsieur le bourgmestre avait bien compris l'importance que vous vous amenez aux plaines de jeux. Et donc de un parce que pour votre information, vous avez donné des informations qui sont été émises à la Commission de concertation qui sont des avis, tous les membres du Conseil doivent de toute façon confirmer qu'à ce jour le permis, qui est un permis régional pour être bien clair, n'est pas encore délivré, on ne peut donc effectivement pas encore donner beaucoup plus d'autres orientations, sauf celles qui ont été émises sur l'avis.

Monsieur le bourgmestre vient de dire qu'il a mené 2 réunions d'information avec les riverains qui se sont bien déroulées, entre autres, avec la sensibilité de la plaine de jeux dont vous parlez.

Pour ceux qui n'ont pas reçu la demande, sur le RHoC on parle du bâtiment qui longe l'entrée Rue Général Tombeur qui par l'arrière abouti sur l'espace de plaine de jeux Rue de la Gare. Et du côté Général Tombeur, du côté de la Rue de la Gare que les extensions de l'Académie vont se faire.

Il faut bien comprendre, Madame, que c'est quand même aussi à l'initiative de notre cher collègue que cette plaine de jeux, Monsieur du Bus connaît bien aussi les différents investissements « de plaines de jeux » qu'on fait, qu'on a fait justement une convention avec le RHoK pour que cet espace vert de la guerre soit équipé. C'était un espace laissé à l'abandon pendant beaucoup d'années et c'était une initiative, et je remercie Monsieur le bourgmestre, qui était un des initiateurs, et monsieur Van Campenolle, dont on a beaucoup de respect comme toutes les personnes des travaux que je voulais dire, qui a vraiment travaillé, qui a fait un très beau concept, comme vous venez d'approuver, vous ne l'avez pas mis dans votre interpellation, donc je vais être très clair dans toute cette interpellation, c'est une initiative communale avec une convention communale pour justement ouvrir les espaces verts vers les riverains et je crois que Monsieur du Bus peut confirmer par après s'il y a des éléments que j'aurais oubliés.

C'est donc un élément très important et donc comme il y avait un investissement, on a signé une convention. Cette convention lit toujours l'Europe et cette convention lit toujours l'occupation de cet espace. Et donc dans un de ces accords, et comme je viens de dire qui a été approuvé en concertation avec l'école, c'est que l'espace de jeux tel que vous le

connaissiez, Rue de la Gare, va descendre vers l'entrée rue Général Tombeur, pour moi, c'était acquis, c'était approuvé dans les délibérations.

La seule chose comme vous l'avez évoqué, qui doit se faire, c'est l'école a ses propres heures d'ouverture, et l'académie c'est aussi le soir en semaine et le samedi, il revient donc à la commune, en bonne sagesse avec le concierge, de trouver une solution pour ouvrir ce parc, comme vous l'avez écrit, pour les heures régulières, comme les autres parcs, en toute sécurité de l'accès, avec des contrôles des accès, et donc quelque part oui le contrôle social dans un ensemble d'une école sera beaucoup mieux garanti, mais la fermeture aux heures où l'école est fermée doit être garantie, un engagement a été pris.

Vous parlez d'autres endroits mais je ne veux pas me lancer plus loin, Monsieur du Bus a travaillé sur toutes les possibilités mais faites attention puisque sur la proposition Roi Vainqueur c'est effectivement limité, puisque l'aménagement je crois que c'est 1930 que ça a été développé. Il y a eu aussi le développement d'un parc qui aurait pu accueillir une maison communale, mais ça n'a pas été le cas., car développé dans un parc de silence, il y a un engagement, un règlement qui définit l'occupation du parc cinquantenaire avec des occupations limitées.

Je termine de un, il n'y a pas encore de permis, de deux il n'y a pas encore de permis de chantiers parce que c'est un quartier assez sensible au niveau de son accès comme on avait eu tout près de la Place Saint-Pierre, tout près du Rinsdelle, tout près de Roi Vainqueur, on doit donc faire attention et voir de quelle manière le chantier va être développé et va évoluer.

Je ne sais donc pas du tout vous informer sur les échéances, laissez-moi le temps. On a bien reçu votre observation sur l'accessibilité du parc pour les enfants, pendant le chantier.

La commune, le Collège se penche sur la nécessité de garantir ses accès et donc laissez-moi le temps de regarder. Le permis de chantier, de toute façon, n'arrivera pas ici avant, peut-être qu'on va voir et après délivrance du permis après différents autres choses donc laissons-nous le temps pour vous informer.

Monsieur le bourgmestre, je vous laisse la sagesse pour faire part de vos suggestions quant au devenir du parc des enfants Père de Deken malgré l'arrivée de l'ambassade. La bataille a été faite de notre côté avec les demandeurs sur la manière dont un parc puisse persister, mais je laisse volontiers la parole à Monsieur Dubus s'il veut compléter ou Monsieur le bourgmestre.

Monsieur du Bus :

Alors simplement pour dire que, de fait, comme vient de l'exprimer l'échevin Van Bockstal, il n'y a pas urgence en la matière puisque nous sommes en attente encore des permis, des autorisations d'urbanisme, ce qui nous donne tout le loisir d'examiner les différentes possibilités. D'ores et déjà, nous savons qu'il n'est pas possible d'occuper ce que vous évoquez auprès de Logiris parce que l'espace de Logiris se trouve encerclé d'appartement avec une concentration et une occupation qui sera de plus en plus dense du fait de l'ouverture des nouveaux appartements qui viennent d'être rénovés rue de la

Grande Haye. Et cette population a un accès privilégié à l'espace de jeux de Logiris. Il n'est donc pas envisageable de laisser cet espace de jeu accessible au grand public de ce fait là.

La 2ème suggestion que vous avez formulée qui concerne le parc du Roi Vainqueur, ce parc est, mais c'est ce qu'on dit, mais je n'ai pas encore retrouvé le règlement officiel qui dit qu'il doit être dédié exclusivement à de la végétation et au repos. Et donc il y a quelques bancs qui permettent aux personnes de bénéficier de cet espace mais jusqu'à présent, les informations que j'ai pu récolter donnent à penser qu'il ne serait pas possible d'y installer des aires de jeux. Et je dis bien je n'ai pas encore, nous n'avons pas encore retrouvé le règlement qui officialise ce statut, le cas échéant, c'est une piste que l'on peut explorer d'une façon ou d'une autre.

Madame Cazalis de Fondouce :

Merci beaucoup. Donc si je comprends bien Logiris ce n'est pas possible, Roi Vainqueur ce n'est peut-être pas possible et si je reprends la commission de concertation, il est dit par les soumissionnaires qu'une zone d'activité sera aménagée avec des équipements de jeu naturels tels que des tremplins et des poutres entre les bouleaux.

Merci pour la confirmation que l'accès serait ouvert en dehors des horaires des heures d'ouverture de l'académie mais je concerne une inquiétude et j'hésiterai pas à y revenir que on aura une nouvelle plaine de jeux à l'intérieur de l'îlot, et ça c'est super chouette pour les grands enfants, mais que pour les petits enfants il y a rien, il y a que la plateforme Meyel et ses crottes de chien, donc là-dessus il y a quand même une interrogation pour moi et on aura l'occasion d'y revenir au fur et à mesure de l'évolution du projet.

Monsieur le Bourgmestre :

Donc par rapport à l'ambassade des États-Unis, vous savez qu'il y a eu un changement de paradigme, que le nouvel ambassadeur va arriver, que les pronostics de date d'installation et de construction ne sont pas claires et sont lointaines.

Nous, on a toujours veillé à parce que, vous savez, l'origine de cette aire de jeux Père de Deken, c'est Rue de la Grande Haie. Il y a de nombreuses années, cette aire de jeux avait été installée là où sont maintenant installés les bâtiments du promoteur Glinsmann, où il y a notamment toute une série de ressortissants chinois qui se sont installés dans l'un ou l'autre de ces bâtiments, il y a 4 blocs.

Là, il y avait une grande aire de jeux avec d'ailleurs un promoteur suédois ou danois qui avait fait faillite. J'avais dû prendre une mesure de sécurisation parce qu'un enfant avait failli perdre la vie puisque vu la faillite, la construction en béton avec des fers à béton et cetera étaient restés en l'état avec des clôtures peu sécurisées, c'était devenu un terrain de jeux pour adolescent, l'adolescent était tombé d'une plateforme sur une autre sur le dos et avait failli y rester, heureusement qu'il a pu être sauvé.

J'ai mis le curateur en demeure, j'ai pris des mesures de sécurisation du site,

et c'était là en fait que l'aire de jeu Père de Deken existait, et donc on l'a déplacé sur Père de Deken depuis un grand nombre d'années et normalement, cette aire de jeu subsistera, en tout cas malgré l'installation de l'ambassade des États-Unis, mais il est vrai qu'ils ont acheté l'ensemble du site, ce qui bien sûr pour nous, égoïstement dit, pour Etterbeek, est une véritable catastrophe financière puisque le terrain devient un terrain improductif sur le plan fiscal du PRI mais évidemment aussi du de l'i PP puisque plus aucun habitant ne peut s'y installer et sort aussi de la dotation générale commune, sort aussi des millions qu'on touchait de taxe bureau donc ce n'est pas en tout cas pour Etterbeek de ce point de vue-là en l'absence de toute compensation du fédéral de par une ordonnance qui a été votée à l'initiative de Monsieur Picquet, à la création de la région, et c'est la seule région dans laquelle c'est comme ça.

En Flandres et en la Wallonie. Les communes qui sont concernées par ce genre d'investissements internationaux sont indemnisées euro par euro de la perte, mais ce n'est pas le cas pour Bruxelles. Pour Bruxelles, tout ça est reversé dans la dotation générale aux communes que moi j'appelle le sale monopoly et qui fait que comme Etterbeek est la plus riche des pauvres et la plus pauvre des riches, elle ne reçoit rien de la redistribution. Et je comprends pourquoi des montants de compensation qui concernent essentiellement des communes comme Etterbeek et Ixelles, parce que la ville de Bruxelles a une dotation fédérale spécifique, se voit privée de ces montants qui sont versés un peu selon plein d'autres critères à plein d'autres communes qui ne sont pas concernées ni par les vocations européennes, ni internationales, ni consulats ou ambassades. Mais voilà, comme on dit en Wallon, Monsieur Van Bockstal « Het is nu helemaal zo ».

Et donc votre préoccupation est légitime. Installer une aire de jeux sur la place du Roi Vainqueur ne paraît pas possible sur le plan urbanistique parce qu'il y a une servitude. Donc il y a un arrêté qui date de 53 je pense, qui prévoit un usage très spécifique de cette place qui n'est pas classée mais qui fait l'objet d'un règlement spécifique de protection qui empêche notamment toute publicité ou toute affiche électorale sur les bâtiments et appartements qui jouxtent le site, qui créent une uniformité de couleur de l'ensemble de la place. Et ce n'est pas un endroit qui est vierge de possibilités d'installation.

Et pour la petite historique, mon père m'a raconté qu'à la place du Roi Vainqueur dans le passé se trouvait pour les Bruxellois un « stut ». Je ne sais pas si vous savez ce que c'est qu'un « stut », mais c'est un versage.

C'est une décharge, comme on dit en français et donc c'est la raison pour laquelle, au début de mon mandat, on a dû faire des penses de vache. C'est quoi des penses de vache ? C'est le fait de mettre des matelas en métal, de verser du béton à la grande quantité pour stabiliser le sol, parce qu'évidemment, là où il y a une décharge, tout descend et donc l'ensemble de l'assiette de la place, il y a de nombreuses années, descendait et a dû être stabilisé.

Mijnheer de Burgemeester:

Dank u. Ik heb een vergadering geleid over stedenbouw voor buurtbewoners in aanwezigheid van de schepenen van Stedenbouw, die ook bevoegd is voor Nederlandstalige Aangelegenheden. Daarom zei ik dat er goed naar u wordt geluisterd. Hij zal namelijk op uw vraag antwoorden. Tijdens de vergadering konden niet alle mogelijkheden besproken worden. De kernvraag was of deze

uitbreiding gerechtvaardigd is, of ze op dat moment zal plaatsvinden, en wat er zal gebeuren met het verplaatsen van de speeltuin: waar zal die komen?

Ik denk dat het dus gemakkelijker is als we het woord aan de heer Van Bockstal geven.

De heer Van Bockstal:

Dank u vriendelijk, meneer de burgemeester. Dank u voor uw interpellatie, die ik ook heb afgestemd met mijn collega de heer du Bus, bevoegd voor openbare parken. We hebben de elementen die u hebt overgemaakt goed ontvangen en gelezen.

De burgemeester begrijpt zeer goed het belang dat u hecht aan speeltuinen. Voor uw informatie: u hebt informatie gegeven die tijdens de overlegcommissie werd meegedeeld. Dat zijn adviezen. Alle gemeenteraadsleden moeten bevestigen dat de vergunning – een gewestelijke vergunning om duidelijk te zijn – nog niet is uitgereikt. Er kunnen dus nog geen verdere richtlijnen worden gegeven, behalve die op basis van het advies.

De burgemeester vermeldde zojuist dat hij twee infovergaderingen met buurtbewoners heeft gehouden, waarbij ook de gevoeligheid rond de speeltuin ter sprake kwam.

Voor wie de situatie van het RHoK niet kent: het gaat om het gebouw aan de Generaal Tombeurstraat dat aan de achterkant uitkomt op de speeltuin aan de Stationstraat. De uitbreidingen van de RHoK Academie zullen dus plaatsvinden aan de kant van de Generaal Tombeurstraat en de Stationstraat.

Mevrouw, het is belangrijk om te begrijpen dat de speeltuin er kwam op initiatief van het schepencollege. De heer du Bus is goed vertrouwd met de investeringen in speelvoorzieningen. Er werd een overeenkomst gesloten met RHoK om deze groene ruimte in te richten. De ruimte was al enkele jaren verwaarloosd. Het initiatief kwam van de burgemeester de heer Van Campenolle heeft het ontwerp gemaakt. Respect voor hem dus en voor alle mensen van de dienst Openbare Werken. U heeft het niet gezegd in uw interpellatie, maar ik ga hier heel duidelijk over zijn: het is een initiatief van de gemeente geweest en de gemeente heeft een overeenkomst gesloten om deze groene ruimte te kunnen openstellen voor het publiek. De heer du Bus kan achteraf aanvullen wat ik vergeten te vermelden ben.

Dat is een belangrijk element. Omdat we een investering hebben gedaan, hebben we een overeenkomst ondertekend. De overeenkomst met RHoK blijft geldig over het gebruik van deze ruimte. In overleg met de school is beslist dat de speeltuin zoals u die kent aan de Stationstraat zal verschuiven naar de ingang aan de Generaal Tombeurstraat. Dat werd goedgekeurd in de beraadslagingen.

Zoals u aangaf, heeft de school eigen openingsuren. De academie is ook open 's avonds en op zaterdag. De gemeente moet dus in overleg met de conciërge een oplossing vinden om het park op regelmatige tijdstippen toegankelijk te houden, zoals andere parken – met gecontroleerde toegang. Een sociale controle binnen het schoolcomplex zal beter gewaarborgd zijn. De sluiting

buiten de schooluren moet echter gegarandeerd blijven, dat is afgesproken.

U verwees ook naar andere locaties, maar ik ga daar nu niet verder op in. De heer du Bus heeft die pistes onderzocht. We moeten echter voorzichtig zijn met het voorstel rond het Koning Overwinnaarplein, want de inrichting dateert volgens mij uit 1930. Er werd ooit overwogen om daar een park aan te leggen, waar ook een gemeentehuis zou komen, maar dat is niet gebeurd. Het werd aangelegd als een stiltepark met restricties over het gebruik – volgens het reglement van het Jubelpark, dat enkel beperkte bezetting toelaat.

Ik sluit dus af met het volgende: ten eerste, is er nog geen vergunning. Ten tweede, is er nog geen werfvergunning, want dit is een gevoelige wijk qua toegankelijkheid – zoals het geval was in de buurt van het Sint-Pietersplein, het Rinsdelleplein en het Koning Overwinnaarplein. We moeten goed nagaan hoe de werf wordt ingericht en zal evolueren.

Ik kan u dus nog niets zeggen over de timing – geef ons wat tijd. Uw opmerking over de toegankelijkheid voor kinderen tijdens de werken werd goed genoteerd.

Het college bekijkt hoe de toegang gegarandeerd kan blijven. Geef ons de tijd om dit te bekijken. De werfvergunning zal er niet meteen zijn. Eerst moeten andere zaken worden afgerond. We nemen de tijd om u correct te informeren.

Meneer de burgemeester, ik laat u de wijsheid om uw suggesties mee te geven over het lot van het park bij Pater de Deken, ondanks de komst van de ambassade. Er is van onze kant gevochten voor het behoud van het park, maar ik laat graag het woord aan de heer du Bus of de burgemeester voor aanvullingen.

De heer du Bus:

Kort gezegd: zoals de heer Van Bockstal heeft gesteld, is er geen dringende situatie – we wachten nog op vergunningen en stedenbouwkundige vergunningen. Dat geeft ons de tijd om alternatieven te onderzoeken. Wat u aanhaalt voor Logiris: dat is niet haalbaar. De ruimte is omsloten door appartementsgebouwen, die na renovatie steeds dichter bevolkt zijn geworden – met name in de Grote Haagstraat. Die bewoners hebben al toegang tot het speelterrein van Logiris. Het is daarom niet mogelijk om dat speelterrein publiek toegankelijk te maken.

Over uw tweede suggestie, die van het Koning Overwinnaarpark: men zegt dat dit exclusief voor beplanting en rust is bedoeld. Maar ik heb het officiële reglement daarover nog niet gevonden. Er zijn wel wat zitbanken zodat mensen van die ruimte kunnen genieten, maar volgens de informatie die ik kon vinden, lijkt het onmogelijk om er speelvoorzieningen te plaatsen. Ik zeg nadrukkelijk: we hebben het reglement dat dit bevestigt nog niet teruggevonden. Als dat anders blijkt, kunnen we die piste alsnog bekijken.

Mevrouw Cazalis de Fondouce:

Hartelijk dank. Dus als ik het goed begrijp: Logiris is uitgesloten, Koning Overwinnaar is mogelijk uitgesloten. Volgens de overlegcommissie zeggen de

inschrijvers dat er een activiteitenzone zal worden ingericht met natuurlijke speeltoestellen – zoals springplanken en balken tussen de berken.

Bedankt voor de bevestiging dat de toegang buiten de openingsuren van de academie open zal blijven. Toch blijf ik bezorgd: er komt een nieuwe speeltuin binnen het huizenblok. Dat is leuk voor grotere kinderen, maar voor de kleintjes is er niets. Enkel op het Meyelplein en daar ligt het vol met hondenpoep. Dus daarover blijf ik toch vragen hebben, en daar komen we zeker nog op terug naarmate het project evolueert.

Mijnheer de Burgemeester:

Wat betreft de Amerikaanse ambassade, u weet dat er een verandering van aanpak heeft plaatsgevonden, dat de nieuwe ambassadeur binnenkort zal arriveren en dat de voorspellingen rond het begin van de werken en de installatie nog onduidelijk zijn en ver in de toekomst liggen.

U weet dat de oorsprong van de speeltuin aan Pater de Deken in de Stationstraat ligt. Vele jaren geleden was die speeltuin gelegen op de plek waar zich nu de gebouwen van de projectontwikkelaar Glinsmann bevinden, waarin zich onder andere heel wat Chinese burgers hebben gevestigd. Er zijn vier woonblokken in totaal.

Op die plek was vroeger een grote speeltuin. Een Zweedse of Deense projectontwikkelaar ging daar toen failliet. Ik moest een veiligheidsmaatregel nemen omdat een kind bijna het leven verloor. Door het faillissement was de betonnen constructie met uitstekende ijzeren staven blijven staan en de afrasteringen waren erg onveilig. De plek werd een speeltuin voor tieners en een jongere viel van een platform op zijn rug – hij overleefde het ternauwernood.

Ik heb de curator aangeschreven en maatregelen genomen om de site te beveiligen. Dat is de plek waar de speeltuin Pater de Deken oorspronkelijk lag, en daarom hebben we ze jaren geleden verhuisd naar het huidige plein. In principe blijft die speeltuin ook behouden, ondanks de komst van de Amerikaanse ambassade. Maar het is een feit dat zij het hele terrein hebben opgekocht. En, egoïstisch bekeken voor Etterbeek, betekent dit een financiële ramp: het terrein wordt niet langer belast met onroerende voorheffing (PRI), noch op het vlak van personenbelasting, omdat er geen bewoners meer kunnen wonen. De grond valt ook buiten de gemeentelijke algemene dotatie en we verliezen miljoenen euro aan kantoorbelastingen. Vanuit fiscaal oogpunt is dit dus erg nadelig voor Etterbeek, zeker omdat er geen compensatie komt van de federale overheid, wegens een ordonnantie op initiatief van de heer Picquet bij de oprichting van het gewest. Dit is het enige gewest waar het zo is.

In Vlaanderen en Wallonië krijgen de gemeenten in een dergelijke situatie wél een vergoeding euro voor euro bij internationale investeringen. In Brussel gebeurt dat niet. In Brussel wordt alles doorgestort naar de algemene dotatie van de gemeenten, wat ik persoonlijk “het vuile monopoly” noem. Omdat Etterbeek de rijkste van de armen is, en de armste van de rijken, ontvangt ze niets van die herverdeling. Ik begrijp niet waarom gemeenten zoals Etterbeek en Elsene, benadeeld worden, terwijl andere gemeenten waar geen Europese of internationale instellingen, consulaten of ambassades zijn gevestigd toch

geld krijgen volgens allerlei criteria. De stad Brussel heeft bovendien een aparte federale dotatie. Zoals men in het Waals zegt, meneer Van Bockstal: "Het is nu helemaal zo."

Uw bezorgdheid is dus volkomen terecht. Een nieuwe speeltuin aanleggen op het Koning Overwinnaarplein lijkt stedenbouwkundig niet mogelijk, wegens een erfdiensbaarheidbesluit, vermoedelijk uit 1953. Dat besluit voorziet een specifiek gebruik van het plein: het is niet geklasseerd, maar wel onderworpen aan een beschermingsreglement. Dat verbiedt onder andere reclame en verkiezingsaffiches op aanpalende gebouwen, en zorgt voor kleureenheden rond het plein. En het is geen plek waar geen mogelijkheden zijn om er een aan te leggen.

Een kleine historische noot: mijn vader vertelde me dat op het Koning Overwinnaarplein vroeger een "stut" lag. Weet u wat een "stut" is? Het is een stortplaats, een vuilnisbelt.

Daarom moesten we bij het begin van mijn mandaat "panses de vache" maken. Wat zijn dat "panses de vache"? Dat wil zeggen metalen matten en grote hoeveelheden beton storten om de grond te stabiliseren. Want als je bouwt op een oude vuilnisbelt, zakt alles langzaam weg. De bodemstructuur van het plein is daardoor decennia geleden al verzakt en moest verstevigd worden.

17.02.2025/A/0032 **Question orale de Monsieur Olivier Coppens concernant des effondrements de voirie**

Monsieur le Bourgmestre,

Le jeudi 30 janvier je me déplaçais en tram, sur la ligne 81 vers Montgomery, lorsque nous avons dû interrompre notre trajet et descendre à Flagey pour cause d'effondrement de voirie sur la ligne. En effet, la STIB nous a alors informés qu'il y avait eu, entre les arrêts Gerموir et Saint-Antoine, un effondrement, ne permettant plus aux trams de circuler. La société des transports intercommunaux de Bruxelles a alors mis en place des T-bus. La circulation des trams a repris mardi 11 février.

Par ailleurs, sur les réseaux sociaux, sur des groupes rassemblant des habitantes et habitants de notre commune on peut lire "Cela fait déjà le cinquième effondrement de voiries à Etterbeek en un an !!! Les citoyens sont en danger, on ne fait qu'alerter et rien n'y est fait de la part du Bourgmestre et de la région ..."Monsieur le Bourgmestre, voici donc mes questions :

1. A quoi est dû ce phénomène auquel nous sommes de temps en temps confrontés à Etterbeek ? Confirmez-vous que ces effondrements sont en augmentation dans notre commune ? Combien d'effondrements la commune a-t-elle connu en 2024 ? La responsabilité de notre commune est-elle engagée ?
2. Quels sont les travaux nécessaires dans le cas d'effondrement de voirie ? Quelle est la durée moyenne des travaux ? Y a-t-il un impact financier pour

notre commune ?

3. Comment pouvons-nous diminuer le risque d'effondrements ? Disposons-nous d'un cadastre des sous-sols sur notre territoire communal ?
4. Quelle procédure est mise en place lors d'un effondrement de voirie sur le territoire communal ? Dans le cas présenté, avez-vous été averti par les services de secours ou la STIB ? Y a-t-il eu un accident impliquant des blessés ? Jusqu'à quand sont prévus les travaux effectués actuellement ?
5. Enfin, concernant la communication visible sur les réseaux sociaux, confirmez-vous que "les citoyens sont en danger, que vous êtes fréquemment alerté et que rien n'est fait" ? Par ailleurs, comment la commune communique-t-elle sur les réseaux et sur ces groupes pour répondre de la façon la plus juste aux inquiétudes des habitants et éviter la propagation d'éventuelles fake news ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Mijnheer Olivier Coppens betreffende wegverzakkingen

Mijnheer de Burgemeester,

Op donderdag 30 januari nam ik tram 81 richting Montgomery. We moesten toen ons traject onderbreken en afstappen aan Flagey, omdat er op de lijn een wegverzakking was. Inderdaad, de MIVB vertelde ons dat de weg, tussen Gerموir en Sint-Antoon, verzakt was, waardoor de trams niet meer konden rijden. De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel verving de lijn daarom door T-bussen. De trams konden terug rijden op dinsdag 11 februari.

Op sociale media, in groepen van inwoners van onze gemeente, stond te lezen dat "het al de vijfde wegverzakking in Etterbeek is op een jaar tijd!!! De inwoners zijn in gevaar, we worden enkel verwittigd en de burgemeester en het gewest doen er niets aan ..." Daarom heb ik volgende vragen, mijnheer de burgemeester:

1. Hoe komt het dat we in Etterbeek regelmatig geconfronteerd worden met dit fenomeen? Bevestigt u dat het aantal wegverzakkingen in onze gemeente stijgt? Hoeveel wegverzakkingen kende onze gemeente in 2024? Is onze gemeente aansprakelijk?
2. Welke werkzaamheden moeten uitgevoerd worden bij een wegverzakking? Wat is de gemiddelde duur van de werkzaamheden? Is er een financiële impact op onze gemeente?
3. Hoe kunnen we het risico op wegverzakkingen verminderen? Beschikken we over een overzicht van kelders in onze gemeente?
4. Welke procedure is van kracht bij een wegverzakking in onze gemeente? In dit geval, werd u gewaarschuwd door de hulpdiensten of de MIVB? Heeft er een ongeval met slachtoffers plaatsgevonden? Tot wanneer zijn de huidige werkzaamheden voorzien?
5. Tot slot, wat betreft de zichtbare communicatie op sociale media: Bevestigt u dat "de inwoners in gevaar zijn, u regelmatig gewaarschuwd wordt en er niets aan doet"? Bovendien, hoe communiceert de gemeente op sociale media en in dergelijke groepen om zo eerlijk mogelijk op de bezorgdheden van de inwoners te reageren en de verspreiding van eventueel fake news te vermijden?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

La fin de votre intervention me pousse quand même à faire un prolégomène mais je laisserai évidemment le soin à Monsieur du Bus de répondre sur les chemisages, sur les égouts en brique, sur tout le discours que l'on peut faire en matière d'égout en ville.

Mais moi je ne suis pas inquiet parce que la Croix Rouge à Etterbeek est très efficace et que donc lorsqu'il y a un accident, outre les services de secours, nous avons une antenne efficace de la Croix Rouge. Cela étant, toute blague mise à part, dans les dans les villes anciennes avec des égouts en brique, avec les produits détergents, les machines à laver, les laves vaisselles, effectivement des effondrements de voirie proviennent de par l'effondrement des clés de voûte, des égouts. Mais tout ça est géré avec Viavaqua, avec le service des travaux.

Et de là à faire croire que on est dans une sorte d'apocalypse et que tous les habitants sont en danger par un effondrement prochain et généralisé de l'ensemble des égouts, je pense que ce n'est pas fake news, mais que c'est une sorte de de cauchemar amplifié une situation qui n'existe pas.

J'ai vécu à l'époque de Monsieur de Marken de Mercken, et on pense à lui en répondant à cette interpellation. Il était intrépide malgré son âge parce que à l'Avenue Hansen-Soulie, un effondrement de voirie lié à une rupture d'égout était intervenu il y a quelques années et de manière extrêmement spectaculaire, parce que c'était une véritable grotte qui s'était créée sur l'Avenue Hansen-Soulie au point qu'un camion semi-remorque, donc des tracteurs avec toute la remorque vers l'arrière, toute la remorque pendait dans le trou et le trou était gigantesque.

Et Bernard n'a rien trouvé de mieux que de descendre dans le trou en dessous de la remorque pour regarder, rien en fait.

Il était comme ça, si la remorque était tombée, évidemment, il aurait vu le trou d'encore un peu plus près. Mais c'est sûr que ces effondrements sont liés à... le pire c'est comme on a eu à l'Église Sainte Gertrude lorsqu'à proximité, alors il y a aussi une rupture de canalisation d'eau sous pression et là, c'est une opération d'excavation permanente qui a lieu en sous-sol sans qu'on le voit.

Mais tout cela étant dit, je donne la parole à Monsieur du Bus de Warnaffe.

Monsieur du Bus :

Merci Monsieur le Bourgmestre.

Vous avez déjà évoqué toute une série d'éléments qui permettent d'expliquer les problèmes qui sont rappelés par, vous-même, Monsieur Coppens, et donc le problème principal et renseignement pris auprès des services et de Viva quoi, et bien les effondrements sont quasi toujours dus pour des problèmes d'écoulement d'eau.

Et ces écoulements d'eau sont liés soit à un problème d'égouttage, l'état des égouts, l'état de maçonnerie des égouts, soit un problème de raccordement entre les égouts et les façades. Que ça soit au niveau de l'égout, que ça soit au niveau de la façade, soit encore un problème d'abduction d'alimentation

d'eau, c'est l'eau potable. Il se peut qu'il y ait des ruptures dans les canalisations, soit encore et ça c'est beaucoup plus rare lié à des descentes d'eau des façades.

Des descentes d'eau de pluie où vous savez qu'il y a une série de de maisons qui sont encore équipées en façade d'une descente d'eau de pluie et qui rejoint la rigole avec une gargouille. Et l'état parfois de cette descente d'eau est tel qu'il y a des débordements et cette eau ne ruisselle pas dans le caniveau et ne va pas rejoindre les égouts, mais s'infiltre dans des interstices, et cetera.

Et donc les problèmes d'effondrement sont quasi toujours liés à un problème d'eau, parce que, une fois que l'eau s'infiltre, d'abord par le principe du gravitaire, elle cherche son chemin pour aller le plus bas possible, et donc il se peut parfois que on ait un désordre, un effondrement à un endroit qui soit bien éloigné de la cause même de la rupture de la canalisation par exemple, ça, c'est le premier élément.

Le 2ème élément, c'est que vous connaissez l'état de nos voiries. Nous avons des voiries qui ont été constituées de pavés. Vous savez que les pavés ont été taillés en biseau et les rues étaient élaborées de telle sorte qu'elles présentent un aspect convexe, de telle sorte que l'ensemble fasse un effet de voûte destiné à résister au passage de charrois.

Il se fait que l'entretien même des routes a évolué, on est passé au macadam, au bitume. Principalement ce bitume est mis sur les anciens pavés, une couche deux couches et donc vous avez un tablier qui est formé de pavés et de couches de macadam.

Il se fait que les ravinements d'eau en provoquent des effets de minage et des cavités, des petites cavités ou des cavités plus importantes, comme celles que Monsieur le bourgmestre vient d'évoquer avec l'épisode de l'Avenue Hansen-Soulie qui était un épisode particulièrement spectaculaire. Ces cavités ont des tailles tout à fait variables. La voûte et la route ou la rue ou la voirie, cède à un moment où la cavité présente un tel volume que la voirie ne permet plus de supporter le charrois qui passe.

Voilà la genèse des problèmes que vous évoquez.

Alors, qui est responsable ?

Aujourd'hui, c'est Vivaqua, depuis 2016 ou 2018, avant c'était Hydrobru et bien avant, donc on parle d'il y a 25, 30 ans, c'était la commune.

Monsieur le Bourgmestre :

Entre les 3 c'était Libra qui a vécu peu de temps.

Monsieur du Bus :

Aujourd'hui c'est Vivaqua qui prend en charge tous les travaux de réparation, non seulement de réparation mais surtout d'entretien de l'ensemble du réseau d'égouttage. Et donc la commune n'est pas directement concernée, si ce n'est

que c'est sur son territoire que la commune et les services de police garantissent la sécurité du chantier, le non-accès ou les déviations, mais c'est Vivaqua qui prend en charge l'ensemble des travaux.

Alors il y a parfois ce qu'on appelle, ce que les services appellent des effondrements fantômes qui sont la plupart du temps au niveau des trottoirs. Ce sont des effondrements dont la cause initiale n'est pas claire. Alors les équipes de Vivaqua envoient 2 types d'équipes, des équipes qui sont liées à l'assainissement et des équipes qui sont liées à l'exploration de des conduites d'adduction. Et ils vont jusqu'à écouter par un système que je ne connais pas, mais qui est le leur et qui permet de déceler par l'enregistrement du bruit, s'il y a des fuites ou non dans l'alimentation en eau.

Et si ce n'est ni l'assainissement ni l'adduction des systèmes d'adduction qui sont en cause, alors ce n'est pas de la responsabilité de Vivaqua, ça peut être un problème lié, comme j'ai évoqué tout à l'heure, à une fuite dans une descente d'eau qui provoque un écoulement sur des trottoirs qui sont peut-être dans un entretien qui est délétaire, alors là c'est la commune qui est responsable, mais ça relève vraiment de l'exception et c'est ce qui qualifie des effondrements fantômes.

Alors pour répondre à vos questions sur le nombre, on compte 2 interventions en 2025, Jules Malou et Victor Jacobs. En 2024 on compte 7 interventions. Donc c'est plus encore que ce que disait vos pages Facebook c'est à ? Clocher, Orient, Les Acacias, Escadron, Gérard et Grande Haie. En 2023, il y avait 20 interventions, mais sans qu'il n'y ait chaque fois un effondrement de voirie, donc on ne peut pas dire qu'il y ait une augmentation significative et on parlerait même d'une diminution en 2024 par rapport à 2023. Ceci étant, si on veut avoir vraiment une idée plus précise de la courbe. Il faudrait mener une analyse sur les 10 dernières années, mais nous n'avons pas actuellement le personnel disponible que pour pouvoir mener une telle analyse.

Vous posez la question d'un cadastre. Nous avons demandé à Vivaqua s'il existait un cadastre, donc nous sommes en en attente de cette réponse.

Sur la procédure en cas d'effondrement, je pense y avoir répondu, donc c'est toujours Vivaqua qui intervient.

Sur la durée moyenne des chantiers. Il était impossible d'y répondre, ça dépend de l'ampleur du chantier et il faudrait alors analyser les durées de chaque chantier pour pouvoir répondre et encore une fois, nous n'avons pas le personnel disponible aujourd'hui pour répondre à cette question.

Concernant la diminution des risques d'effondrement. Il est aujourd'hui impossible d'entamer des actions de diminution de ces risques, si ce n'est en accélérant la rénovation du réseau d'égouttage.

Mais ce n'est pas notre ressort, c'est Vivaqua qui a son programme et bien souvent son programme est dicté par les résultats des analyses suite aux effondrements. Concrètement, un exemple, vous savez que d'ici quelques mois vont commencer ou quelques semaines vont commencer les travaux de rénovation des égouttages et des raccordements rue de la Grande Haie.

Il y a eu une réunion ici la semaine dernière avec les habitants à ce propos. Vivaqua a expliqué en quoi ça allait consister. Mais il faut savoir que ces travaux font suite précisément à un effondrement, d'il y a un peu plus d'un an,

Rue de la Grande Haie. Effondrement au cours duquel Vivaqua a mené des travaux d'inspection et a découvert qu'il était impératif de mener des actions de rénovation à ce niveau-là. Sans cela, il était difficile pour Vivaqua de pouvoir programmer ces travaux de cette nature-là. C'est vous dire qu'il n'est pas évident de pouvoir procéder de façon systématique à un travail de prévention de ces risques si ce n'est en en rénovant l'ensemble du réseau d'égouttage.

Il y a un programme qui a été fait. Vous vous souvenez de la Chaussée Saint Pierre qui a été faite il y a une vingtaine d'années, c'est un axe important du ? qui a été refait avec les techniques, entre autres de re chemisage qu'évoquait tout à l'heure Monsieur le bourgmestre.

En termes de communication. Il faut savoir que le service concerné a bien été informé par le service des travaux lors des effondrements de voirie en question. Un message d'information a été publié sur le site web de la commune le 31 janvier. Il y a eu un délai entre le moment où l'incident a été signalé au service communication et celui auquel ce dernier a publié l'information. D'une part parce que le service a attendu confirmation de la cause de l'incident, et d'autre part, parce que les informations relayées par Vivaqua et la presse concernant les délais de chantier ne concordaient pas.

Comme le service a souhaité publier les dates exactes, il aurait fallu un certain temps pour obtenir les précisions auprès de Vivaqua. La publication d'informations sur les réseaux sociaux nécessite un délai de réaction plus rapide par rapport à l'incident. Dès lors, le service a estimé qu'il n'était plus opportun d'utiliser ce support de communication. Ceci d'autant plus que concernant l'interruption des transports en commun, celle-ci était déjà effective et communiquée sur le terrain.

Voilà les différents éléments que les services, Vivaqua, ont tenus à vous partager.

Monsieur le Bourgmestre :

Passionné par ce sujet comme par d'autres, je complète encore un tout petit peu parce que j'ai vu sur les bancs qu'il y avait des mouvements divers lorsque je parlais de L'ibra, comme si je passais à côté de la montre en l'or.

Donc L'ibra était l'intercommunale bruxelloise d'assainissement des eaux dont le premier président historique a été Monsieur Daniel Ducarme et L'ibra avait dans son cahier des charges l'assainissement des égouts. Et puis l'ibra a été fusionné avec l'IBDE, et puis le tout a disparu dans Vivaqua, ça c'est l'historique de la situation.

Et donc c'était intéressant d'écouter Monsieur du Bus avec le système convexe et concave avec les « Kassa style » comme on disait à Bruxelles, donc les pavés en porphyre. Et il dit ça, pas pour sourire, mais parce que quand vous imaginez donc tout un toute une voirie en voûte avec des pavés et là, au-dessus des couches d'asphalte, ça veut dire qu'en fait vous avez tout un dôme qui subsiste et qui casse la misère pendant assez longtemps et vous avez une cavité qui se crée en dessous, et puis on roule au-dessus, tout va bien.

Mais le jour où vous avez un camion de plus grande ampleur qui passe ou qui a un tremblement, tout s'effondre et on peut arriver véritablement à une cavité considérable.

J'ai vu ça un jour dans un trottoir et je termine par-là, du côté de l'Avenue de l'Armée, il y avait eu un effondrement de canalisations d'eau qui s'était rompue. Problème des canalisations, c'est le cadastre aussi que je voulais dire, parce que Olivier a demandé, est ce qu'il y a un cadastre, oui, il y a un cadastre des canalisations, originellement en fonte en plomb, en galvanisé, pour l'eau, le gaz et l'électricité, et il y a aussi un cadastre des égouts, donc ça, ça existe.

Et si tout va bien, ils ont une programmation liée aux réparations des égouts les plus anciens. Je ne sais pas si Monsieur du Bus a parlé du chemisage des égouts, mais c'est une technique intéressante que vous devez connaître.

Donc vous imaginez une grande chaussette, mais la chaussette d'une taille d'un égout et vous glissez cette chaussette avec un procédé technique particulier qui épouse toute la forme de l'égout qui gonfle et puis qui se solidifie, et vous avez un nouvel égout de l'Intérieur qui permet d'arriver à ce que l'eau passe beaucoup plus vite, qu'il n'y ait plus d'éléments qui freinent, des morceaux qui tombent, et cetera. Pour cela, il faut faire une tour en creusant à gauche, en creusant à droite, et puis il y a une machine qui vient poser la chemise à l'intérieur. Comme je sais que vous aimez bien les chemises et les cravates, c'est donc un chemisage d'égout.

Mais effectivement, ce cadastre existe.

Voilà Monsieur, que je pouvais lui coller pour en rajouter à votre exposé technique de grande qualité.

Mijnheer de Burgemeester:

Het einde van uw tussenkomst zet mij er toch toe aan om een inleiding te geven, maar ik laat het natuurlijk aan de heer du Bus over om te reageren op de wegbekleding, de bakstenen riolering en alles wat er te zeggen valt over riolering in de stad.

Maar ik maak me geen zorgen, want het Rode Kruis in Etterbeek is zeer efficiënt en dus hebben we bij een ongeval, naast de hulpdiensten, ook een efficiënte post van het Rode Kruis. Maar alle gekheid op een stokje, in oude steden met bakstenen rioleringen, met wasmiddelen, wasmachines en vaatwassers, ontstaan er inderdaad wegverzakkingen door het instorten van de sluitstenen, de rioleringen. Maar dat wordt allemaal beheerd met Viavaqua, met de dienst Openbare Werken.

Om dan te doen geloven dat we ons in een soort apocalyps bevinden en dat alle inwoners gevaar lopen door een nakende, algemene instorting van het hele rioolstelsel, denk ik dat dit geen fakenieuws is, maar een soort aangedikte nachtmerrie, een situatie die niet bestaat.

Ik heb in de tijd van de heer de Marken de Mercken iets meegemaakt. We denken aan hem bij het beantwoorden van deze vraag. Hij was ondanks zijn leeftijd onverschrokken, want in de Hansen-Soulielaan had zich enkele jaren geleden een spectaculaire wegverzakking voorgedaan als gevolg van een breuk in de riolering, waardoor er een echte grot was ontstaan in de Hansen-

Soulielaan. De verzakking was zo groot dat een vrachtwagen met oplegger, dus tractoren met de hele aanhangwagen achteraan, in het gat hing. Het gat was gigantisch.

En Bernard vond niets beters dan in het gat onder de aanhangwagen te gaan kijken, alsof het niets was.

Zo was hij. Als de aanhangwagen was gevallen, had hij het gat natuurlijk nog van iets dichtbij gezien. Maar het is zeker dat deze verzakkingen verband houden met... het ergste is zoals we hadden bij de Sint-Gertrudiskerk, toen er in de buurt ook een breuk in een waterleiding onder druk was en daar wordt nu voortdurend gegraven in de kelder zonder dat we dat zien.

Maar dat gezegd zijnde, geef ik het woord aan de heer du Bus de Warnaffe.

De heer du Bus:

Dank u, mijnheer de burgemeester.

U hebt al een hele reeks factoren genoemd die de problemen verklaren die u zelf, mijnheer Coppens, hebt aangehaald. Wij hebben ons geïnformeerd bij de diensten en bij Vivaquoi, en wegverzakkingen zijn bijna altijd te wijten aan problemen met de waterafvoer.

En die waterafvoer houdt verband met ofwel een probleem met de riolering, de staat van de riolering, de staat van het metselwerk van de riolering, ofwel een probleem met de aansluiting tussen de riolering en de gevels. Of het nu gaat om de riolering, de gevel of een probleem met de watertoevoer, het gaat om drinkwater. Het kan zijn dat er breuken in de leidingen zitten, of, wat veel zeldzamer is, dat het te maken heeft met regenpijpen aan de gevels.

Regenpijpen waarvan u weet dat er een reeks huizen is die nog steeds zijn uitgerust met een regenpijp aan de voorgevel, die via een waterspuwer in de goot uitmondt. En soms is de staat van deze regenpijp zodanig dat er overstromingen zijn en dat het water niet in de goot stroomt en niet in de riolering terechtkomt, maar in spleten sijpelt, enzovoort.

Problemen met wegverzakkingen houden dus bijna altijd verband met een waterprobleem, want zodra het water binnendringt, zoekt het eerst op basis van het principe van de zwaartekracht zijn weg naar het laagst mogelijke punt, en daarom kan het soms gebeuren dat er een storing of verzakking optreedt op een plaats die ver verwijderd is van de oorzaak van bijvoorbeeld een breuk in de leiding. Dat is het eerste element.

Het tweede element is dat u de staat van onze wegen kent. We hebben wegen die uit kasseien bestaan. U weet dat de kasseien afgekant zijn en dat de straten zo zijn aangelegd dat ze er convex uitzien, zodat het geheel een gewelfvormig effect heeft dat bestand is tegen het verkeer.

Het onderhoud van de wegen is echter geëvolueerd en we zijn overgestapt op macadam en asfalt. Dit asfalt wordt voornamelijk op de oude kasseien aangebracht, in één of twee lagen, waardoor u een wegdek krijgt dat bestaat uit kasseien en lagen macadam.

Door watererosie ontstaan er holtes, kleine of grotere, zoals die waar de

burgemeester zojuist naar verwees op de Hansen-Soulielaan, wat een bijzonder spectaculair voorval was. Deze holtes variëren sterk in grootte. Het gewelf en de weg of straat of het wegnnet begeven het op een moment dat de holte zo groot is geworden dat de weg het verkeer niet meer kan dragen.

Dat is de oorzaak van de problemen die u aanhaalt.

Wie is er dan verantwoordelijk?

Vandaag is dat Vivaqua, sinds 2016 of 2018. Daarvoor was het Hydrobru en nog veel eerder, dus we hebben het over 25, 30 jaar geleden, was het de gemeente.

Mijnheer de Burgemeester:

Daartussen heeft Libra niet lang bestaan.

De heer du Bus:

Vandaag neemt Vivaqua alle herstellingswerken voor haar rekening, niet alleen herstellingen, maar vooral ook het onderhoud van het volledige rioolnet. De gemeente is dus niet rechtstreeks betrokken, behalve dat de gemeente en de politie op haar grondgebied de veiligheid van de werf, de afzettingen en omleidingen garanderen, maar Vivaqua neemt alle werkzaamheden voor haar rekening.

Soms zijn er zogenaamde 'spookverzakkingen', zoals de diensten dat noemen, die meestal op voetpaden voorkomen. Dit zijn verzakkingen waarvan de oorzaak niet duidelijk is. Vivaqua stuurt dan twee soorten ploegen: ploegen die zich bezighouden met de zuivering en ploegen die de toevoerleidingen onderzoeken. Ze luisteren zelfs via een systeem dat ik niet ken, maar dat van hen is en waarmee ze door het opnemen van geluid kunnen detecteren of er al dan niet lekken zijn in de watertoevoer.

En als het noch de zuivering, noch de watertoevoer is, dan is het niet de verantwoordelijkheid van Vivaqua. Het kan een probleem zijn dat, zoals ik al eerder zei, te maken heeft met een lek in een regenpijp, waardoor er water op de trottoirs stroomt die misschien slecht onderhouden zijn. In dat geval is de gemeente verantwoordelijk, maar dat is echt een uitzondering en dat is wat we 'spookverzakkingen' noemen.

Om uw vragen over het aantal te beantwoorden: in 2025 waren er 2 interventies, Jules Malou en Victor Jacobs. In 2024 waren er 7 interventies. Dat is dus meer dan wat er op uw Facebookpagina's stond, namelijk Kloktoren, Morgenland, Acacias, Eskadron, Gérard en Grote Haag. In 2023 waren er 20 interventies, maar niet elke keer was er sprake van een wegverzakking, dus we kunnen niet zeggen dat er sprake is van een significante toename en we zouden zelfs kunnen spreken van een afname in 2024 ten opzichte van 2023. Dat gezegd hebbende, als we echt een nauwkeuriger beeld van de curve willen krijgen, zouden we een analyse moeten maken van de afgelopen 10 jaar, maar we hebben momenteel niet het personeel beschikbaar om een dergelijke analyse uit te voeren.

U vraagt naar een overzicht. We hebben aan Vivaqua gevraagd of er een overzicht is. We wachten op een antwoord.

Wat betreft de procedure in geval van een verzakking, denk ik dat ik daar al antwoord op heb gegeven, dus het is nog steeds Vivaqua die tussenkomt.

Wat betreft de gemiddelde duur van de werkzaamheden. Het was onmogelijk om daar antwoord op te geven, dat hangt af van de omvang van de werkzaamheden en dan zou de duur van alle werkzaamheden moeten worden geanalyseerd om daar antwoord op te kunnen geven en nogmaals, we hebben vandaag niet het personeel beschikbaar om die vraag te beantwoorden.

Wat betreft het verminderen van het risico op wegverzakkingen. Het is momenteel onmogelijk om maatregelen te nemen om deze risico's te verminderen, behalve door de renovatie van het rioolnetwerk te versnellen.

Maar dat is niet onze bevoegdheid, dat is de verantwoordelijkheid van Vivaqua, dat zijn eigen programma heeft en dat programma wordt vaak bepaald door de resultaten van analyses na verzakkingen. Een voorbeeld: u weet dat over een paar maanden of een paar weken de renovatiewerkzaamheden aan de riolering en aansluitingen in de Grote Haagstraat van start gaan.

Vorige week is hier een bijeenkomst met de bewoners over geweest. Vivaqua heeft uitgelegd wat deze werkzaamheden inhouden. Maar u moet weten dat deze werkzaamheden net het gevolg zijn van een verzakking, iets meer dan een jaar geleden, in de Grote Haagstraat. Tijdens die wegverzakking heeft Vivaqua inspectiewerkzaamheden uitgevoerd en ontdekt dat het noodzakelijk was om hier renovatiewerkzaamheden uit te voeren. Zonder deze verzakking was het voor Vivaqua moeilijk geweest om dit soort werkzaamheden te plannen. Het is dus niet eenvoudig om deze risico's systematisch te voorkomen, tenzij het hele rioolnet wordt gerenoveerd.

Er is een programma opgesteld. U herinnert zich vast nog wel de Sint-Pietersweg, die twintig jaar geleden is aangelegd., opnieuw werd aangelegd met behulp van onder andere de technieken voor het opnieuw bekleden van leidingen waar de burgemeester het zojuist over had.

Wat betreft de communicatie. Het is belangrijk te weten dat de dienst Openbare Werken de betreffende dienst wel degelijk op de hoogte heeft gebracht van de wegverzakking. Op 31 januari werd er een bericht geplaatst op de website van de gemeente. Er zat een tijdsverschil tussen het moment waarop het incident werd gemeld aan de dienst Communicatie en het moment waarop deze de informatie publiceerde. Enerzijds omdat de dienst wachtte op bevestiging van de oorzaak van het incident, en anderzijds omdat de informatie van Vivaqua en de pers over de duur van de werkzaamheden niet overeenkwam.

Aangezien de dienst de exacte data wilde publiceren, zou het enige tijd hebben geduurd om de details van Vivaqua te verkrijgen. De publicatie van informatie op sociale media vereist een snellere reactie op het incident. Daarom vond de dienst het niet opportuun om dit communicatiemiddel te gebruiken. Zeker omdat de onderbreking van het openbaar vervoer al een feit was en ter plaatse was gecommuniceerd.

Dit zijn de verschillende elementen die de diensten met u wilden delen.

Mijnheer de Burgemeester:

Als liefhebber van dit onderwerp en andere onderwerpen wil ik nog even iets toevoegen, want ik zag dat er op de banken wat onrust ontstond toen ik het over L'ibra had, alsof ik de plak missloeg.

L'ibra was dus de Brusselse intercommunale voor waterzuivering, waarvan de eerste historische voorzitter de heer Daniel Ducarme was, en L'ibra had in haar takenpakket de zuivering van rioleringen. Vervolgens fuseerde L'ibra met IBDE, en daarna verdween alles in Vivaqua, dat is de geschiedenis van de situatie.

Het was dus interessant om naar de heer du Bus te luisteren met het convexe en concave systeem met de "Kassa-stijl", zoals we dat in Brussel noemden, dus de porfierstraatstenen. En hij zegt dat niet om te lachen, maar omdat als je je een heel weggennet voorstelt met gewelfde bestrating en daarboven lagen asfalt, dat betekent dat je in feite een hele koepel hebt die vrij lang standhoudt en de ellende tegengaat, en dat er zich daaronder een holte vormt, en dan rijd je eroverheen en gaat alles goed.

Maar op de dag dat er een grotere vrachtwagen voorbijrijdt of er een aardbeving plaatsvindt, stort alles in en kan er een aanzienlijke holte ontstaan.

Ik heb dat ooit eens gezien in een voetpad, en ik sluit hiermee af, aan de kant van de Legerlaan was er een verzakking van waterleidingen die waren gebroken. Het probleem met de leidingen is ook het overzicht, dat wilde ik zeggen, want Olivier vroeg of er een overzicht is. Ja, er is een overzicht van de leidingen, oorspronkelijk van gietijzer, lood en gegalvaniseerd, voor water, gas en elektriciteit, en er is ook een overzicht van de riolering, dus dat bestaat.

En als alles goed gaat, hebben ze een programma voor de reparatie van de oudste rioleringen. Ik weet niet of de heer du Bus het heeft gehad over het bekleden van rioleringen, maar dat is een interessante techniek die u moet kennen.

Stelt u zich een grote sok voor, maar dan ter grootte van een rioolbuis. Deze sok wordt met een speciale techniek over de rioolbuis geschoven, zodat hij zich volledig aanpast aan de vorm van de rioolbuis, uitzet en vervolgens uithardt. en dan hebt u een nieuwe rioolbuis van binnenuit waardoor het water veel sneller kan wegstromen, zonder dat er nog elementen zijn die het afremmen, stukjes die eruit vallen, enzovoort. Daarvoor moet u een toren bouwen door links en rechts te graven, en dan komt er een machine die de mantel aan de binnenkant aanbrengt. Aangezien ik weet dat u van overhemden en stropdassen houdt, is het dus een rioolbekleding.

Maar het klopt dat dat overzicht bestaat.

Dat is wat ik u kon vertellen om uw uitstekende technische uiteenzetting aan te vullen, mijnheer.

Levée de la séance à 22:10
Opheffing van de zitting om 22:10

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

Annick Petit

Le Bourgmestre-Président

Le Bourgmestre-Président
De Burgemeester-Voorzitter

Vincent De Wolf